

INSTITUT
KURDE
DE PARIS

Bulletin de liaison et d'information

N° 372

MARS 2016

*La publication de ce Bulletin bénéficie de subventions
du Ministère français des Affaires étrangères (DGCID)
et du Fonds d'action et de soutien pour l'intégration et la lutte contre les discriminations (FASILD)*

Ce bulletin paraît en français et anglais
Prix au numéro : France: 6 € — Etranger : 7,5 €
Abonnement annuel (12 numéros) France : 60 € — Etranger : 75 €

Périodique mensuel
Directeur de la publication : Mohamad HASSAN
Numéro de la Commission Paritaire : 659 13 A.S.
ISBN 0761 1285

INSTITUT KURDE, 106, rue La Fayette - 75010 PARIS
Tél. : 01- 48 24 64 64 - Fax : 01- 48 24 64 66

www.fikp.org
E-mail: bulletin@fikp.org

- **PARIS : CÉLÉBRATION DU NOUVEL AN KURDE À L'HOTEL DE VILLE**
- **WASHINGTON : LE GÉNOCIDE DES YÉZIDIS RECONNU PAR LE CONGRÈS**
- **SYRIE : LES KURDES ET LEURS ALLIÉS DÉCLARENT UNE RÉGION FÉDÉRALE**
- **TURQUIE : RÉPRESSION CONTRE LA PRESSE ET LES UNIVERSITAIRES**
- **BRUXELLES : UN ACCORD CONTROVERSÉ ENTRE EUROPE ET TURQUIE**
- **TURQUIE : LES GRAVES CONSÉQUENCES POLITIQUES DE LA VIOLENCE D'ÉTAT**

PARIS : CÉLÉBRATION DU NOUVEL AN KURDE À L'HOTEL DE VILLE

Le «Newrouz», c'est le Nouvel An des Kurdes. Cette fête préislamique, célébrée le 21 mars (le moment où arrive le printemps) par plusieurs peuples iraniens du Moyen Orient ainsi que par les turcophones d'Asie centrale, trouve selon sa tradition son origine dans un événement politique: le renversement du Shah sanguinaire Zohak par une révolte populaire dirigée par Kawa le Forgeron (en kurde «Kawa Asinger»), qui alluma ensuite un feu pour appeler le peuple à fêter sa victoire. Le Newrouz est donc pour les Kurdes à la fois une fête, marquée par des feux, des danses et des chansons, et un moment politique d'affirmation de leur existence et de leur lutte. Cette année, avec la situation difficile des Kurdes en butte à la répression en Turquie et leur

participation en première ligne au combat contre les djihadistes du soi-disant «État islamique», Newrouz avait une signification politique particulièrement forte.

Dans nombre de villes du Kurdistan de Turquie ainsi que dans les métropoles turques de l'ouest du pays, les célébrations ont été cette année interdites «pour raisons de sécurité». A Diyarbakir, où chaque année près d'un million de Kurdes participaient à la fête, celle-ci n'a rassemblé qu'environ cent mille personnes en raison du couvre-feu en vigueur et du quadrillage policier et militaire serré de la ville.

A Paris, où chaque année le Nouvel An kurde était célébré dans la Mairie du Xe arrondissement, considéré «quartier kurde», cette année à l'initiative

de Mme Anne Hidalgo, les Kurdes et leurs amis ont été reçus dans les magnifiques salons de l'Hôtel de Ville éclairés aux couleurs kurdes.

La soirée a commencé à 19 h par une réunion de soutien à l'Institut Kurde. Devant un parterre de personnalités, Mme Hidalgo, entourée de ses adjoints Patrick Klugman et Alexandre Cordoba et du maire du Xe arrondissement Rémi Féraud, a prononcé un discours rappelant le soutien apporté depuis des années par la Mairie à l'Institut Kurde. Elle a indiqué qu'elle était personnellement intervenue auprès des plus hautes autorités de l'État pour que la France finance et pérennise l'existence de cette institution. Elle a invité les mécènes à participer à cet effort collectif d'autant plus nécessaire que les Kurdes sur le

terrain se battent pour nos valeurs, pour nos libertés. Elle a évoqué avec émotion son voyage d'octobre 2015 au Kurdistan irakien et l'accueil chaleureux que lui ont réservé les autorités et la population kurdes. «Vous pouvez compter sur moi, et me considérer comme une avocate de la cause kurde.», a-t-elle conclu.

Reprenant ensuite la parole, Kendal Nezan a remercié Mme Hidalgo et son équipe de leur soutien et de leur hospitalité. Répondant à l'appel de personnalités, des médias et de citoyens, le Gouvernement s'est engagé à rétablir partiellement la subvention de l'Institut afin d'éloigner la menace de sa clôture, a-t-il ajouté. «Nous comptons à présent sur la Mairie pour compléter ce financement et offrir à l'Institut des locaux appropriés à sa mission.», a-t-il conclu

Puis l'ambassadeur Saywan Barzani, représentant le Premier ministre du Kurdistan, a évoqué les moments forts de la solidarité

des personnalités et du peuple français avec le peuple kurde depuis les années 1980 et s'est félicité de l'intensification récente des relations franco-kurdes.

Cette partie de la soirée s'est achevée par la remise à Mme Hidalgo par un Général de pechmergas en tenue kurde d'une médaille d'honneur pour sa contribution à la défense du peuple kurde.

Le deuxième partie de la soirée a été festive et musicale. Après les discours de bienvenue de Patrick Klugman et de Kendal Nezan, les groupes de musique de Şivan Perwer, Issa et Miço Kendes ont chanté devant un public d'environ 1500 invités kurdes et amis des Kurdes. La poétesse kurde Nazand Begikhani a récité quelques-uns de ses poèmes. Puis le philosophe Bernard Henry-Lévy, qui a fait plusieurs voyages au Kurdistan, et qui venait de rencontrer François Hollande en compagnie du général kurde Sirwan Barzani, a transmis le message de félicita-

tions du Président de la République pour le Nouvel An kurde, avant d'appeler la France et les autres pays de la coalition internationale à aider davantage les courageux combattants kurdes qui se battent contre Daech pour leur terre et leurs libertés, mais aussi pour nos libertés.

Enfin, le général Barzani s'est adressé aux invités en kurde pour leur souhaiter une bonne année et leur demander de rester mobilisés et solidaires dans cette période historique pour le peuple kurde.

La fête s'est ensuite poursuivie jusqu'à 23 h 30 avec des danses traditionnelles kurdes.

Depuis 2004, où en partenariat avec l'Institut Kurde et à l'invitation de Bertrand Delanoë, le Newrouz avait été une première fois célébré à l'Hôtel de Ville, c'est la seconde fois que la Ville de Paris honorait ses concitoyens kurdes en célébrant leur Nouvel An.

WASHINGTON : LE GÉNOCIDE DES YÉZIDIS RECONNU PAR LE CONGRÈS

Le 14 de ce mois la Chambre des Représentants américaine a déclaré par un vote unanime de 383 voix reconnaître comme génocide le massacre des Yézidis perpétré par Daech après sa conquête de la région du Sindjar (en kurde Shingal) en août 2014. La proposition sera ensuite transmise au Sénat, et si les Sénateurs votent de manière identique aux Représentants, la reconnaissance du génocide par le Congrès des États-Unis deviendra officielle. Le Parlement européen avait déjà voté à l'unanimité dans le même sens le 5 février dernier, premier cas dans l'Histoire de reconnaissance officielle d'un

génocide par une telle instance pour un conflit encore en cours. Le Musée de l'Holocauste de Washington avait été l'un des premiers à qualifier les massacres de Daech de ce terme en novembre 2015, dans un rapport publié par son Centre Simon-Skjodt pour la Prévention du Génocide.

Le 17, le secrétaire d'Etat américain John Kerry a déclaré à son tour qu'après analyse des données en sa possession, il était parvenu à la conclusion que Daech s'était rendu coupable de génocide contre les yézidis, les chrétiens et les chiïtes sur le territoire qu'il contrôle en Irak et en Syrie: «Daech est génocidaire par auto-

proclamation, par son idéologie et par ses actions, dans ce qu'il dit, ce qu'il croit et ce qu'il fait.», a-t-il déclaré. «Daech est également responsable de crimes contre l'humanité contre ces mêmes groupes.», a-t-il ajouté. La conclusion de Kerry marque la deuxième fois seulement qu'une administration américaine qualifie de génocide des actions commises dans un conflit encore en cours.

Il est difficile d'avancer un chiffre précis pour les Yézidis assassinés par Daech, beaucoup de familles ayant pour l'instant décidé de rester dans les camps de réfugiés plutôt que de revenir dans les zones libérées des djihadistes. Le

10 du mois, le Ministre de l'Intérieur du Gouvernement Régional du Kurdistan (GRK), Karim Sinjari, a annoncé que depuis la prise du Sindjar par Daech en août 2014, 2300 yézidis avaient été sauvés des mains de l'organisation djihadiste. Le Bureau des affaires yézidies du GRK a publié des données selon lesquelles près de 2500 Yézidis sont confirmés comme morts. La plupart ont été victimes d'exécutions de masse qui ont pris place rapidement après la prise de la région du Sindjar par l'organisation djihadiste en août 2014. Selon

d'autres estimations, le nombre d'hommes et de garçons massacrés immédiatement après la prise de Sindjar dans les villages situés aux alentours de la ville se monte à 5 000. Le sort de 500 yézidis disparus n'est toujours pas connu. Daech avait capturé lors de son offensive 6255 yézidis, et détendrait encore captives 3900 femmes. Plus tôt ce mois-ci, le maire de Sindjar avait déclaré que des dizaines des jeunes filles yézidies kidnappées par des djihadistes de Daech en août 2014 avaient été envoyées dans d'autres pays comme

l'Afghanistan, le Pakistan, la Libye et la Tchétchénie.

Au moins 24 fosses communes ont été trouvées aux alentours de la ville de Sindjar après sa reprise aux djihadistes, certaines contenant les corps de femmes sans doute considérées comme trop âgées pour être utilisées comme esclaves sexuelles. Le GRK prévoit de donner accès à 25 de ces fosses communes aux experts de la Cour pénale internationale, qui ont été invités à se rendre dans la région pour décider de la qualification du crime commis par Daech.

SYRIE :

LES KURDES ET LEURS ALLIÉS DÉCLARENT UNE RÉGION FÉDÉRALE

Le Parti de l'unité démocratique (PYD), parti kurde dominant au Kurdistan syrien, est demeuré exclu durant le mois de mars des pourparlers de Genève sur l'avenir de la Syrie. Cette mise à l'écart, en grande partie due à la ligne politique obsessionnellement anti-kurde de la Turquie, grand soutien de l'opposition syrienne «officielle», est d'autant plus paradoxale que sur le plan militaire, les Forces démocratiques syriennes (FDS), dont les combattants kurdes du PYD constituent la composante principale, demeurent des partenaires privilégiés dans la lutte contre Daech à la fois des États-Unis et de la Russie. Le 3 mars, Maria Zakharova, porte-parole du ministère russe des Affaires étrangères, a déclaré que les pourparlers de paix sur la Syrie étaient «incomplets sans les Kurdes». Le 11, Sergueï Lavrov a explicitement demandé à l'envoyé des Nations Unies en Syrie, Staffan de Mistura, d'inclure les Kurdes dans les pourparlers qui devaient reprendre. Argumentant que «tenir des pourparlers sur une nouvelle organisation du pays et

préparer la réforme constitutionnelle et les élections en l'absence des Kurdes constituerait une grave violation des droits d'un groupe important et significatif vivant en Syrie», Lavrov a ensuite critiqué la Turquie pour avoir imposé jusqu'à présent l'exclusion des Kurdes.

Staffan de Mistura est visiblement contraint à un véritable «grand écart» sur la question des Kurdes de Syrie. Interrogé dans une conférence de presse sur la possibilité d'élargir la participation aux prochains pourparlers, il a répondu que les Nations Unies n'enverraient pas de nouvelles invitations, mais a insisté sur... l'importance d'inclure dans les pourparlers «tous les Syriens qui peuvent faire une contribution au futur du pays»: les Kurdes de Syrie sont-ils ou non des Syriens? Deux jours plus tard, il a déclaré dans une interview au journal suisse *Le Temps* que «les Kurdes syriens [étaient] une composante importante du pays», et qu'il fallait «trouver une formule leur permettant d'exprimer une opinion sur la constitution et la gouvernance du pays». John Kirby, porte-parole du Département d'Etat

américain, a pris le même jour une position similaire. Le problème semble bien pour ces responsables politiques de faire participer les Kurdes... sans que la Turquie ne s'en rende compte (!) et ne fasse capoter les discussions. Tous sont conscients du fait que, sans la composante kurde, les pourparlers ont peu de chance d'aboutir à une solution praticable.

Dès le 2 du mois, Akram Hesso, Premier ministre du Canton de Djéziré, avait révélé dans une interview donnée à *Al Monitor* que les discussions tenues à Kobanê fin février entre les autorités du «Rojava» (le Kurdistan de Syrie) et une délégation internationale conduite par l'envoyé du président américain Brett McGurk et comprenant des responsables militaires français et britanniques avaient bien abordé, à côté de la lutte contre Daech, la proposition d'établir un gouvernement fédéral en Syrie. Le 3, le Gouvernement régional du Kurdistan irakien (GRK), a par la voix du cabinet de Massoud Barzani exprimé son soutien à un système fédéral en Syrie, appelant les groupes kurdes à s'unir derrière ce projet.

Cette prise de position est d'autant plus remarquable que, si la plupart des partis politiques du Kurdistan irakien reconnaissent l'administration autonome des «cantons» du Rojava établie par le PYD, ce n'est pas le cas du Parti Démocratique du Kurdistan (PKK), dirigé précisément par Massoud Barzani, qui favorise les liens avec l'autre entité kurde de Syrie, le Conseil national kurde (KNC), bien moins présent sur le terrain, et dont les relations avec le PYD sont pour le moins tendues: si le PYD accuse le KNC de liens avec la Turquie, le KNC accuse le PYD de liens avec le régime de Damas. Celui-ci, sans surprise, s'est montré farouchement opposé à l'idée d'une «fédéralisation» du pays, qu'il considère comme le prélude à son démembrement néocolonial. Mais l'allié russe a montré sur ce point sa différence: le Vice-ministre russe des Affaires étrangères, Sergueï Riyabkov, a déclaré le 1er mars qu'il soutiendrait tout arrangement auquel parviendraient les Syriens, y compris une solution fédérale.

Si l'opposition syrienne « officielle », à dominante islamiste, soutenue par la Turquie et l'Arabie Saoudite, voit elle aussi dans le fédéralisme un danger de partition du pays, d'autres y voient à l'opposé la dernière chance de préserver l'unité de la Syrie. Dans le Huffington Post du 20 mars, David L. Phillips argumentait que la cause principale du conflit en Syrie avait été la concentration exclusive du pouvoir entre les mains d'une administration minoritaire dirigée par les Alaouites, et qu'une décentralisation pourrait contribuer à la paix et à la transition politique. Le PYD avait le 11 déclaré que ce qu'il demandait était une décentralisation, et que

le nom qu'on lui donnait, fédéralisme ou autre chose, n'était pas important. Le 14, Sergueï Lavrov a défendu l'idée que c'était précisément pour préserver l'intégrité de la Syrie qu'il fallait que les Kurdes soient invités aux négociations: «S'ils sont exclus des négociations sur l'avenir de la Syrie, comment peut-on s'attendre à ce qu'ils veuillent demeurer dans cet État?».

A partir du milieu du mois, la situation a évolué rapidement sur les plans à la fois militaire et politique: le 15, Vladimir Poutine, prenant de court la plupart des observateurs, a annoncé le retrait d'une partie des forces russes de Syrie, un retrait qui a commencé effectivement quelques jours plus tard, et le 17, les Kurdes et leurs alliés arabes, chrétiens et turkmènes ont déclaré une région fédérale dans le nord de la Syrie. Un congrès organisé à Rumeilan par les Kurdes du PYD a annoncé qu'il allait établir une «Région fédérale» unifiant les trois cantons de l'administration du Rojava, d'est en ouest la Djéziré, Kobanê et Afrîn. Une assemblée élue de 31 membres a été chargée de jeter les bases de la nouvelle Région fédérale d'ici septembre prochain.

La Ligue arabe a rapidement dénoncé cette initiative: lors de sa session du 21 mars, son Vice-secrétaire général Ahmed ben Helli l'a qualifiée de «séparatiste», déclarant qu'elle mènerait à la division de la Syrie. Le régime de Damas a pris une position similaire, le ministre syrien des Affaires étrangères expliquant que la constitution actuelle de la Syrie excluait le fédéralisme, et que la nouvelle région était donc «illégal». Washington a de son côté déclaré qu'il ne reconnaîtrait pas la nouvelle région fédérale et

que le futur système de gouvernement de la Syrie devait être discuté aux pourparlers organisés sous l'égide des Nations Unies... auxquels le PYD n'était toujours pas invité. Mais les États-Unis ont également déclaré vouloir poursuivre leur proche coopération avec les Kurdes dans la lutte contre les djihadistes de Daech.

Après ces divers refus, Rodi Osman, responsable de la Représentation de l'administration du Rojava à Moscou, a voulu distinguer la toute nouvelle région fédérale, modèle possible pour toute la Syrie, de l'administration autonome des territoires kurdes, déjà en place depuis décembre 2013. Il a également précisé qu'elle n'était pas un pas vers la partition et n'avait pas été créée sur une base ethnique mais territoriale: «Nous ne cherchons pas à créer un État pour un groupe ethnique particulier.», a-t-il expliqué, ajoutant qu'il s'agissait entre autres de mettre fin à la discrimination contre les minorités, incluant les chrétiens, le fédéralisme permettant une meilleure reconnaissance de la diversité de la population du pays.

Après les cinq ans de guerre civile qu'a connues le pays, il semble effectivement impossible d'en revenir au statu quo précédent, avec un pouvoir centralisateur et exclusif entre les mains du parti Ba'ath.

Les opérations militaires n'ont pas cessé pour autant: le 26 du mois, le régime a repris à Daech la citadelle de Palmyre, et deux jours plus tard, le 28, c'est la ville elle-même dont les djihadistes ont été chassés. Le 31, les Kurdes de Syrie ont annoncé se préparer à mener une offensive sur la ville de Raqqa, «capitale» de Daech.

TURQUIE : RÉPRESSION CONTRE LA PRESSE ET LES UNIVERSITAIRES

Le samedi 5 mars, le quotidien Zaman, principal journal du pays avec 650 000 exemplaires, a été mis sous tutelle par les autorités. Très critique du gouvernement de M. Erdoğan, Zaman était considéré comme proche de l'imam Fetullah Gülen, exilé aux États-Unis et bête noire du président turc. Après avoir réussi à sortir in extremis une dernière édition «libre» avant que ses dirigeants ne soient limogés, le journal a affiché pour son édition de lendemain – qui selon ses journalistes n'a même pas été préparée par eux – une ligne éditoriale à l'unisson des journaux pro-gouvernementaux, montrant en «une» une photo du président turc... Pour conserver le contrôle des locaux, la police avait dû la veille disperser près de 500 protestataires à coups de balles en caoutchouc et de gaz lacrymogènes. Cette reprise en main musclée a suscité des protestations de l'Union européenne, mais n'a eu aucune incidence sur la tenue de la réunion EU-Turquie du lundi 6 à Bruxelles pour discuter la question des migrants...

Les autorités ont poursuivi dès le 9 leur ligne autoritaire au niveau parlementaire, lorsque selon l'agence Anatolia, le Bureau du premier ministre a soumis au Parlement une motion demandant la levée de l'immunité des co-présidents du parti «pro-kurde» HDP, Selahattin Demirtaş et Figen Yüksekdağ et des députés Selma Irmak, Sirri Sureyya Onder et Ertugrul Kürkçü. Cette demande fait suite à une enquête du procureur général de Diyarbakir sur les discours de ces cinq députés lors d'une réunion de décembre d'un groupe affilié au HDP, où Demirtaş avait notamment déclaré

que le HDP appuierait les appels à la formation de «régions autonomes démocratiques» au Kurdistan turc. Le Premier ministre Ahmet Davutoğlu avait justifié la possible levée de l'immunité des parlementaires HDP en raison du «soutien de ce parti au terrorisme». Cette motion, soutenue par l'AKP (au pouvoir) et les ultranationalistes du MHP, et rejetée par le CHP (kémaliste), doit obtenir une majorité des deux-tiers pour être adoptée (276 voix).

Le 10, Esra Mungan, Muzaffer Kaya et Kivanc Ersoy, trois universitaires signataires de la pétition demandant la paix dans le Sud-Est du pays, ont tenu une conférence de presse pour critiquer les pressions et les dizaines de licenciements subies depuis par les signataires et réitérer leur demande de fin des opérations militaires dans la région kurde. Le 13, apparemment rendu furieux par leur audace, le Président Erdoğan a déclaré que la définition du terrorisme devrait être élargie pour y inclure les personnes soutenant celui-ci, comme les députés, les universitaires, les journalistes et les dirigeants de la société civile: «Les terroristes (a-t-il déclaré) ne sont pas seulement ceux [qui ont] des armes, mais aussi [...] des stylos à la main.»... Le 16, les trois universitaires ont été inculpés de «propagande terroriste». Le tribunal a estimé que, n'ayant pas mentionné le PKK dans leur déclaration, ils étaient en accord implicite avec ses actions. Un enseignant britannique, venu assister à l'audience en soutien aux inculpés, a également été arrêté lorsque les policiers ont trouvé sur lui des invitations du HDP pour la fête kurde de Newrouz. Chris Stephenson a été inculpé à son tour de «propagande pour une organisation ter-

roriste», et après 25 ans de résidence dans le pays, a été dès le lendemain déporté sans procès vers l'Angleterre, par une décision administrative, laissant derrière lui son épouse turque et leur fille de 13 ans.

Le 26, s'est ouvert le procès de Can Dündar et Erdem Gül, rédacteur en chef et journaliste de Cumhuriyet accusés tous deux de haute trahison et de tentative de coup d'Etat pour avoir publié un reportage montrant un convoi d'armes des services secrets turcs (MIT) aux rebelles islamistes de Syrie. M. Erdoğan, rendu furieux par le fait que de nombreux diplomates étrangers aient décidé d'y assister, a demandé en direct à la télévision: «Qu'est-ce que vous faites là?», déclarant que le rôle des consuls devait se limiter aux locaux de leur consulat...

Dans ce contexte de plus en plus autoritaire, l'AKP poursuit ses projets de modification de la constitution du pays pour donner davantage de pouvoir au président. Après que la commission parlementaire chargée de travailler sur cette question se soit séparée le mois dernier sans parvenir à aucun résultat, le CHP (opposition, kémaliste) en ayant claqué la porte, Mustafa Sen, conseiller principal du premier ministre Ahmet Davutoğlu, a déclaré que si cette commission constitutionnelle n'arrivait pas à faire ce travail, l'AKP commencerait à préparer lui-même un projet, sur lequel une décision pourrait alors être obtenue avant l'été. Plusieurs autres hauts responsables de l'AKP ont déclaré que les propositions du parti, qui aurait besoin du soutien de 14 membres de l'opposition du Parlement pour être soumis à un vote national, étaient déjà en cours de discussion. Les plans devraient per-

mettre au président de dissoudre le parlement, ce qui mettrait également fin au mandat du président et déclencherait des élections législatives et présidentielles. Deux hauts responsables de l'AKP impliqués dans les délibérations ont déclaré que le président pourrait aussi légiférer par décrets sans devoir consulter le Parlement: «Le président dans notre proposition

serait plus puissant que dans le système américain» a déclaré l'un des fonctionnaires, parlant sous condition d'anonymat. Le chef de l'État nommerait également le cabinet ainsi que certains hauts responsables comme les ambassadeurs et certains membres de la magistrature.

Ces orientations affichées par l'AKP font craindre à l'opposition

l'avènement en Turquie d'un régime encore plus autoritaire si ce parti réussit à les imposer dans la nouvelle constitution: depuis que M. Erdoğan est devenu président, rappelle Reuters, plus de 1800 plaintes ont été déposées devant les tribunaux pour insulte au Chef de l'État, visant des étudiants, une ex-Miss Turquie, des journalistes, des universitaires...

BRUXELLES : UN ACCORD CONTROVERSÉ ENTRE EUROPE ET TURQUIE

Le 8 du mois, le Premier ministre turc Ahmet Davutoğlu a tenu dans les locaux du Conseil de l'Europe à Bruxelles des discussions avec les responsables européens, en particulier la chancelière allemande Angela Merkel et le premier ministre néerlandais Mark Rutte, dont le pays assure la présidence tournante de l'Europe. Il s'agissait d'examiner la manière dont la Turquie pouvait aider à endiguer le flot de réfugiés se présentant aux portes de l'Europe. Lors d'une réunion préparatoire tenue le dimanche 6 au soir, la Turquie avait demandé que lui soit attribué davantage que les trois milliards d'euros proposés jusqu'à présent par l'Union Européenne. Une source a même évoqué une demande par Ankara de 20 milliards d'euros... Une cinquantaine de Kurdes se sont rassemblés non loin du lieu des discussions pour protester contre celles-ci, déclarant notamment que l'UE ne devait pas financer la Turquie, car «l'argent serait utilisé pour opprimer les Kurdes». Ces discussions coïncident en effet avec une vague de répression de la presse contraire aux valeurs européennes et avec de violentes opérations militaires menées par l'armée turque dans la région kurde du pays, qui ont causé la mort de nombreux civils.

Dix jours plus tard, le 18, un «deal» entre Europe et Turquie a cependant été annoncé. Cet accord, immédiatement devenu objet de controverse, prévoit entre autres que seront renvoyés en Turquie tous les nouveaux migrants illégaux traversant depuis ce pays la Mer Égée pour gagner les îles grecques, dont certaines ne se trouvent qu'à quelques encablures des côtes turques. Dans le cadre de ce nouvel accord, tous les réfugiés arrivant sur les îles grecques devront être dûment enregistrés et toute demande d'asile sera traitée individuellement par les autorités grecques, conformément à la directive sur les procédures d'asile, en coopération avec le HCR. En contrepartie de la coopération de la Turquie, l'Union Européenne devrait également accélérer le versement à celle-ci des trois milliards d'euros précédemment promis pour aider à la gestion des réfugiés déjà sur le sol turc et y ajoutera trois autres milliards en 2018. L'Union assistera par ailleurs la Grèce à mettre sur pied une équipe de quelque 4 000 personnes, juges, interprètes et gardes-frontières, une décision individuelle devant être prise pour chaque réfugié...

Dès le 20, des milliers de Kurdes ont défilé pacifiquement à Hanover en Allemagne pour protester contre cet accord tout

en fêtant le nouvel an kurde, Newroz. Présent à la manifestation, Dieter Dehm, député européen du parti Die Linke (la Gauche) a qualifié «l'accord Erdoğan-Merkel» de «honteux et mesquin»: «Il est en contradiction avec les Droits de l'homme et les droits syndicaux, et il se fait aussi sur le dos des intellectuels turcs persécutés par Erdoğan. L'Allemagne devrait tourner le dos à ce critique des Droits de l'homme et plutôt accueillir de tout son cœur ces Kurdes courageux qui défendent le droit à la liberté contre l'Etat islamique».

De leur côté, les parlementaires de la Commission des Affaires étrangères du Parlement européen ont publié le 15 un rapport très critique sur plusieurs points de l'accord EU-Turquie, reprenant en cela le document rédigé par la Rapporteuse sur la Turquie du Parlement européen, la députée néerlandaise Kati Piri, après sa visite en Turquie de février dernier. Le communiqué de presse de la Commission déclare que la coopération UE-Turquie en matière de migration ne devrait pas être liée au processus de négociation d'adhésion à l'UE. Kati Piri a par ailleurs critiqué «la décision par l'UE de retarder le rapport de la Commission sur les progrès après les élections, ce qui donne l'impression que celle-ci a choisi

de garder le silence sur les problèmes de droits fondamentaux en Turquie en échange de la coopération d'Ankara concernant les réfugiés».

Même si le rapport exprime des félicitations à la Turquie pour avoir accepté d'abriter la plus grande population de réfugiés au monde, et réitère que la Turquie est un partenaire stratégique de l'UE, les députés demandent des progrès dans le domaine de l'État de droit et des valeurs fondamentales ainsi qu'un dialogue politique plus structuré et fréquent sur les thèmes principaux. Mme Piri a notamment déclaré: «Non seulement le rythme global des réformes en Turquie a ralenti, mais dans certains domaines clés, tels que la liberté d'expression et l'indépendance du système judiciaire, on constate également une régression particulièrement inquiétante».

Les députés expriment également dans ce rapport leurs craintes «face à l'escalade de la violence dans le sud-est de la Turquie, une violence qui a entraîné le déplacement de près de 400 000 personnes dans le pays». Suite à la publication fin février sur sa page Facebook de son inquiétude face aux actions des forces de sécurité turques à Diyarbakir, où elle dénonçait de «très sérieuses violations des droits de l'homme» et alertait sur le danger d'une guerre civile en Turquie, la Rapporteuse Kati Piri avait déjà été violemment critiquée par les autorités turques, le Ministre turc des Affaires européennes, Volkan Bozkir, l'ayant notamment accusée d'avoir «perdu toute objectivité» et lui reprochant en particulier de «n'avoir pas caractérisé le PKK comme une organisation terroriste». Kati Piri a également

demandé dans son rapport «la mise en place d'un processus permettant de contrôler que les trois milliards d'Euros attribués à la Turquie [dans le cadre de l'accord] seront bien utilisés pour les réfugiés.»

Les réactions négatives par rapport à cet accord se sont multipliées. Le Haut Commissariat pour les réfugiés des Nations Unies (HCR) a exprimé ses doutes, soulignant que les réfugiés avaient besoin de protection et non de rejet, et posant par ailleurs la question des moyens nécessaires à sa mise en œuvre dans de bonnes conditions pour les premiers concernés. Amnesty International a dénoncé une atteinte grave aux droits de l'homme, accusant Ankara de forcer illégalement chaque jour une centaine de réfugiés syriens à retourner dans leur pays, et indique craindre qu'une partie des réfugiés renvoyés de Grèce ne subisse le même sort. Médecins sans Frontières a décidé de mettre fin à sa présence dans plusieurs camps de réfugiés de Grèce, que l'accord transforme selon cette organisation en camps d'internement. L'ONG britannique Oxfam a accusé les dirigeants européens et turcs d'avoir «marchandé des êtres humains en échange de concessions politiques», faisant allusion à la reprise des pourparlers d'adhésion de la Turquie à l'Union européenne et à la demande de libre circulation des citoyens turcs en Europe. Enfin, France Terre d'Asile a qualifié d'«indigne» cet accord qui «autorise une forme d'expulsion collective allant à l'encontre du droit international».

D'autres critiques ont porté sur la justification que ses promoteurs donnent à l'accord: il permettrait de rendre impossible le «business» des passeurs. A ce

propos, l'agence de presse IRIN (ex-agence de presse des Nations Unies) a publié le 10 mars un rapport dans lequel elle note que le problème de fond est en réalité qu'il n'existe plus aucune voie légale permettant aux civils syriens piégés par le conflit de quitter leur pays. Le rapport cite Gerry Simpson, chercheur de l'ONG Human Rights Watch (HRW): «La Jordanie, le Liban et la Turquie ont fermé hermétiquement leurs frontières avec la Syrie, ne laissant aux civils qui peuvent payer d'autre choix que celui des passeurs pour s'échapper [...]». Selon le même rapport, citant une autre analyste, le gouvernement turc aurait autorisé courant mars ses gardes-frontière à ouvrir le feu sur les personnes tentant d'entrer en Turquie depuis la Syrie. Ege Seçkin, une analyste de risque de IHS Global Insight, un think-tank basé à Londres, a en effet déclaré: «Le raisonnement du gouvernement [turc] est très clair: ils ne veulent pas que les militants kurdes fassent des allers-retours dans le contexte d'une insurrection à l'intérieur de la Turquie». L'installation par la Turquie de tranchées et de clôtures en certains points de la frontière syrienne ayant rendu le travail des passeurs beaucoup plus risqué, ceux-ci demandent donc des montants plus élevés: au total, les difficultés du passage illégal ne font guère qu'augmenter les prix.

Salih Muslim, co-président du PYD, parti kurde de Syrie, soulignant que la Turquie agit contre les intérêts des Kurdes, a déclaré qu'une meilleure solution aurait été que les pays européens assistent économiquement le Rojava (Kurdistan de Syrie) pour que les conditions de vie y deviennent meilleures pour les résidents et les réfugiés.

TURQUIE : LES GRAVES CONSÉQUENCES POLITIQUES DE LA VIOLENCE D'ÉTAT

Après la rupture des négociations de paix avec PKK, le gouvernement turc a choisi une ligne extrêmement dure: l'armée a été déployée dans la plupart des villes du Kurdistan de Turquie, pour y mener de véritables opérations de guerre sans aucune considération pour la sauvegarde de leurs résidents. Après deux ans de paix, le Kurdistan de Turquie sombre ainsi dans une violence de plus en plus meurtrière dont les civils sont les premières victimes. Des affrontements militaires comparables à ceux des années 90 sont de retour, mais pour les jeunes Kurdes qui ont grandi dans le souvenir de cette époque, le niveau de violence est encore plus élevé, car cette fois les combats se déroulent dans un cadre urbain densément peuplé – combat dont la bataille de Kobané constitue le terrible modèle, avec pour résultat un champ de ruines inhabitable. La poursuite de telles opérations militaires et le refus par le gouvernement de toute solution négociée risquent de mener rapidement à des conséquences tragiques.

Par ailleurs, le président Erdoğan et son gouvernement AKP – qui ne fait plus guère qu'obéir aux injonctions de son chef – ont maintenant commencé à criminaliser toutes les voix qui appellent à faire taire les armes et tentent de défendre la possibilité de la paix. Sont visés les universitaires signataires d'une pétition critique, mais aussi le parti «pro-kurde» HDP et d'autres encore. Les tenants de cette politique ôtent ainsi progressivement leur crédibilité à toutes les tentatives pour trouver une alternative à la spirale de violence et mener une lutte politique plutôt

que militaire. Ainsi le HDP est-il accusé de ne pas condamner le PKK, tout en étant mis dans l'impossibilité de protéger les citoyens contre les exactions des forces de «sécurité»...

M. Erdoğan est-il conscient que sa politique de guerre civile renforce la légitimité de la guérilla auprès de la population kurde de Turquie? En effet, le message envoyé en particulier à la jeunesse kurde du pays est que le processus de lutte politique légale pour les droits des Kurdes en Turquie est une voie sans issue. Celle-ci risque d'en tirer la conclusion que la seule réponse possible à une violence aussi extrême est une violence encore plus radicale...

A cet égard, l'attentat suicide qui a été perpétré le 13 du mois à Ankara dans un lieu extrêmement fréquenté et a fait 37 morts et plus de 120 blessés justifie de grandes inquiétudes. Il a été revendiqué trois jours plus tard par les «Faucons de la Liberté du Kurdistan» (TAK), un groupe qui avait déjà attaqué l'aéroport Sabiha Gökçen d'Istanbul en décembre 2015, puis le 19 février dernier des bus militaires à Ankara (attentat ayant fait 29 morts et 80 blessés). Cet attentat est d'un niveau de violence inédit dans l'histoire de la lutte des Kurdes de Turquie pour leurs droits: jusqu'à présent, les militants kurdes n'avaient pas pour habitude de mener des actions visant explicitement des civils et susceptibles de provoquer un nombre important de morts chez des non-combattants. Contrairement au PKK, auquel il est arrivé de publier des excuses, par exemple lorsque ses attaques contre une caserne ont provoqué il y a quelques mois la mort d'un bébé, le TAK revendique bombes

et assassinats «sans aucune règle», et a déclaré après l'attentat de février vouloir «punir» les forces de sécurité pour les morts civiles qu'elles provoquent au Kurdistan. Le TAK déclare s'être séparé du PKK, qui de son côté affirme n'avoir aucun contrôle sur les actions de ce groupe dissident. Les services de renseignement turcs affirment quant à eux que le TAK est en fait un groupe accomplissant pour le PKK des actions que celui-ci ne veut pas revendiquer...

Quelle que soit la vérité, il faut souhaiter que ce type d'action ne devienne pas commun, car si ce devait être le cas, la Turquie serait en grand danger de s'enfoncer dans une spirale de vengeances et de contre-vengeances risquant de mener à une véritable guerre intercommunautaire à grande échelle, une situation qui ne s'est jamais produite jusqu'à présent malgré les décennies de conflit causées par la non-résolution de la «question kurde». Le gouvernement aurait alors initié un cycle infernal...

Le mois de mars est celui de la fête kurde traditionnelle de «Newrouz» (c'est-à-dire le «Nouvel An»), célébrée le 21. Mais cette année, les forces de sécurité turques ont poursuivi leurs opérations de guerre, et en particulier dans le quartier historique de Sur, à Diyarbakir, la plus grande ville kurde de Turquie, quartier dont une partie se trouve sous couvre-feu depuis le 2 décembre 2015. Selon le HDP, 25 citoyens y ont été tués depuis cette date, tandis que plusieurs anciens bâtiments historiques et religieux ont été détruits... Le 2 du mois, à l'appel de Selahattin Demirtaş, co-président du HDP, une manifestation de protestation contre ce couvre-feu ininterrom-

pu s'est dirigée vers Sur. Des affrontements ont rapidement éclaté avec la police qui a utilisé canons à eau et gaz lacrymogènes pour interdire aux manifestants l'accès au quartier. Les procureurs ont ensuite lancé une enquête contre Demirtaş pour incitation à manifester. Le 13, le couvre-feu a été allégé dans une partie de Sur seulement, les habitants ayant été le matin à 8h00 autorisés à sortir de chez eux, mais quasiment simultanément des couvre-feux sur les villes de Yuksekova et Nusaybin ont été annoncés pour le soir même. Le 15, le quartier Kaynar Tepe du district Bağlar de Diyarbakir a été placé sous couvre-feu à 3 h du matin après que, selon les autorités, des militants du PKK aient commencé à y mettre en place des barricades, à y creuser des tranchées et placer des bombes. Des affrontements ont très vite commencé avec roquettes et armes automatiques.

A Cizre, le gouverneur de la province de cette ville, qui comptait près de 100 000 habitants avant le début des affrontements, a annoncé le 1er du mois que le couvre-feu sur cette ville serait à présent levé quotidiennement de 5h du matin à 19h30. Les milliers d'habitants qui avaient fui les combats se sont présentés en longues files d'attente aux points de contrôle installés aux entrées de la ville. Beaucoup ont été horrifiés de découvrir leur maison totalement détruite et leurs biens perdus dans les ruines. Certains

ont commencé à rechercher les corps de proches. Seulement pour la journée du mercredi 2, cinq corps ont été retrouvés, dont deux dans des caves et trois dans un jardin...

Le 19, un nouvel attentat suicide a tué 4 personnes et en a blessé 36 autres à Istanbul, avec un mode opératoire rappelant celui du 12 janvier à Sultan Ahmet. Le Ministre de l'Intérieur turc, Efkan Ala, l'a attribué à Daech. Cet attentat a été condamné le lendemain par le PKK, qui a déclaré condamner le fait de viser des civils et réitéré son engagement à respecter dans sa propre lutte les conventions de Genève.

A la veille de Newrouz, le Ministre de l'Intérieur a déclaré que 200 000 membres des forces de sécurité maintiendraient la sécurité durant les célébrations, ajoutant que celles-ci avaient été interdites dans une grande partie de la Turquie en raison des risques d'attentats, notamment à Istanbul et dans plusieurs autres villes turques, mais autorisées dans 18 provinces [les provinces à majorité kurde du pays]. Le HDP avait cependant appelé à plusieurs défilés, notamment à Istanbul, où ils ont donné lieu à des affrontements avec la police. Celle-ci a empêché un représentant du HDP de faire une déclaration, avant d'utiliser gaz lacrymogène et balles en caoutchouc pour disperser des centaines de Kurdes. Plusieurs dizaines de personnes ont également été

arrêtées dans le quartier de Bakirkoy. A Diyarbakir, où le couvre-feu avait été levé pour cette occasion dans le quartier de Kaynar Tepe, des milliers de participants se sont rassemblés. La police avait cependant quadrillé la ville, fouillant les voitures et faisant des contrôles d'identité.

Le 27 à Diyarbakir, en présence des co-présidents du DTK Hatip Dicle et Selma Irmak, du co-président du HDP Selahattin Demirtaş, de la co-porte-parole du HDK (Congrès démocratique du peuple) Gülistan Kılıç Koçyiğit et de députés du HDP, le Congrès extraordinaire du DTK (Congrès pour une Société démocratique) a débuté par une minute de silence en hommage à celles et ceux tombés dans la lutte pour la liberté et la démocratie. Selma Irmak a en particulier rendu hommage aux trois femmes membres du DTK tuées à Silopi ainsi qu'à Mehmet Tunc, tué à Cizre, avant d'affirmer que les Kurdes ne renonceraient pas à leurs droits et que l'usage des tanks et des bombes n'apporterait aucune solution à la question kurde mais ne ferait que produire davantage de sang. La co-porte-parole du HDK a ensuite appelé à une alliance entre tous les Kurdes, incluant notamment Massoud Barzani, qu'elle a par ailleurs critiqué pour avoir qualifié certains groupes kurdes de terroristes. Elle a ensuite exprimé son accord avec le KCK pour demander la libération du leader kurde du PKK Abdullah Öcalan.

Le Monde
MARDI 1^{ER} MARS 2016

« Depuis que nous avons vu le visage de l'Etat turc... »

REPORTAGE

SILVAN (TURQUIE) - envoyé spécial

Au pied d'une vieille bâtisse ottomane, rare vestige du passé de la ville, ils sont une poignée d'hommes, lourdement armés, déployés autour de deux véhicules blindés. Ils couvrent d'un regard plongeant la rue pavée qui descend vers le quartier populaire de Mescit, avec ses ruines balayées par la mitraille et soufflées par les grenades. Commandés par un officier plus âgé qui arbore la moustache tombante distinctive des nationalistes religieux turcs, ils appartiennent aux forces spéciales de la police. Leur unité s'est affirmée comme le fer de lance de la réponse d'Ankara aux tentatives insurrectionnelles menées depuis l'été 2015 par les combattants du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) dans plusieurs villes à majorité kurde du sud-est de la Turquie.

Nouveaux maîtres des lieux

A Silvan, la lutte armée des militants kurdes a fait long feu. L'Etat est de retour dans cette petite ville de la province de Diyarbakir, dont les autorités municipales affiliées au mouvement kurde avaient déclaré l'autodétermination à l'été 2015, tandis que des milices de jeunes épaulées par des partisans plus aguerris élevaient des barricades et creusaient des fossés dans les quartiers acquis à leur cause.

Après sept couvre-feux successifs qui ont culminé en de violents combats de rue en novembre 2015, les combattants du PKK ont pris la fuite. C'est maintenant en silence que la guerre se poursuit.

Entre espionnage et bravade, un groupe d'enfants est venu plaisanter avec les hommes en armes. Deux d'entre eux portent en travers du dos des planchettes taillées en forme de fusil. Leurs aînés, eux, n'ont pas un regard pour les nouveaux maîtres des lieux. Dans ce quartier, peuplé par une majorité de familles chassées de leurs campagnes dans les années 1990 par la guérilla qu'y menait déjà le PKK, l'expérience de l'exil et de la guerre, la relégation sociale et le culte des « martyrs » continuent à s'enraciner, tandis



que s'achève l'extinction des brefs espoirs de paix.

« J'ai vraiment cru qu'on allait enfin vivre en paix. On n'imaginait pas que la guerre allait revenir, c'était un autre monde », déplore Ihsan Ogurlu. A 60 ans passés, ce villageois déraciné dit avoir été forcé de quitter sa campagne en 1993. Il ne se console pas d'avoir retrouvé vingt ans plus tard l'atmosphère des décennies noires du conflit kurde lorsque depuis les haut-parleurs de la mosquée voisine, les forces de sécurité ont menacé de rayer son quartier de la carte.

Comme 89 % des habitants de Silvan, M. Ogurlu a voté aux élections de juin 2015 pour le Parti démocratique des peuples (HDP), l'émanation légale du mouvement kurde. Présentant des revendications fondées sur la paix et la réconciliation, le HDP avait su rassembler au-delà de sa base kurde pour obtenir un score national inespéré. L'échec des tentatives de formation d'un gouvernement de coalition à Ankara et la reprise, fin juillet, des hostilités avec le PKK après deux ans de processus de paix ont eu raison de son programme.

Marginalisé à l'échelle de la Turquie, affecté par des arrestations massives du fait de ses liens avec le PKK, le mouvement politique et ses représentants locaux ont perdu de leur influence à Silvan comme ailleurs en pays kurde. « Les gens ne sont plus aussi proches du HDP. Maintenant, quand le parti leur demande d'aller manifester, les gens n'obéissent plus. Ils ont peur de la réaction de l'Etat et n'ont plus confiance », explique Hanife Baran, commerçante.

Au cours des années passées, le HDP avait pu, grâce aux ressour-



Le quartier populaire de Mescit à Silvan, principale ville du sud-est de la Turquie, le 24 février.

ÉMILIE URBANO/
MYOP POUR
« LE MONDE »

« On n'imaginait pas que la guerre allait revenir, c'était un autre monde »

IHSAN OGURLU
habitant de Silvan

ces d'une municipalité à sa main, mettre en place une gouvernance parallèle et encadrer la population. « Autrefois, nous allions toujours vers le HDP quand nous avions un problème. Maintenant, c'est fini, ils sont loin de nous », indique Murat, ouvrier du bâtiment. A mots couverts, c'est l'incapacité du parti politique à tenir tête aux cadres du PKK et à fournir une quelconque assistance aux populations des quartiers touchés par les derniers combats qui est mise en cause.

Depuis son bureau, la maire de Silvan, Zuhal Tekiner, 36 ans, reconnaît l'affaiblissement du mouvement civil kurde. Intérimaire, elle remplace la maire élue, Yüksel Bodakçi, arrêtée en août 2015 après la déclaration d'autodétermination. Comme son prédécesseur, deux des vingt-cinq membres du conseil municipal sont emprisonnés et deux autres sont en fuite. « L'Etat veut reprendre le contrôle de la ville. Depuis les combats, on ne peut plus rien faire sans l'autorisation du kaymakam [sous-préfet]. »

Pression sécuritaire

La pression sécuritaire s'est également accrue. « Dès 17 heures, chacun rentre chez soi. Les jeunes sont contrôlés systématiquement et emmenés aux postes de police », raconte Mazlum, 22 ans, un jeune sans emploi résidant à Mescit, depuis la terrasse de sa maison familiale. Pour lui, comme pour beaucoup de jeunes hommes désœuvrés, le mouvement armé n'a rien perdu de son prestige. « Il y a de moins en moins de jeunes à Mescit. Une première vague est partie se battre au Rojava [Kurdistan de Syrie] et une deuxième a rejoint la guérilla après les derniers combats dans le quartier », raconte Veysi, 17 ans, lycéen.

Abreuvés d'images de propagande filmées loin de ces rues étroites, dans la verdure des camps de montagne du PKK, au Kurdistan irakien, ou au ras des vastes plaines du nord de la Syrie où ses combattants font reculer l'organisation Etat islamique, ils ont pu approcher sous les fenêtres de leurs parents ces guerriers qu'ils révèrent. « Depuis que nous avons vu le vrai visage de l'Etat turc, nous ne croyons plus à la paix et à la fraternité. Seule l'indépendance nous donnera l'égalité », affirme Veysi. A Silvan, la guerre a déjà une génération d'avance. ■

ALLAN KAVAL

LE COMBAT CACHÉ DES FEMMES KURDES

Leur lutte contre Daech a fait le tour du monde. Mais leur détermination ne date pas d'hier : depuis plusieurs décennies, nombre de militantes kurdes se battent pour une société égalitaire. Mylène Sauloy est partie en Irak et en Syrie prendre le pouls de leur projet révolutionnaire.



une combattante du PKK à Sinjar, en Irak.

Elles sont devenues le visage de la lutte contre Daech. Kalach à l'épaule, treillis joliment accessoirisés de foulards bariolés, les combattantes kurdes sont celles qui font détalier les djihadistes de l'organisation Etat islamique. Et fantasmer les médias qui relatent à l'envi leurs hauts faits d'armes à Kobané la syrienne ou dans le Sinjar irakien, réduisant leur action à la lutte armée. »

» Mais, au-delà de leur expertise avérée de la guérilla, les Unités de défense féminines sont aussi les héritières, et les zélatrices, d'un mouvement de résistance, créé il y a près de quarante ans en Turquie autour de Sakiné Cansiz, cofondatrice du PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan). C'est le projet émancipateur de ce mouvement des femmes kurdes, cette utopie d'une société égalitaire, démocratique, multiconfessionnelle et multiethnique, son

corpus idéologique et son histoire que dévoile *Kurdistan, la guerre des filles*, le film de Mylène Sauloy, diffusé par Arte. « *Le côté spectaculaire a intéressé tout le monde, s'agace la documentariste. Mais personne ne s'est posé la question de savoir comment, dans ces pays musulmans, ces sociétés patriarcales où pas une femme ne sort au coin de la rue sans être accompagnée d'un homme, de telles brigades de combattantes pouvaient exister. C'est à croire que l'idée d'un potentiel bouleversement des valeurs fait peur.* »

Documentariste engagée, voilà plus de vingt ans que Mylène Sauloy interroge, de films en reportages, d'Amérique latine en Tchétchénie, la résistance des peuples opprimés. En 2003, lors d'un énième séjour dans le Kurdistan d'Irak où se sont réfugiés des milliers de combattants du PKK au lendemain de l'arrestation de leur leader, Abdullah Ocalan, et de sa condamnation à perpétuité, elle tombe par hasard sur des camps de femmes. Des Kurdes de Turquie mais aussi des Irakiennes, des Syriennes et des Européennes. « *Je les savais très militantes, mais c'était autre chose de les voir construire une petite ville à flanc de montagne. Pour tout vous dire, j'étais assez perplexe sur la pérennité de cette expérience.* » Elle y retourne en 2005 pour *Marie Claire*, y passe du temps, continue de documenter la tentative des Femmes libres du Qandil, une zone montagneuse située dans l'est de l'Irak, de faire émerger un autre modèle de société, féministe, païtaire, démocratique et écologique. De retour à Paris, elle tente, en vain, de monter un film. D'autres projets la happent, les images tournées dans le Qandil continuent de dormir.

L'assassinat à Paris, en janvier 2013, des militantes du PKK Sakiné Cansiz, Fidan Dogan (Rojbin) et Leyla Söylemez, sans doute commandité par les services de renseignement turcs, va réactiver, pour Mylène Sauloy, l'urgence à exhumer l'épopée des Femmes libres. « *Rojbin était une amie. Elle faisait partie de ces Kurdes d'Europe qui rejoignent le Qandil parce qu'ils sentent qu'une partie de leur âme est là-bas. J'ai eu envie de leur rendre hommage.* »

Cette fois, elle démarche une boîte de production, le projet intéresse Arte. La voilà repartie pour l'Irak et la Syrie où, désormais, les « filles » de la nouvelle génération affrontent l'Etat islamique. Elle entreprend de rallier le Qandil, qui abrite les bases arrière du PKK, classé par Ankara comme organisation terroriste. Mais, depuis août »



entraînement en Syrie de recrues des Unités de protection du peuple (YPG). Les femmes représentent 40% des effectifs.

» dernier, l'armée turque bombarde sans discontinuer la zone. Elle opte pour Sinjar, dans le nord-ouest de l'Irak, libéré par les Kurdes, en novembre 2015, de la férule de Daech. Y rencontre les fameuses commandantes des Unités de défense féminines qui, un an durant, ont tenu le siège et œuvré à la chute des djihadistes. « Elles étaient dans le Qandil lorsqu'elles ont entendu parler du sort réservé à la communauté kurde des yézidis par l'Etat islamique : les hommes massacrés, les femmes vendues, violées et réduites en esclavage. Elles sont descendues des sommets, ont franchi des kilomètres pour se porter à leur secours alors que les peshmergas kurdes de Barzani, le président du gouvernement régional du Kurdistan irakien, les avaient abandonnés. » Depuis, fortes de leur expérience passée, elles ont installé des camps où elles organisent cours d'alphabétisation et formation politique pour les femmes yézidies, souvent rejetées par la famille car souillées.

Mais c'est au Kurdistan de Syrie, le Rojava, région de facto autonome depuis 2013, que Mylène Sauloy va prendre la mesure de cette révolution démocratique rêvée des années auparavant. Imaginez une région dirigée en pleine guerre civile sur le principe de l'égalité entre hommes et femmes, une société qui transcende les clivages communautaires, ethniques et religieux. « Le Rojava est l'aboutissement d'un projet de gouvernance sociale inédite, selon lequel il n'y aura pas de libération des Kurdes sans émancipation des femmes. Je pense que c'est une utopie possible, une autre façon de considérer le monde qui peut changer l'histoire du Proche-Orient si on lui laisse une chance de vivre, pourquoi pas de s'étendre », confie la réalisatrice.

Pas sûr, en effet, que les régimes autoritaires et rigoristes de la région voient d'un œil bienveillant cette révolution démocratique, laïque et féministe. Avant que d'essaimer, il faudra qu'elle survive à l'indifférence des Occidentaux, aux bombes turques. « C'est dommage, on n'était pas loin. Ces derniers temps, de nombreux politiques avaient pris position pour sortir le PKK des organisations terroristes. Une façon de reconnaître que, sur le terrain, ses militants sont en première ligne pour combattre Daech. Une grande partie de la solution passe par les Kurdes, mais on ferme les yeux sur les exactions d'Erdogan », conclut tristement Mylène Sauloy. – Marie Cailletet

L'ÉTAT TURC À COUPS REDOUBLÉS CONTRE LES GUÉRILLAS KURDES

Affrontements entre militants kurdes et forces spéciales turques, couvre-feux imposés dans plusieurs villes du sud-est du pays à majorité kurde, exactions contre les civils, bombardements contre les Kurdes de Syrie... la Turquie de l'islamo-conservateur Erdogan sombre dans une reprise en main de plus en plus autoritaire du pays. Eclairage de Jean Marcou, directeur du master Méditerranée/Moyen-Orient de Sciences-Po Grenoble.

Depuis le mois d'août, les combats ont repris entre les forces de sécurité et le PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan) dans le sud-est de la Turquie. De nombreuses zones ont été décrétées « interdites » par les autorités, la répression s'intensifie...

« Il faut réinscrire ces événements dans une continuité. En février 2015, le gouvernement turc avait relancé le processus de paix avec les Kurdes par la signature d'un accord en dix points, dit aussi « déclaration de Dolmabahçe » [du nom du palais où s'est déroulée la rencontre, NDLR]. Mais, pendant la campagne électorale des législatives de juin, Erdogan a fait volte-face. L'accord a ensuite été définitivement rompu après l'attentat de Suruç en juillet [une attaque probablement conduite par Daech, NDLR], qui a entraîné des manifestations fustigeant la complicité du gouvernement turc avec l'Etat islamique. La guérilla du PKK a alors repris, des officiers de police ont été tués.

Depuis la fin du cessez-le-feu, une nouvelle phase s'est ouverte avec la constitution par le PKK de zones d'insurrection urbaine, immédiatement mises sous couvre-feu par les autorités turques. Ce qui accroît les incertitudes quant au respect de l'Etat de droit. En développant cette nouvelle tactique, au cœur des villes, la guérilla kurde veut montrer que le pouvoir central a perdu le contrôle et que le processus de paix est vraiment caduc. »

Avec le bombardement des positions des YPG, la branche armée du PYD (Parti de l'union démocratique) kurde en Syrie, les autorités turques ont ouvert un autre front antikurde. Pourquoi s'attaquent-elles à l'un des principaux alliés de la coalition occidentale contre Daech ?

« Pour comprendre, il faut avoir en tête que ces événements se déroulent dans le couloir d'Azaz, au nord d'Alep, une zone stratégique tant pour le gouvernement turc que pour les Kurdes. Ce territoire relie la Turquie aux positions des rebelles syriens qu'elle soutient [l'Armée syrienne libre et les djihadistes du Front al-Nosra, NDLR]. Il fait actuellement l'objet d'une offensive du régime syrien, épaulée par les bombardements russes, qui provoque un exode massif de la population vers la frontière turque (on parle d'au moins 60 000 personnes).

Ce couloir d'Azaz est également important pour les YPG, car il coupe en deux les zones kurdes. Leur projet est de le conquérir, en profitant des bombardements russes des dernières semaines, pour établir une jonction entre les cantons d'Afrine et de Kobané. La Turquie y est profondément hostile, parlant de ligne rouge à ne pas franchir.

Plus encore, ce qui se joue, et irrite la Turquie, c'est le soutien des Etats-Unis aux Kurdes. Car le PYD est devenu l'allié, enfin l'outil, principal des Occidentaux sur le terrain. Il y remplit le rôle des troupes au sol. Il constitue la force militaire la plus efficace pour contrer Daech dans le nord de la Syrie. A deux reprises, des responsables des Affaires étrangères et de la Défense américains ont expliqué que le PYD n'était plus considéré par les Etats-Unis comme une organisation terroriste, provoquant l'ire de la Turquie. En réalité, derrière les bombardements des positions kurdes de Syrie par la Turquie, est posée la question des liens entre le PYD et les Occidentaux. »
Propos recueillis par Marie Cailletet

Moderates appear to make strong gains in Iran

TEHRAN

Forecast results are seen as setback for hard-liners who oppose nuclear deal

BY THOMAS ERDBRINK

President Hassan Rouhani and his allies appeared on Monday to have made strong gains in two national elections, the first to be held since Iran completed a sweeping nuclear deal with the United States and other Western powers.

Official results in Friday's election for the Parliament and the clerical Assembly of Experts have still not been released. But it seemed increasingly likely that political moderation, Mr. Rouhani's main promise when he campaigned for the presidency in 2013, was slowly reshaping Iranian politics.

"No more trivial debates, no more complaining of shaking hands with American officials, no more shouting and screaming from the Parliament seats," said Farshad Ghorbanpour, an analyst with close ties to the Rouhani government. "The next Parliament will support the government, it will be reasonable and rational."

While the hard-liners still remain firmly in control of the judiciary, security forces and much of the economy, the success of the moderate, pragmatic and pro-government forces seemed to have lent new momentum to Mr. Rouhani's efforts to chart a course of greater liberalization at home and accommodation abroad.

In the parliamentary elections, Mr. Rouhani and the moderates swept all 30 seats in the capital and appeared to run strongly in many other urban areas. While the numbers remain hazy, pending the release of official results by the Interior Ministry, Mr. Rouhani's camp appears to have won a strong minority position, with no dominant faction.

The moderates also did well in the other election, for the Assembly of Experts, an 88-member panel that will name the successor to Iran's supreme leader, Ayatollah Ali Khamenei, who is 76 and has had health problems.

Ayatollah Akbar Hashemi Rafsanjani, a pragmatic former president, came in first in Tehran, while Mr. Rouhani was



ERIC FEFERBERG/AGENCE FRANCE-PRESSE

President Hassan Rouhani's camp appears to have won a strong minority position.

third. A prominent conservative scholar, Mohammad Kashani, was second. Two influential ayatollahs, spiritual leaders for the hard-line faction, did not make the threshold.

The voting was seen as a referendum of sorts on the nuclear deal, and virtually every prominent critic of the pact was defeated. The results also gave some weight to President Obama's carefully couched hopes that the deal might introduce changes that could gradually bring Iran out of its confrontational posture with the West and, most pointedly, the United States.

By Monday afternoon, in the absence of official results, numbers were being thrown around freely. State television reported on Sunday that the hard-liners had won, and then reversed itself on Monday and gave the moderates the win.

Part of the problem was that so many candidates had been eliminated by a conservative vetting council that it was hard to know which faction some of the winners identified with.

But it seemed clear that Iran's ailing hard-line faction, having used every weapon in its arsenal against the moderate supporters of the Rouhani government, had come up short. In addition to the disqualification of thousands of candidates, street campaigning was kept to a minimum and grass-roots activists were detained and intimidated.

When Election Day came, the president's support base of middle-class Iranians turned out in big numbers, even though the overall turnout declined to 62 percent from 64 percent four years ago. A diverse bunch of Gucci lovers, student philosophers and family men carrying children wearing "Frozen" shirts, they came out for revenge against the hard-liners and appear to have exacted it.

Hard-liners, representatives of the sharper edges of Iran's Islamic revolutionary ideology, have long had trouble attracting a large voter base. Iranian society has changed at lighting speed over the past 15 years, with the middle classes feeling more and more alienated by the harsh rhetoric against the United States, Western culture and any form of

social relaxation.

Obtaining a strong minority in Parliament is not only Mr. Rouhani's victory but also the result of a broader trend where the Iranian political discourse is shifting away from a polarized universe of hard-line versus reformist. Those supporting Mr. Rouhani prefer to call themselves pragmatists, centrists and moderates.

The victory is big, but those expecting major social change in Iran will be proved wrong, both supporters of the government and hard-liners say. Those who made it into Parliament under the banner of reforms seem most likely to be cautious politicians. The original reformist leaders, who have pleaded for radical changes in law and ideology, are either in jail or not allowed to participate in the political process.

"They" will quickly face division among themselves, since the supporters of the government is a mixed bag of individuals with different political backgrounds," said Hamidreza Taraghi, a political analyst close to Iran's leadership. "To write off the hard-liners would be a major mistake."

Nevertheless, it is increasingly clear that Ayatollah Khamenei is supporting the moderate trend. He was the main architect of the nuclear agreement. While he continues to warn against the United States, he has allowed continuing contacts between his foreign minister, Mohammad Javad Zarif, and Secretary of State John Kerry.

In Tehran, the epicenter of middle-class culture, Mr. Rouhani has been criticized for his failure to deliver on any of his promises of more freedom and domestic political change. But fear of another four years of hard-liners in Parliament, combined with the successful nuclear deal and the lifting of the sanctions, prompted many to come out and vote for the president and his followers.

At a polling station in Shahrak-e Gharb, in western Tehran, families joined the local elderly men who pass the days in a neighboring park for hours of waiting before casting their ballots. "I'm not into politics," said Reza Sharji, a 35-year-old graphic designer sporting a long hipster beard. "But I do know what I don't want — that is more hard-liners."

Social change is highly sensitive, and efforts seem likely to meet continuing resistance. But economic changes and an opening to the world, a major focus of Mr. Rouhani's government, might gain greater support.

The shift toward the political middle gives Iran's president the support of moderate conservatives, like the current head of the Parliament, Ali Larijani. To do so they will have to overcome hard-line resistance to foreign investment and ownership of Iranian assets. ●

E.U. presses Turkey as deal emerges on refugees

BRUSSELS

BY JAMES KANTER

Leaders of the European Union are aiming to push Turkey closer to an agreement on Monday intended to make the flow of migrants to the Continent more orderly and relieve the fast-growing humanitarian crisis in Greece.

Under the emerging agreement, the European Union could add to the 3 billion euros, about \$3.3 billion, it pledged to give to aid organizations in Turkey in November to help it manage the 2.7 million Syrian refugees there, and it would directly resettle a large number of Syrian refugees living in camps in Turkey.

But first Turkey would have to reduce the number of people leaving its shores and agree to take back large numbers of migrants who have poured across the Aegean Sea in search of economic opportunities, but who are not legally eligible for political asylum in Europe.

Even though leaders were not expected to reach a final deal on Monday — or even reach agreement on the number of people who should be transferred between Europe and Turkey — top European officials raised hopes on Friday that there would be some progress.

“For the first time since the beginning of the migration crisis, I can see a

European consensus emerging,” Donald Tusk, the president of the European Council, which comprises the leaders of the 28 member countries, wrote to the leaders on Friday, after a week of meetings in the Balkans and in Turkey.

Progress on such a deal would benefit Chancellor Angela Merkel of Germany, which, along with Sweden, has taken in most of the migrants. Ms. Merkel’s popularity at home has plunged, and her Christian Democratic Union faces serious challenges in state elections this month.

Turkey is grappling with a host of other problems stemming from the Syrian civil war — including an emboldened Kurdish population within its borders, and terrorist attacks by the Islamic State — and may not be able, or willing, to do what the European Union is asking of it.

“The overall structure of the bargain is clear but what is so hellishly complicated are the details and implementation, and that could be a nightmare,” said Jan Techau, the director of Carnegie Europe, a research organization. “You can strike a political balance at the highest levels, but then how do you decide where to settle people in Europe and how to manage the asylum procedures?”

It is also possible that the smugglers might simply avoid Turkey and come up with other routes.

Finally, the emerging plan would not answer a dilemma that has dogged the

“For the first time since the beginning of the migration crisis, I can see a European consensus emerging.”

bloc all along: the unwillingness of most countries to welcome newcomers, even those with a clear legal claim to asylum.

“Hungary won’t accept any migrants from Turkey,” the Hungarian prime minister, Viktor Orbán, said flatly on Friday, after meeting Horst Seehofer, the president of the southern German state of Bavaria, who has been sharply critical of Ms. Merkel, an erstwhile political ally.

Mr. Orbán did not directly criticize Ms. Merkel, however. “We otherwise fully support the German plan with Turkey,” he said.

Meeting with Ms. Merkel in Paris, the French president, François Hollande, said that “France and Germany are working in the same spirit and with the same desire” to resolve the migrant crisis. Mr. Hollande said France would “fulfill its commitment” to take in “30,000 Syrian or Iraqi refugees.”

At a news conference in Brussels, Dimitris Avramopoulos, the European commissioner for migration, said European leaders hoped to persuade Turkey on Monday to accept the return of people deemed ineligible for asylum in Europe, including non-Syrians.

Turkey’s prime minister, Ahmet Davutoğlu, has said privately that Turkey is prepared to do just that, according to two people with knowledge of those talks, who spoke on Friday on the condition of anonymity because the outlines of agreement have not been made public.

The plans would involve Greece’s setting up an office to coordinate the return of migrants to Turkey and the placement of one Turkish liaison officer in Greece to help that process, one of the people with knowledge of the talks said.

More than 1.2 million people sought asylum in the European Union last year, double the number from 2014, according to the European statistics agency. Syrians, Afghans and Iraqis accounted for more than half the applications.



Refugees with a German flag on Monday at the Greek-Macedonian border near Idomeni, Greece. Chancellor Angela Merkel of Germany is concerned about thousands’ being trapped there.

Time for a new Sykes-Picot Agreement to fix the Middle East

By PETER VAN BUREN
REUTERS — 7 March 2016
www.dailymail.co.uk

It's time to renegotiate the contract that put the Middle East together.

The "contract" is the 1916 Sykes-Picot Agreement, which divided up most of the Arab lands that had been under the rule of the Ottoman Empire. The world that document created exists now only on yellowed maps, and the issues left unsettled - primarily the need for separate Sunni, Shi'ite and Kurdish territories - have come home begging. War is not fixing this; diplomacy might.

In November 2014, I wrote the only solution to Islamic State was to use American peacekeepers to create a stable, tri-state solution to the Sunni-Shi'ite-Kurd divide inside Iraq.

However, in the intervening 15 months, Turkey and Russia entered the fight, and the Saudis may soon join the fray. Meanwhile, the United States and its allies - as well as Iraq, Islamic State and Iran - never left. Only a massive diplomatic effort, involving all parties now on the playing field, including Islamic State, has any potential of ending the bloodshed. That means a redivision of the region along current ethnic, tribal, religious and political lines.

A new Sykes-Picot Agreement, if you will.

The old Sykes-Picot Agreement was enforced by the superpowers of the day, Britain and France, with buy-in from Russia. The immediate aim was colonialism; the long-term goal stability, following the massive realignment of power that was World War One. The lines were literally drawn for the next nine decades.

Another important goal of the era, creating a "Kurdistan," never actually happened. The 1920 Treaty of Sevres left an opening for a referendum on Kurdish independence. Problem one: the referendum only included plans for Kurds outside of Syria and Iraq. Problem two: the referendum never happened, a victim of fighting that saw the Turkish people separate themselves from

the remains of the Ottoman Empire and fight for two years to prevent the dismantling of what is now modern Turkey. The result was 20 million Kurds scattered across parts of modern Iran, Iraq, Turkey and Syria.

From a geopolitical perspective, here's what we have now: the 2003 invasion of Iraq blew open the struggle among the Sunnis, Shi'ites and Kurds. It unleashed the forces behind some of the Arab Spring-driven chaos in Syria, and drew Iran deep into the Iraqi conflict. Shi'ite militia and Iraqi government attacks on Sunnis opened the door for Islamic State to step in as their protector.

The struggle metastasized into the ongoing, broader conflict. The Kurds are expanding the land they control, out of Iraq, and into Turkish and Syrian territory. The Turks look to repel that effort, and perhaps seize some territory to tidy up their own border with Syria. Russia has re-entered the region as a military force. The Saudis may yet send in troops. Iran is already there via proxy forces. Syrian President Bashar al-Assad still holds territory, but only alongside Islamic State. The United States is training, assisting and equipping groups often fighting each other.

That all has led to human suffering on a genocidal scale, including refugee flows no one seems sure how best to handle. The ongoing effort to bomb away the problems has resulted in destroying cities like Ramadi, Kobane, Homs, and soon Mosul, in order to "save" them. Four American presidents have made war in the region without concrete results, and Obama's successor will be number five.

The only answer left, the one not yet tried, is to negotiate a comprehensive resolution that addresses all of the issues, borders and struggles now underway. That resolution will need to be enforced with military power coordinated by the United States, Russia and Iran, with each speaking for, and agreeing to corral, its proxies.

It will mean giving Islamic State a seat at the table, as the British were forced to do with the Irish Republican Army in the 1990s to resolve the "troubles" in Northern Ireland. One, by defini-

tion, must negotiate peace with one's enemies. That is why, in part, the current ceasefire in Syria, which excluded Islamic State, has little chance of achieving any long-term progress.

Out of the new negotiations will have to emerge a Kurdistan, with land from Turkey, Iraq, perhaps Iran, and Syria. Assad will stay in power as a Russian proxy. Iran's hold on Shi'ite Iraq will strengthen. A Sunni homeland, to include the political entity Islamic State will morph into, will need to be assured via a strict hands-off policy by Baghdad.

That Sunni homeland offers the first real way to geographically contain Islamic State. There obviously is risk in overtly allowing Islamic State to continue to exist, though that lives alongside the questions of whether it can be militarily destroyed, or if another group will simply take its place, as Islamic State did with al Qaeda in Iraq. These groups are symptoms of the broader Sunni-Shi'ite problem, not problems of their own per se.

The payoff of such a broad resolution will be a measure of stability, and a framework to enforce it. American efforts will shift from fanning the flames (American weapons are as ubiquitous as iPhones in the region) to putting out fires.

At risk for not acting: an empowered Islamic State, thriving on more chaos. An explosive dissolution of Iraq. A Russian-Turkish fight that could involve NATO. The shift from a Saudi-Iranian proxy war to a straightforward conflict between the two countries. A spark that forces Israel to act. A mini-world war, in the world's most flammable region, that will create its own unexpected and uncontrolled realignment of power, and leave behind a warehouse of the dead.

Yes, I hate it, too. It is a very imperfect resolution. But an elegant solution is no longer viable. ♦

Peter Van Buren, who served in the State Department for 24 years, is the author of 'We Meant Well: How I Helped Lose the Battle for the Hearts and Minds of the Iraqi People'.

REUTERS

Syrian Kurdish forces detain pro-government militiamen - monitor

March 16, 2016 by Lisa Barrington REUTERS

SYRIAN KURDISH internal security forces arrested 60 members of a pro-Syrian government militia in the northeastern city of Qamishli on Wednesday, before releasing most of them, a war monitor said.

The Syrian Observatory for Human Rights, which monitors the Syrian conflict through a network of sources on the ground, said the Syrian

Kurdish internal security forces known as the Asayish also shelled an area containing government security buildings.

There was tension in the city with some roads closed, according to a Reuters witness and the Observatory.

Most of Qamishli is controlled by the Kurdish security forces, though the Syrian government still has a presence in the city and controls its airport. Syrian Kurdish officials and Syrian government officials could not be reached for comment. ●



Des forces armées kurdes peshmergas, le 11 janvier à Kirkouk.

PHOTO MARWAN IBRAHIM. AFP



à l'été 2014, ce sont les forces kurdes qui ont assuré la défense de la ville, l'armée nationale s'étant rapidement retirée. La tranchée est à 25 km à l'ouest. La route qui mène au centre de Kirkouk est parsemée de villages. Certains sont totalement détruits, d'autres encore à moitié debout. En janvier, l'ONG Amnesty International a accusé les forces kurdes d'avoir délibérément rasé ces habitations pour obliger les popula-

A Kirkouk, une tranchée à double tranchant

REPORTAGE

Frontières Dans le nord de l'Irak, les peshmergas, qui ont creusé un long fossé autour de cette ville multiethnique pour se protéger de l'Etat islamique, sont soupçonnés de vouloir annexer, à terme, ce territoire au Kurdistan.

Par

ORIANE VERDIER

Envoyée spéciale à Kirkouk (Irak)

C'est une longue tranchée qui s'étend sur les 1000 kilomètres de front entre l'Etat islamique (EI) et les combattants kurdes dans le nord de l'Irak. A Kirkouk, il ne reste plus qu'à remplir d'eau le fossé de 2 mètres de profondeur et de 3 mètres de largeur. Au-delà de cette ligne de terre, court une plaine sans vie, sous le contrôle du drapeau noir jihadiste. De l'autre, le territoire défendu par les peshmergas, les forces armées kurdes. «Grâce à cette tranchée, les combattants de l'Etat islamique ne peuvent plus mener d'attaques-suicides. Leurs voitures et leurs chars à chenilles ne peuvent pas passer», explique le général Hiwa Ahmed. Il est monté au sommet de l'un des monticules qui servent de bases aux différents bataillons peshmergas. Ces petites collines artificielles, dispersées le long de la tranchée, permettent de voir arriver de loin tout assaillant. Des baraques ont été construites au sommet pour que les combattants

puissent y rester nuit et jour.

De temps à autre, une balle siffle. «L'Etat islamique n'est qu'à 700 mètres», continue le chef militaire. Ils tirent des roquettes et nous mitraillent. Mais ils ne mènent plus d'attaques de masse grâce aux bombardements de la coalition internationale. Malgré son utilité, cette tranchée suscite la polémique. Elle a été construite à plus de 70 km au-delà des frontières officielles du Kurdistan irakien. Certains ont peur que les peshmergas ne s'en servent, une fois Daech parti, pour figer leurs avancées sur le territoire national. «Si notre désir était de redessiner le Kurdistan historique, nous devrions descendre bien plus bas en Irak», rétorque le général. Nous avons été chassés de ces territoires par les régimes irakiens successifs. Bagdad et Erbil – la capitale de la région autonome du Kurdistan irakien – se disputent également la province de Kirkouk. Sa richesse en pétrole en fait une zone stratégique.

Depuis un an, pour entrer dans Kirkouk, il faut passer plusieurs check-points de peshmergas. Lors de l'offensive de l'Etat islamique

tions arabes à fuir. «Nous ne faisons que combattre l'Etat islamique», se défendent les peshmergas. «Certains villages abritaient des sympathisants de l'EI», raconte le général Hiwa Ahmed. Même à l'intérieur de la ville de Kirkouk, il y avait des cellules cachées parmi la population. Aujourd'hui, les peshmergas ont sécurisé la zone, les attentats ont diminué. Au début, les Arabes sunnites ont aidé Daech sans savoir ce que c'était. Mais maintenant, ils se rendent compte de leur erreur. A Kirkouk, comme à Mossoul ou à Tikrit, la population irakienne sunnite n'avait pas confiance dans le gouvernement national chiite. Aujourd'hui encore, les violences continuent entre les deux communautés.

CAFÉ TURC

Sur la question de l'appartenance, les Kurdes du gouvernorat de Kirkouk appellent à un référendum, prévu par la Constitution du pays, adoptée en 2005: les habitants de la province devront choisir entre le rattachement au pays ou au Kurdistan irakien. Certains politiques locaux font valoir quant à eux le projet d'une région spéciale de Kirkouk, qui ne serait reliée à aucun des deux côtés. «Kirkouk est comme un petit Irak», explique le cheikh Burhan al-Obeidi, qui représente les sunnites au conseil du gouvernorat. «La population de Kirkouk est riche de différentes cultures, continue-t-il. Turkmènes, Arabes et Kurdes vivent ensemble depuis des années dans cette région.»

Mais comme partout sur le territoire national, les dirigeants des différents groupes n'acceptent pas de partager le pouvoir.» Les Arabes de Kirkouk ne sont ainsi pas représentés à Bagdad, la capitale, selon le cheikh. L'homme en longue robe traditionnelle affirme que sa communauté ne reçoit ni aide ni arme. Pourtant, posée derrière le dossier du canapé, à 2 mètres de l'épaule de notre hôte, une kalachnikov pointe le bout de son canon sous un tapis de prière soigneusement plié. Assis à l'entrée de ce grand salon de réception, un jeune homme porte un pistolet attaché à la cuisse. «Il faut bien se défendre», justifie le cheikh. Arabes, Kurdes, Turkmènes... Tous affirment que l'armée irakienne n'est pas présente à Kirkouk. Dans les rues de la ville, nous croisons pourtant trois camions blindés. Des soldats sont assis au sommet et brandissent des drapeaux rouge-blanc-noir de l'Irak. Ils sifflent et klaxonnent. Difficile de ne pas les voir. Mais ces troupes-là ne feraient que passer par Kirkouk pour rejoindre Makhmour, plus à l'ouest, afin de préparer une avancée contre l'Etat islamique dans le gouvernorat voisin de Mossoul.

Pour comprendre la situation de la ville de Kirkouk, il faut également rencontrer la communauté turkmène, une population turcophone implantée en Irak depuis le IX^e siècle. Leur représentant au gouvernorat, Ra'ad Agah, nous reçoit chez lui autour d'un café

turc. Lui n'est pas choqué par la création de la tranchée sur le front : «Nous sommes habitués à ce genre d'édification depuis la guerre entre l'Iran et l'Irak [1980-1988, ndlr]. Mais ce qui nous inquiète, c'est qu'elle divise nos terres. Moi, par exemple, j'ai des terrains à la campagne qui sont coupés en deux par ce grand trou. Nous soutenons les peshmergas qui nous défendent, mais que va-t-il se passer si cette tranchée reste après le départ de Daech ? Les frontières se dessinent toujours par le sang. Pour l'instant, nous voulons tous libérer nos terres de l'EI. Ensuite, que Dieu nous aide...» confie-t-il. Dans la cuisine, la mère du quinquagénaire s'affaire. L'homme affirme

que cette vieille dame voûtée est celle qui lui dicte ses mots depuis l'enfance. Il faut pourtant attendre qu'il quitte la pièce pour que la cuisinière se mette à discourir : «Nous, les Turkmènes, nous n'avons pas de droits. Nos enfants n'ont pas d'avenir et la vie des adultes est foutue. Moi, je soutiendrai ceux qui nous donneront nos droits. Peu importe que nous soyons rattachés au Kurdistan ou à l'Irak», insiste la vieille femme.

«MER D'OR NOIR»

Dans les rues de Kirkouk, cette mixité politiquement problématique semble être une richesse sociale. Dans un salon de thé au milieu du bazar historique turkmène, le serveur, comme la plupart des habitants de Kirkouk, parle les trois langues locales. «Je

suis turkmène, mais nous sommes tous frères ici», affirme-t-il. «Oui, nous sommes frères, renchérit son collègue kurde, en ponctuant ses paroles de quelques mots arabes. Ce sont les politiques qui essaient de nous diviser. Sinon, nous vivrions tous ensemble comme il y a bien longtemps.»

Finalement, dans le brouhaha des rues commerçantes, on ne parle pas de tranchée ou de référendum. Avant de politiser, il faut vivre. «Ça fait cent ans qu'il y a la guerre, ici ! crie un vieillard. A Kirkouk, surtout, nous vivons sur une mer d'or noir. Qui récupère l'argent ? Nous, nous n'avons pas d'électricité, pas de traitement des eaux usées. Nous vivons dans la merde !» Qui devrait payer les rénovations dans ce quartier traditionnel turkmène ? Le gouvernement irakien, alors que Kirkouk est contrôlé par les peshmergas ? Le gouvernement régional kurde, alors que Kirkouk est toujours officiellement irakien ?

Pendant que les élus se renvoient la balle, les déplacés arabes sunnites continuent d'affluer dans le gouvernorat : Kirkouk est un refuge pour plus de 500 000 d'entre eux, fuyant l'EI et ne pouvant se diriger vers le sud de l'Irak, à majorité chiite. Tous ont confiance. L'Etat islamique n'entrera pas dans Kirkouk, il y aura toujours quelqu'un pour protéger sa population, et surtout son pétrole. ◀

Russian Foreign Minister accuses Turkey of 'creeping expansion' into Syria

The comments are the latest development in a tense relationship between Turkey and Russia.

Will Worley / 14 March 2016
www.independent.co.uk

Russia has accused Turkey of "creeping expansion" in Syria and say the Turkish military has established positions inside the war-torn country.

This is allegedly to prevent Kurdish militants from solidifying positions close to the Turkey - Syria border.

The remarks were made by Russian

Foreign Minister Sergei Lavrov on Russian television news, Associated Press reported.

"Turkey has started to declare it has a sovereign right to create some safety zones on Syrian territory," Lavrov said in the TV interview.

"According to our information, they are digging in a few hundred meters from the border inside Syria."

He added: "It's a sort of creeping expansion."

The comments are the latest development in a tense relationship between Turkey and Russia.

In November 2015, Turkey shot down a Russian Su-24 military aircraft which it says violated its airspace. ●



The Russian Foreign Minister Sergei Lavrov has said excluding Syrian Kurds from the Syria negotiating process would be 'unfair' EPA

L'EMBRASEMENT TURQUIE KURDE

De barricade en barricade, une femme aux longs cheveux noirs noués en natte vient faire la tournée d'inspection. Fusil à lunette sur l'épaule, elle distribue ses consignes à des adolescents encore un peu gauches avec leur arme. Rozar, c'est son nom de guerre, 22 ans, est une combattante chevronnée malgré les lunettes rectangulaires qui lui encadrent le visage et lui donnent des airs d'étudiante échappée de l'université. Née dans l'ouest de la Turquie, elle a rejoint le maquis, dans l'Est, dès l'âge de 17 ans. Depuis, son itinéraire s'est joué des frontières et a suivi les soubresauts du « grand Kurdistan » rêvé par la guérilla marxiste du PKK (Parti des Travailleurs du Kurdistan). Entraînée dans les camps des monts Kandil, la base arrière située dans le nord

La Turquie est happée dans une guerre qu'elle mène désormais sur deux fronts, en Syrie et chez elle. Car, ce que redoute le président Erdogan, ce n'est ni Assad ni Daech, mais la construction d'un Etat kurde de part et d'autre de la frontière syrienne

✈ DE NOTRE ENVOYÉ SPÉCIAL,
GUILLAUME PERRIER
☒ MATHIAS DEPARDON

de l'Irak, Rozar a été envoyée en 2014 au Rojava, le Kurdistan syrien, pour y renforcer les milices YPG (unités de défense populaire), mobilisées contre Daech. A la tête d'une brigade de femmes, elle est désormais chargée d'organiser la résistance armée dans les quartiers de Nusaybin, ville située dans le sud-est de la Turquie, et proche de la frontière syrienne. « *Je me suis battue à Tall Abyad, juste de l'autre côté. Cette expérience contre le groupe Etat islamique nous sert aujourd'hui contre la Turquie* », plaide la jeune femme.

Dans ce quartier de l'Euphrate, fief insurgé au centre de la ville de Nusaybin, une carcasse de char finit de se consumer. Ici, les militants kurdes, en treillis et parkas kaki, contrôlent les issues avec nervosité. Les carrefours ont été minés, des tranchées creusées pour empêcher la progression des blindés turcs qui se tiennent à distance de tir. Comme dans les zones de guerre syriennes, toutes proches, des draps ont été tendus entre les immeubles pour neutraliser les snipers ennemis. La chaussée a été soigneusement dépavée et plus de 400 barricades érigées ont transformé la ville en une forteresse labyrinthique. Les drapeaux du PKK et les portraits d'Abdullah Öcalan, son leader emprisonné depuis 1999, ont été hissés sur les toits. Un défi ostensible à l'autorité de l'Etat turc. Nusaybin est l'une des « zones autonomes » décrétées par la guérilla kurde depuis plus d'un an. Ce sera la prochaine cible des opérations de « nettoyage », prévient le ministre turc de l'Intérieur, Efkân Ala. Les forces spéciales ont

juré de venir à bout de ces poches « terroristes » qui essaient dans les centres urbains. D'autres villes sont déjà assiégées le long de la frontière, comme celle de Cizre, coupée du monde depuis trois mois et où les combats ont fait plusieurs centaines de morts, belligérants et civils.

La Turquie est happée par cette guerre qu'elle mène désormais sur deux fronts, en Syrie et chez elle. A la mi-février, elle a bombardé les territoires contrôlés par le PKK, y compris des zones civiles, dans le nord de la Syrie. Elle vient aussi d'organiser le passage de 500 à 2000 combattants islamistes syriens, pour renforcer des positions rebelles à Azaz, une ville stratégique qui fait le lien entre Alep et la frontière turque. Ankara menace même d'intervenir militairement au sol, au besoin avec l'Arabie saoudite, si la ville venait à tomber aux mains des Kurdes. Le scénario d'un affrontement direct avec la Russie, le principal allié de Damas, plongerait encore davantage la Turquie dans le chaudron syrien.

Elle y est irrémédiablement attirée car son pire cauchemar est en passe de se concrétiser : celui de voir un Etat autonome kurde se matérialiser en Syrie, à sa frontière. Le PKK et sa milice armée au Kurdistan syrien, les YPG, ont mis la main sur un territoire qui s'étend à vue d'œil. Soutenus à la fois par les Etats-Unis et par la Russie qui les jugent indispensables dans la lutte contre les djihadistes, ils ne cessent de progresser vers l'ouest. Mais les ingé-

Rozar, au premier plan, jeune militante du PKK, responsable de la résistance armée à Nusaybin, dans le sud-est de la Turquie.



rences répétées de la Turquie, depuis 2012, pour contrecarrer cette avancée ont étiré le champ de bataille. Le territoire turc, où se projette chacun des protagonistes du conflit syrien, est à son tour en voie de « syrianisation ». Tous les acteurs, Kurdes, djihadistes, alaouites, rebelles sunnites « modérés » et puissances régionales, y défendent des intérêts divergents. Les villes à majorité kurde, en état de siège, sont contaminées. La cité de Gaziantep, peuplée de cellules dormantes djihadistes, est devenue irrespirable. Et les grandes villes de l'Ouest, Istanbul et Ankara, ont elles aussi été rattrapées par la violence syrienne. Les attentats attribués à Daech, ou, comme le 18 février, à des militants kurdes radicaux, font planer le risque d'un embrasement du pays.

Comme Rozar, ce sont « des milliers de Kurdes de Turquie » qui seraient revenus galvanisés par leurs conquêtes et leurs martyrs, après être partis combattre en Syrie. « *Le Rojava et la résistance de Sinjar [en Irak, NDLR] nous servent de modèle. Là-bas aussi, nous n'avions que nos kalachnikovs face à une organisation moderne et mieux équipée, mais, au final, nous l'avons vaincue* », souligne la guerrière kurde. La contagion syrienne de la Turquie s'est accélérée avec la bataille de Kobané, à l'automne 2014. Assiégée pendant quatre mois par l'organisation Etat islamique, cette petite ville kurde de Syrie s'est retrouvée asphyxiée par la Turquie voisine qui avait fermé sa frontière, la livrant ainsi aux djihadistes. Les jeunes Kurdes de Turquie



Un Kurde se recueille devant la tombe d'un commandant du PKK, peinte en rouge, jaune et vert et frappée de l'emblème de la guérilla.

► sont partis par centaines pour participer à la résistance de Kobané et écrire sa légende héroïque. Pour les combattants YPG, qui ont fini par mettre les djihadistes en déroute avec l'appui des frappes aériennes américaines, l'attitude d'Ankara a été perçue comme une déclaration de guerre. « *Kobané nous a révélé le degré de collusion entre les djihadistes et la Turquie, nous avons vu leur vrai visage* », argumente Rozar. Beaucoup en sont revenus radicalisés par la violence, rompus à l'usage des armes, avec la ferme intention d'en découdre.

Kobané a aussi inauguré une nouvelle ère pour le PKK en terme de stratégie militaire. La première génération de la guérilla avait fait de la montagne et des villages son terrain de prédilection. Celle qui a transformé Nusaybin en camp retranché s'est enracinée dans les centres urbains, au milieu des civils. L'embrigadement par le maillage social et idéologique s'est renforcé. « *Les habitants de Nusaybin ne savaient pas comment résister. Les cadres qui étaient à Kobané possèdent l'expérience des barricades et des tranchées. On a copié la méthode* », explique Bülent, un militant d'une cinquantaine d'années, rompu à la rhétorique du PKK. Forte de ce prestige, la génération YPG a commencé à prendre le pouvoir. Son aura est telle à l'intérieur du mouvement kurde que le modèle a été dupliqué du côté turc de la frontière avec les YPS (unités de défense civile), fondées en janvier dans toutes les villes insurgées. Dans les quartiers autonomes de Nusaybin, la République turque s'est retirée, les instituteurs ont été rappelés à Ankara. L'administration parallèle que les Kurdes tentent de substituer à celle de l'Etat est, là encore, calquée sur celle qui a été instaurée au

Rojava depuis 2012. Des cantons ou des communes autonomes, organisés selon le principe du « confédéralisme démocratique » imaginé par Abdullah Öcalan, avec, en théorie, une parité entre hommes et femmes dans les comités populaires et une représentation multiethnique. Mais l'organisation politique est au service de la branche armée qui a renforcé son emprise sur toute la nébuleuse PKK. C'est une autre conséquence de la militarisation de la révolte kurde, au contact du conflit syrien.

Chaque jour à Nusaybin, de nouvelles recrues viennent grossir les rangs de l'insurrection. L'impasse politique dans laquelle se trouvent les Kurdes en Turquie, après plus de trente ans d'une guerre qui a déjà fait plus de 45 000 morts, offre un terrain fertile à la radicalisation. Les espoirs des négociations lancées par le gouvernement Erdogan avec le PKK en 2009 ont volé en éclats l'été dernier. Et l'annulation des élections du 7 juin qui avaient vu le parti prokurde HDP réaliser un score historique, 13,1%, a été interprétée comme un refus définitif de toute solution politique.

Menekse Ergün, 20 ans, est partie « *le 3^e jour du ramadan, après l'annulation des élections, elle était très affectée par la situation politique* », raconte Salih, son frère aîné. « *Avant, nous avions l'espoir d'une paix. Mais Erdogan a fini par renverser la table des négociations. Toute notre vie aura été dessinée par la guerre* », lâche ce jeune homme de 26 ans, coiffé d'un bonnet de laine à l'effigie de Che Guevara. Sept mois après son baptême du feu, sa sœur repose au cimetière de Nusaybin, parmi les dizaines de « martyrs » du PKK. La jeune femme a été tuée au cours d'une opération dans la ville voisine de Cizre. « *Nous payons la vengeance de l'Etat pour les succès des YPG en Syrie. Dans les mois qui viennent, l'escalade va se poursuivre car après le prin-*

temps, le PKK va se déployer massivement dans les villes », prophétise le frère de la défunte, enterrée le matin même.

En voulant jouer sa carte en Syrie, la Turquie a été rattrapée par la guerre. Sa frontière poreuse et longue de 800 kilomètres avec son voisin du Sud l'expose. Ankara peine aujourd'hui à contenir la pression des réfugiés de la région d'Alep alors que le pays accueille déjà deux millions de Syriens. Cette frontière constitue un point faible connu depuis son tracé en 1923 car des deux côtés, la terre et les clans restent liés par le sang et par l'histoire. A l'époque, Nusaybin a été séparée de force de sa jumelle Qamishli, située en Syrie, juste de l'autre côté du chemin de fer Berlin-Bagdad. Les familles sont restées coupées en deux. « *Là-bas c'est chez mon oncle* », pointe Ihsan, 23 ans, un jeune venu tuer le temps le long de la clôture avec trois de ses copains. « *Entre 2009 et 2012, on avait le droit de traverser, c'était l'époque où Erdogan et Assad étaient les meilleurs amis du monde. Maintenant, Nusaybin est de nouveau isolée. De part et d'autre, c'est le Kurdistan mais ils cherchent à nous séparer.* » Le poste-frontière qui relie les deux bourgades a été fermé par Ankara en 2012, sitôt que Qamishli est tombée aux mains des milices YPG. Un mur de barbelés protège un petit bastion, flanqué de deux chars et d'une pièce d'artillerie. Mais l'insurrection a déjà enjambé cette défense dérisoire. Les civils, les combattants et les armes continuent de circuler grâce aux tunnels et aux contrebandiers, les meilleurs du pays.

Du haut du mirador, les soldats surveillent aussi les morts, dans le cimetière municipal. Ihsan pousse la lourde porte métallique. Le carré des « martyrs » du PKK résume plusieurs décennies de violences à Nusaybin. Les tombes, peintes en rouge, jaune et vert, sont frappées de l'emblème de la guérilla. « *J'ai un oncle enterré là, mort en 1992. Et ici c'est mon frère, il a été tué en 2013* », raconte Ihsan. Le rythme des funérailles s'est accéléré depuis la guerre en Syrie. Plusieurs jeunes de la ville, parfois mineurs, sont tombés à Kobané. « *Il y a Rizgar, notre copain de lycée. Raperin, elle, était de notre quartier. Mahsum aussi. Lui a été tué avec huit autres par un kamikaze* », énumère Ihsan. Dans le prolongement de ces sépultures, des monticules de terre fraîchement retournée sont déjà prêts à recouvrir d'autres linceuls. L'espace consacré aux combattants du PKK vient d'être agrandi, en prévision d'un printemps sanglant. □

U.S. talked with Iran before Iraq war, book says

WASHINGTON

Bush envoy recounts how Tehran agreed not to fire on straying aircraft

BY MICHAEL R. GORDON

Senior American officials held confidential talks with Iran about Iraq's future in advance of the United States-led invasion to topple Saddam Hussein, and secured a promise that the Iranian military would not fire at United States warplanes that strayed into Iranian airspace, according to a new book by a ranking Bush administration official.

The previously undisclosed meetings, which were held in Geneva with Mohammad Javad Zarif, the Iranian ambassador to the United Nations and future foreign minister, continued even after American troops seized Baghdad in April 2003.

"We wanted a commitment that Iran would not fire on U.S. aircraft if they accidentally flew over Iranian territory," Zalmay Khalilzad, a former ambassador to Iraq, Afghanistan and the United Nations, wrote in the "The Envoy," being published this month by St. Martin's Press.

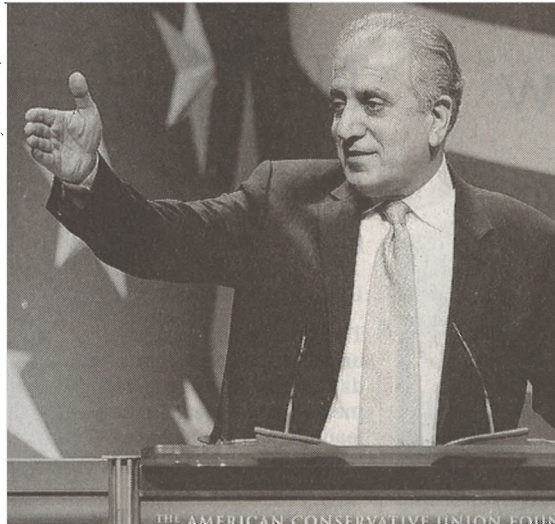
"Zarif agreed," he added. "We also hoped Iran would encourage Iraqi Shiites to participate constructively in establishing a new government in Iraq." Some prominent Iraqi Shiite leaders who had opposed Hussein had long been supported by Iran, which is the major Shiite power in the region.

But the Americans and Iranians had major differences over how to form a new Iraqi government and deal with Tehran's support for terrorism. In May 2003, the Bush administration halted the dialogue after it accused Iran of harboring leaders of Al Qaeda who were blamed for a terrorist attack that killed eight Americans in Riyadh, Saudi Arabia.

More than a decade later, Mr. Khalilzad considers the failure to keep open a continuous channel to Iran one of the great what-ifs of the Iraq war.

"I am convinced that if we had combined diplomatic engagement with forcible actions, we could have shaped Iran's conduct," he wrote.

The book is being published as heated debate continues over the Obama administration's policy toward Tehran, including the terms of the nuclear accord the United States and five other world powers negotiated with Iran.



Zalmay Khalilzad in 2011. He writes that the talks, held in Geneva, were short-lived.

The book by Mr. Khalilzad, a naturalized American who was born in Afghanistan and earned a doctorate at the University of Chicago, offers new insight into the debate over policy toward Iran within the Bush administration.

Whether there was real potential for a constructive dialogue with Iran about Iraq during the Bush years has been much debated. Ryan C. Crocker, a veteran diplomat, said that while officials from the two nations had productive consultations over Afghanistan after the Sept. 11, 2001, attacks, the prospects for a similar discussion on postwar Iraq were greatly diminished after President George W. Bush described Iran as a member of the "axis of evil" in his January 2002 State of the Union address.

"The chance for a serious dialogue that might actually have led somewhere pretty much ended with 'axis of evil,'" said Mr. Crocker, who served as an American envoy to Iraq, Afghanistan and other countries in the region.

But Mr. Khalilzad was eager to see whether the United States could elicit cooperation from Iran before the March 2003 invasion of Iraq, and the White House authorized him to meet with Mr. Zarif.

Accompanied by Mr. Crocker, Mr. Khalilzad informed Mr. Zarif that the Bush administration wanted to establish a democratic government in Baghdad that would be at peace with its neighbors — a formulation that was intended to signal that the United States did not plan to expand its military operations into Iranian territory.

Mr. Zarif, however, had his own ideas on how postwar Iraq should be governed. He favored a quick handover to Iraqi exiles, argued that Iraqi security institutions should be rebuilt from the ground up, called for the extensive purging of former members of the Baath Party and opposed an American occupation, Mr. Khalilzad wrote.

That approach, which appeared designed to magnify Iran's influence inside Iraq, differed radically from Mr. Khalilzad's strategy to form an interim Iraqi government that included Iraqis who had remained in the country during Hussein's rule, and not just leaders in exile. Nor did Mr. Khalilzad favor sweeping purges of Baath Party members.

When the issue of terrorism was on the table in a May 2003 meeting, Mr. Zarif asked the United States to hand over leaders of the Mujahedeen Khalq, an Iranian opposition group known as the MEK, whom Hussein had given refuge in Iraq. Mr. Khalilzad, in turn, complained that Iran was harboring Qaeda officials, including Osama bin Laden's son.

That prompted the Iranians to "air the possibility of a direct exchange — MEK leaders for Al Qaeda leaders," Mr. Khalilzad wrote. The Bush administration rejected the notion and then shut down the diplomatic channel that month after it linked the terrorist attack in Riyadh to Qaeda leaders in Iran.

Mr. Zarif did not respond to emails seeking comment.

After being named ambassador to Iraq in 2005, Mr. Khalilzad continued to argue privately for opening a channel to Iran.

Iraqi officials who traveled to Tehran told the American envoy that Iran was open to talking, and there was an occasion in 2006 during which American and Iranian policies appeared to overlap, Mr. Khalilzad asserts: Both countries concluded that the ineffectual Ibrahim al-Jaafari needed to be replaced as prime minister. Mr. Khalilzad wrote that Qassim Suleimani, the head of Iran's paramilitary Quds force, secretly traveled to Baghdad to deliver the message that Mr. Jaafari had to go.

Mr. Khalilzad wrote that during a meeting of the National Security Council, he persuaded Mr. Bush that he should be authorized to open a dialogue with the Iranians.

Russia's Intervention in Syria and the Kurdish Question

It is likely that both Russia and the United States will continue to support Syrian Kurds.

By Wladimir van Wilgenburg
March 09, 2016
<http://thediplomat.com>

The Syrian Kurds recently drastically improved their relationship with Russia since Turkey downed a Russian fighter jet in November last year. The Kurdish Democratic Union Party (PYD), the Syrian branch of the Kurdistan Workers Party (PKK), wants to use its relationship with Russia to prevent any Turkish plans to create a safe zone with the aim to prevent a Kurdish semi-autonomous region on Turkey's border. At the same time, Russia is willing to work with Kurds to close off the Turkish border to anti-Assad insurgent groups.

Moreover, the United States has built good relations with the PYD and the so-called People's Protection Units (YPG), the armed wing of the PYD, since the Islamic State (ISIS) besieged Kobani, a city situated immediately south of the border with Turkey in the Syrian province of Aleppo, and was defeated with the help of U.S.-led coalition airstrikes after four months of fighting. The United States now sees the YPG as one of the few allies left against ISIS, after U.S.-backed groups such as Division 30, Syria Revolutionaries' Front (SRF) and the Hazm Movement were destroyed by Al Qaida's Nusra faction. Next to Kobani, the United States also supported Kurdish operations in and around Hasakah, a pre-dominantly Kurdish city in the far northeastern corner of Syria.

Just like the PYD, the United States is not pushing for an immediate departure of the Assad government, but puts its main effort into first defeating Jihadist groups including Nusra and ISIS, whereas the priority for Syrian rebels is to defeat the Bashar al-Assad government. In the past, Syrian rebels and their backers in the Gulf and Turkey did not shrink from working with Jihadist groups to achieve the overthrow of Assad.

The main goal of the PYD is to create a federal Kurdish administration by capturing the Azaz-Jarabulus border strip along the Syrian-Turkish border (Azaz and Jarabulus are two Syrian cities located just south of the Syria-Turkish border) and thus connecting the Kurdish enclave of Efrin, a town and district in the province of Aleppo, with Kobani. Before 2014, this was still difficult due to the fact that

the PYD areas were bordering mostly moderate anti-Assad rebel groups. After 2014, ISIS took over most of the rebel-held territories near Kobani and Hasakah. This made it easier for the United States to support the PYD due to the increasing threat that ISIS posed to Europe and the rest of the world, despite PYD's links to the PKK, which is designated a terrorist organization by the U.S. and a number of other countries. With U.S. support, the YPG and PYD were able to finally connect the enclaves in Kobani and Hasakah by capturing the city of Tal Abyad, also located along the Syrian-Turkish border, in June 2015.

Now, the YPG aims to control the last remaining border strip between Azaz and Jarabulus. However, this border strip around Azaz and Marea in Aleppo's countryside also includes Turkish-backed rebels that are fighting Assad, ISIS, and the YPG-led Syrian Democratic Forces (SDF) at the same time. The Turkish-backed rebels, however, have constantly failed to push back ISIS from the border strip, to the YPG's advantage.

Turkey has tried to persuade the United States since 2012 to back a humanitarian corridor or safe zone. However, the U.S. administration rejected this until now. Due to Russian air power backing Assad, Syrian airspace is now sealed off from Turkish jets and Turkish troops. Turkey did not dare to intervene militarily after the PKK splinter group TAK attacked Ankara on 18 February, killing at least 28 people.

"You know who supports them. But we, as Turkey said previously, will not allow such a corridor. And we will do whatever we can," the Turkish president Recep Tayyip Erdoğan said this week indirectly referring to Russia.

The United States backed the Turkish redline and told the YPG and SDF not to advance in the Jarabulus-Azaz border strip. The United States also tried to pressure the YPG to focus on Raqqah, the de-facto capital of ISIS. As a consequence, the United States is against the Syrian Kurds' efforts to connect the Kurdish enclave of Efrin to Kobani through rebel-held and ISIS-held territory. Moreover, the United States doesn't support a separate semi-autonomous zone for the Kurds.

However, unlike the United States that backs the territorial integrity of Syria, the Russian



government is now backing a federal model. Russia is willing to support the Kurds to take the border strip of Azaz and Jarabulus, and Moscow offers the PYD more diplomatic backing to be included in the Geneva peace talks in order to marginalize any Turkish support for moderate rebel groups. Until now, Turkey was still able to exclude the PYD from Geneva.

As a result of Russian support, the YPG advanced last month, at the expense of Syrian rebel groups in Aleppo's north, with Russian airstrikes, despite U.S. opposition. This gives the Kurds a bigger chance than ever of creating a contiguous, controlled territory along Turkey's border.

Due to the increased Russian influence in Syria, it becomes difficult for the United States to give up support for the YPG, since it's the only militia group that has effectively fought ISIS, while other rebel groups work together with Al Qaida's Nusra front in Aleppo and Idlib. If the United States decides to end their support for the YPG in Hasakah or Kobani, it would deepen cooperation between PYD and Russia and further reduce Washington's leverage in the conflict. Moreover, the United States would then also have very limited options to strike the ISIS capital of Raqqah with U.S.-backed ground forces.

Therefore, it is likely that both Russia and the United States will continue to support the YPG to fight anti-Assad rebel groups including the Islamic State. ■

.....
Wladimir van Wilgenburg is an analyst of Kurdish politics for the Jamestown Foundation.

In dealing with Turkey, Europe risks paying a heavy price

ISTANBUL

Critics accuse officials of compromising values to ease migrant crisis

BY TIM ARANGO
AND CEYLAN YEGINSU

The contrast was jarring: Just days after the police broke into the offices of an opposition newspaper using tear gas and water cannon, Turkey's prime minister was greeted in Brussels with offers of billions in aid, visa-free travel for Turks in Europe and renewed prospects for joining the European Union.

The juxtaposition highlighted the conundrum Europe faces as it seeks solutions to its worst refugee crisis since World War II. To win Turkey's desperately needed assistance in stemming the flow of migrants to the Continent, European officials seem prepared to ignore what critics say is President Recep Tayyip Erdogan's steady march toward authoritarianism.

It is a moment of European weakness that the Turkish leadership seems eager to capitalize on. As Prime Minister Ahmet Davutoglu arrived in Brussels this week, he upped the ante, asking for more financial aid than was previously negotiated and demanding visa-free travel by June, while offering to take back some migrants who have crossed into Europe.

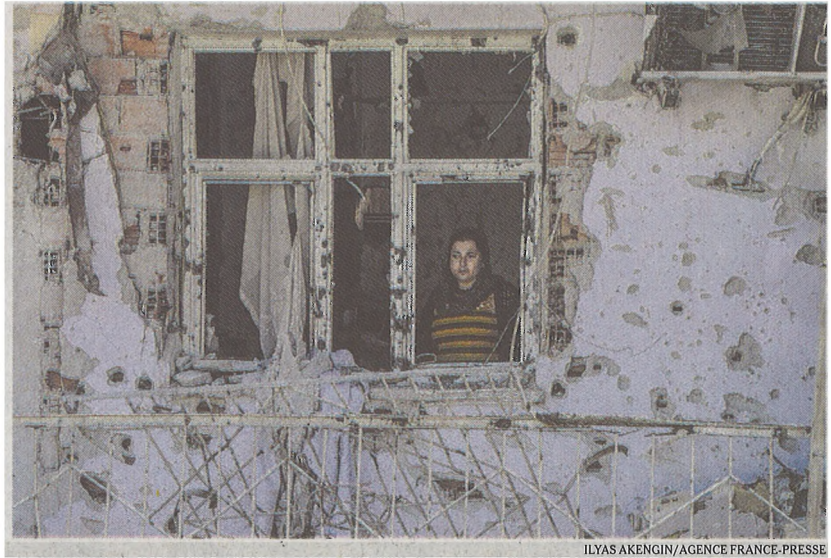
The Turkish offer was hailed as a "breakthrough" on Tuesday by Chancellor Angela Merkel of Germany, and Donald Tusk, the president of the European Council, spoke about a "common understanding" between Europe and Turkey. They said they hoped to work out the details at a summit meeting on March 17 and 18.

Yet criticism of Turkey's news media crackdown was mild, with President François Hollande of France saying that "cooperation with Turkey doesn't mean we should not be extremely vigilant about press freedom."

The refugee crisis — more than a million people fleeing war and hardship in the Middle East and beyond have landed in Europe — has significantly shifted the balance of power between Turkey and the Continent.

Membership in the European Union was once seen as a carrot to induce Turkey to push through democratic reforms. Now it is offered as an enticement for help to contain the flow of refugees, with Europe, critics say, choosing to set aside its values to secure Turkish cooperation.

"More rights and freedoms for people



ILYAS AKENGİN/AGENCE FRANCE-PRESSE

Cizre, a town in southeastern Turkey, on Tuesday. Renewed fighting between the army and Kurdish rebels in the region, and a crackdown on the news media, are areas of concern.

in Turkey has been the reason why I supported accession," said Marietje Schaake, a Dutch member of the European Parliament. But nowadays, she said, "we see the trading away of principles in the mere hope of solutions to Europe's own challenges in dealing with asylum seekers and migrants."

In addition to the news media crackdown, critics have been concerned by the renewed fighting in Turkey's southeast between the army and Kurdish insurgents. They say Europe should do more to push the two sides to return to peace talks.

Selahattin Demirtas, the top Kurdish political leader, whose party for the first time won representation in Parliament in elections last year, said the refugee crisis had led Europe to be largely silent on the renewed war in the southeast. He criticized Europe for bowing to Turkey's demands, and not taking a tougher line with Ankara on its domestic troubles.

"Blackmailing European countries in turn for the refugee crisis, this is something that the European Union should not close their eyes to," Mr. Demirtas told reporters on Monday. "The European Union should see this as blackmailing, and this is not in line with European values."

In previous years, the membership talks between Turkey and the European Union led to more democracy within

**"Cooperation with Turkey
doesn't mean we should
not be extremely vigilant
about press freedom."**

Turkey, analysts say. To put itself more in line with European values, Turkey has abolished the death penalty, legalized education and news broadcasts in the Kurdish language, granted more rights to non-Muslim minorities and curbed the influence of the military over politics. Now that is shifting.

"E.U.-Turkey relations today are merely transactional," said Mustafa Akyol, a Turkish columnist who sometimes contributes to The New York Times. "We can give you this, you can give us that. You take back some refugees, we give you free visas. It is not about Turkey becoming an E.U.-style liberal democracy."

Mr. Erdogan, Turkey's pre-eminent political figure since 2003, once embraced democratic reforms in the hopes of obtaining membership in the European Union. But in recent years, as those hopes faded, the early gains were reversed. There was a tough crackdown on government protesters in the summer of 2013. There was a corruption investigation that prompted the government to purge the judiciary and the police of perceived enemies. And there has been the erosion of press freedoms.

Now, rather than being the leader of a glittering Islamic democracy, Mr. Erdogan, who remains extremely popular among his religiously conservative base, is often compared to Vladimir V. Putin, the leader of Russia — an authoritarian leader with little regard for freedom of expression.

Underscoring this pivot in Turkey, even as Mr. Davutoglu was meeting with European leaders on Monday, the

Turkish authorities, backed by a court order, moved to seize the Cihan News Agency, a news outlet that, like Zaman, which was seized last week, is linked to the Muslim cleric Fethullah Gulen, a rival of Mr. Erdogan's who lives in exile in the United States.

And as the talks were progressing in Brussels on Monday, Mr. Erdogan, in a speech in Ankara, denounced the Europeans for failing to deliver on their pledge of more than 3 billion euros in aid for refugees.

"They promised to give us three billion euros, and four months have passed

since then," he said. "The prime minister is in Brussels right now. I hope he returns with that money, the three billion euros."

Activists, press freedom advocates and Turkish liberals who once counted on the prospect of European Union membership to bring about more democratic reforms have reacted with despair to Europe's muted criticism of what they see as Turkey's increasingly anti-democratic behavior.

"Is the E.U. determined to let itself be humiliated?" Christophe Deloire, the secretary general of the advocacy group Reporters Without Borders,

asked in a statement on Monday. He noted that Turkey's seizure of Zaman came last week as Mr. Tusk was on a visit to Ankara.

Svante Cornell, a Turkey analyst and director of the Central Asia-Caucasus Institute, a research organization, said the various crackdowns on the news media "illustrate fully the charade that E.U.-Turkey relations have become."

"The timing of Turkey's move against Zaman was ostentatious," he said, "suggesting Erdogan's government is not even trying to pretend to live up to European norms and values." ●

Army: 279 PKK militants killed in Sur operation



Turkish soldiers prepare themselves for military action during a curfew on February 26, 2016 at Diyarbakir's historical Sur district, eastern Turkey. AFP Photo

ANKARA — March/10/2016
www.hurriyetdailynews.com

Some 279 militants from the outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK) have been killed in large-scale counterterrorism operations in the southeastern town of Sur since late December last year, the Turkish Army has claimed.

"Some 279 members of the separatist terrorist organization have been killed, 206 barricades have been removed and 365 improvised explosive devices (IED) have been deactivated during the operation in Sur," the Turkish General Staff said in a written statement on March 10, using a euphemism for the PKK.

"Some 504 weapons and 48,048 of their shells; 10 radios and 3,470 kilograms of material used in making IED [were also seized]," added the army, recalling that counterterrorism operation that started on Dec. 18, 2015, in Sur, a district in the southeastern province of Diyarbakir,

ended on March 9.

The army said patrols, searches and check raids were still continuing in Sur to fill trenches and remove barricades that were created by PKK militants in the southeastern town, which have seen a blanket curfew since late December 2015 after prominent Kurdish-origin Turkish lawyer and human rights activist Tahir Elçi was shot dead during clashes that erupted after gunmen opened fire at a police post in Sur on Nov. 28, 2015.

Turkey has recently conducted sweeping ground operations targeting the PKK in the southeast, with local governors imposing curfews in several towns to remove militants from the area as well as to remove barricades and trenches created by the militants.

A round-the-clock curfew went into effect in downtown Sur and starting from Dec. 2, 2015. The large-scale counterterrorism operation then started in the town on Dec. 18, continuing for 103 days.

PKK militants early on March 10 opened fire when a committee, including Diyarbakir Police Department head Adnan Taşdan and deputy governors, was on duty, conducting an inspection in Sur following the end of the military operation, daily Hürriyet reported on March 10.

Four militants were killed as Turkish security forces immediately responded with fire to the gunfire. Three other militants from the outlawed organization were also killed in a counterterrorism raid conducted due to the offensive.

Doğan News Agency reported on March 10 that Turkish military troops started to leave the southeastern town in groups and armored vehicles were seen heading to their military headquarters along major thoroughfare Gazi Street as the 103-day counterterrorism operation ended.

Clashes were reported to still be fierce in Sur's Cemal Yılmaz, Savaş and Hasırlı neighborhoods and security forces continue to deactivate bombs and explosives planted in the three neighborhoods.

The army's statement came two days after 19 PKK militants were killed in another southeastern town nearby following the end of the military campaign that targeted the outlawed organization.

Doğan News Agency reported that 19 militants were killed in İdil, a district in the southeastern province of Şırnak, on March 8, when Turkish security forces conducted multiple raids.

Senior militant leaders were reportedly among those killed during the raids, as well as five snipers. Security forces also found documents showing suicide bomb training and sniper training during the operations.

Abdullah Ecevit, the İdil-based leader of the outlawed Kurdistan Communities Union (KCK) with the nickname "Adnan," a militant leader based in the Turgut Özal neighborhood with the nickname "Kendal," and an İdil-based field inspector of the militant group with the nickname "Reşit" were among those killed. ●

A Makmouk, sur le front contre Daech



Offensive.

Des soldats irakiens viennent renforcer les combattants anti-Daech – peshmergas kurdes, coalition internationale... – déjà présents à Makmouk, le 28 février.

Irak. C'est dans ce village repris par les Kurdes que se prépare la bataille de Mossoul. Reportage.

DE NOTRE ENVOYÉ SPÉCIAL EN IRAK, ROMAIN GUBERT

Le général Zaria Shekhani roucoule de bonheur. Ce matin, il fait visiter la « frontière » à un journaliste français. Et c'est un général content. Avec sa bouille burinée et ses cheveux gominés coiffés en arrière, il semble sortir d'un film américain des années 50 et se donne des airs de John Wayne dans « Le jour le plus long ». « Tenez, regardez ! Ils sont là juste en face. On les voit à l'œil nu. Et le drapeau noir ? Vous le voyez ? Prenez mes jumelles, vous allez voir bouger ces salopards. »

Le drapeau de Daech flotte à 200 mètres. Le général Shekhani en rajoute un peu. Beaucoup. « Baissez-vous ! Ils ont vu que ça bouge chez nous. Ils vont tirer. » Fausse alerte. Sourires. « Ils vont attendre la nuit. Ils tirent n'importe comment. Juste

pour s'occuper. »

A l'intérieur du fortin ■■■

■■■ coincé entre une butte de terre, une tranchée et un champ de mines, la casemate est décorée d'un portrait du « président » kurde, Massoud Barzani, en uniforme d'apparat. Des chaussettes d'une propreté douteuse sèchent sur un fil. Sur un feu, une casserole fume à quelques centimètres d'une caisse de munitions. Le général tapote l'épaule de l'un de ses soldats qui n'a pas 20 ans. « Tu as peur quand ils tirent, hein ? Mais tu verras, un jour tu seras comme moi. On prend l'habitude. Dites, les gars, venez un peu ici. Il faut renforcer les défenses. Mettez des sacs de sable ici. » Avec ses airs de faux dur revenu de tout, le général s'agite dans tous les sens. Il aurait préféré faire le spectacle pour une caméra de télé française. Faute de mieux, il fait la dictée.

« Notez, notez : dites à la coalition que nous avons besoin d'armes de visée nocturne. Et aussi de blindés. Le reste, le courage, nous l'avons. Notez ça aussi : vous avez des avions, nous avons le courage. Et nous allons nous débarrasser ensemble de cette vermine. »

Gaz moutarde. Un coup de vent fait tomber son béret rouge par terre. A l'intérieur, un drapeau bleu

blanc-rouge a été cousu. C'est celui d'un régiment de parachutistes français. On s'en étonne. « C'est quelqu'un de chez vous qui me l'a passé en cadeau. Un ami... C'est top secret. » C'est un secret de Polichinelle, les hommes du général Shekhani reçoivent des armes françaises.

Il ne faut pas pousser beaucoup Shekhani pour qu'il redevienne un moulin à paroles. Il y a quelques jours, un commando britannique était ici. Les Américains viennent souvent, les Allemands aussi. Il explique aussi que, depuis le début de l'année, la coordination avec l'aviation de la coalition internationale s'est améliorée. « Quand Daech fait une incursion et que nous avons un peu de mal à les repousser, l'état-major les appelle et les avions arrivent dix, quinze minutes après. » Il y a quelques semaines, raconte-t-il, intarissable, une équipe de Français est venue faire des prélèvements sur ses

soldats. Daech a lancé des roquettes, il y avait un gaz bizarre. Les Français voulaient savoir ce que c'était. Les résultats viennent de tomber : gaz moutarde. « Nous allons bientôt recevoir des équipements antichimiques pour nous protéger. »

Pour atteindre le fortin de Degorka, le poste le plus proche des lignes de Daech dans la région, il faut parcourir quelques kilomètres en 4 x 4 sur la route défoncée qui vient de Makmouk, une localité où, depuis quelques semaines, tous les ennemis de Daech se sont donné rendez-vous.

Cette bourgade de 5 000 âmes a été occupée par les djihadistes à l'été de 2014 avant d'être libérée quelques jours plus tard. Pour vaincre Daech, les Kurdes ont même fait une croix sur leurs rivalités ancestrales. Les peshmergas de Massoud Barzani, les milices de Jalal Talabani, son opposant de toujours, et les hommes du PKK ont combattu ensemble, rue par rue. Il fallait montrer aux 300 djihadistes à qui ils avaient affaire.

Makmouk n'est pas un village ordinaire. C'est un peu le grenier à blé de la région. C'est surtout un verrou, installé au pied d'impo- ■■■

■■■ santes montagnes. Il ouvre la porte à une dizaine de gisements de pétrole aujourd'hui contrôlés par les djihadistes.

C'est à Makmouk que s'écrit le premier chapitre de la bataille de Mossoul, cette ville d'un million d'habitants dont Abou Bakr al-Baghdadi, le calife de l'Etat islamique, a fait sa capitale. A une centaine de kilomètres de Mossoul, Makmouk a depuis quelques mois des allures de gigantesque base militaire. Tous ceux qui veulent faire chuter Daech ont pris position à la sortie de la petite agglomération. Les derniers arrivants, ce sont les soldats irakiens. Début février, l'armée de Bagdad a installé sur place une base de 3 500 hommes. Il y a deux ans, les soldats irakiens ont fui en quelques heures devant la progression des djihadistes. Après des mois et des mois de négociations et sous la pression des Américains, les peshmergas kurdes ont accepté que la troupe irakienne redéploie ses blindés. Mais uniquement pour préparer la reconquête de Mossoul. Pas pour reprendre possession du village. Les Irakiens ont compris qu'ils n'auraient plus jamais aucun droit sur Makmouk.

Les peshmergas ont trouvé un bon moyen de faire comprendre à tout le monde que cette terre, désormais, leur appartient: ils occupent les bâtiments du gouvernement irakien qui portent toujours les stigmates des combats. Le message est clair: les puits de pétrole et les champs de blé de la région sont pour eux. Avec leurs véhicules blindés flambant neufs (fournis par les Américains), les «héros» de Makmouk crânent dans ses rues en roulant à vive allure. Et la population, en majorité kurde, semble trouver ça très bien.

Base secrète. A côté de la base militaire kurde, où l'on collectionne les épaves calcinées abandonnées par Daech et où quelques soldats estropiés devisent en fumant des cigarettes, un bâtiment est encadré par des murailles en béton de 2 mètres de hauteur. C'est une autre base, secrète, elle. C'est là que les services secrets américains se sont installés. Sur les toits, un radar, des antennes satellites et surtout quelques hommes ar-



Le barrage de Saddam...

En 1984, lors de son inauguration, Saddam Hussein en avait fait le symbole de sa toute-puissance. Il avait fait imprimer des centaines de posters et d'affiches de ce gigantesque édifice de 113 mètres de hauteur, avec sa photo en uniforme au premier plan. Elles ont été placardées partout dans le pays pour bien faire comprendre que le raïs pouvait dompter le Tigre. Saddam n'est plus là, mais, trente ans plus tard, le barrage de Mossoul est un véritable piège pour des centaines de milliers d'Irakiens. «*Si le barrage rompt, le centre de Mossoul sera englouti par une vague de 12 à 15 mètres. Cinq cent mille personnes seront tuées en quelques heures.*» Haïdar al-Abadi, le Premier ministre irakien, est inquiet.

Avant la progression de Daech dans la région, 600 Irakiens travaillaient à la maintenance de l'édifice, qui produit de l'électricité pour tout le nord du pays. Mais, depuis deux ans, après qu'il a été (brièvement) pris par Daech puis repris par l'armée irakienne avec l'aide des forces kurdes, aucun travail de consolidation n'a pu être effectué.

Or l'ouvrage souffre d'un problème structurel qui lui a valu d'être désigné comme «*le barrage le plus dangereux du monde*» par des ingénieurs de l'armée américaine dans un rapport d'inspection

de 2007. Il a été construit sur un sol de gypse et de calcaire qui s'érode avec la poussée de l'eau, ce qui a pour effet de creuser des cavités et de fragiliser ses fondations.

Située à 40 kilomètres au nord de la capitale de l'Etat islamique, cette immense retenue d'eau (plusieurs millions de mètres cubes) pourrait provoquer, si le barrage cédaît, une catastrophe mille fois supérieure à celle de l'ouragan Katrina. Une vague de plusieurs mètres de hauteur pourrait même atteindre Bagdad et causer dans la capitale irakienne une gigantesque inondation.

Alors que les préparatifs pour lancer une offensive de reconquête de Mossoul avancent, les experts redoutent que l'Etat islamique tente de détruire l'édifice pour déclencher une catastrophe dans le nord de l'Irak. Ils estiment aussi l'impact que pourrait avoir une intense campagne de bombardements de la coalition sur Mossoul. En janvier, la compagnie italienne Trevi a remporté un appel d'offres pour le chantier de réfection (284,5 millions d'euros, partiellement financés par la Banque mondiale), mais les ingénieurs et les ouvriers attendent l'arrivée des Forces spéciales italiennes (450 hommes) pour se mettre au travail ■ R. G.

més. Les Américains y entraînent les hommes de la tribu sunnite Al-Jabour, leur alliée traditionnelle en Irak, qui compte 1 000 combattants. Après la chute de Saddam Hussein, Paul Bremer, l'administrateur civil américain du pays, avait confié la sécurité des puits de pétrole et des pipelines aux chefs de la tribu. C'est aussi l'un de ses membres influents, dont la fille a été violée par Oudaï, le fils aîné de Saddam, qui a livré l'ancien dictateur aux Américains. Le clan Al-Jabour a une revanche à

prendre sur Daech et sur les sunnites qui ont fait allégeance à Al-Baghdadi, et il n'entend pas que la bataille de Mossoul se fasse sans lui. Les djihadistes ont rasé 400 maisons d'un village de la tribu. Les Américains l'ont déjà décidé: la tribu Al-Jabour sera le futur maître de la deuxième ville irakienne.

Aux alentours de Makmouk, il y a une dernière base militaire. C'est celle d'une armée privée, Falcon Security, une entreprise de sécurité qui travaille depuis longtemps pour tous les grands ■■■

■■■ groupes pétroliers installés dans la région. Total, Exxon, Repsol... Falcon compte plusieurs centaines d'hommes à Makmouk, placés sous les ordres d'un ancien militaire américain, Gary Cavender, et un Sud-Africain, Cobus Snyman, qui a longtemps bourlingué en Afghanistan. Sur son compte LinkedIn, son CV indique que Snyman vient de suivre une formation dans le « *management des explosifs en milieu hostile* ». Comme ça, les choses sont claires.

Dès que la bataille de Mossoul commencera, les hommes de Falcon Security prendront possession des gisements de pétrole alentour. Le partage des rôles a déjà été prévu.

Poignards. Sur la place centrale de Makmouk, plus personne ne fait attention au défilé militaire incessant. Et surtout pas Abou Ali. Il en a vu d'autres. Le vieil homme occupe une petite maison près du bazar. Quand les djihadistes se sont emparés du village, il a refusé de fuir, contrairement à la plupart des habitants. Ce jour-là, la télévision diffusait « Hassan et Nahima », une sorte de « Roméo et Juliette » égyptien tourné en noir et blanc à la fin des années 50. « *Je me souviens de ce jour comme si c'était hier, c'était vraiment bizarre. Tout en regardant le film et en écoutant la musique, j'entendais les kalachnikovs partout dans la ville. J'y suis resté, car ma seule richesse, ce sont ces poules et mon échoppe dans le bazar.* » Le vieil homme raconte sa vie sous Daech en riant. « *Le soir après la bataille où ils ont pris la ville, j'ai décidé de sortir de chez moi.*



« **Héros** ». Abou Ali est l'un des rares habitants de Makmouk à n'avoir pas fui à l'arrivée de Daech.

« Les djihadistes ont vu que j'étais un homme simple et m'ont nommé chef du quartier. » Abou Ali, artisan du bazar

Les rues étaient désertes, tout était silencieux. Je suis allé à la mosquée et, là, je suis tombé sur les djihadistes. Ils étaient en train de manger avec un imam et un chef militaire. C'était un géant de 2 mètres, il avait des poignards à la ceinture et une kalachnikov. C'était un étranger, un Russe peut-être. Ses hommes m'ont demandé qui j'étais, où étaient passés les habitants, où se trouvaient les générateurs d'électricité, qui ne fonctionnaient plus. Ils ont vu que j'étais un homme simple et m'ont nommé chef du quartier en me disant qu'il fallait que je prévienne les habitants qu'ils n'avaient rien à craindre de Daech, que leurs in-

tentions étaient pacifiques. Il n'y avait plus personne dans le village, plus un bruit, mais j'étais le chef. Mais j'ai préféré rester chez moi en me faisant discret. » L'attente d'Abou Ali n'a duré que quelques jours. Le temps que les Kurdes mènent leur contre-offensive. Le vieil homme est aujourd'hui un peu la star du village, celui qui a refusé de quitter la ville devant les kalachnikovs de Daech. Un drôle de héros. Quand il marche dans la rue, les enfants rigolent...

Najat Ali Saleh a fait des anciens locaux de la police irakienne son QG. L'œil aussi sombre que sa chemise noire, le commandant peshmerga est taciturne. Responsable de la région militaire, il a 75 kilomètres de « frontière » à protéger. Il n'est pas franchement ravi qu'on lui ait demandé de faire un peu de place à l'armée irakienne. Mais l'ordre est venu d'en haut et ce proche du « président » kurde, Massoud Barzani, est habitué à obéir.

« Tout ça ne finira jamais ». Cela ne l'empêche pas de ronchonner. « *Les militaires irakiens font de la propagande à la télévision de Bagdad pour dire qu'ils peuvent prendre Mossoul en quelques jours. Mais c'est n'importe quoi. Ils sont faibles, mal entraînés, sous-équipés. Ils ont des problèmes de corruption à régler, des rivalités. Ils ont laissé Daech prospérer ces dernières années et ont fui comme des lapins au lieu de combattre. Ce n'est pas avec eux que nous allons reprendre Mossoul. Ce sont les Américains qui vont décider du moment où nous nous battons, et c'est très bien comme ça. Ça n'est pas pour demain.* »

Il connaît ses ennemis et refuse de les sous-estimer. Najat Ali Saleh sait de quoi les djihadistes sont capables. Il se souvient du jour où ils ont atteint les faubourgs d'Erbil, la capitale du Kurdistan irakien. Il était là, il a eu peur. Il a mis ses proches à l'abri, dans les montagnes. C'est aussi lui qui visite les familles des peshmergas tués au combat. Depuis le mois de septembre, il a fait cinquante visites pour annoncer à des mères que leur fils ne rentrerait pas à la maison. Ces jours-ci, il est nerveux. Daech harcèle ses ■■■



Village fantôme. Les peshmergas kurdes ont repris Makmouk à l'Etat islamique, en août 2014.



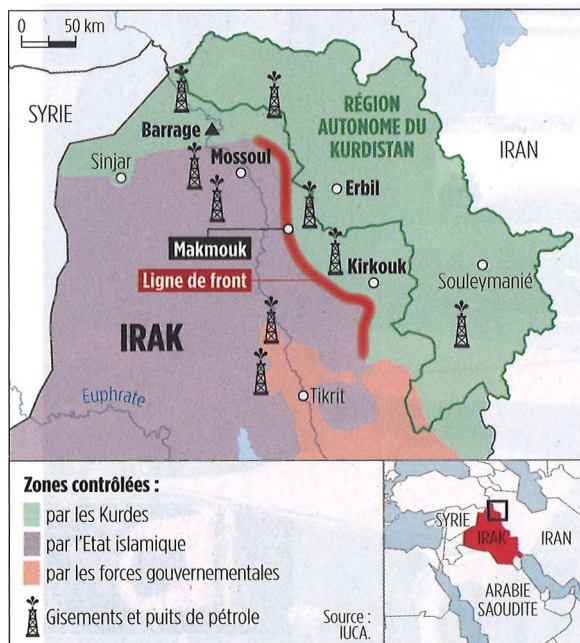
Chef de guerre. Le général Zaria Shekhani (à g.), à 200 mètres à peine des djihadistes de Daech.

« Vous avez des avions, nous avons le courage. Et nous allons nous débarrasser ensemble de cette vermine. »

Le général Zaria Shekhani

■ ■ ■ positions à la roquette et tente parfois des incursions. « Les djihadistes n'ont pas peur de la mort : ils pensent aller directement au paradis s'ils meurent en martyr. Nous, en face, nous voulons construire l'avenir, protéger nos familles. » En buvant du thé, il avoue que la bataille de Mossoul ne règlera rien. « Vous verrez, tout ça va durer deux ou trois générations. C'est le chaos depuis plus de vingt ans. Saddam Hussein a voulu exterminer les Kurdes. Puis les Américains l'ont chassé. Aujourd'hui, c'est la guerre contre Daech... Tout ça ne finira jamais. »

« Fort Knox ». Ce qui se passe à Kirkouk semble donner raison à l'officier peshmerga. A trois quarts d'heure en voiture de Makmouk, cette ville de 600 000 habitants, qui compte plusieurs dizaines de milliers de réfugiés venus de Mossoul, est un volcan. Peuplée de sunnites, de Kurdes, de chiïtes, de Turkmènes et d'une petite communauté chrétienne, c'est une ville épuisée. L'électricité saute plusieurs fois par jour, chacun redoute le prochain attentat ou le futur enlèvement. Et plus personne ne semble croire en l'avenir. Pour s'en rendre



Reconstruire. Abbas Hassan Taqi, président de l'université de Kirkouk.

« Ma mission : créer la future élite de ce pays. » Abbas Hassan Taqi, universitaire à Kirkouk

compte, il faut se rendre à l'université. Le « campus » de Kirkouk ressemble à Fort Knox. Les voitures sont fouillées par des troupes d'élite. C'est une cible de choix pour les djihadistes : les professeurs et les étudiants de Mossoul qui ont refusé de faire allégeance à Daech sont réfugiés là.

Accompagné d'un garde du corps qui ne le quitte pas d'une se-

melle, le président de l'université, Abbas Hassan Taqi, a une mission claire : « Créer la future élite de ce pays et former les jeunes de Mossoul à reconstruire la ville lorsque Daech ne sera plus là. »

En attendant, il aimerait envoyer ses étudiants à l'étranger pour des stages, recevoir des professeurs d'universités françaises ou européennes. Mais, ici, l'optimisme est une denrée rare... Il n'y croit pas vraiment. « Pour l'instant, tout est calme... Mais tout peut basculer en quelques heures. Comment voulez-vous que les jeunes construisent leur avenir dans ces conditions ? »

Hiba est née à Mossoul il y a vingt-trois ans. Avec sa famille, elle a fui Daech deux jours avant que la ville tombe aux mains des djihadistes. Etudiante en sciences, elle discute encore parfois avec ses amies de Mossoul grâce à Facebook – quand le réseau fonctionne. « Elles ne sont qu'à quelques kilomètres, mais on dirait qu'un continent nous sépare. Elles ne sortent plus jamais de chez elles et restent cloîtrées. Daech demande 10 000 dollars à ceux qui veulent sortir de la ville. Je pense que je ne les verrai plus jamais. » Son camarade, Salah, a déjà fait son choix. Lui aussi vient de Mossoul et étudie aujourd'hui l'informatique. Quand il aura son diplôme, il quittera le pays. C'est décidé. « Mossoul, c'est ma ville. J'y ai passé toute ma vie. Les Américains peuvent la libérer. Mais je n'y retournerai pas. C'est en Europe que je veux construire mon futur. Pas dans ce pays. » ■

Les espoirs déçus des Kurdes de Turquie

Selahattin Demirtas, leader du HDP, est critiqué pour son absence de condamnation des violences du PKK

ISTANBUL - correspondante

Considéré il y a peu de temps encore comme le seul homme politique susceptible de faire de l'ombre au numéro un turc, Recep Tayyip Erdogan, le responsable kurde Selahattin Demirtas, 42 ans, qui semblait alors avoir pris ses distances avec le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, interdit en Turquie), est aujourd'hui menacé de poursuites judiciaires qui pourraient le mener en prison.

Voici des mois que le gouvernement islamo-conservateur réclame la levée de son immunité parlementaire et celle de quatre autres députés de son Parti démocratique des peuples (HDP, gauche, prokurde), qui est la troisième force politique au Parlement avec 59 députés sur 550. Ils sont accusés de faire le jeu du PKK, dont les combattants sont repartis en guerre contre l'Etat turc depuis l'échec des pourparlers de paix en 2015.

« Vengeance »

Vendredi 4 mars, le ministère de la justice a demandé aux services du premier ministre que les principales figures du HDP – Selahattin Demirtas, Figen Yüksekdag, Selma Irmak, Sirri Süreyya Önder, Ertugrul Kürkçü – soient privées de leur immunité et poursuivies en justice pour avoir soutenu l'idée d'une autonomie pour les régions kurdes, où les hostilités sont reparties de plus belle depuis la rupture d'une trêve que le PKK et l'armée turque observaient depuis deux ans.

« Si notre immunité parlementaire est levée, il faudra lever aussi celle des députés soupçonnés d'avoir trempé dans des affaires de corruption, ce qui est le cas au sein du groupe parlementaire de l'AKP [le Parti de la justice et du développement, au pouvoir depuis 2002]. Notre groupe ne connaît pas ce genre d'affaires », a expliqué Selahattin Demirtas, dimanche 6 mars, alors qu'il recevait les correspondants de la



Le chef du Parti démocratique des peuples, Selahattin Demirtas, à Diyarbakir, dans le sud-est de la Turquie, le 4 mars.

ILYAS AKENGIN/AFP

presse étrangère dans un grand hôtel d'Istanbul.

Pour lui, ces poursuites ne sont qu'une « vengeance » du numéro un, Recep Tayyip Erdogan. « Il n'a pas digéré le bon score de notre parti aux législatives de juin [13 % des voix]. Il cherche à nous punir. » Mais quand bien même le Parlement en viendrait à se prononcer

favorablement, « la mise en œuvre de la décision pourrait prendre plusieurs années ».

Une affaire embarrasse autrement plus M. Demirtas. Le 23 février, une députée de son groupe, Tugba Hezer, est allée présenter des condoléances publiques à la famille d'Abdubaki Sömer, l'auteur de l'attentat à la voiture ⇒

Des faubourgs de Van à Ankara, itinéraire d'un kamikaze

LE 17 FÉVRIER, LA TURQUIE et son armée étaient frappées en leur cœur. Dans le quartier administratif d'Ankara, un attentat-suicide à la voiture piégée visant un convoi transportant militaires et civils du ministère de la défense faisait vingt-neuf morts. Attribuée aux forces kurdes syriennes par le gouvernement turc, l'attaque terroriste était revendiquée, le 19 février, par les Faucons de la liberté du Kurdistan (TAK), un groupe armé aussi radical que nébuleux, provenant des rangs du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), dans le contexte d'affrontements renouvelés entre la guérilla kurde et les forces turques. Confirmée par des tests ADN, l'identité de l'auteur de l'attentat était révélée par les TAK comme celle d'un homme kurde de 27 ans, Abdubaki Sömer, originaire de Van, dans le sud-est du pays.

Dans les lointains faubourgs de Van, le quartier Haci-Bakir, où Abdubaki Sömer a vu le jour, a des allures de village avec ses maisons basses, ses potagers boueux et ses ruelles où les neiges hivernales achèvent de fondre. « Abdubaki est né dans le quartier le plus pauvre de Van. Comme tous ceux qui s'y sont installés, les Sömer ont dû quitter définitivement leur village, détruit par

l'armée turque pendant la guérilla des années 1990 », raconte un proche de la famille. Peuplé d'exilés, de déclassés, se développant de manière anarchique en marge d'une guerre qui affecte chacun des habitants, le quartier Haci-Bakir laisse peu de perspectives aux enfants qui y naissent. « Dans le quartier, pour la plupart des garçons de ma génération, l'avenir c'était soit la précarité des petits métiers, soit le trafic de cigarettes, d'héroïne et d'êtres humains entre l'Iran et la Turquie, soit le PKK », explique une habitante née, comme Abdubaki, en 1989.

« Un héros »

Le jeune homme choisira la dernière option. « Abdubaki a grandi à une époque où le PKK contrôlait Haci-Bakir. Il y avait souvent des affrontements avec les forces de l'Etat. Ils entraient dans les maisons, fouillaient, contrôlaient nos pères », se souvient une parente qui a été élevée avec lui. « Les combattants du PKK étaient nos héros. Ils nous défendaient, poursuit-elle. Les parents essayaient de les en dissuader, mais la plupart des jeunes voulaient les rejoindre. » Courant 2005, inscrit en première année au lycée République de Van, Abdubaki dis-

paraît. A Haci-Bakir, les adolescents ne fuient pas. Chacun comprend qu'Abdubaki est « parti pour la montagne ». Une fois recrutés, les combattants du PKK coupent tous liens avec leurs familles, qui n'ont plus qu'à attendre la nouvelle de leur mort en martyr, célébrée par le parti.

Dans la clandestinité, dans les zones grises où le PKK opère, Abdubaki, qui a pris pour nom de guerre « Zinar Raperin », a rejoint les TAK avant de refaire brutalement irruption, par le truchement d'un portrait souriant accompagnant la revendication de l'attentat. Ses parents proches restent murés dans le silence, incités à la discrétion à la suite de l'interruption, par les forces de sécurité turques, de la cérémonie de recueil des condoléances organisée après la revendication de l'attentat par le TAK. La figure d'Abdubaki ne leur appartient cependant déjà plus. « L'attentat est arrivé au moment où, après Kobané, puis le retour de la guerre dans les villes kurdes de Turquie, une nouvelle génération de militants plus radicale émerge, explique un acteur associatif de Van, lié au mouvement kurde. Pour ces jeunes, Abdubaki est un héros. » ■

ALLAN KAVAL

(VAN, TURQUIE, ENVOYÉ SPÉCIAL)

⇒ piégée qui a causé la mort de 29 personnes à Ankara, le 17 février. La levée de son immunité parlementaire a également été demandée. Son geste a suscité la réprobation de larges pans de l'opinion publique, y compris parmi les représentants de la gauche prokurde qui ont donné leurs votes au HDP le 7 juin 2015, puis le 1^{er} novembre, lors de la répétition des législatives.

« Ces condoléances n'étaient pas une décision du parti, [Tugba Hezer] connaissait la famille, c'est pour cela qu'elle l'a fait. Elle aurait dû réfléchir à la sensibilité de l'opinion publique, mais elle s'est laissée guider par ses sentiments personnels », justifie M. Demirtas. L'hommage de la députée au kamikaze illustre l'ambiguïté qui prévaut au sein du parti kurde, perçu plus que jamais comme inféodé au PKK. Selahattin Demirtas dément : « Nous n'avons aucun lien avec le PKK. Nous sommes un parti pacifique et légal, le PKK est une organisation armée active au Moyen-Orient. »

Il y a un an, cet avocat modeste

d'origine kurde était vu comme l'étoile montante de la scène politique turque. C'est sous son impulsion que le HDP a fait son entrée au Parlement, du jamais-vu depuis les débuts de la République en 1923. Débarrassé de son étiquette ethnique, le HDP avait élargi sa base (aux femmes, aux minorités, aux écologistes) et il était apparu alors comme la seule formation à visage européen de l'échiquier politique. Un nouveau courant avait émergé, une sorte de troisième voie, ni islamiste ni kémaliste.

Champs de bataille

La guerre en Syrie a tout chamboulé. Grâce à l'expérience acquise à Kobané, la grande ville du nord de la Syrie reprise aux djihadistes de l'organisation Etat islamique par des combattants kurdes en janvier 2015, le PKK a choisi d'implanter la guérilla urbaine au cœur des quartiers centraux de plusieurs villes du sud-est de la Turquie (Diyarbakir, Cizre, Silvan, Silopi), transformés en champs de bataille entre les forces turques et

« Erdogan n'a pas digéré le bon score de notre parti aux législatives de juin. Il cherche à nous punir »

SELAHATTIN DEMIRTAS
coprésident du HDP

les rebelles kurdes armés. Dès le début du soulèvement, Selahattin Demirtas a multiplié les messages de soutien aux rebelles, incitant la population à appuyer leurs « actions honorifiques ».

En approuvant la nouvelle tactique du PKK, peu soutenue par les populations locales à en juger par le piètre succès remporté par son appel à manifester le 2 mars à Diyarbakir, il a compromis l'idée d'un HDP indépendant, redonnant au parti sa vocation ethnopolitique de porte-voix du PKK. Alors que l'organisation renoue avec la violence aveugle, ayant de

plus en plus recours aux attentats-suicides, le HDP, qui peine à condamner ces actes, perd en légitimité. Dans les régions du Sud-Est, la déception est perceptible.

« Nous n'avons pas voté pour la reprise de la guerre », assurent les Kurdes qui ont donné leur voix au Parti démocratique des peuples.

« Leur critique est justifiée. Ils éprouvent du mécontentement envers nous, mais ils en veulent aussi au gouvernement pour sa politique. Le peuple kurde considère que la responsabilité de la situation actuelle revient à l'AKP », assure M. Demirtas.

Un jour ou l'autre, « il faudra bien revenir aux négociations », concède-t-il. Difficile toutefois « de s'asseoir à la table avec Recep Tayyip Erdogan pour parler de démocratie. Il ne veut pas de la démocratie ni même d'un régime présidentiel, tout ce qu'il veut, c'est imposer sa dictature ». ■

MARIE JÉGO

Newsweek

17 MARCH 2016

Syria Conflict: Kurds Declare Federal System in Country's North

By Jack Moore 17 March 2016
<http://europe.newsweek.com>

Syria's Kurds on Thursday announced the establishment of a federal system in the country's northern regions as they drive for greater autonomy in the country that has entered its sixth year of civil war.

At talks between Kurdish, Arab and other parties involved in northern Syrian affairs in the town of Rmeilan, representatives agreed on the creation of a "federal system" to unify the three majority-Kurdish cantons in northern Syria, AFP news agency reported, citing two officials party to the talks.

Both the Syrian government and the main Syrian opposition council, known as the Syrian National Coalition (SNC), outright rejected the declaration. (Neither group was represented at the talks.)

The Syrian Foreign Ministry said in a statement that the announcement is void as it is unconstitutional. The SANA state news agency said that the declaration "has no legal basis" and is a move that would "encroach on Syria's territorial unity."

The SNC warned against any unilateral actions that seek to "confiscate the will of the Syrian people" by creating autonomous regions.

The move was also made against the wishes of Turkey, which fears the development of a Kurdish semi-state on its southern border because of security concerns. The Turkish military recently began shelling Syrian Kurdish fighters in northern Syria because of their territorial advances in Aleppo province.

Syria's Kurds now possess approximately 400 kilometers (248 miles) of territory stretching from the Euphrates River to the Iraqi border. Ahead of the announcement of a federal system, the Turkish Foreign Ministry said on Wednesday that Syria's territory must stay united and that unilateral moves "cannot have validity" in the country.

Syria's Kurds have been fighting radical Islamist rebel groups such as the Al-Qaeda-affiliated Nusra Front and the Islamic State militant group (ISIS) in northern Syria. ISIS has launched two offensives on the Syrian-Kurdish city of Kobane in the past year and a half, but was beaten back by Syrian

Kurdish fighters supported by U.S.-led coalition air strikes. ●



Kurdish men chant slogans on March 14, as they carry portraits of jailed Kurdish rebel chief Abdullah Ocalan, during a demonstration in the northeastern Syrian city of Qamishli. Syria's three Kurdish-controlled autonomous regions defied Damascus and Ankara on Thursday, voting to establish a federal system in the north of the country. Delil Souleiman/AFP/Getty Images

Key powers mulling possibility of federal division of Syria

By Louis Charbonneau
 UNITED NATIONS
 March 10, 2016
 www.dailystar.com.lb

Major powers close to U.N.-brokered peace talks on Syria are discussing the possibility of a federal division of the war-torn country that would maintain its unity as a single state while granting broad autonomy to regional authorities, diplomats said.

The resumption of Geneva peace talks is coinciding with the fifth anniversary of a conflict that began with protests against President Bashar al-Assad before descending into a multi-sided civil war that has drawn in foreign governments and allowed the growth of Islamic State militants in Syria and Iraq.

Fighting in Syria has slowed considerably since a fragile "cessation of hostilities agreement" brokered by the United States and Russia came into force almost two weeks ago. But an actual peace deal and proper ceasefire remain elusive.

As the United Nations' peace mediator Staffan de Mistura prepares to meet with delegations from the Syrian government and opposition, one of the ideas receiving serious attention at the moment is a possible federal divi-

sion of Syria.

Neither the opposition nor government has confirmed its participation in the latest round of peace talks in Switzerland.

Speaking on condition of anonymity, a U.N. Security Council diplomat said some major Western powers, not only Russia, have also been considering the possibility of a federal structure for Syria and have passed on ideas to de Mistura.

"While insisting on retaining the territorial integrity of Syria, so continuing to keep it as a single country, of course there are all sorts of different models of a federal structure that would, in some models, have a very, very loose center and a lot of autonomy for different regions," the diplomat said.

He offered no details about the models of a federal division of authority that could be applied to Syria. Another council diplomat confirmed the remarks.

OPPOSITION DISLIKES FEDERALISM

The biggest sticking point in the peace talks remains the fate of Assad, who Western and Gulf Arab governments insist must go at



Staffan de Mistura (R) United Nations Special Envoy for Syria attends a news briefing next to his Special Advisor Jan Egeland in Geneva, Switzerland, March 9, 2016. REUTERS/Denis Balibouse

the end of a transition period envisioned under a roadmap hammered out in Vienna last year by major powers. Assad's backers Russia and Iran say Syrians themselves must decide.

After five years of civil war that has killed 250,000 people and driven some 11 million from their homes, Syria's territory is already effectively split between various parties, including the government and its allies, Western-backed Kurds, opposition groups and Islamic State militants.

This week, Syria's Saudi Arabian-backed opposition rejected a suggestion by Russia, which like Iran supports Assad's government and has intervened militarily on its side, that the peace talks could agree a federal structure for the country.

"Any mention of this federalism or something which might present a direction for dividing Syria is not acceptable at all. We have agreed we will expand non-central government in a future Syria, but not any kind of federalism or division," Syrian opposition coordinator Riad Hijab said.

But the idea of federalism for Syria has not been ruled out. In an interview with Al Jazeera on Thursday,

de Mistura said "all Syrians have rejected division (of Syria) and federalism can be discussed at the negotiations."

In a September interview Assad did not rule out the idea of federalism when asked about it, but said any change must be a result of dialogue among Syrians and a referendum to introduce the necessary changes to the constitution.

"From our side, when the Syrian people are ready to move in a certain direction, we will naturally agree to this," he said at the time.

The co-leader of Syrian Kurdish PYD party, which exercises wide influence over Kurdish areas of Syria, has made clear the PYD was open to the idea.

"What you call it isn't important," PYD's Saleh Muslim told Reuters on Tuesday. "We have said over and over again that we want a decentralized Syria - call it administrations, call it federalism - everything is possible."

The next round of Syria peace talks is not expected to run beyond March 24. After that round ends, there is expected to be a break of a week or 10 days before they resume. ♦



Kurdish members of the Self-Defense Forces stand near the Syrian-Turkish border in the Syrian city of al-Derbasiyah, February 9, 2016.. (photo credit:RODI SAID / REUTERS)



«Les Russes vont balader l'opposition syrienne et le reste du monde»



Pour Abdelnaser Alayed, ancien capitaine de l'armée de l'air syrienne, la stratégie russe vise à étouffer progressivement l'opposition modérée pour faire de l'Etat islamique l'ennemi unique.

INTERVIEW

Abdelnaser Alayed, 40 ans, a été limogé en 2009 après treize années de service dans les bases aériennes de la région d'Alep. Aujourd'hui analyste militaire pour plusieurs sites et centres d'étude arabes, il est réfugié en France depuis près d'un an.

La trêve, depuis le 27 février, marque-t-elle une stabilisation des fronts après la reconquête, par les forces du régime d'Al-Assad appuyées par les Russes, de l'essentiel de la «Syrie utile» ?

N'ayant pas réussi le retournement stratégique aussi rapidement qu'espéré par l'écrasement total des forces de l'opposition armée syrienne, les Russes ont poussé vers la négociation politico-diplomatique et la mise en œuvre d'une trêve. Celle-ci implique en fait une tactique politico-militaire pour obliger l'opposition à rendre les armes. Car la stratégie du régime, comme

des Russes, reste la liquidation de l'insurrection syrienne non jihadiste. En lançant son intervention militaire directe en Syrie en octobre, Poutine avait commencé par annoncer une campagne de trois mois. Quelques semaines après, il s'est mis à parler d'une «guerre continue» pour mettre fin au terrorisme. Et ceci après que les Russes ont découvert sur le terrain l'état des forces du régime, incapables de réaliser des conquêtes durables et garanties, malgré l'appui massif et décisif de l'aviation russe. Les opérations de reconquête, y compris dans les zones de Lattaquié ou d'Alep défendues par les seuls groupes de l'opposition armée syrienne non jihadiste, se sont révélées laborieuses et coûteuses. Les points de confrontation ont été réduits de 500 au début de la campagne à 280. L'armée syrienne

manque de réserves humaines. Malgré l'appui des milices iraniennes et du Hezbollah libanais, elle a subi des pertes considérables en hommes et en matériel. Mais le plus important, c'est que les Russes se sont aperçu que les forces prorégime n'ont pas les moyens de protéger durablement leurs conquêtes et que même la «Syrie utile» était difficile à défendre.

Cette trêve n'éloigne-t-elle pas les risques d'un siège de la partie d'Alep contrôlée par l'opposition, qui compte quelque 300 000 habitants ?

Le risque qu'Alep soit totalement assiégé, comme d'autres localités dans les environs de Damas privées de tout accès à la nourriture ou aux soins médicaux, n'est plus imminent. Encore une fois, parce que les forces prorégime sont insuffisantes pour encercler la ville et contrôler tous ses accès. Mais l'isolement d'Alep de sa région et le morcellement des autres zones encore contrôlées par l'opposition progressent. La stratégie est de briser la continuité territoriale de la région en coupant les routes qui les relient entre elles pour les transformer en poches. Malgré la trêve, des attaques menées par les forces kurdes ou les nouvelles milices dites de la «Syrie démocratique», soutenues par les Russes sur la «route de Castello» (dernière voie d'accès, pour l'opposition, de la frontière turque à Alep), se poursuivent ces derniers jours. Cette tactique de dépeçage et de grignotage de territoires est appliquée aussi dans d'autres régions, par exemple dans le sud du pays, pour séparer Deraa de sa campagne à l'est et à l'ouest.

Qu'en est-il du contrôle de la frontière turque, que la Russie a déclaré nécessaire pour stopper les arrivées d'armes livrées aux «terroristes» ?

Le verrouillage de la frontière turque par l'intermédiaire des forces kurdes du Parti de l'union démocratique (PYD) est déjà bien avancé, tout comme celui de la frontière jordanienne avec les milices iraniennes. Cela aboutit à l'emprisonnement des forces de l'opposition syrienne à l'intérieur des frontières, dans la même logique que l'isolement des différentes poches. Pour

ce qui est des livraisons d'armes, il s'agit plutôt d'un prétexte puisque la Syrie croule sous les stocks d'armes accumulées par toutes les forces en présence à travers le territoire, que ce soit les brigades de l'opposition ou les groupes jihadistes. Mais il est fort probable qu'une opération soit menée prochainement pour prendre la dernière zone frontalière encore aux mains de l'opposition, à l'extrême nord-ouest de la Syrie. Cela sous prétexte d'empêcher les livraisons d'armes au Front al-Nusra, présent dans la région d'Idlib.

Estimez-vous que la trêve et les négociations à Genève ne sauveront pas les forces de l'opposition syrienne modérée ?

De nombreux groupes de l'opposition militaire et politique sont conscients qu'ils sont invités à une sorte de capitulation progressive, d'autant que leurs soutiens régionaux, notamment la Turquie et les pays du Golfe, n'ont pas les moyens de les soutenir. D'abord à cause du lâchage américain, mais aussi des menaces auxquelles ils doivent faire face sur leur propre territoire, comme on l'a vu notamment avec les attentats d'Istanbul et d'Ankara. Je crois que les Russes vont balader l'opposition syrienne et le reste du monde quelque temps encore. Après une série de séances de négociations stériles qui aboutiront, au mieux, à un gouvernement où quelques portefeuilles mineurs seront attribués à des personnalités de l'opposition, dont les proches de Moscou, la trêve sera bien finie. Pendant ce temps, les forces du régime continueront, sur le terrain, de dépecer les régions de l'opposition, et les Russes de liquider, par

des opérations ciblées, les chefs importants des brigades combattantes, comme ils l'ont déjà fait. Dans six mois, les Russes et le régime renverseront la table des négociations et trouveront en face d'eux les seuls jihadistes. Tout cela pour aboutir à la liquidation totale de l'opposition syrienne non jihadiste, réduisant l'équation, selon la stratégie d'Al-Assad et des Russes, au choix entre le régime et l'organisation Etat islamique (EI ou Daech). Dès lors, les Russes appelleront le reste du monde à rallier leur guerre contre le terrorisme en s'appuyant sur les forces du régime syrien, qui rêve de ce scénario depuis longtemps.

Alors commencerait la véritable guerre contre l'Etat islamique ?

Entre-temps, Daech et les autres groupes jihadistes vont récupérer tous les désespérés syriens, déçus et trompés par tout le monde. Le jihad armé sera perçu comme la seule voie possible pour les Arabes sunnites. Tous les combattants rassembleront leurs forces et leurs expériences de cinq années de lutte armée vers une vague de terreur intérieure et extérieure. Mais depuis le début du conflit en Syrie, tant de rebondissements et de retournements se sont produits qu'on peut aussi s'attendre à un événement extérieur ou intérieur qui remette en question tout ce plan.

Recueilli par HALA KODMANI



Bilan des victimes : l'impossible comptage

ENQUÊTE

Les jours passent et le nombre de victimes du conflit grossit, mais depuis que l'ONU a jeté l'éponge en 2014, le bilan officiel reste bloqué à 260 000 morts. Explications.

Le chiffre de 260 000 morts dans la guerre en Syrie, cité régulièrement par tous les responsables politiques comme par les médias, les organisations internationales ou les ONG, n'a pas varié depuis plus d'un an. Des dizaines de personnes sont pourtant tuées et blessées tous les jours en Syrie. Mais depuis que le Haut Commissariat des Nations unies aux droits de l'homme (HCDH) a stoppé, en avril 2014, un mécanisme de collecte et de recoupement des données pour tant rigoureusement élaboré, le comptage est arrêté, victime des contradictions, des grandes divergences et des petites querelles autour du conflit. Dès que les premiers manifestants sont tombés sous les balles du régime d'Al-Assad en mars 2011, les organisations révolutionnaires syriennes, sur le terrain, ont commencé à publier le nombre de victimes, mentionnant le nom et l'âge de chacune, comme la localité et les circonstances de sa mort. Le Conseil général de la révolution syrienne, ou les comités de coordination qui animaient le mouvement de protestation, allaient même souvent jusqu'à exhiber sur leurs pages Facebook les photos des «martyrs».

Sources. Il s'agissait aussi, pour eux, de mener la bataille de l'information contre le régime qui niait la violence de la répression. Leur crédibilité étant remise en cause, y compris par les organisations internationales et les médias, ces mouvements militants se sont employés à documenter toujours davantage leurs informations. Certains ont créé ou fait évoluer leur activité en organisations dédiées à la collecte et à la publication des données sur toutes les atteintes aux droits de l'homme en Syrie. Parmi elles, le Violation Documentation Center (VDC), mis en place notamment par l'avocate Razan Zaitouneh, aux compétences reconnues internationalement, ou le bien plus célèbre Observatoire syrien des droits de l'homme (OSDH) qui se

distinguaient en comptabilisant aussi les victimes du côté du régime et de ses forces armées.

Début 2012, Navi Pillay, la haute commissaire aux droits de l'homme de l'ONU, décide de confier à Human Rights Data Analysis Group (HRDAG) – une organisation d'experts spécialisée dans le comptage des victimes en temps de conflit – la tâche de compiler les chiffres fournis par différents groupes de la société civile syrienne. Une dizaine de sources sont identifiées dans un premier temps, et leurs données sont comparées et recoupées, notamment pour éviter les doublons. Il faut vérifier, par exemple, que le «Abu Mohammad» de tel quartier de Homs, répertorié parmi les morts selon une des sources, n'est pas le même que le «Hussein Mahmoud» compté dans une autre liste. «Des ONG, qui ont une bonne connaissance du terrain syrien, ont aidé à comprendre les relations entre ces groupes et [à définir] qui se trouve à la source de l'information, pour réduire la liste à sept sources apparemment autonomes», indique Mathieu Routier, chargé du programme Machrek à EuroMed Rights (REMDH), l'une des ONG impliquées. Outre les organisations syriennes spécialisées, les sources du gouvernement syrien sont aussi prises en compte. La méthodologie de comptage est statistique : Patrick Ball, le fondateur du HRDAG, développe un algorithme permettant de croiser les données récoltées sur les morts (données «différenciées», incluant nom, sexe, âge, date du décès, lieu) pour aboutir à une évaluation statistique du nombre de personnes décédées. Trois rapports publiés selon cette méthode établissent les chiffres de 59 648 morts entre mars 2011 et novembre 2012, puis 92 901 jusqu'en avril 2013, et enfin 191 369 en avril 2014, dernier chiffre arrondi à 200 000 par l'ONU.

Ambiguïtés. Pour harmoniser les données récoltées, le HCDH décide, début 2014, d'organiser une formation de quatre groupes syriens de droits de l'homme à Genève, en partenariat avec des experts (dont le HRDAG et EuroMed Rights). L'atelier se conclut par des recommandations visant à améliorer la crédibilité de la méthodologie, mais ne parvient pas à surmonter les antagonismes entre les groupes et l'OSDH (qui se retire du processus lancé par l'ONU). «J'ai refusé de continuer la collaboration pour deux rai-

sons principales, explique Rami Abde Rahmane, directeur de l'OSDH. D'abord parce que j'ai constaté et mis en évidence que certaines des informations fournies par telle ou telle organisation étaient fausses ou peu crédibles. Deuxièmement parce que l'ONU se transformait en un registre d'état civil ou de documentation, et ne donnait pas de suite politique ou juridique à ses rapports pointant, notamment, les responsabilités du régime.»

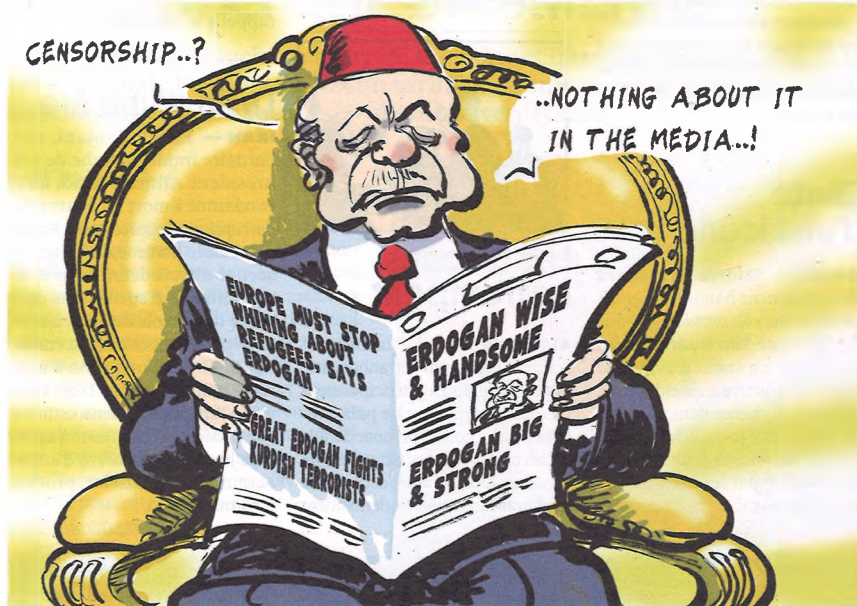
D'autres partenaires pensent que c'est l'OSDH qui n'a plus voulu jouer le jeu de l'échange des informations, soupçonnant l'organisation de vouloir se présenter comme la seule source sur le nombre de victimes et sur les autres informations en Syrie. «Nos méthodes rigoureuses s'appuient sur le recoupement des sources de terrain, et nous faisons confirmer les chiffres par trois sources, au moins, avant de les publier», affirme Rami Abdel Rahmane.

Le dernier rapport de l'OSDH donne le chiffre de 271 138 morts identifiés et documentés, dont 123 000 civils et 55 000 hommes des forces du régime. Mais il met en avant une estimation de 370 000 morts s'il faut inclure les 20 000 disparus dans les prisons du régime, les 44 000 combattants des groupes islamiques et jihadistes syriens et non syriens tués, ou encore les membres du Hezbollah et d'autres milices qui combattent au côté des forces du régime. Dans le même temps, des groupes syriens publient régulièrement des statistiques, avec des méthodes et des estimations différentes. Ainsi, le Syrian Center for Policy Research (SCPR), a avancé le chiffre de 470 000 morts en Syrie depuis mars 2011. «La question du nombre de morts devient de plus en plus complexe, note Mathieu Routier. Aux morts par bombes et sous la torture, il faut ajouter les personnes mortes de faim, de froid, ou pour n'avoir pas pu accéder à des soins médicaux, ainsi que les pathologies liées à la dégradation de la situation humanitaire et sociale dans le pays.» Malgré l'absence de relais à l'ONU, des groupes syriens continuent inlassablement ce travail. Ainsi, le Syrian Network for Human Rights fait état de 1 378 civils tués en février, dont 382 par les attaques russes, tandis que les conseils d'Alep ou de Daraïya, dans la banlieue de Damas, recensent quotidiennement les décès survenus chez eux.

HALA KODMANI

Jours tranquilles à Ankara...

Le journal d'opposition *Zaman*, plus gros tirage de Turquie, a été mis sous tutelle le 4 mars, suscitant une vague de protestations. Au lieu de toujours se plaindre, les Turcs ne devraient-ils pas plutôt se féliciter de la poigne du tout-puissant président Erdogan ? Un texte tout en ironie et au second degré.



☞ "Censure ? Y a rien là-dessus dans les médias !" Sur le journal, en couverture : Erdogan sage et beau. Erdogan grand et fort. En 4^e de couverture : L'Europe doit arrêter de gémir à propos des réfugiés, déclare Erdogan. Le grand Erdogan lutte contre les terroristes kurdes. Dessin de Tom paru dans *Trouw*, Amsterdam.

—Hürriyet Istanbul

Notre pays vient tout juste de connaître une semaine merveilleuse. Le hic ? La Cour constitutionnelle qui a jugé illégale l'arrestation [en novembre 2015] de deux journalistes accusés de trahison [Can Dündar et Erdem Gül, du journal *Cumhuriyet*, ont été libérés de prison le 26 février]. Heureusement, notre président est intervenu et a déclaré qu'il n'accepterait et ne respecterait pas la décision de la Cour. Les partis d'opposition ont comme d'habitude protesté et hurlé à la violation de l'indépendance de la justice, mais qui sont-ils pour commenter les paroles et les actes du président ? Notre président est choisi à la majorité des suffrages et représente la "volonté de la nation".

De plus, les charges avancées contre les journalistes évoqués ci-dessus n'avaient rien à voir avec la liberté d'expression ni avec la liberté de la presse. Les intéressés avaient publié des photos de camions remplis d'armes partant pour la Syrie et donc révélé des secrets d'Etat. De fait, l'information n'était pas nouvelle et ce n'était pas la première fois qu'on en parlait, mais notre gouvernement ne saurait se laisser harceler ainsi. Après tout, c'est lui qui a décidé d'envoyer des armes à l'opposition syrienne pour sauver le pays de son dictateur et nul n'a le droit de mettre en question ses décisions. C'est notre gouvernement, qu'il soit bon ou mauvais !

Un autre groupe médiatique a été réduit au silence par une décision de justice [notamment le journal *Zaman*, placé sous tutelle par le pouvoir le 4 mars]. C'était une décision juste puisque le groupe appartenait à Fethullah Gülen, un religieux installé aux Etats-Unis et dont le gouvernement turc a découvert les

activités terroristes après des années d'alliance politique avec lui. Il est apparu que le mouvement Gülen avait orchestré un "coup d'Etat" en accusant de corruption des membres influents du parti au pouvoir il y a deux ans. Dieu merci, cette tentative a échoué grâce à la ténacité du parti au pouvoir, et ceux qui avaient produit de prétendues "preuves" de corruption et de délits d'initié ont été eux-mêmes arrêtés.

Même si des dizaines de soldats et de policiers ont été tués lors d'affrontements avec des terroristes kurdes dans le Sud-Est, un plus grand nombre encore de terroristes ont été éliminés. D'ailleurs, ces soldats et policiers sont des martyrs et la sûreté de la patrie requiert le martyr. Il ne saurait y avoir de débat sur les opérations militaires, parce qu'elles représentent la seule solution pour mettre fin au problème du PKK, lequel n'est qu'un léger souci de terrorisme et n'a rien à voir avec l'obstacle kurde. D'ailleurs, il n'y a aucun problème kurde en Turquie, juste quelques fauteurs de troubles.

De plus, ce sont les puissances étrangères qui incitent des organisations terroristes à s'en prendre à la Turquie. La communauté internationale essaie d'isoler la Turquie parce que c'est la seule puissance musulmane qui peut défier l'Occident.

La Turquie n'est pas au meilleur de sa forme en ce moment (et son cas est loin d'être isolé), mais une fois la Nouvelle Turquie entièrement établie sous la direction du président, tous les problèmes seront résolus.

J'ai, avec ce texte, tenté d'écrire dans les limites de la tolérance politique qui règne actuellement en Turquie. J'espère qu'il vous plaira ou, enfin pour dire vrai... j'espère qu'il leur plaira.

—Nuray Mert
Publié le 7 mars

Iran. Le changement, ce n'est pas maintenant

Salué comme une victoire des modérés, le résultat des élections n'aura pas d'incidence sur la politique intérieure, encore moins sur la politique de Téhéran au Moyen-Orient.

«Attention ! Les réformateurs sont parmi nous”.
Dessin de **Chappatte** paru dans l'**International New York Times**, Paris.



—**Now.** (extraits) Beyrouth

Les élections parlementaires qui se sont tenues le 26 février en Iran se sont soldées par un important recul des ultraconservateurs au profit du camp plus modéré du président Hassan Rohani. Ces résultats ont été salués par la presse internationale comme une victoire retentissante des réformateurs qui laisse espérer un changement démocratique et un assouplissement du régime de Téhéran. Certains commentateurs ont même avancé que le président Rohani, encouragé par ces résultats, pourrait chercher à mettre un frein à la politique étrangère interventionniste de l'Iran dans des pays comme la Syrie, où des milices commandées par la Garde révolutionnaire iranienne – dont le Hezbollah libanais – combattent les rebelles depuis 2012.

Pour d'autres analystes, cette lecture optimiste des résultats électoraux est erronée pour deux raisons. Tout d'abord, bien que le président Rohani soit souvent qualifié en Occident de «réformateur»,

dans le contexte iranien il est en fait perçu comme un «centriste», ce qui est très différent. Les vrais réformateurs ne représentent qu'une minorité des candidats qui ont été élus. Ensuite, le régime est structuré de telle sorte que le Parlement a peu de pouvoirs réels, ses prérogatives se limitant à un nombre restreint de questions intérieures et pouvant se heurter au veto du guide suprême Ali Khamenei.

Il est vrai que des centristes ont également battu des conservateurs à l'élection de l'Assemblée des experts qui se tenait le même jour. (Cet organe, composé de 88 membres, est chargé par la Constitution de désigner un successeur au guide suprême si celui-ci, âgé de 76 ans, venait à disparaître au cours de son mandat de huit ans.) Mais, là encore, des analystes estiment que l'influence des ultraconservateurs va rester dans l'ensemble prédominante.

La coalition Listes de l'espoir, soutenue par le président Rohani et généralement présentée – à tort – comme un bloc réformateur, est en fait une alliance de centristes, de réformateurs et même de cer-

tains conservateurs, dont les opinions diffèrent grandement sur un large éventail de questions. Cela n'est d'ailleurs pas étonnant, car les réformateurs authentiques sont une espèce en voie de disparition dans l'Iran d'aujourd'hui. Les trois leaders réformateurs du Mouvement vert, dont des partisans ont été tués par dizaines par les milices du régime au cours des manifestations contre l'élection frauduleuse de 2009, sont toujours assignés à résidence, et les médias ne sont autorisés à publier ni leur nom ni leurs photos.

Les réformateurs authentiques sont une espèce en voie de disparition

Pour compenser la perte de suffrages et parce que le président Rohani est un centriste de conviction, les Listes de l'espoir ont présenté un certain nombre de candidats conservateurs au Parlement et à l'Assemblée des experts. Selon certains comptes rendus, la moitié des 16 candidats proches du président Rohani briguant un siège de l'Assemblée à Téhéran figuraient également sur la liste des conservateurs. Parmi eux se trouvaient des personnages clairement antiréformateurs, tel Kazem Jalali, qui a réclamé l'exécution des leaders du Mouvement vert, et d'anciens responsables des services de renseignement soupçonnés d'être impliqués dans le meurtre de dissidents.

Presque tous les organes essentiels de l'«Etat profond» échappent à l'influence du Parlement. Si ce dernier fixe et répartit le budget de l'Etat, il n'a aucun pouvoir sur celui – très important – du guide suprême ou de la Garde révolutionnaire (qui sert à financer des groupes transnationaux comme le Hezbollah libanais). Selon

Haleh Esfandiari, directrice du programme Moyen-Orient du Centre international Woodrow Wilson [un think tank américain], le Parlement n'a pas non plus d'emprise sur les forces de sécurité ni sur le puissant appareil judiciaire. Et il en va de même en politique extérieure. Comme nous l'a confié M^{me} Esfandiari, les parlementaires «abordent rarement des questions de politique extérieure sensibles telles que le Liban, la Syrie, l'Irak, le Hezbollah ou les relations avec les Etats-Unis, si ce n'est, dans ce dernier cas, pour approuver la ligne officielle. Et cela ne va pas changer». Selon elle, «dans les domaines de la sécurité intérieure, des droits de l'homme, des libertés politiques et des questions majeures de politique extérieure, la ligne de conduite ne sera pas fixée par le Parlement ou par le président, mais par le guide suprême et par les chefs des services de sécurité et de la Garde révolutionnaire sur lesquels il s'appuie».

A court et moyen terme, la position des religieux au pouvoir ne semble nullement menacée. Si le guide suprême, Ali Khamenei, qui a subi une opération de la prostate en 2014 et dont l'état de santé demeure préoccupant, venait à disparaître, son remplacement par un réactionnaire ayant les mêmes idées que lui est garanti non seulement par la réélection d'une Assemblée des experts majoritairement conservatrice, mais aussi par l'influence de la cabale très unie qui contrôle le pouvoir et qui, plus que jamais, inclut la Garde révolutionnaire.

Compte tenu de l'influence croissante de cette dernière – dont fait partie la brigade Al-Qods [déployée hors d'Iran], commandée par Qasem Soleimani, qui envoie pratiquement chaque semaine des paramilitaires islamistes expérimentés sur les lignes de front irakiennes et syriennes –, il est très difficile d'imaginer que les ultraconservateurs perdent leur mainmise sur les leviers du pouvoir dans un avenir proche. Les Iraniens modérés vont sans aucun doute célébrer le message symbolique envoyé par leur vote du 26 février, ainsi que les bienfaits économiques qui vont découler de la levée des sanctions et de la libéralisation de l'économie. Mais pour les Libanais, les Syriens, les Irakiens et d'autres adversaires de l'Iran et de ses alliés au Moyen-Orient, la vie continuera comme avant.

—**Alex Rowell**
Publié le 2 mars

ANALYSIS: US secretly backs federal future, say Syria's Kurds

The Syrian government and Russia are moving towards accepting a Kurdish federal region in Syria



Wladimir van Wilgenburg
Saturday 12 March 2016
www.middleeasteye.net

ERBIL, Iraq - Syrian President Bashar al-Assad and his Russian allies are edging ever closer to accepting a semi-autonomous Kurdish federal region in Syria, analysts and Kurdish sources have claimed.

Russia's foreign minister on Friday urged the UN to include Kurds in upcoming talks that aim to resolve the five-year Syrian civil war in yet another sign of growing ties between the two.

"Launching negotiations without the participation of this group would be a sign of weakness from the international community," Sergei Lavrov told reporters at a joint news conference with his Chinese counterpart.

Washington is still officially against the idea of a federalist state. However, in the face of a policy shift from Moscow and Damascus, analysts say the US might also be willing to consider this, further adding to speculation that a regional solution to the conflict is gaining ground ahead of scheduled peace talks in Geneva, planned for 14 March.

While the idea is nothing new, well-informed sources say it is gaining traction due to Russia's willingness to curtail Turkish influence in northern Syria.

"The Syrian regime knows very well that it will be very hard to get power back in all of Syria, which is why they [are willing to] accept federalism," Idris Nassan, a senior Kurdish official from the Kurdish city of Kobani, told Middle East Eye.

"The Kurds are also fighting to administer their own towns and cities, which means they are not looking to take Assad's seat."

According to Nassan, Russia's recent willingness to help the Kurds - with Russian airstrikes underpinning a string of advances in mid-February - has been carried out "to weaken Turkey inside [Syria] and outside of Syria".

Tensions between Turkey and Russia have been strained for some time, with Ankara and Moscow supporting opposing sides in the bloody Syrian war.

However, things deteriorated sharply in November when Turkey shot down a Russian jet it said had entered Turkish airspace, although Moscow denied this.

Since then, Russian state media and officials have been openly supportive of Kurds in Syria and Turkey, while also heavily criticising the Turkish president, Recep Tayyip Erdogan, and enacting a string of economic sanctions and travel restrictions.

"Russia knows very well that getting Turkey away from Syria will weaken Assad's internal enemies, so the regime is going to be more powerful politically and militarily," Nassan said.

"Russia also wants to have influence in Kurdish areas of Syria [Rojava] besides the US."

In February, Syrian Kurds opened a diplomatic mission in Moscow in a bid to cement Russian support of Kurdish autonomy in post-war Syria.

"It seems we do," said Pavel Felgenhauer, a prominent Russian military analyst, when asked if Russia supported the idea of an autonomous Kurdish region.

"The opening of a semi-diplomatic representation of the Kurdish

FEDERAL SYRIA OF THE FUTURE?



Syrian Council in Moscow last month is a clear indication we support a semi-independent autonomous Syrian Kurdistan," he said.

Though the Moscow-based office is not formally recognised as a diplomatic mission, but rather as an NGO, the decision to allow any such mission to open was seen by many as further inflaming Turkey tensions, as well as offering tacit support of the Kurds.

'SECRET SUPPORT'

Washington's stance on the issue could also be weakening, analysts and sources say.

In public, the US insists it is against a Kurdish semi-autonomous region - US State Department spokesman John Kirby said last month "that we don't support some sort of separate semi-autonomous zone for the Kurds".

Yet Kurdish officials told MEE that Washington in secret supports some kind of federalist deal.

"There will be three federal regions in Syria: Alawite, Kurdish and Sunni," Nassan said. "It is the time of the Kurds."

Former US ambassador to Syria Robert Ford told MEE that the priority for the US would be making any Damascus government capable of confronting armed groups operating in the country.

"The Americans probably are not against federalism, but neither will they insist upon it. They will want a Damascus government strong enough to confront the Islamic State and Nusra," he said.

Nicholas Heras, a Washington-based Middle East researcher at the Centre for a New American Security, also told MEE that the US was concerned about looking like it was "backing the partition of Syria".

"What the US does not want is the partition of Syria, [but] federalism is not partition," he said. "What federalism will require is some authority to be retained in Damascus, and for the foreseeable future Assad's regime is the master of Damascus," he said.

The UN has also toyed with the idea, and its special envoy to ➤

➤ Syria, Staffan de Mistura, discussed federalism with the Syrian opposition during the Geneva talks in February. The Syrian opposition refused the proposals, stressing that Syria needed to remain a centralised state.

On Monday, the chief of Syria's main opposition body again rejected the idea, saying it was "the prelude to the partitioning of Syria" but on Friday de Mistura once again said the issue would stay on the agenda when talks resume next week.

MOVES ON THE GROUND

Part of the drive toward federalism is being led by Kurdish gains on the ground.

In October 2015, the Syrian Kurds announced the creation of the Syrian Democratic Forces (SDF), which are made up largely of Kurdish forces but have attracted some Arab allies.

With backing from the US-led coalition against the Islamic State group, and more recently the Russians, the SDF has managed to shift the balance in the north and slowly carve out an area of control.

Last week, Massoud Barzani, the Iraqi Kurdish president, called on the Syrian Kurds to unite and agree on federalism within Syria.

Nevertheless, the Kurdish parties are still not able to unite, despite previous agreements to share power in Syria.

The Barzani-backed Kurdish National Council (KNC) prefers to work with the Syrian opposition bloc in Geneva, while the Democratic Union Party (PYD), the most powerful Kurdish party in Syria, will be excluded from Geneva due to Turkish pressure.

Moreover, the KNC accuses the PYD of working with the Syrian government, while the PYD accuses the KNC of working with Turkey, which opposes Kurdish autonomy in Syria.

"Barzani's call is great for all Kurds, but the PYD is on another side and doesn't accept anything to unite," said Zara Salih, the UK representative of one of the parties of KNC in Europe.

The PYD, however, says the Syrian opposition doesn't respect the Kurds and is responsible for the recent killing of Kurdish civilians in the city of Aleppo.

"The opposition is worse than the Syrian regime," said Sherzad Yazidi, a representative of the PYD-dominated local canton administrations in Syria. "The KNC don't represent the Kurds, they are just working for personal interests."

While Assad previously opposed a Kurdish region and still opposes a new Kurdish education system, the government is realising it cannot oppose Kurdish control as long as they are backed by both Russian and US air strikes.

"I don't think they [Damascus] have much of a choice anymore. Kurds are strong. But more importantly, they share a common enemy with Turkey," said Leith Abou Fadel, editor-in-chief of the English-language Syrian Arabic news website Al-Masdar.

"Giving the Kurds the border means that they will have to deal with the extremists crossing the border."

According to Fadel, the only concern Syrian officials have is the access to the oil fields in the Hasakah province controlled by Kurds "which I am presuming can be negotiated for access to Syria's ports".

OPPOSITION REMAINS

Yet for all the talk of federalism, serious opposition remains.

The Turkish and Saudi-backed Syrian opposition is fiercely against any divisions. "The opposition is pushed by Turkey and Saudi Arabia, the most anti-Kurdish countries," said Idris Nassan, a Kurdish official in Kobani.

"They [the opposition] are educated by the Baath party, so they want to remove Assad, and sit in the same chair, doing the same things, and we will see a new dictatorship in our country," said Majdal Delli, a member of one of the parties of the KNC based in Qamishli.

Abdurahman Harkoush, a Syrian activist close to the rebels, says the Syrian opposition cannot say no to Turkey.



Kurdish YPG fighters have made major advances in northern Syria thanks to Russian and US aid (AFP)

"Turkey will not let the Syrian opposition accept federalism because of its fears of the Kurdish state that will appear in the north," he said. "When it comes to the distribution of territories, I am sure that there will be a lot of differences."

US-based analyst Heras also stressed that Turkey would be highly unlikely to endorse federalism as it would allow the PKK to have "base of operations for planning and executing attacks against Turkey".

The Turkish Prime Minister Ahmet Davutoglu visited Iran on 5 March and said Turkey and Iran shared a common perspective on protecting Syria's territorial integrity.

Not have the Kurds sealed the deal on the ground and, for all their advances, they have yet to link the two Kurdish enclaves of Kobani and Efrin in northern Aleppo into one extended Kurdish territory.

However, some sort of compromise could well emerge.

Former Syrian foreign ministry spokesman Jihad Makdissi, who is now an independent politician in the Syrian opposition, told MEE that he supported plans in which every region could administer itself in a unified Syria.

"I guess President Assad would accept a special status for Kurds in terms of local administration, and that would serve his anti-Erdogan stance as well," he said, while adding that Moscow and Tehran probably hold the final say on such a solution, although he said they would not be too difficult to convince.

It might even be possible to get Turkey on side, if Assad promised to support Ankara against the PKK, although at present this remained a distant prospect due to Russia's sway over Syria and its unwillingness to mend bridges with Turkish President Recep Tayyip Erdogan.

"What I am concerned about now is the Erdogan regime attempting to save face and make peace with Assad," said Al-Masdar's Abou Fadel. "But I am pretty positive that Russia is running the show now."

Heras said: "At the end of the day, the US needs to act like the superpower and make the Turks understand that the Syrian Kurds have their Rojava region, and to make the Kurds understand that their Rojava can't include all the Kurdish-majority areas [in Aleppo] throughout northern Syria." ♦

Worldview: Time to rethink boundaries?



By Trudy Rubin, Columnist
March 14, 2016
<http://articles.philly.com>

ERBIL, Iraq - Massoud Barzani, the president of the autonomous region of Iraqi Kurdistan, has an urgent message for world leaders:

With the Mideast in chaos and the ISIS "caliphate" entrenched across swaths of Syria and Iraq, now is the time to rethink the boundaries of the region. But unlike 100 years ago, when Britain and France divided up the Arab world, Mideast leaders must take part in the process.

Part of the Mideast reboot, Barzani hopes, will be the emergence of an independent Iraqi Kurdistan. He wants to hold a nonbinding referendum this year asking his fellow Iraqi Kurds to endorse the idea of independence. (The vote would not involve an actual declaration.)

Barzani is on to something important that Western nations have not yet grasped.

"There has already been a redrawing of the Middle East," he told me. We were inside his ornate, two-story presidential palace on a mountain overlooking the Kurdish capital. He was dressed in a neatly pressed version of the traditional Kurdish baggy fatigues and his signature red and white headdress.

"If you look at the Middle East, the old borders are only on paper," he said. "There are new realities on the ground."

That is certainly the case in Iraq, where the ouster of Saddam Hussein unleashed sectarian strife between Sunnis and Shiites that has splintered the country. In Syria, the regime's brutal response to a peaceful uprising has torn the country apart, largely on sectarian lines.

This sectarian strife has opened the way for ISIS to base itself in Sunni areas on both sides of the Syria-Iraq border. Without separating Sunnis and Shiites from each other - to some degree, since there are still mixed populations in many areas - the killings will continue. Those separations could involve new federal regions or more formal separation. But new realities must be taken into account.

As for the Kurds, they have been dreaming of independence since the 1923 Lausanne Treaty between the World War I allies and post-Ottoman Turkey. That document reneged on a promise to carve a Kurdish state out of the remains of the Ottoman empire and allow this non-Arab ethnic group to have its own home.

Iraq's Kurds have had an increasing degree of autonomy since 1991, when the United States protected them with a no-fly zone against Saddam. Despite an economic crisis and internal political strains, the Kurdish region is the most stable part of Iraq and has played a huge role in repelling ISIS. It has also welcomed minorities, including tens of thousands of Christian and Yazidi refugees.

Barzani says an independent Iraqi Kurdistan could be an oasis of stability for the entire Mideast.

I asked whether his vision of statehood would include the Kurdish-populated portions of neighboring Turkey, Iran, and Syria, a prospect that greatly unnerves Ankara and Tehran.

"I think each part of Kurdistan within the last 100 years has its own special status," he answered quickly. "Our focus and strategy is for Iraqi Kurds alone."

Barzani's critics argue that the referendum is only meant as a distraction from his domestic problems. And the external barriers to independence are high:

Iraq's central government opposes independence, as does Iran. Turkey - which has excellent relations with Iraq's Kurds - is unlikely to warm to the idea now that it is embroiled in conflict with its own Kurds and those of Syria.

Moreover, the United States is still wedded to the idea of a unified Iraq, and won't endorse Kurdish independence, as the White House has made clear to Barzani.

The Kurdish leader says he will consult with the neighbors, and with Baghdad. "Independence would be based on talks and dialogue and negotiations with others," he said.

As for Washington, he adds, "If the U.S. will not be against us, will not oppose it, we will be very grateful."

Despite these obstacles, the referendum idea should focus international attention on the failure of the current forms of Iraqi and Syrian statehood.

"I think it will be very difficult to have a united Syria again," Barzani says. "A new form of federation or confederation is possible," he suggests, given the multisectarian nature of the country. Otherwise, "after all that bloodshed it's not possible to heal the wounds there."

Barzani says Russian intervention in Syria, particularly in the war against ISIS, could be in the interest of the Kurds when considering the need for stability.

"A few days ago," he says, "there was a statement from Moscow that federalism is a good solution for Syria, and I believe this is



Massoud Barzani, president of the autonomous region of Iraqi Kurdistan, cited "new realities on the ground."

TRUDY RUBINGALLERY:

a good statement." But, he hastened to add, "it is for the Syrian people to decide."

In the Iraqi case, would a federal system that gave Sunnis their own autonomous area similar to Kurdistan - a sort of Sunnistan - enable the Iraqi state to survive?

"A Sunnistan is one of the possibilities," Barzani said. Then, only half joking, he added, "On the ground we already have that. It is called Daesh-istan," using the Arabic acronym for ISIS. "Daesh eroded all the borders between Syria and Iraq."

When it comes to the Kurds, Barzani insisted that the current federation between Iraqi Arabs and Kurdistan had "failed openly. If it had succeeded, our plans for a referendum might not be on the table."

"Our people must decide [if confederation is possible], but the current status is not possible," he said. "We can't go on like this forever."

Unlike a federal system - with one central government, as we have in the United States - a confederation means a loose link between two independent states.

Ideally, Barzani's referendum - no matter how it turns out - should prod Iraq's neighbors and the West into some new thinking.

For one thing, Washington should back Barzani's ideas on confederation, a format that might hold Iraq (barely) together.

For another, the West should consider his suggestion of "an international conference with the major powers and regional powers to reach a new consensus . . . and to channel this into a broader new order in the area" that might be more stable.

A pipe dream? Perhaps.

But new state structures may be the only way to staunch the region's sectarian bloodletting. As Barzani notes, the old maps are already obsolete. ■

trubin@phillynews.com

Un nouvel attentat-suicide frappe Ankara

ISTANBUL - *correspondante*

Un attentat-suicide à la voiture piégée a une nouvelle fois frappé Ankara en plein cœur, dimanche 13 mars, causant la mort de 37 personnes et faisant 125 blessés, dont 19 sont entre la vie et la mort à l'hôpital. Il s'agit du troisième attentat-suicide survenu dans la capitale turque en six mois.

Selon le gouvernement, le véhicule piégé, à bord duquel se trouvaient deux personnes, dont une femme, a explosé à 18 h 45 à un arrêt de bus de la place Kizilay, au centre d'Ankara, un endroit très fréquenté où convergent plusieurs lignes d'autobus et de métro. Visiblement, l'attaque visait des civils. La voiture conduite par les kamikazes s'est précipitée sur un bus municipal. La déflagration a été si forte que toutes les fenêtres des habitations ainsi que les devantures des magasins ont volé en éclat. Plusieurs autobus et de nombreuses voitures se sont embrasés. La femme présente dans le véhicule était une militante kurde du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatiste), selon des sources citées par l'agence Reuters.

« Trente personnes ont été tuées sur le coup et quatre autres sont mortes à l'hôpital », a indiqué le ministre de la santé, Mehmet Müezzinoğlu, à l'issue d'une réunion de sécurité organisée par le premier ministre Ahmet Davutoğlu. Le président, Recep Tayyip Erdogan, qui se trouvait à Istanbul au moment du drame, a dénoncé des « attaques contre l'unité [du] pays et [du] peuple », promettant une riposte à la mesure de l'attaque. Onze avions de combat turcs ont bombardé la base arrière du PKK au mont Qandil, dans le nord de l'Irak, lundi matin. Par ailleurs, un tribunal d'Ankara a interdit la diffusion d'images de l'attaque sur Internet. Les réseaux sociaux Facebook et Twitter, où circulaient de nombreuses photos et vidéos de

Attribuée au PKK kurde, l'explosion visant le centre de la capitale turque, le 13 mars, a tué au moins 37 personnes

l'attentat, ont été suspendus.

L'attaque n'a pas encore été revendiquée, mais son mode opératoire rappelle l'attentat-suicide à la voiture piégée survenu trois semaines plus tôt, le 17 février, à quelques rues de là, dans ce même quartier central de Kizilay, siège de nombreux ministères et administrations, symbole du pouvoir turc. Des autobus transportant des militaires et des fonctionnaires avaient alors été la cible d'un kamikaze installé au volant d'une voiture bourrée d'explosifs. Le 10 octobre 2015, un double attentat-suicide, attribué à l'organisation Etat islamique (EI), bien que jamais revendiqué, avait causé la mort de 103 personnes, pour la plupart des militants de gauche.

Guerre au Kurdistan turc

L'attentat du 17 février avait, lui, causé 29 morts. Visant délibérément des militaires, il avait été revendiqué par les Faucons de la liberté du Kurdistan (TAK), un groupuscule kurde adepte de la violence, en rupture avec le PKK, jugé trop conciliant. Les autorités turques avaient alors pointé les Kurdes syriens des Unités de protection du peuple (YPG), actifs dans le combat contre les djihadistes de l'EI en Syrie et proches du PKK. Les deux organisations avaient nié leur responsabilité, mais Cemil Bayik, l'un des chefs militaires du PKK, avait évoqué une « riposte aux massacres perpétrés par la Turquie au Kurdistan ».

Depuis juillet 2015, la guerre fait à nouveau rage au Kurdistan turc. Engagées à l'automne 2012 entre le gouvernement et l'organisation séparatiste, les négociations de paix ne sont plus qu'un lointain souvenir. Des affrontements ont lieu chaque jour dans de nombreuses villes du sud-est du pays, majoritairement peuplé de Kurdes. L'attentat de dimanche intervient au moment où les forces spéciales turques, après avoir écrasé les rebelles kurdes armés dans plusieurs villes du Sud-Est (Sur - quartier de Diyarbakir -, Ci-



Une attaque kamikaze a eu lieu, dimanche, place Kizilay, au centre d'Ankara ADEM ALTAN/AFP

Le président Erdogan a promis une riposte à la mesure de l'attaque

zre, Silopi), ont commencé à boucler les villes de Yüksekova, Nusaybin et Sirmak, désormais soumises au régime de couvre-feu. Des milliers de civils ont pris le chemin de l'exode.

Prise entre le marteau du PKK et l'enclume de l'Etat turc, la population assiste, impuissante, au retour de la « sale guerre » des années 1990, qui avait fait 40 000 morts. Autrefois, les accrochages se produisaient dans le maquis alors qu'aujourd'hui, ils ont lieu au cœur des villes. Rompus à la guérilla urbaine depuis l'expérience acquise à Kobané, la ville kurde syrienne martyre tombée aux mains de l'EI à l'automne 2014 puis libérée quelques mois plus tard par les YPG, les rebelles du PKK font largement usage de mines et d'engins piégés dans leur combat contre les forces turques. Les tactiques déployées au Rojava (les trois cantons kurdes de Syrie) contre l'EI sont désormais utilisées contre l'armée turque par les YPS (la jeunesse armée du PKK), qui ont combattu et combattent encore en Syrie.

Défait dans les villes du Sud-Est, bombardé par l'aviation turque au nord de l'Irak, le PKK veut sa revanche. Peu avant l'attentat, dimanche 13 mars, Duran Kalkan,

l'un des chefs militaires de l'organisation, a annoncé que neuf groupuscules politiques turcs (stalino-maoïstes, léninistes), tous adeptes de la violence, venaient de rejoindre le PKK dans son combat. Réunis samedi 12 mars à Qandil, ces partis marginaux ont décidé de multiplier les actions violentes en Turquie.

La radicalisation du PKK, de plus en plus enclin à recourir aux attentats-suicides, est un aveu de désespoir. En lançant sa « guérilla urbaine », l'organisation séparatiste comptait sur un embrasement généralisé des villes kurdes dévastées par les combats. Sa tactique a échoué.

Celle du président Erdogan est tout aussi désastreuse. Acharné à éradiquer le PKK après avoir rompu unilatéralement, en mars 2015, les négociations de paix menée par son gouvernement, l'homme fort de Turquie a ramené son pays vingt ans en arrière. A la différence que la question kurde est devenue régionale. Dimanche, peu avant l'attentat, le chef de la diplomatie russe, Sergueï Lavrov, a dénoncé les « positions fortifiées » établies par les soldats turcs du côté syrien de la frontière pour empêcher la progression des combattants kurdes syriens. Désormais maîtres des trois quarts du territoire qui jouxte la frontière turque, les « cousins » syriens du PKK sont en passe de réaliser leur rêve d'autonomie. ■

MARIE JÉGO

Le départ des forces russes de Syrie change la donne pour Assad



S'il ne signe pas la fin complète des opérations de l'armée russe en Syrie, le retrait des premiers avions de combat (ici sur la base de Hmeimim) intervient sur fond de dissensions entre Vladimir Poutine et son allié Bachar el-Assad.

L'Iran a dû revoir son dispositif militaire

GEORGES MALBRUNOT @Malbrunot
ENVOYÉ SPÉCIAL À TÉHÉRAN

RELÉGUÉ au rôle de « junior partner » depuis l'intervention militaire russe en Syrie, Téhéran pourrait accroître sa marge de manœuvre, après le retrait des forces de Moscou. Depuis le début des raids russes, fin septembre, l'Iran avait été contraint de modifier le déploiement de ses troupes chez son allié Bachar el-Assad, voire de réviser sa doctrine.

Jusqu'à l'automne, Téhéran dépêchait essentiellement des conseillers de la Force al-Qods, le bras armé du régime hors de ses frontières. Quelque 700 à 800 hommes, chargés de faire de l'assistance militaire auprès de l'armée syrienne et des milices pro-Assad, appelées à la rescousse pour pallier le manque de soldats prêts à combattre les insurgés. « Une bonne partie des conseillers iraniens sont restés en Syrie, affirmait récemment au Figaro un expert à Téhéran qui souhaite rester anonyme. Mais en plus, l'Iran a envoyé 2 000 à 2 500 membres des forces terrestres d'al-Qods et quelques bassidjis bien formés », une milice chargée de la sauvegarde du régime.

Ce changement qualitatif a été dicté à l'automne par Moscou. « Sergueï Lavrov (le ministre des Affaires étrangères russe, NDLR) a dit à Javad Zarif (son homologue iranien) : envoyez-nous un peu plus de soldats et de forces au sol et moins de généraux », confie l'expert. Téhéran déploie désormais de nombreux lieutenants et sous-lieutenants, puisés dans des unités installées dans les régions arabophones de l'Iran ou en marge de celles-ci. Pas l'unité complète, mais son encadrement, pour aider au sol l'armée syrienne.

Ce nouveau déploiement inclut également des commandos des forces spéciales de ces unités terrestres, issus des réserves de Téhéran et d'Ispahan.

Pour l'Iran, l'intervention russe en Syrie avait chamboulé la donne. « Les Russes ont transformé les Iraniens, pourtant alliés de Damas depuis trente ans, en junior partner », constate l'expert, même si c'est toujours une unité d'élite iranienne, « l'Unité du Mahdi », qui est en charge de la sécurité personnelle de Bachar el-Assad. Le retrait russe ne devrait donc pas trop mécontenter Téhéran. Javad Zarif, le chef de la diplomatie, s'en est d'ailleurs félicité.

Entre les deux principaux soutiens d'Assad, des frictions sont apparues ces derniers mois. L'une d'elles a porté sur le rôle de l'armée syrienne dans la lutte anti-insurrectionnelle. Jusqu'à l'offensive russe, Téhéran jouait plutôt la carte des mili-



« Envoyez-nous un peu plus de soldats et de forces au sol et moins de généraux »

SERGUEÏ LAVROV, MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES RUSSE IVAN SEKRETEV/AP

ces locales que le général Hossein Hamedani formait depuis 2012, avant de mourir au combat, début octobre près d'Alep. Un personnage emblématique de l'intervention iranienne en Syrie : à Téhéran, c'est lui qui avait piloté en 2008 avec le chef des gardiens de la révolution la réforme qui intégrait les bassidjis dans la force terrestre des gardiens. Une expérience que le général Hamedani renouvela en Syrie, où il intégra les différentes milices dans l'armée régulière. « Il était l'un des rares Iraniens à dire que si on se base uniquement sur les minorités chiïtes et alaouïtes (la confession d'Assad, NDLR), cela ne marchera pas, analyse un diplomate. Hamedani voulait un outil représentatif de la

société syrienne dans son ensemble, avec donc des sunnites », la majorité de la population. Ses options ont fini par prévaloir. « Les Iraniens nous disent maintenant qu'il faut s'appuyer sur l'armée syrienne », confie le diplomate.

Les Iraniens supportent un lourd tribut en Syrie. Ce sont eux qui paient le prix du sang : 60 morts encore en février, un record. Au total, près de 200 depuis octobre, et autant de blessés. Leurs nouvelles forces sont en première ligne. Elles doivent assurer leur propre logistique. Et le bourbier syrien est gourmand en ressources humaines : on n'est pas loin d'un logisticien pour un combattant. D'autre part, les forces terrestres des pasdarans sont très denses en officiers. Ce qui explique aussi les lourdes pertes d'officiers. Même si de nombreux colonels morts en Syrie ont été honorés à titre posthume du grade de général.

Dans les cimetières iraniens, les posters à la gloire des « martyrs » tombés en Syrie sont omniprésents. Contrairement à Moscou, Téhéran n'a pas de bombardements à afficher comme bilan de son action. « C'est pour quoi les Iraniens communiquent autant sur leurs pertes, relève un journaliste. C'est une façon de dire qu'on ne peut pas se sacrifier plus et mieux qu'on ne le fait. » C'est aussi une manière de conjurer d'éventuelles pressions russes. Tout le monde s'interroge sur ce qu'a dit Poutine à l'ayatollah Khameneï durant sa visite à Téhéran. « Si jamais Poutine a dit au guide suprême que tôt ou tard il y aura un règlement politique et que Bachar devra quitter le pouvoir, le guide a pu lui répondre : oui mais sans nous, vous n'auriez pas réussi à sauver Assad. » « Nous avons trop investi en Syrie pour reculer maintenant », a confié le secrétaire du Conseil national de sécurité, l'amiral Ali Shamkhani, au premier ministre grec Alexis Tsipras durant sa récente visite à Téhéran. Fin des spéculations. ■

Turquie: les Faucons de la liberté du Kurdistan revendique l'attentat d'Ankara

17 Mars 2016 - www.francesoir.fr

Un groupe d'activistes kurdes, se présentant comme dissident du PKK, a revendiqué jeudi 16 la responsabilité de l'attentat qui a fait 37 morts dimanche à Ankara.

Les Faucons de la liberté du Kurdistan (TAK), un groupe de rebelles kurdes dissident du Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK) qu'ils jugent "trop humaniste", a revendiqué jeudi 16 l'attentat perpétré dimanche 13 à Ankara, la capitale turque et qui a coûté la vie à 37 personnes.

"Le 13 mars au soir, une attaque suicide a été menée à 18h45 dans les rues de la capitale de la République turque fasciste. Nous revendiquons cette attaque", a précisé ce groupe dans une déclaration publiée sur son site internet. Le mouvement a justifié son action comme une riposte aux opérations militaires menées depuis des mois par l'armée et la police turques



dans plusieurs villes du sud-est à majorité kurde de la Turquie où ils avaient déclaré "l'autonomie".

Des interventions d'une grande violence qui ont coûté la vie à plusieurs centaines de Kurdes, aussi bien civils que militants armés. "Cette action a été menée pour venger les 300 kurdes tués à Cizre et nos civils blessés", indique la déclaration. "Nous voulons présenter nos excuses pour les pertes civiles qui n'ont

rien à voir avec la sale guerre menée par l'Etat fasciste turc", ont également précisé les TAK.

Le groupe a diffusé la photo d'une femme, Seher Cagla Demir, alias Doga Jiyan, âgée de 24 ans, présentée comme l'auteure de l'attaque, confirmant ainsi l'identité de la "kamikaze" publiée par les autorités turques.

Selon le ministère turc de l'Intérieur, cette femme a été entraînée en Syrie par les Unités de protection du peuple (YPG), la milice d'auto-défense du principal parti kurde de Syrie (le PYD) que la Turquie considère comme un mouvement "terroriste".

Avant même la revendication officielle de l'attentat de dimanche, les Kurdes étaient accusés par le chef du gouvernement turc, Ahmet Davutoglu, qui indiquait : "nous avons des informations concrètes sur le groupe terroriste à l'origine de l'attaque". En riposte, l'aviation turque avait bombardé lundi des bases du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) dans le nord de l'Irak. ♦



18 mars 2016

Syrie: le régime et l'opposition rejettent le projet fédéral kurde

Par: rédaction
18/03/16 -- Source: Belga
<http://www.7sur7.be>

Des dizaines de factions rebelles ont publié vendredi un communiqué critiquant vivement la proclamation par les Kurdes de Syrie d'une région fédérale dans le nord du pays en guerre.

"Nous rejetons catégoriquement la déclaration (...) concernant la région fédérale ou autonomie dans le nord de la Syrie et nous la considérons comme une étape dangereuse visant à diviser la Syrie", affirme le texte signé par quelque 70 factions rebelles et diffusé en ligne. "L'unité du peuple et du territoire syriens, et notre rejet de tout plan de partition (...) constituent une ligne rouge", souligne le texte.

"SYSTÈME FÉDÉRAL"

Jeudi, les Kurdes de Syrie et leurs alliés ont proclamé un "système fédéral" unissant les zones sous leur contrôle dans le nord du pays, un modèle qu'ils espèrent



Jeudi, les Kurdes de Syrie et leurs alliés ont proclamé un "système fédéral" unissant les zones sous leur contrôle dans le nord du pays, un modèle qu'ils espèrent voir s'appliquer à l'ensemble du territoire dans la période post-guerre. © afp.

voir s'appliquer à l'ensemble du territoire dans la période post-guerre. Mais cette initiative inédite, qui s'apparente à une autonomie de facto, a été immédiatement rejetée par le régime de Bachar al-Assad et l'opposition, qui négocient à Genève pour tenter de mettre fin à cinq ans de conflit.

OPPOSITION REBELLES

Vendredi, les groupes rebelles ont menacé d'utiliser "toute la force politique et militaire" à leur disposition pour combattre le projet kurde. "Plusieurs groupes ont profité de la révolution du peuple syrien et de leurs sacrifices (...) pour mettre en

place des entités ethniques, nationalistes et sectaires", ont déploré les rebelles. Ils ont comparé la déclaration kurde à la volonté du groupe djihadiste Etat islamique (EI) d'instaurer un "califat" autoproclamé dans le territoire sous son contrôle en Syrie et en Irak. Parmi les signataires du communiqué figurent notamment le puissant groupe Jaich al-Islam (l'Armée de l'islam) ainsi que Jabha Chamiya (le Front du Levant).

10% DE LA SYRIE

Les Kurdes contrôlent plus de 10% du territoire syrien et les trois-quarts de sa frontière avec la Turquie, et les Unités de protection du peuple (YPG) sont considérées comme l'une des forces les plus actives dans la lutte anti-EI. Ils sont toutefois tenus à l'écart des pourparlers de paix indirects qui se tiennent actuellement à Genève sous l'égide de l'ONU, notamment en raison de l'opposition farouche de la Turquie, qui considère leur parti, le PYD, comme "terroriste" et craint les répercussions au niveau de sa propre communauté kurde.

L'annonce de jeudi a été faite à Rmeilane (nord-est) lors d'une réunion de plus de 150 représentants de partis kurdes, arabes et assyriens. ■

Turquie: 114 activistes kurdes tués à Idil

Par Lefigaro.fr avec Reuters le 08 mars 2016

Après trois semaines de combats qui ont pris fin mardi, les autorités turques ont annoncé avoir tué un total de 114 activistes à Idil. Cette ville kurde de 73.000 habitants, située à 25

km au nord de la frontière syrienne, vit sous le régime du couvre-feu depuis le 16 février. Les autorités turques mènent une série d'opérations contre les autonomistes du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) dans plusieurs localités kurdes du sud-est du pays. Les combats

entre l'armée turque et les Kurdes ont repris en juillet dernier, après la fin d'une trêve qui durait depuis deux ans et demi entre le gouvernement et le PKK et qui avait suscité l'espoir d'une fin de l'insurrection kurde qui dure depuis plus de 30 ans.

Mardi également, deux policiers ont été tués à Idil dans l'explosion d'un engin sur la chaussée au passage de leur véhicule, apprend-on auprès des services de sécurité. Trois policiers et trois militaires ont été blessés dans cette explosion. ■

Les Faucons de la liberté du Kurdistan, les extrémistes du mouvement armé kurde

Le Monde.fr | 17.03.2016

Par Solène Cordier et Louis Imbert

« Partout en Turquie, les bombes explosent, les assassinats et les actions de sabotage se multiplient. Nous ne reconnaissons aucune règle. » Si la profession de foi des Faucons de la liberté du Kurdistan (TAK) est assez claire, les contours de ce groupuscule demeurent mal connus. Depuis décembre 2015, l'organisation a revendiqué trois attentats : le 23 décembre, une attaque au mortier contre l'aéroport Sabiha Gökçen, à Istanbul (1 mort) ; le 19 février, un attentat à la voiture piégée à Ankara contre des bus militaires (29 morts, 80 blessés) ; le 13 mars, également dans la capitale turque (35 morts et plus de 120 blessés). Cette dernière attaque, d'une brutalité inédite dans l'histoire des mouvements armés kurdes, a visé un nœud de transport urbain fréquenté par la plupart des habitants de la capitale. En tout, le groupe revendique depuis sa création une dizaine d'attentats.

Avant les événements récents, plusieurs années s'étaient écoulées sans que les Faucons, qui incarnent la branche la plus dure de la lutte armée kurde, fassent parler d'eux. « Ils ont revendiqué beaucoup d'actions entre 2005 et 2008, clairement moins à partir de 2009, puis quasiment plus rien depuis 2011 », détaille Olivier Grojean, maître de conférence en science politique à l'université Paris-1 Panthéon-Sorbonne. Au point que le groupe donnait le sentiment d'avoir été décimé à la fin des années 2000. Cela, et l'âge des auteurs des récents attentats identifiés par les autorités turques (une petite vingtaine d'années), pose la question de la continuité entre les TAK d'aujourd'hui et ceux de 2004.

CELLULES DORMANTES



Un attentat à la voiture piégée a fait au moins 35 morts dans le centre d'Ankara, en Turquie. afp.com/ADEM ALTAN

A l'époque, le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) repasse en « défense active » après cinq ans d'armistice avec le pouvoir turc. Mais quelques dizaines de ses membres, les plus radicaux, veulent aller plus loin dans la lutte contre Ankara, écrit le mouvement. Ils se regroupent et fondent les Faucons de la liberté du Kurdistan, que le pouvoir turc accuse dès lors d'être la branche radicale du PKK, voire une couverture de ce dernier pour commettre les attaques les plus violentes sans nuire à son image, notamment à l'international.

« Même si les membres du TAK arguent qu'ils sont indépendants du PKK, ces différentes organisations sont intimement liées, les lignes d'appartenance sont troubles », affirme dans un entretien au Point Sinan Ulgen, ancien diplomate turc et président du Center for Economics and Foreign Policy (EDAM). « Il se pourrait que les TAK soient à la base une création du PKK et qu'ils s'en soient séparés progressivement, jugeant sa position trop molle », avance Olivier Grojean.

Selon le journaliste Mahmut Bozarslan, qui cite d'anciens membres du PKK, les TAK pourraient

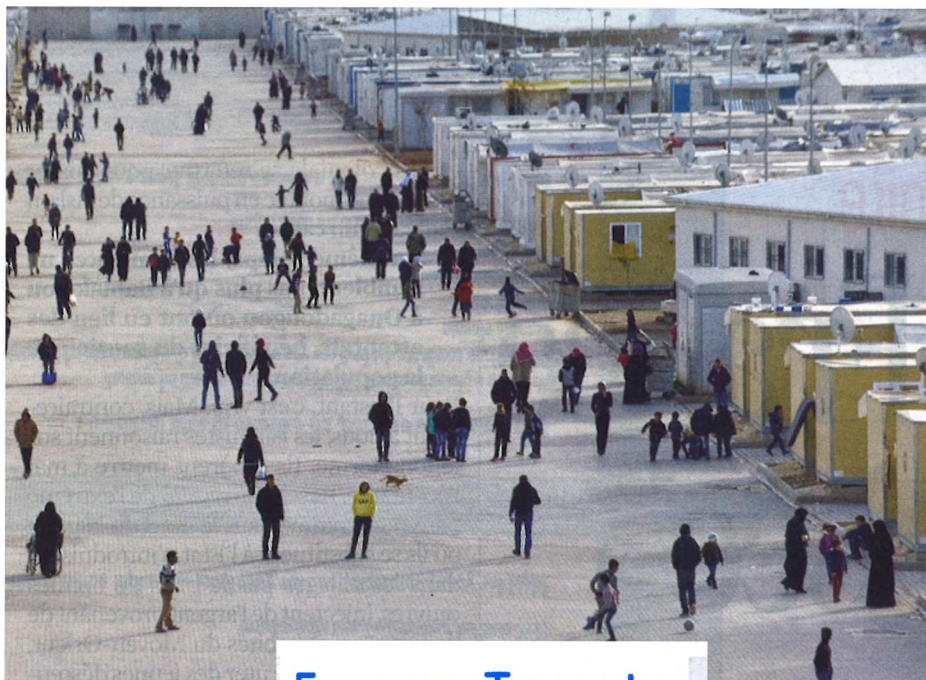
avoir été créés comme des cellules dormantes et autonomes par le PKK. Elles auraient été constituées de jeunes urbains, formés idéologiquement et militairement par la « centrale », et renvoyés dans leurs familles avec la consigne de n'entretenir aucun lien avec l'organisation comme avec d'autres cellules. Ils agiraient indépendamment, selon la ligne des déclarations publiques émises par la direction du PKK dans les médias. Une telle organisation refléterait des débats qui ont agité la direction du PKK dès les années 1990, selon lesquels le groupe devait pouvoir « répondre de façon disproportionnée à la cruauté et à la violence de l'Etat, mais sans impliquer le PKK », affirme Huseyin Turhalli, ancien cadre du PKK, cité par M. Bozarslan.

CIBLES MAJEURES

Dans un entretien au Times britannique accordé quatre jours avant l'attentat à Ankara, et publié le 15 mars, l'un des principaux dirigeants du PKK, Cemil Bayik, affirmait que son organisation était désormais engagée dans une lutte à mort avec le président Erdogan. « Jusqu'à récemment, la guerre avec l'armée turque n'avait lieu que dans les montagnes. Puis, elle s'est déplacée dans les villes. Maintenant, il y aura des combats partout, prévenait-il. Notre peuple a soif de vengeance. »

Depuis juillet 2015, le PKK fait face, disait M. Bayik, à « la pire » phase du conflit qui l'oppose à l'armée turque depuis trente-deux ans — une guerre qui a fait 40 000 morts. Les négociations de paix engagées à l'automne 2012 entre le gouvernement et l'organisation séparatiste ont été enterrées. Des affrontements ont lieu chaque jour dans de nombreuses villes du sud-est du pays, majoritairement peuplé de Kurdes.

Les TAK, comme le PKK, reconnaissent l'autorité d'Abdullah Ocalan, emprisonné depuis 1999, comme leur leader. Les deux organisations sont considérées comme terroristes par les Etats-Unis et la Grande-Bretagne. Les sites touristiques sont « une cible majeure que nous voulons détruire, écrivent les TAK sur leur site. Nous conseillons aux touristes étrangers et turcs de ne pas aller dans les zones touristiques en Turquie. Nous ne serons pas responsables de ceux qui mourront dans les attaques qui visent ces sites. » ■



Europe-Turquie

Signal positif ou jeu de dupes ?

Alors qu'un projet d'accord, contesté par l'Onu, doit être formalisé les 17 et 18 mars, le président et le directeur de l'Institut Jacques-Delors posent les conditions d'un vrai règlement de la crise migratoire

PAR ANTONIO VITORINO ET YVES BERTONCINI

Face au drame des réfugiés, il est logique pour l'Union européenne de traiter avec la Turquie dès lors que ce pays accueille aujourd'hui plus de 2,5 millions de Syriens sur son sol et qu'il constitue l'un des principaux pays de transit pour les migrants issus d'Irak, d'Afghanistan et d'autres pays de la région. Essayer de mieux coopérer avec la Turquie pour maîtriser la crise des réfugiés, c'est déjà mieux que de s'entre-déchirer en annonçant le rétablissement – d'ailleurs largement fictif – des contrôles aux frontières franco-belge ou austro-allemande !

Même si Ankara a fait monter les enchères pour obtenir plus en contrepartie de son engagement à juguler le flux des réfugiés, le projet d'accord discuté lors du sommet européen du 7 mars s'inscrit en grande partie dans la continuité du « plan d'action » UE-Turquie adopté en novembre : 6 milliards d'euros d'aide financière plutôt que 3 milliards, un accès facilité aux visas pour les ressortissants turcs à partir de juin plutôt qu'octobre, plusieurs chapitres ouverts dans les négociations d'adhésion plutôt qu'un seul – quand bien même l'adhésion de la Turquie à l'Union semble moins proche que jamais... Dans ce

contexte, l'important pour l'UE est de bien vérifier que toutes ces contreparties ne sont pas proposées en vain et qu'elles s'accompagnent notamment d'une mobilisation effective des autorités turques.

Quelques signaux positifs ont pu être enregistrés récemment, avec la réadmission de quelques centaines de migrants irréguliers de la Grèce vers la Turquie ou le démantèlement de quelques réseaux de passeurs : c'est en amplifiant de tels signaux dans les prochains jours que la Turquie démontrera sa bonne foi et contribuera au succès du plan d'action lancé en novembre.

Le récent projet d'accord UE-Turquie marque cependant une étrange rupture avec les discussions de l'automne puisqu'il prévoit un « échange » de réfugiés syriens : tous les migrants et réfugiés se présentant en Grèce seraient refoulés vers la Turquie, et pour chaque Syrien refoulé, un autre serait « réinstallé » directement vers un pays de l'Union européenne. Sur ce point, le sommet européen du 7 mars a demandé à Donald Tusk de finaliser le projet d'accord dans le respect du droit européen et international, ce qui ne sera pas forcément aisé...

Si tel était le cas, on pourrait sans doute se féliciter d'avoir enfin soustrait les réfugiés à l'emprise des réseaux de passeurs en les prenant directement en charge en Syrie afin d'organiser leur voyage vers l'Europe. Mais cela supposera que ces « réinstallations » aient effectivement lieu, et de manière rapide, sauf à priver l'accord de sa portée humanitaire... Et cela impliquera aussi que ces réseaux de passeurs soient effectivement démantelés et empêchés de se redéployer dans d'autres pays. Si ces deux conditions ne sont pas réunies, l'accord UE-Turquie sera un « jeu de dupes ».

En tout état de cause, la priorité accordée à la coopération UE-Turquie doit inciter les Européens à agir davantage à la source de la crise migratoire. Puisqu'il s'agit principalement de mieux prendre en charge les réfugiés syriens, le plus efficace reste de tout faire pour trouver un règlement politique au conflit meurtrier qui ravage la Syrie depuis près de cinq ans. Quelques signaux positifs peuvent là aussi être perçus depuis quelques mois, qu'il faut amplifier afin d'aboutir à une transition politique acceptable par toutes les parties concernées et leurs soutiens, y compris la Russie, les monarchies du Golfe, l'Iran et bien sûr la Turquie. C'est aussi parce que les Européens seront unis sur ce registre qu'ils pourront mieux prendre la mesure de l'instabilité qui sévit dans leur voisinage proche plutôt que de la subir en se divisant. □

On Iraq's faultline: Kirkuk governor calls for vote on Kurdish autonomy

Kirkuk's ties with Iraq's Kurdish region are building, but its governor says he will not turn his back on Baghdad without securing best deal for city



Florian Neuhoef
19 March 2016
www.middleeasteye.net

KIRKUK, Iraq - On the streets of Kirkuk, a heavy security presence is keeping a lid on terrorism attacks tearing apart other areas of Iraq, but a palpable sense of tension remains.

Uniformed men are stationed at almost every junction, traffic slows at checkpoints and flows past blast walls protecting police stations and public buildings. The busy roads contrast with empty pavements lined with run-down houses and shabby convenience stores.

On the city's rim, the Kurdish Peshmerga have established themselves in bases once housing the Iraqi army, feeding men and material into the front lines holding the Islamic State (IS) group at arms length.

Cut loose from Baghdad's control, subject to competing claims, and eyeing autonomy, few cities embody the creeping disintegration and uncertain future of Iraq better than oil-rich but decaying Kirkuk.

The city and wider province is part of the so-called disputed territories that Kurdish troops were able to occupy when the Iraqi army collapsed under the IS onslaught in 2014.

These territorial gains and the weakness of the government in Baghdad emboldened the Kurdistan Regional Government (KRG) in its quest for an independent state. It is the stated objective of long-time President Massoud Barzani, who has called for a referendum on Kurdish independence to be held this year.

For Kirkuk's governor Najmaldin Karim, this represents a chance to force a decision on the city's future. But a referendum on whether Kirkuk should become part of the KRG, outlined in Iraq's constitution, has failed to get off the ground, and the governor believes that the two mooted votes should be merged.

"If there is a referendum for Kurdistan, that should include Kirkuk as well," Karim tells Middle East Eye during an interview in his heavily guarded compound in the city centre.

After the fall of Saddam Hussein in 2003, the city became part of the territories claimed by both the KRG and the central government in Baghdad, which straddle the autonomous Kurdish region and stretch from the Iranian to the Syrian border.

Sometimes referred to as the "Kurdish Jerusalem," the city is integral to Kurdish nationalism and a central plank in secessionist aspirations.

Karim is quick to downplay suggestions that a break up of Iraq is imminent. He doubts whether the referendum will be held this year, but is adamant that the disputed territories need to be part of it, as it would otherwise "exclude 40 percent of Kurdistan".

"In that case it's a useless referendum," said Karim.

The governor does not hide his frustration with the Iraqi government.

"We have a lot of grievances with Baghdad. It's a strong, centralised and inefficient, incompetent administration. Baghdad is very controlling, and the constitution says Iraq should be federal," said Karim.

Local autonomy features highly on the governor's list of priorities, not least as a way to assure the diverse population of the city.

"Even if Kirkuk becomes part of KRG, it has to have a special status within the KRG, because Kirkuk is multi-ethnic, multi-sect, multi-religion," he said.



Najmaldin Karim on the frontline outside Kirkuk (AFP)

Kirkuk's demographic composition is hotly debated and difficult to assess, as previous censuses under the Saddam regime are thought to be politically motivated.

Based on his reading of statistics from Iraq's parliamentary elections in 2010 and 2014, Karim believes that Kurds make up between 53-55 percent of Kirkuk's population, while Arabs and Turkmen contribute around 33 percent and 14 percent respectively.

"If Kirkuk was to become part of the KRG there is no doubt that locals would want Kirkuk to be treated in a different manner to Sulimani, Erbil, Dohuk and Halabja," said Sam Morris, an analyst at the Middle East Research Institute.

MASS INFLUX OF REFUGEES

As part of his Arabisation efforts of Kurdish territories, Saddam Hussein changed demographics by resettling Arabs from the south to Kirkuk, and redrawing the borders of the governorate, excluding Kurdish and adding Arab areas.

The spread of IS has also led to a huge wave of displacement, with millions fleeing areas occupied by the group.

Kirkuk took about 600,000 refugees, mainly Sunni Arabs from the Hawija and Salaheddin provinces to the south of the city.

Less than 50,000 have returned since IS was expelled from parts of those provinces, said Karim.

Weary of a creeping Arabisation of Kirkuk, Karim insists that the refugees will have to leave the city as soon as it is safe for them to do so.

"We are not going to allow demographic changes. They have to go back, these people are not from Kirkuk," he said.

The ethnic mix, typical of the disputed territories, requires a transition period even if the city would eventually join the Kurdish region.

"Initially it would be difficult to be part of the KRG, as you need some consensus and that's not available," said Karim.

"[We need a] transition before we become part of the KRG, three or four years to administer Kirkuk by itself. When people see that, they can make a better judgment by themselves: do they want to keep that or do they want to join the KRG?"

While a Kurd himself, Karim is not willing to commit too

➤ heavily to an eventual union with the KRG or a future Kurdish state. Instead, he is keeping his options open, keen to get the best possible deal for the province.

"We may go for our own region ourselves," he said in a warning to both Erbil, the KRG's capital, and Baghdad.

OIL DRAWS KIRKUK CLOSER TO KURDISH IRAQ

But there are signs that Kirkuk is shifting away from Iraq and drawing closer to the Kurdish orbit.

Already protected by Peshmerga, Kirkuk's economic ties with the KRG were strengthened by a deal that remunerates the city for its oil.

The bulk of Kirkuk's oil production - about 325,000 and 350,000 barrels a day according to Karim - is now under Kurdish control and finds its way either to the KRG or to the international markets via a pipeline running through Kurdish territory to the Turkish port of Ceyhan.

Since 2013, Baghdad has not paid \$1-a-barrel fee that Kirkuk is entitled to. Under the agreement with the KRG, the city will receive \$10mn a month for its oil.

The deal, which was revealed earlier this month, is backdated to June 2015, and payments for January and February have already been made, said Karim.

"KRG's payments of \$10mn a month strengthens its influence in the governorate. Not only are they able to provide security in the form of Peshmerga, they are able to assist economically, areas where the government in Baghdad failed," said Morris.

As much as Kirkuk tries to insulate itself from Baghdad's failings, it is impossible to ignore the war that is still being played out on its doorstep, and IS continues to menace.

On 9 March, IS launched a chemical attack on Taza, a small Shia Turkmen town just behind the Kurdish front, raining down mortar shells filled with poison gas in the latest of such attacks in Iraq.

Hundreds of locals were reportedly treated after inhaling the gas, and a three-year-old girl was killed. IS fired more gas into the town three days later.

Only a few kilometres from Kirkuk lies the Kurdish frontline. Earthen mounds have been thrown up in seemingly endless lines, each topped with defensive fortifications.

A ditch, several metres wide and deep, has been dug in front, its earth formed into an embankment that joins up the forts.

They are manned by about a dozen Peshmerga, armed with heavy machine guns and a generous supply of rocket propelled grenades that can take out suicide bombers driving armoured cars into their lines.

Behind, a huge blast wall is being erected, and has been completed in some sections of the front. A concrete barrier stretching out across the flat farmland resembles a misplaced Berlin Wall.

IS has found these defences near impossible to breach. So too will the Iraqi army and its allied Shia militias should they try and take back Kirkuk by force once the IS threat has been banished. ♦

PKK leader promises to 'topple' Erdogan as clashes continue

Four people killed in fighting in southeastern city of Diyarbakir

Alex MacDonald / 15 March 2016

www.middleeasteye.net

A senior leader of the Kurdistan Workers Party (PKK) has threatened to topple the president of Turkey and his AKP party in an interview published as violence flared in Turkey's southeast.

"If [Turkish President Recep Tayyip] Erdogan defeats us, he will be able to defeat everyone on the side of democracy in Turkey," said Cemil Bayik, speaking to the Times.

"We are the biggest obstacle in the way of his dreams. If Erdogan eliminates us, he will win."

He told the British newspaper, in an interview before Sunday's bombing in Ankara which the Turkish government blamed on the PKK, that "every order given to our guerrillas, is going to be legitimate."

"We want to topple Erdogan and the AKP. Turkey will never become a democratic country if Erdogan and the AKP are not toppled."

The interview was published as violent clashes broke out between the Turkish security services and members of the Kurdish Civil Protection Units (YPS) in the southeastern city of Diyarbakir.

While fighting in the city had previously been located in the Sur district, the fighting on Monday evening took place in the central Baglar district.

One police officer and three militants were killed during the fighting, according to security sources.

The Baglar district administrator's office said that a curfew had been imposed in the district from 3am and would be maintained until further notice.

On Monday evening Erdogan warned that he would be cracking



Burnt-out cars in the Baglar district of Diyarbakir following clashes (MEE/Murat Bayram)

down on people and groups perceived to be encouraging the actions of the PKK.

"It may be the terrorist who detonates bombs and pulls the trigger, but it is these supporters who enable them to achieve their goals," he said in a speech.

"Being an MP, an academic, journalist, writer or civil society group executive does not change the reality of that person being a terrorist."

The government claimed that around 45 PKK militants had been killed on Monday in air strikes on the group's stronghold in the Qandil mountains in northern Iraq. ♦

Syrie: les Kurdes font un pas vers leur autonomie

La création d'une future zone fédérale dans le Nord se heurte toutefois à l'hostilité de pratiquement tous les protagonistes de la guerre civile.

GEORGES MALBRUNOT @Malbrunot

MOYEN-ORIENT Capitalisant sur leurs avancées militaires depuis le début de la révolution contre Bachar el-Assad, les

Kurdes de Syrie ont approuvé jeudi l'établissement d'une région fédérale dans les zones sous leur contrôle dans le nord du pays. Cette unification de leurs trois « cantons » (Afrine, Kobané et Jaziré) - en plus des régions récemment

conquises par les forces kurdes - représente un pas de plus vers leur autodétermination.

Les Kurdes ont toutefois pris soin de ne pas délimiter formellement les frontières d'une future zone autonome. Ils assurent également que leur projet est fondé sur une base « territoriale » et non « ethnique », puisque des représentants des populations arabes et d'autres minorités pourraient continuer de vivre dans cette nouvelle entité. « Rien, en fait, n'est coulé dans le marbre, affirme au Figaro un proche des Kurdes qui souligne que leur chef, « Saleh Mouslim, n'était pas présent à la réunion qui a adopté un projet de texte que plusieurs comités vont maintenant étudier pendant six mois ».

Toutes ces assurances sont pourtant loin d'avoir désarmé les multiples opposants au projet. L'autonomie kurde est en effet combattue par pratiquement

« Une Syrie unie dotée d'un pouvoir central fort a probablement vécu »

RESPONSABLES AMÉRICAINS

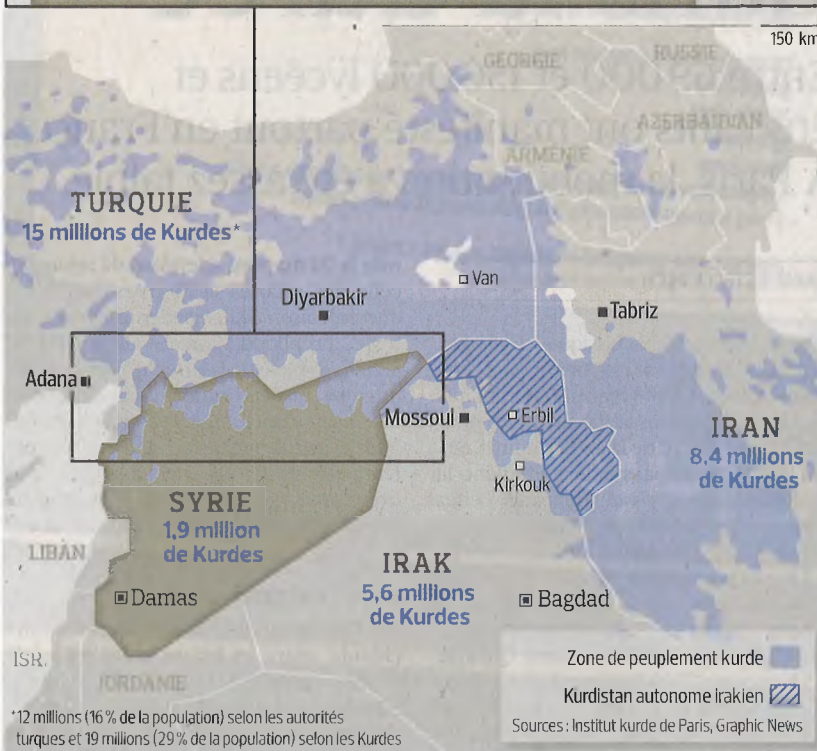
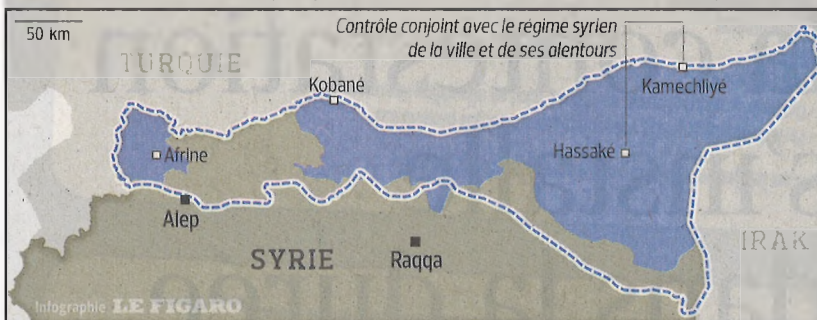
tous les acteurs du conflit syrien. Seule la Russie, qui défend politiquement les Kurdes, a paru soutenir du bout des lèvres une telle autodétermination. Elle « n'a aucune valeur juridique et n'aura aucun impact légal, politique, social et économique », a immédiatement dénoncé le gouvernement syrien, qui a mis en garde « contre toute partie ayant l'intention de porter atteinte à l'unité » territoriale. Les États-Unis, qui fournissent une aide militaire aux Kurdes syriens, ont également prévenu qu'ils ne reconnaîtraient pas cette zone autonome. En privé, des responsables américains admettent toutefois qu'une « Syrie unie dotée d'un pouvoir central fort a probablement vécu », après cinq ans d'une guerre civile aux multiples acteurs, qui a fait plus de 300 000 morts et jeté sur les routes de l'exil des millions de Syriens.

Réunis dans la Coalition nationale, les principaux opposants à Assad se sont, eux aussi, insurgés contre « toute volonté de former des entités, des régions ou des administrations qui confisquent la volonté du peuple syrien ». Mais c'est de leur ennemi juré turc que les réactions les plus violentes sont à craindre, Ankara étant viscéralement opposé à l'émergence d'un « Kurdistan » syrien à ses flancs, qui ferait tache d'huile chez les Kurdes turcs.

Le calendrier de cette autoproclamation, même symbolique, ne doit rien au hasard. Il coïncide avec la relance des pourparlers de Genève sur la transition politique en Syrie, dont les Kurdes restent écartés, malgré le forçage de leur allié russe pour les imposer à la table des négociations. Leur présence est rejetée par la Turquie et les opposants du Haut Comité des négociations, qui s'estiment les seuls représentants des rebelles anti-

Les Kurdes veulent revenir dans le jeu des négociations

Zones sous le contrôle des Kurdes de l'YPG et de leurs alliés au sein des Forces démocratiques syriennes (mars 2016) Rojava (Kurdistan occidental), zone revendiquée par les Kurdes



Assad. « Ce n'est pas encore sûr qu'après cette annonce les Kurdes seront invités à la troisième session des pourparlers en avril », nous a confié un diplomate onusien à Genève. Jeudi, un deuxième groupe d'opposants, ceux du groupe dit de Moscou - car proche des Russes - ont été admis, de leur côté, à discuter avec Staffan de Mistura, l'émissaire de l'ONU qui fait la navette entre les anti-Assad et les re-

présentants du régime. Une concession au retrait militaire russe de Syrie, annoncée lundi par Vladimir Poutine.

Les Kurdes syriens se défendent de jeter de l'huile sur le feu. « Le fédéralisme va sauver la Syrie », assure Ibrahim Ibrahim, un de leur porte-parole, cité par le *New York Times*, qui voit l'émergence à terme d'autres zones autonomes dans le reste de la Syrie. Les Kurdes jurent qu'ils ne re-

vendiquent qu'une autonomie locale, loin de l'indépendance à laquelle aspirent certains de leurs « frères » irakiens. Cette autonomie a minima apparaît comme le prix du maintien de leur fragile alliance avec des Arabes au sein des Forces démocratiques syriennes, un groupe armé qui a conquis des positions sur d'autres rebelles à la faveur des récents bombardements russes dans le nord d'Alep. ■

LE FIGARO

lundi 21 mars 2016

La Turquie dans le viseur de l'État islamique

DELPHINE MINOUI @DelphineMinoui
CORRESPONDANTE À ISTANBUL

POUR LA DEUXIÈME fois en trois mois, le djihadisme frappe le cœur touristique d'Istanbul. Encore sous le choc de l'attentat de samedi, les Stambouliotes ont appris, ce dimanche, que le kamikaze était un jeune homme turc d'à peine 25 ans, lié au groupe État islamique. « L'auteur de cet acte terroriste a été formellement identifié. Selon les informations dont nous disposons, il a des liens avec l'organisation terroriste Daech », a indiqué en début d'après-midi le ministre de l'Intérieur turc, Efkân Ala, précisant que cinq suspects avaient été interpellés dans le cadre de l'enquête. Le kamikaze, dont les réseaux sociaux ont également diffusé une vidéo, a été identifié comme Mehmet Oztürk. Il serait originaire de Gaziantep, une ville proche de la Syrie, mais « ne figurait pas dans notre liste de personnes recherchées », a précisé le ministre, qui affir-

me que ses services mènent « une enquête approfondie » et n'excluent « aucune piste ».

L'attentat suicide qui a ébranlé, ce samedi, l'avenue İstiklal a aussitôt provoqué une onde de panique dans la ville. « C'est terrible, cette sensation que le terrorisme peut frapper n'importe qui, à n'importe quel moment », confie Deniz, une mère de famille. En se faisant exploser aux environs de 11 heures du matin, au milieu de cette artère piétonne et commerçante - empruntée chaque jour par des milliers de personnes -, le kamikaze a frappé fort. Un dernier bilan fait état de 4 morts : 3 Israéliens, dont 2 ayant la nationalité américaine, et un Iranien. La déflagration a également fait 34 blessés - dont 24 étrangers.

L'attentat suicide, qui n'a pas été revendiqué, ressemble pour beaucoup à celui qui, le 12 janvier dernier, avait

ébranlé le quartier de Sultanahmet, un autre centre historique d'Istanbul, en causant la mort de 12 touristes allemands. À l'époque, les djihadistes de Daech avaient déjà été mis en cause par les autorités. Selon la presse turque, l'auteur présumé de l'attentat de samedi est également soupçonné d'avoir été

impliqué dans deux attentats à la bombe qui avaient visé, en mai 2015, le siège du HDP, le parti de gauche prokurde dans les villes d'Adana et de Mersin.

Si la piste djihadiste a rapidement été confirmée, les autorités se sont d'abord orientées vers la piste kurde. L'attaque de ce samedi suit en effet d'à peine une

semaine l'attentat à la voiture piégée qui a causé, dimanche dernier, la mort de 36 personnes au centre d'Ankara, la capitale administrative du pays. Il avait été revendiqué par les Faucons de la liberté du Kurdistan (TAK), un groupe radical proche du PKK, la guérilla kurde, en représailles aux opérations menées par l'armée et la police turques contre la rébellion dans plusieurs villes du Sud-Est anatolien. Dans leur communiqué, ces derniers avaient promis de viser des sites touristiques.

Prisée des voyageurs du monde entier et longtemps considérée comme un refuge idéal pour opposants et exilés fuyant les guerres de la région, la Turquie est ainsi aujourd'hui doublement rattrapée par la violence qui contamine les pays voisins. Signe de la tension qui prévaut, le pays était en état d'alerte maximale depuis plusieurs semaines. À Istanbul, le consulat allemand avait même fermé ses portes dès jeudi en évoquant « un risque d'attaque imminent ». La police turque avait, pour sa part, renforcé ses effectifs aux environs de la place Taksim et du quartier İstiklal. Un grillage sécuritaire que le kamikaze est néanmoins parvenu à contourner, en se noyant dans la foule des badauds. ■

4
morts

Le bilan de l'attentat suicide, samedi à Istanbul



A Istanbul, le 19 mars, après un attentat attribué par la Turquie à un membre de l'État islamique. PHOTO KEMAL ASLAN. REUTERS

Turquie : embarras européen sur l'Etat de droit

Ankara durcit ses attaques contre la presse et les avocats pendant les négociations avec l'UE sur les réfugiés

BRUXELLES, ISTANBUL, BERLIN - correspondants

L'accord de renvoi vers la Turquie de tous les migrants, y compris les demandeurs d'asile syriens, continue à faire débat et a suscité un malaise. Notamment en raison des atteintes manifestes aux droits de l'homme et à la liberté de la presse en Turquie, qui étaient en filigrane des discussions du Conseil européen qui a commencé jeudi 17 mars à Bruxelles et se prolongeait vendredi. Au menu, une discussion avec le premier ministre turc, Ahmet Davutoglu. Celle-ci s'annonçait difficile après l'adoption par les Vingt-Huit d'une « position commune », assortie de « lignes rouges ». Soit un texte un peu moins favorable à Ankara que celui conclu le 7 mars, qui évoquait notamment une libéralisation rapide des visas, une réouverture des négociations d'adhésion et une aide portée à 6 milliards d'euros pour l'accueil de réfugiés syriens. « Pour la Turquie, la question des réfugiés n'est pas une question de marchandage, mais une question de valeurs humanitaires, ainsi que de valeurs européennes », a expliqué vendredi M. Davutoglu.

« Si l'on peut comprendre que la Turquie veuille se protéger du terrorisme, il ne peut pas être accepté des entorses aux droits de l'homme et aux droits de la presse. Cela fait partie des discussions qui doivent s'engager, en dehors même de la question des réfugiés, entre la Turquie et l'Europe, dès lors que la Turquie veut poursuivre le processus de négociation quant à une éventuelle adhésion », déclarait jeudi le président François Hollande.

« Il n'est pas question de brader nos valeurs », avait prévenu quelques heures plus tôt le premier ministre belge, Charles Michel,

qui refusait « une négociation qui ressemble parfois à une forme de chantage ». Martin Schulz, le président du Parlement européen, a aussi tenu à rappeler jeudi les « fortes réserves » de son institution sur les violations à la liberté de presse.

Le débat commence à agiter l'Allemagne, alors que la chancelière Merkel a négocié directement avec Ankara pour permettre le renvoi de réfugiés syriens de Grèce vers la Turquie. S'exprimant mercredi devant le Bundestag, Angela Merkel a critiqué l'Union – « Avoir tant de difficultés à répartir la charge [des réfugiés] ne fait pas honneur à l'Union et ses 500 millions de citoyens » –, tout en regrettant « qu'on ne puisse pas rendre hommage autant qu'il le faudrait » au comportement d'Ankara à l'égard des réfugiés.

Deux journalistes bientôt jugés

Jeudi matin, le *Spiegel* a fait savoir que son correspondant en Turquie, Hasnain Kazim, n'avait pas obtenu le renouvellement de sa carte de presse et devait quitter le pays. Une mesure qui, selon l'hebdomadaire, s'explique par le professionnalisme de ce journaliste, peu apprécié des autorités.

Jeudi, 136 députés du Bundestag (des Verts, des membres de la gauche radicale, mais aussi cinq élus chrétiens-démocrates) ont envoyé au président turc, Recep Tayyip Erdogan, une lettre condamnant les atteintes à la liberté de la presse dans son pays, et notamment les procédures entamées contre le journaliste Can Dündar, rédacteur en chef du quotidien *Cumhuriyet*.

Adversaires du régime islamiste turc, M. Dündar et Erdem Gül, son chef de bureau à Ankara, ont été arrêtés, le 25 novembre 2015, pour « espionnage » et « divulgation de secret d'Etat ». La Cour constitutionnelle les a remis en liberté, dé-



En pleine poussée autoritaire, Erdogan veut voir requalifiée la notion de « terrorisme »

mardi 15 mars, à Istanbul.

Un de leur collègue, Chris Stephenson, enseignant à l'université Bilgi d'Istanbul, avait décidé mardi d'assister à leurs procès en signe de solidarité. Alors qu'il pénétrait dans l'enceinte du tribunal, la police a fouillé son sac contenant des tracts du Parti de la démocratie des peuples (HDP, pro kurde), la troisième formation politique du Parlement. Accusé de « propagande terroriste », l'enseignant, installé en Turquie depuis 25 ans, a été expulsé vers Londres le lendemain.

En pleine poussée autoritaire, le président Erdogan a réclaté, lundi, une requalification de la notion de terrorisme dans le code pénal. « Celui qui appuie sur la détente n'est pas le seul coupable, ceux qui facilitent cela devraient aussi être qualifiés de terroristes, quelle que soit leur fonction », a-t-il déclaré.

Les dirigeants européens avaient

tenté jusqu'ici d'isoler le débat sur les réfugiés, en évitant qu'il interfère avec celui sur les libertés publiques. Ils veulent à tout prix pouvoir renvoyer des Syriens arrivés en Grèce afin de casser le modèle économique des passeurs et éviter les arrivées massives en Grèce. Cela suppose toutefois une condition qui continue de poser problème : la Grèce doit reconnaître la

Turquie comme « pays tiers sûr », c'est-à-dire capable d'assurer à ces personnes une protection équivalente au statut de réfugiés. Athènes refuse cependant d'assumer seule cette décision et réclame que l'Union dans son ensemble soutienne cette reconnaissance. Cela ne va pas de soi pour certaines capitales qui aimeraient se limiter à un simple appui politique à la

Grèce : difficile pour elles d'accepter, même de manière indirecte, l'idée que la Turquie est une véritable démocratie...

Le ton monte aussi au Parlement européen et le chef du groupe des Verts résume l'avis de divers élus, même si les deux principaux groupes de l'Assemblée évitent encore des propos trop offensifs. « Nous mangeons dans la

main de M. Erdogan. L'Europe a risqué le déshonneur pour ne pas prendre de réfugiés, elle aura le déshonneur et les réfugiés. » ■

CÉCILE DUCOURTIEUX,

MARIE JÉGO,

FRÉDÉRIC LEMAÎTRE

ET JEAN-PIERRE STROOBANTS

Le Monde

SAMEDI 19 MARS 2016

Les Kurdes de Syrie proclament unilatéralement une entité « fédérale »

LES KURDES de Syrie ont proclamé, jeudi 17 mars, une entité « fédérale démocratique » dans les zones qu'ils contrôlent dans le nord du pays. « Le système fédéral a été approuvé pour la région Rojava (Kurdistan syrien) - Nord de la Syrie », a déclaré Sihanouk Dibo, un responsable du Parti de l'union démocratique (PYD), principal parti kurde en Syrie, à l'issue d'une réunion de plus de 150 représentants de partis kurdes, arabes et assyriens à Rmeilane, dans le nord-est de la Syrie. Ils ont voté en faveur de l'union des trois « cantons » kurdes (Afrine, Kobané, Jezireh) et des zones conquises ces derniers mois par les forces kurdes au sein d'une zone d'« administration autonome ».

A Genève, où se tiennent les négociations intersyriennes, l'annonce a donné lieu à une rare convergence de vues entre le régime et l'opposition, qui y voient un pas vers l'auto-détermination des Kurdes de Syrie. « Le gouvernement de la République arabe de Syrie met en garde qu'on ne serait tenté de saper l'unité de la terre et du peuple de Syrie », a averti le ministre des affaires étrangères syrien, estimant que l'annonce n'avait « aucune valeur légale ». L'opposition, favorable à une décentralisation, a qualifié l'initiative kurde d'« illégitime » et « inacceptable ».

« Syrie une, unie et non religieuse »

Washington, pourtant allié aux forces kurdes dans la lutte contre l'organisation Etat islamique (EI), a indiqué qu'il ne reconnaîtrait pas cette entité fédérale. « Une Syrie une, unie et non religieuse, voilà l'objectif », a rappelé le porte-parole du département d'Etat John Kirby. La réponse la plus ferme pourrait venir de la Turquie qui s'oppose à la créa-



tion d'une zone autonome kurde à sa frontière de crainte de répercussions sur sa propre communauté kurde. Elle s'est contentée à ce stade de rejeter les initiatives unilatérales fondées sur l'appartenance ethnique.

Les responsables kurdes syriens se défendent de vouloir proclamer leur indépendance et font valoir que leur projet fédéral est fondé sur une base « territoriale » et non « ethnique ». Il intègre des représentants de la population arabe et d'autres minorités, mais les milices kurdes du PYD contrôlent de facto ce territoire (14% du pays) et les trois quarts de la frontière syro-turque. « Nous voulons libérer Rîkka, Deir ez-Zor, et toute la Syrie », a déclaré Mansour Al-Şouloum, co-président de l'assemblée constituante élue le même jour, en référence aux deux bastions de l'EI dans le nord et l'est.

La création de cette entité fédérale au milieu des pourparlers de Genève, et alors que la Russie vient d'annoncer le retrait de la plupart de ses troupes de Syrie, n'est pas fortuite. Acteurs incontournables du conflit, et partenaires privilégiés de Washington et de Moscou sur le terrain, les responsables kurdes du PYD ont été tenus à l'écart des négociations et de la délégation formée par l'opposition, du fait des pressions de la Turquie qui tient le PYD pour « terroriste ». Les demandes répétées de la Russie d'intégrer les Kurdes au sein d'une deuxième délégation de l'opposition ont été à ce stade rejetées, comme la suggestion du vice-ministre russe des affaires étrangères, Sergueï Ryabkov, de résoudre le conflit syrien par la mise en œuvre du fédéralisme. ■

HÉLÈNE SALLON

(GENÈVE, ENVOYÉE SPÉCIALE)



En Turquie, du goudron pour les plumes

Journalistes, universitaires, avocats... Ceux qui affichent leur soutien aux Kurdes sont dans le viseur répressif du régime, sous l'œil attentiste de Bruxelles.

Les mots ont au moins le mérite de la clarté. «*Les définitions du terrorisme et du terroriste devront être réécrites et nous devons les inclure dans le code pénal. Il ne s'agit pas de la liberté de presse, ni de celle d'organisation. Certains milieux doivent faire un choix. Ils doivent être soit avec nous soit du côté du terroriste*», martelait lundi le président islamo-conservateur turc, Recep Tayyip Erdogan, dans son palais à Ankara. Deux jours plus tard, il est revenu à la charge, clamant devant les élus locaux de l'AKP, le parti au pouvoir depuis 2002, que «*les terroristes ne sont pas seulement ceux qui brandissent des armes, mais aussi ceux qui ont des stylos à la main*». «*Que tu sois un éditorialiste qui exprime une opinion ne me regarde pas. Mais si ta plume est à la solde des terroristes, tu es contre moi, point final*», a-t-il insisté sous les applaudissements.

Avant même l'ouverture du sommet européen où doit être signé un accord pour enrayer le flux de migrants, le très autoritaire président turc

donnait le ton et passait aux actes, en attaquant de nouveau ceux qu'il considère comme les complices des rebelles du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), accusés d'avoir organisé l'attentat d'Ankara qui a fait 37 morts dimanche. Le délit de propagande terroriste, déjà passible de cinq ans de prison, deviendrait un crime.

Offensive. Mais avant ces modifications du code pénal, les autorités sont passées à l'offensive. Dès mardi, trois universitaires, parmi les quelque 2000 signataires turcs et étrangers de la pétition pour la paix «*Nous ne serons pas les complices de vos crimes*», ont été arrêtés sur ordre d'un tribunal d'Istanbul. Le texte dénonçait les opérations de la police spéciale et de l'armée turque dans les districts du Sud-Est anatolien, à majorité kurde, et revendiquait «*une solution politique et pacifique*» du problème qui ressurgit depuis cet été après l'interruption des négociations avec le PKK lancées par Erdogan en 2013.

«*Ces arrestations sont complètement anticonstitutionnelles et sont en contradiction avec les verdicts récents de la Cour constitutionnelle*», a dénoncé Ibrahim Kaboglu, juriste de l'université Marmara, à Istanbul. Chris Stephenson, un chercheur britannique venu soutenir ses collègues, a été arrêté le lendemain. Il est accusé d'avoir distribué des tracts du Parti démocratique des peuples (HDP, qui regroupe des Kurdes de gauche, 59 sièges au Parlement, sur 550) appelant aux célébrations de Norouz, le nouvel an kurde, fêté le 21 mars. Il a depuis été expulsé. Le gouvernement demande en outre la levée de l'immunité parlementaire de neuf députés du HDP, dont celle de son coprésident emblématique, Selahattin Demirtas, qui avait publiquement réclamé cet automne «*une forme d'autonomie*» pour les 15 millions de Kurdes du pays. Erdogan s'était engagé en personne dans l'affaire, exigeant du Parlement qu'il fasse «*le nécessaire*» pour sanctionner «*les députés qui soutiennent le terrorisme*».

Actrice. Par ailleurs, sept avocats du barreau d'Istanbul, généralement défenseurs des Kurdes et de

certaines membres de l'opposition, ont été également arrêtés. Ils sont accusés «*d'aider l'organisation terroriste séparatiste*». Füsün Demirel, une actrice renommée de 58 ans, a, elle, été immédiatement virée de la série télévisée à laquelle elle participait au lendemain de la parution d'une interview dans laquelle elle déclarait : «*Quand j'étais jeune, je voulais aller à la montagne, lire, rejoindre la guérilla. Mais mon père m'a envoyée en Europe pour faire des études universitaires.*»

Alors que l'UE se prépare à faire de la Turquie la gardienne de ses marges mais aussi à relancer un processus d'adhésion entamé en 2005, Erdogan durcit la répression. C'est un défi ouvert à Bruxelles et aux pourtant bien timides propos des dirigeants européens rappelant que les libertés fondamentales, dont celle de la presse, sont des valeurs essentielles. «*Ce qui se passe actuellement en Turquie ressemble beaucoup à l'Union soviétique de Staline*», écrit l'universitaire Ahmet Insel dans le quotidien *Cumhuriyet*, dont le directeur de la rédaction, Can Dündar, et le chef du bureau d'Ankara risquent la prison à vie pour avoir publié en mai dernier une enquête et des photos montrant les livraisons d'armes par les services secrets trucs à des groupes islamistes radicaux syriens. Leur procès s'ouvre à la fin de la semaine prochaine.

RAGIP DURAN

Correspondant à Istanbul



Turquie: 3 soldats tués dans une attaque attribuée au PKK dans le sud-est

Diyarbakir (Turquie), 25 mars 2016 (AFP)

TROIS MILITAIRES ont été tués et 22 blessés jeudi soir lors d'une attaque à la voiture piégée, attribuée par les autorités au Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), contre une gendarmerie dans le sud-est de la Turquie, a-t-on appris vendredi auprès des services de sécurité.

L'attaque a visé une caserne de gendarmerie dans la localité de Mermer, le long d'une autoroute qui relie Diyarbakir, la grande ville du sud-est à majorité kurde de la Turquie, à Bingöl.

Les assaillants ont d'abord précipité une camionnette bourrée d'explosifs contre le bâtiment, puis ouvert le feu à l'arme automatique contre les gendarmes.

Après plus de deux ans de cessez-le-feu, le conflit kurde a repris l'été dernier. Des affrontements opposent les forces de sécurité aux rebelles du PKK dans de nombreuses villes du sud-est anatolien placées sous couvre-feu.

Ils ont fait de nombreuses victimes dans les deux camps et tué des dizaines de civils.

Un groupe radical dissident du PKK, les Faucons de la liberté du Kurdistan (FAK), ont revendiqué deux attentats suicide à la voiture piégée qui ont fait au total 65 morts et des dizaines de blessés les 17 février et 13 mars en plein centre de la capitale Ankara.

Le conflit kurde a fait plus de 40.000 morts depuis 1984.

La Turquie vit depuis plusieurs mois en état d'alerte renforcée en raison d'une série inédite d'attaques attribuées aux jihadistes ou liées au conflit kurde.

Samedi dernier, un kamikaze s'est fait exploser dans une rue touristique d'Istanbul, tuant quatre touristes étrangers et blessant une trentaine de personnes. Cet attentat a été attribué par les autorités au groupe Etat islamique (EI).

Civilians are trapped and the dead lie unburied as fighting rages in Turkey's Kurdish heartland

By Glen Johnson / MARCH 15, 2016
REPORTING FROM DIYARBAKIR, TURKEY
<http://www.latimes.com>

A war has been raging in Turkey's southeast for the last several months — though it has gone largely unnoticed in the West. Tens of thousands of people have been displaced as Turkish forces clash with an increasingly fierce Kurdish insurgency.

In Diyarbakir's ancient Sur neighborhood, heavily armed police at steel and wire checkpoints search residents for weapons and explosives. Armored vehicles prowl the streets.

Kurdish fighters have been holed up in the neighborhood, digging trenches, burying improvised bombs and declaring self-rule for the last eight months. Combined with Kurdish territorial gains in neighboring Syria and unexpectedly strong support for the pro-Kurdish Peoples' Democratic Party in last year's parliamentary elections, the situation has officials in Turkey increasingly concerned that Kurds are making progress toward their long-held goal of establishing a fully autonomous Kurdish homeland — some of it on Turkish soil.

The military descended on Sur on Dec. 3 to clear bombs and trenches. Tanks rolled along streets, pumping shells into insurgent positions as helicopters circled above. Teams of special forces police slugged it out in street combat with insurgents from the Kurdistan Workers' Party, or PKK.

The fighting has caused substantial damage in the traditional seat of Kurdish power and culture in Turkey.

"Sur is the heart of Amed," said Emin Ermin, local manager of the Kurdish-focused Human Rights Assn., or IHD, using the Kurdish word for Diyarbakir. "Our history is found there, and they are destroying it."

Most of Sur's residents fled during the early stages of the Turkish operation, locals and rights monitors said. They scattered throughout Diyarbakir, a sprawling metropolitan hub with a population of about a million.

A 48-year-old woman named Nursel, who asked that her last name not be used because of fear for her safety, said she and five of her six children were trapped in Sur for nearly two months before getting out.

"Because of the tear gas and fighting, we spent very long periods confined to our house," she said. "We were unable to leave.

"Electricity was cut. Most of the shops were



People walk past destroyed vehicles as they leave their houses during clashes in central Diyarbakir on March 15, 2016. (ILYAS AKENGİN / AFP/Getty Images)

shut. We couldn't make phone calls or use the Internet. My children were terrified of going outside because of the snipers."

She returned briefly Saturday to gather belongings from her home. "My children are traumatized from what went on," she said. "They never want to go back."

About 200 civilians remain trapped by fighting in Diyarbakir, Ermin estimated. "They are surviving by hiding in basements, with little food or water."

Corpses festered amid piles of rubble because nobody could get to them, medical officials said. "Many times we tried to get in and treat the wounded," said Ozgur Ozan, the Diyarbakir Medical Assn.'s general secretary. "The authorities prevented us from entering."

The Turkish government said it has targeted only insurgents in its war against what it calls Kurdish terrorism.

Activists have been sharing the image of a dead woman lying face-down in debris, a breakfast tray by her side and blood sprayed across the floor. A civilian, 38-year-old Melek Alpaydin was killed Jan. 3 when a shell slammed into the building where she sought refuge. It is unclear whether security forces or insurgents fired the ordnance.

"She had just come from the worst part of Sur," said Nursel, who knew her. "She thought she would be safer there."

The PKK, which the U.S. considers a terrorist organization, has waged a 30-year insurgency against the Turkish state, demanding greater political and cultural rights for the nation's long-repressed Kurdish minority. Three years of peace talks with the group broke down in July.

On Sunday, a car bomb in Ankara, Turkey's capital, killed 37 people. Although authorities did not immediately say who was responsible, Turkish warplanes retaliated Monday by bombing PKK hide-outs in the mountains of northern Iraq. The government said 18 targets were hit.

There are renewed fears of attacks on civilians as fighting has spread from the PKK's mountain strongholds to the cities. Many of the guerrillas clashing in Sur and other cities across Turkey's southeast are teenagers from a youth militia closely linked to the PKK.

In Sur, vendors have been left picking through shops that were trashed in the fighting. Walls were charred. Freshly turned soil indicated where advancing police forces filled in trenches as they squeezed the insurgents into shrinking corners of the neighborhood.

Six of Sur's 15 boroughs remain under curfew, according to rights groups. Journalists and independent observers were denied access beyond police lines throughout the curfew, making it difficult to verify information coming out of Sur. ■

Johnson is a special correspondent.

Kurds plan to carve out quasi-state in northern Syria

The Associated Press — March 16, 2016

BEIRUT -- A powerful Syrian Kurdish political party announced plans Wednesday to declare a federal region in northern Syria, a model it hopes can be applied to the entire country. The idea was promptly dismissed by Turkey and also the Syrian government team at U.N.-brokered peace talks underway in Geneva.

The declaration was expected to be made at the end of a Kurdish conference that began Wednesday in the town of Rmeilan in Syria's northern Hassakeh province.

The development comes as the Damascus government and Western- and Saudi-backed rebels are holding peace talks with a U.N. envoy in Geneva on ways to resolve the country's devastating civil war, which this week entered its sixth year.

The main Syrian Kurdish group, the Democratic Union Party (PYD) and its military wing, the People's Protection Units, has so far been excluded from those talks so as not to anger Turkey, despite Russia's insistence that they be part of the negotiations. Ankara views the group as a terrorist organization.

Nawaf Khalil of the PYD told The Associated Press that his party is not lobbying for an only-Kurdish region but an all-inclusive area that would include representation for Armenians, Arabs and Kurds in northern Syria.

Kurds are the largest ethnic minority in Syria, making up more than 10 percent of the country's prewar population of 23 million. They are centered in the impoverished Hassakeh province, wedged between the borders of Turkey and Iraq.

Syria's Kurds have dramatically strengthened their hold on northern Syria during the civil war, carving out territory as they battled to drive out Islamic militant fighters allied to the rebellion and declaring their own civil administration in areas under their control.

A federal region could be a first step toward creating an autonomous region similar to the one Kurds run across the border in Iraq, where their territory is virtually a separate country.

It could also usher in similar demands for federal regions elsewhere in Syria and in effect lead to a partition of the war-shattered country.

However, a Turkish foreign ministry official said his country rejects any moves that would compromise Syria's national unity and consider the territorial integrity of Syria as "essential."

It's up to the Syrian people to "decide on the

Kurdish People's Protection Units (YPG) fighters carry their weapons while riding on the back of a pick-up truck in Qamishli, Syria, March 11, 2016.



executive and administrative structure of Syria in line with the new constitution which will be formulated through the political transition process," said the official, who spoke to The Associated Press on condition of anonymity in line with government practice.

"Unilateral moves carry no validity," the official said, effectively rejecting the Syrian Kurdish faction's plan.

Both the Syrian government and the opposition, at least in theory, reject any form of partitioning of the country. Riad Naasan Agha, a member of the Saudi-backed Syrian opposition, said such issues should be decided through Syrian institutions including elections.

"What someone declares on their own, far away from the Syrian people is unacceptable," Agha said.

Syria's U.N. ambassador Bashar Ja'afari, who also heads the Syrian government team at the U.N. brokered talks in Geneva, said the negotiations in Switzerland are meant to discuss the unity of Syria and how to preserve its territorial integrity.

"Betting on creating any kind of divisions among the Syrians will be a total failure," Ja'afari said.

Russia's Foreign Minister Sergey Lavrov on Monday said federalization is one possible option in Syria if it is the will of the Syrian people. He said Russia will support whatever solution the Syrian government and the opposition devise to end the country's war, including "any form (of government) whatever it may be called: federalization, decentralization, unitary state."

Khalil, distinguished between prevailing autonomous rule for the Kurdish areas - which has been in effect in Syria since 2013 - and the federalism project, which he said was ethnically inclusive.

"The federalism project is a model for all Syria," he said in a phone interview from Germany, where he is based.

A federal region in northern Syria is sure to anger Turkey, which considers the PYD as a terrorist group and an extension of the PKK

group that is waging an insurgency in southeastern Turkey. The group's military wing, the people's Protection Units, or YPG, leads the fight against Islamic State of Iraq and Syria (ISIS) extremists in Syria and is backed by both the United States and Russia.

Much of Syria's border with Turkey is now controlled by the YPG-dominated Syrian Democratic Forces - an alliance that includes Kurds, Arabs and Christians - which has distinguished itself from the Syrian government and the mainstream opposition in the country's civil war.

The Kurdish move comes at a critical juncture in the conflict.

A two-week-old Russia and U.S.-engineered partial cease-fire is holding and peace talks have resumed this week in Geneva. Moreover, Russia on Tuesday began withdrawing the bulk of its troops from Syria, signaling an end to Moscow's five-and-a-half month air campaign. That move raised hopes for more meaningful discussions in Switzerland where de Mistura is holding proximity talks with both the Syrian government team and the representatives of the moderate, western-backed opposition.

Russia's defense ministry said another group of its aircraft left the Russian air base in Syria on Wednesday and is returning home.

NATO's Secretary General Jens Stoltenberg welcomed Russia's decision. In an interview with The Associated Press, he said it's a contribution to efforts to reduce military tensions and find a peaceful solution to the Syrian conflict.

Stoltenberg, who spoke during a visit to the Afghan capital of Kabul, said the consequences of the withdrawal are yet to be seen but that he "would welcome any action that reduces the military tensions in Syria."

Meanwhile, Russian President Vladimir Putin's spokesman said Moscow is satisfied with the joint work with Washington on coordinating Syria peace efforts. Dmitry Peskov said Wednesday the Syrian peace process is the main focus now for Moscow and Washington.

He hailed Washington's "readiness to coordinate those efforts." □

UE-Turquie : un pacte difficile à avaler

Les tractations étaient difficiles, jeudi soir à Bruxelles, pour boucler l'accord censé stopper l'afflux de migrants.

CHRISTIAN LEMENESTREL
BRUXELLES

CRISE MIGRATOIRE « Très compliqué à mettre en œuvre et limite vis-à-vis du droit international. » La présidente de la Lituanie, Dalia Grybauskaitė, a résumé en deux formules toute la difficulté pour faire avaliser le projet soumis aux dirigeants européens de renvoyer en Turquie tous les migrants et réfugiés de guerre syriens arrivés illégalement en Grèce.

Le président du Conseil européen, le Polonais Donald Tusk, a reconnu la difficulté de l'entreprise. « Je suis prudemment optimiste, mais à dire vrai, je suis plus prudent qu'optimiste », a-t-il souligné avant l'ouverture du sommet européen jeudi en fin d'après-midi. Angela Merkel lui a fait écho. « Je pense qu'il est possible d'avoir un accord, mais je suis prudente, car il reste beaucoup de choses à régler. » La chancelière réclame cet accord pour dissuader les réfugiés syriens de venir illégalement dans l'UE. Elle en avait négocié personnellement les conditions avec le premier ministre turc, Ahmet Davutoglu, la veille du précédent sommet, le 7 mars. La méthode avait déçu. Les Européens s'étaient donné dix jours de réflexion.

Si le principe du renvoi est accepté, sa mise en œuvre suscite encore bien des réserves morales, et les conditions posées par Ankara - levée de l'obligation de visas pour les courts séjours dans l'UE, reprise des négociations pour l'adhésion et une nouvelle assistance financière de 3 milliards d'euros - font toujours tiquer. « La Turquie demande beaucoup. Je n'accepterai pas une négociation qui ressemble à une forme de chantage », a ainsi averti le premier ministre belge, Charles Michel. « L'accord proposé n'est pas convaincant, malgré toutes les garanties reçues », a renchéri son homologue luxembourgeois Xavier Bettel, juriste de formation. Et les prises de position de certains dirigeants limitent la marge de manœuvre. « Aucune concession ne sera faite à la Turquie en matière de droits de l'homme ou sur les critères pour la libéralisation des visas », a averti François Hollande.

L'enjeu est la reconnaissance de la Turquie comme « pays sûr » par la Grèce pour permettre les renvois. Donald Tusk va devoir trouver la formule qui ménage toutes les susceptibilités. « L'accord devra

« Je n'accepterai pas une négociation qui ressemble à une forme de chantage »

CHARLES MICHEL, PREMIER MINISTRE BELGE



Angela Merkel, David Cameron, François Hollande (de dos) et le président chypriote Nicos Anastasiades, jeudi à Bruxelles.

être accepté par tous, être conforme au droit international et aider effectivement à résoudre la crise », a-t-il rappelé. « Des progrès sont enregistrés, mais deux obstacles majeurs demeurent : la légalité des renvois et les objections de Chypre », confiait l'entourage du président du Conseil.

Un premier tour de table jeudi soir pendant le dîner de travail devait fixer les lignes rouges des Européens. Donald Tusk devait ensuite retrouver le premier mi-

nistre turc, attendu à Bruxelles vers minuit, pour « tenter de déblayer le terrain » avant le petit-déjeuner décisif vendredi. « Il faut s'attendre à des discussions difficiles », a reconnu son entourage. Mais l'UE n'a pas d'autre option qu'un accord. « Il n'y a pas d'alternative », a averti le premier ministre des Pays-Bas, Mark Rutte, dont le pays assure la présidence semestrielle de l'UE. « La Grèce est dans une situation très difficile et nous devons parvenir à un accord vendredi », a-t-il insisté. ■

Les points épineux de l'accord avec Ankara

JEAN-JACQUES MEVEL @jjmevel
CORRESPONDANT À BRUXELLES

MALGRÉ leurs états d'âme, les Vingt-Huit ont souscrit au précepte central du pacte négocié avec la Turquie : le coup d'arrêt à l'exode en mer Égée, le renvoi de « tout migrant nouvellement arrivé dans les îles grecques » et, en retour, l'accueil volontaire sur le sol européen de quelques milliers de Syriens réfugiés en Turquie. Sur le fond, aucun des chefs d'État et de gouvernement ne s'y est opposé frontalement. Le diable est dans les détails. Au-delà d'une inépuisable controverse sur l'inhumanité, voire le cynisme de l'expulsion massive de réfugiés naguère reçus à bras ouverts, quatre écueils au moins peuvent faire chavirer l'accord et sa mise en œuvre.

► La légalité du renvoi

Les juristes n'ont cessé de se déchirer sur la conformité du plan Merkel-Da-

avutoglu aux conventions de Genève, elles-mêmes intégrées aux traités de l'UE. La contradiction surgit noir sur blanc dans les textes soumis au sommet. D'un côté, l'objectif est de renvoyer « tout migrant nouvellement arrivé » vers la Turquie, dernier pays de transit. De l'autre, les Européens assurent que tout demandeur d'asile verra son dossier instruit « individuellement », sans préjuger de l'aboutissement. Comme souvent, l'affaire se traitera dans une zone grise. Un recours au juge est-il suspensif ou non ? S'il ne l'est pas, le recalé sera réexpédié en Turquie bien avant que la justice grecque ne se prononce. Les experts européens assurent aussi qu'avant d'être « légitime », une demande d'asile doit être « recevable ». Pour les Syriens, ce ne serait plus le cas parce qu'ils auraient raté leur chance d'obtenir une protection, en Turquie. En clair, l'examen sera individuel mais le résultat le plus souvent expéditif et couru d'avance.

► L'hypothèque chypriote

Le président Nicos Anastasiades sera demain à la table d'Ahmet Davutoglu, mais la Turquie ne reconnaît pas l'existence de la République de Chypre, membre de l'UE depuis 2004. L'armée turque occupe la moitié nord de l'île. De part et d'autre de la « ligne verte », les négociations sont en cours sur une possible réunification. Elles avancent, sous l'égide de l'ONU. Mais Nicosie s'inquiète de tout dégel turco-européen qui se ferait dans son dos. C'est le cas du pacte Merkel-Davutoglu, et précisément de la volonté d'Ankara de relancer la procédure d'adhésion à l'UE en échange de son aide sur les réfugiés. Le dernier compromis prévoit de « préparer dès que possible » l'ouverture de nouveaux volets de la négociation. Aucun sujet n'est précisé, aucune date arrêtée. Nicosie bloque depuis 2009 six « chapitres » décisifs. Il se dit « ouvert au compromis ». Mais à tout moment, il peut aussi recourir à l'arme absolue : opposer son veto à une avancée, et torpiller le pacte du même coup.

► La question des visas

La perspective d'adhésion ouverte à

la Turquie est une promesse de très longue haleine. « Je ne la vois pas se produire dans les dix années qui viennent », assure Jean-Claude Juncker. C'est une concession quasi immédiate, et certains disent dérangeante, qui déclenche une levée de boucliers : la fin de visas imposés aux ressortissants turcs qui se rendent en Europe pour 90 jours ou moins. Elle était programmée pour octobre. Il est question qu'elle soit décidée en avril et appliquée fin juin. Pour la Turquie, c'est une question de fierté. Pour la France et pour l'Autriche, deux pays où l'extrême droite caracole en tête, c'est dur à avaler. Vienne craint que le durcissement du régime Erdogan et son conflit ouvert avec la minorité kurde ne déclenchent une vague d'immigration. La fin des visas est liée au respect par Ankara de 72 critères techniques, policiers et politiques. « Tous doivent être respectés », insiste François Hollande. Les Vingt-Huit devraient alors valider cette concession, tout comme le Parlement européen où le président turc compte peu d'amis.

► La responsabilité grecque

Avec la fermeture de la route des

Balkans, c'est Athènes qui supporte désormais seul le poids des nouveaux arrivants dans l'Union européenne. Le pacte UE-Turquie y ajouterait une charge écrasante : le traitement individuel de chaque dossier, le rendu de la décision et la logistique du retour. Les Européens ne ménagent pas leurs promesses de soutien. La question est de savoir si l'opération envisagée est tout simplement réaliste. Il a fallu un an pour que la Grèce installe des contrôles crédibles à l'arrivée, dans ses îles. Cette fois, elle n'aurait que peu de jours pour mobiliser des policiers, des interprètes, des juges, pour installer des tentes, les conteneurs et les centres de détention, et pour finir de trouver les moyens de transport. Un responsable précise : « Le couperet doit tomber dès la décision annoncée, si l'on veut éviter un dangereux appel d'air de plus en mer Égée. » ■

AFP

Les Kurdes syriens, partenaires appréciés des Etats-Unis (chef du Pentagone)

Washington, 17 mars 2016 (AFP)

LES KURDES SYRIENS qui viennent de proclamer une région fédérale contre l'avis de Washington restent des partenaires militaires très appréciés des Etats-Unis, a souligné jeudi le ministre américain de la Défense Ashton Carter.

"Ils se sont montrés d'excellents partenaires pour nous sur le terrain pour combattre le groupe Etat islamique", a-t-il indiqué devant la commission des forces armées du Sénat, à Washington.

"Nous leurs en sommes reconnaissants et nous voulons continuer" ce partenariat, tout "en admettant les complexités de leur rôle régional", a poursuivi M. Carter.

Les Etats-Unis ont prévenu mercredi qu'ils ne reconnaîtraient pas la création en Syrie de la région autonome et unifiée que les Kurdes ont décidé de proclamer.

Washington estime que tout modèle de fédéralisme pour la Syrie devrait être issu des pourparlers pour un règlement du conflit en cours de Genève. Mais aucune des parties représentant la minorité kurde ne participe à ces pourparlers, en raison de l'opposition de la Turquie.

Les Kurdes syriens ont joué un rôle crucial dans le combat contre le groupe Etat

islamique (EI) en Syrie, constituant le fer de lance des forces qui ont repris du terrain aux jihadistes dans le nord-est du pays.

Ils restent très largement dominants dans les Forces démocratiques syriennes (FDS), la coalition arabo-syrienne soutenue par les Etats-Unis.

Le Pentagone estime toutefois que les combattants arabes sont de plus en plus nombreux à rejoindre cette coalition.

"Il y a un mois, je vous aurais dit qu'ils (les combattants arabes, ndlr) étaient 2.500, mais aujourd'hui je peux vous dire qu'ils sont 5.000", a expliqué au côté d'Ashton Carter le général Joe Dunford, le chef d'état-major inter-armées américain.

Plus cette coalition remporte de victoires sur le terrain, "plus il y a de gens qui veulent nous rejoindre", a ajouté le général Dunford, évoquant un effet "boule de neige".

Les FDS, aidées par des forces spéciales américaines, ont conquis récemment Chaddadé dans le nord-est de la Syrie, un bastion jihadiste considéré comme stratégique.

Selon le général Dunford, elles comptent aujourd'hui au total, tous groupes confondus, "de 10 à 15.000 hommes", plus une réserve estimée de "20 à 30.000 hommes".

AFP

Irak: deux nouveaux décès d'enfants suite à une attaque chimique de l'EI

Kirkouk (Irak), 18 mars 2016 (AFP)

DEUX NOUVEAUX enfants sont décédés des suites de blessures subies lors d'une attaque chimique perpétrée la semaine dernière par des jihadistes dans le nord de l'Irak, a indiqué vendredi un responsable local.

Ces décès porte à trois le nombre d'enfants tués après cette attaque du groupe Etat islamique (EI) sur la ville Taza, touchée le 9 mars par une salve de roquettes chargées de chlore selon des responsables locaux et de gaz moutarde selon d'autres.

Ces projectiles avaient été tirés de la ville voisine de Bashir, tenue par l'EI bien que située dans une zone au sud de Kirkouk où sont déployées des forces kurdes et des milices chiites.

"Nous avons enregistré le décès (vendredi) d'une fille de 10 ans", a affirmé

Hussein Abbas, le maire de Taza, qui a ajouté qu'un bébé de six mois était mort jeudi des suites de complications.

Une fillette de trois ans avait en outre perdu la vie peu de temps après l'attaque. Des sources du centre médical de Kirkouk et des ONG locales ont confirmé ces décès.

Selon M. Abbas, le nombre de personnes examinées pour des brûlures, des irritations de peau et des problèmes respiratoires a atteint 1.500.

Près de 25.000 personnes ont fui leur maison dans et aux alentours de Taza, de peur d'une nouvelle attaque, a-t-il dit.

Les échantillons prélevés après l'attaque sont toujours en cours d'analyse. L'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques (OIAC), basée à La Haye, peut mettre plusieurs mois à publier des résultats définitifs.

Le Premier ministre Haider al-Abadi a promis que l'attaque chimique "ne resterait pas impunie" et plusieurs raids aériens ont été menés sur Bashir ces derniers jours.

Mais les tensions entre forces kurdes et milices chiites dans la zone compliquent la lutte contre les jihadistes de l'EI, qui se sont emparés en 2014 de vastes pans du territoire au nord et à l'ouest de Bagdad.

Les représentants des Kurdes reçus à l'Hôtel de Ville

21 Mars 2016
www.leparisien.fr

A l'occasion du Nouvel An kurde, Anne Hidalgo, la maire (PS) de Paris et Patrick Klugman, son adjoint en charge des relations internationales, recevront ce lundi soir à l'Hôtel de Ville, Kendal Nezan, président de l'Institut kurde, et Sirwan Barzani, général en chef de peshmergas.

Cette rencontre est destinée à marquer le soutien de la Ville de Paris aux populations victimes de la guerre en Irak. Plusieurs aides d'urgence ont déjà été allouées par la mairie aux habitants du Kurdistan. En octobre, Anne Hidalgo s'est par ailleurs rendue à Erbil pour « soutenir les autorités locales qui luttent contre Daech et dialoguer avec les ONG et les réfugiés ». ♦



Hôtel de Ville (IVe). A l'occasion du Nouvel An kurde, Anne Hidalgo, la maire (PS) de Paris, a reçu ce lundi Kendal Nezan, président de l'Institut kurde, et Sirwan Barzani, général en chef de peshmergas. (LP/Joffrey Vovos.)

Syrie: les Kurdes défendent à Moscou leur projet fédéral

21 Mars 2016 Par AFP
<http://www.lexpress.fr>

Le représentant des Kurdes syriens à Moscou a défendu lundi la proclamation d'une région fédérale kurde dans le nord de la Syrie, un projet qui suscite autant l'opposition du régime de Damas que des rebelles syriens.

"Nous n'aspirons pas à créer une zone autonome exclusive à la nation kurde", a justifié Rodi Osman, le directeur du bureau de représentation des Kurdes syriens en Russie.

"Nous visons à instaurer un régime fédé-

ral, démocratique et laïque dans lequel toutes les composantes de la société syrienne pourront se retrouver et par lequel ils se sentiront représentés", a-t-il poursuivi.

Les Kurdes de Syrie et leurs alliés ont proclamé jeudi un "système fédéral" unissant les zones sous leur contrôle dans le nord du pays, un modèle qu'ils espèrent voir s'appliquer à l'ensemble du territoire après la fin de la guerre.

Cette initiative inédite s'apparente à une autonomie de facto pour les plus de 10% du territoire syrien et les trois-quarts de sa fron-

tière avec la Turquie que contrôlent les groupes combattants kurdes.

Considérés comme l'une des forces les plus actives dans la lutte contre l'organisation Etat islamique (EI), les Kurdes syriens sont tenus à l'écart des pourparlers de paix indirects qui se tiennent actuellement à Genève sous l'égide de l'ONU, notamment en raison de l'opposition farouche de la Turquie qui considère le mouvement comme "terroriste" et craint les répercussions au niveau de sa propre communauté kurde.

Les Kurdes syriens ont ouvert en février un bureau de représentation à Moscou et annoncé leur intention d'en ouvrir à Washington, Berlin, Paris et dans plusieurs pays arabes. ♦

La Ligue arabe rejette le projet fédéral kurde en Syrie

Le Caire, 21 mars 2016 (AFP)

LA LIGUE ARABE a rejeté lundi la proclamation par les Kurdes de Syrie d'une région fédérale dans le nord du pays en guerre, estimant que de tels "appels séparatistes portaient atteinte à l'unité de la Syrie".

Les Kurdes de Syrie et leurs alliés ont proclamé jeudi un "système fédéral" unissant les zones sous leur contrôle dans le nord du pays.

Cette initiative inédite, qui s'apparente à une autonomie de facto, a été immédiatement rejetée par l'opposition et le régime syriens, qui négocient actuellement à Genève pour tenter de trouver une solution politique à cinq ans d'un conflit qui a fait plus de 270.000 morts.

"La Ligue arabe refuse ces appels séparatistes qui portent atteinte à l'unité de la Syrie", a indiqué lundi au Caire le secrétaire-général adjoint de la Ligue arabe,

Ahmed Ben Helli. "L'unité et l'intégrité territoriale de la Syrie sont pour la Ligue un principe fondamental".

Les Kurdes syriens, qui contrôlent désormais 14% du pays et les trois-quarts de la frontière syro-turque, ne sont pas associés aux pourparlers de Genève en raison notamment de l'opposition farouche de la Turquie, qui considère leurs forces comme "terroristes" et craint les répercussions sur sa propre communauté kurde.

Le projet kurde en Syrie vise à unir les trois "cantons" kurdes (Afrine, Kobané et Jaziré) et les zones récemment conquises par les forces kurdes dans le nord syrien.

Les Etats-Unis soutiennent les Kurdes syriens dans leur lutte contre le groupe Etat islamique (EI) mais ont prévenu qu'ils ne reconnaîtraient pas la création d'une région unifiée et autonome kurde en Syrie. ●

En Irak, le barrage de Mossoul menace de rompre

— La compagnie italienne Trevi a signé début mars un contrat pour sécuriser le barrage « le plus dangereux du monde ».

— Rien ne permettra de garantir à long terme la sécurité de ce barrage, selon le géologue irakien Nadhir Al Ansari.

« Les autorités américaines ont tout à fait raison de tirer la sonnette d'alarme. L'état du barrage de Mossoul est extrêmement critique », s'inquiète le géologue irakien de l'université technique suédoise de Lulea, Nadhir Al Ansari, co-auteur d'un dossier spécial sur ce barrage, paru l'an dernier dans la revue scientifique *Journal of Earth Sciences and Geotechnical Engineering*.

Depuis fin janvier, les Américains multiplient les déclarations alarmistes sur les risques de rupture du barrage, anciennement dénommé barrage Saddam, situé à une soixantaine de kilomètres en amont de Mossoul, fief des djihadistes de Daech depuis juin 2014. Samantha Power, l'ambassadrice des États-Unis à l'ONU, a lancé le 9 mars un appel à une mobilisation internationale pour « empêcher une catastrophe humanitaire de proportions gigantesques ».

Si ce barrage de 113 mètres de haut et 3,6 km de long, lourd de plus de 11 km³ d'eau, venait à rompre, il donnerait lieu à un scénario d'apocalypse arrachant la vie

Si ce barrage venait à rompre, il donnerait lieu à un scénario d'apocalypse.

à 500 000 personnes. L'eau se déverserait à raison de 551 000 m³ par seconde, et formerait une vague monstrueuse de 54 mètres de haut, selon les calculs publiés par les géologues. Ce mur d'eau s'élèverait encore à 24 mètres quand, quatre heures plus tard, il engloutirait Mossoul, puis déclinerait mais ravagerait la vallée du Tigre jusqu'à Tikrit, et même Bagdad à 638 km à l'aval du barrage.

Le premier ministre, Haider Al Abadi, a demandé à la compagnie italienne de travaux publics Trevi d'« accélérer » son calendrier

pour démarrer au plus vite les travaux de maintenance et de sécurisation du barrage. Le contrat a été signé le 2 mars pour un montant de 273 millions d'euros. Pour l'heure, l'entreprise italienne se fait discrète sur l'envoi sur place, à une échéance non communiquée, de plus de 450 ingénieurs et techniciens après que le site, actuellement gardé par des peshmergas – les combattants kurdes –, aura été protégé par des forces militaires italiennes.

Pourquoi le barrage se fait-il si menaçant ? « Les problèmes géologiques ont été sous-estimés avant même sa construction », explique Nadhir Al Ansari. Ce barrage qui alimente en eau et électricité le nord du pays repose sur un sol de roches solubles de marne, gypse et calcaire. Dès la construction, de 1981 à 1986, par le consortium dirigé par le groupe allemand Hochtief, les problèmes d'infiltration et de formation de cavités se sont fait jour, obligeant à renforcer en permanence les soubassements de l'édifice. « 95 000 tonnes de matériaux ont été injectées de 1986 à 2014 », totalise Nadhir Al Ansari. Un travail

de Sisyphe. Dans un premier rapport publié en 2007, les ingénieurs de l'armée américaine avaient alerté sur les défaillances du barrage qu'ils avaient alors qualifié de « plus dangereux du monde ». Leur nouveau rapport rendu public le 9 février dernier fait état de dégradations plus importantes qu'attendu. Déjà en 2011, l'expertise menée sur place par Nadhir Al Ansari avait révélé la formation de nombreuses cavités

au fond du réservoir atteignant jusqu'à 30 mètres de diamètre et 20 mètres de profondeur. Or le barrage, qui contraint à une assistance technique à vie, n'a plus aucune maintenance depuis que Daech a volé le matériel et fait fuir le personnel en août 2014. « Nous approchons de la période critique du printemps, le barrage va se remplir au maximum en avril-mai avec la fonte des neiges, cela augmentera la pression de l'eau sur la structure », s'inquiète le géologue.

Du 19 au 20 avril prochain, les scientifiques organisent un symposium international à Rome. S'ils ju-

gent chimérique de garantir à long terme la sécurité du barrage, ils préconiseront des travaux immédiats de maintenance et un plan d'évacuation d'urgence des populations – jusqu'ici inexistant.

Ils recommanderont également de relancer la construction du barrage tampon de Badush, entamée en 1988 et interrompue en 1991 à cause de l'embargo imposé à l'Irak. Situé entre celui existant et la ville de Mossoul, il devait permettre de retenir la vague en cas de rupture de la structure.

Marie Verdier



Des ouvriers tentent de consolider le barrage de Mossoul en février. Azad Lashkari/Reuters

Repères

Mossoul, ville assiégée

Mossoul : deuxième ville d'Irak est située sur les rives du Tigre dans le nord du pays, au cœur d'une région de production de pétrole.

Population : estimée à 2,5 millions d'habitants en 2014.

10 juin 2014 : Daech prend le contrôle de la ville, avec la complicité d'anciens membres du parti Baas de Saddam Hussein. Plusieurs centaines de milliers de personnes fuient, notamment les minorités chrétiennes,



yézidiés, kurdes, etc., persécutées par Daech.

Barrage de Mossoul : tombé aux mains de Daech, il a été repris par les combattants kurdes soutenus par des frappes aériennes américaines le 17 août 2014.

Assad reprend Palmyre à l'État islamique



Appuyées par l'aviation russe, les forces syriennes et leurs milices alliées ont chassé l'État islamique de la ville antique.

ADRIEN JAULMES [@AdrienJaulmes](#)

SYRIE Les forces gouvernementales syriennes ont chassé dimanche l'État islamique de Palmyre, la ville oasis du désert. Appuyés par l'aviation et les hélicoptères russes, l'armée syrienne et ses alliés du Hezbollah libanais, qui constituent dorénavant les troupes de choc du régime, se sont d'abord emparés des ruines de la ville antique, avant de marcher sur la Palmyre moderne, l'actuelle Tadmor. Les djihadistes se sont repliés vers l'est, en laissant derrière eux de nombreux engins piégés et mines. L'aviation russe menait hier des raids contre les combattants islamistes en fuite sur les routes de l'est de la ville. La base aérienne de Palmyre a aussi été reprise par le régime.

D'après l'Observatoire syrien des droits de l'homme, les combattants de l'État islamique étaient toujours présents dimanche dans certains faubourgs à l'est de la ville, mais selon les sources militaires syriennes, l'armée et les milices alliées contrôlaient dimanche l'ensemble de l'agglomération de Palmyre. Le directeur de l'Observatoire, Rami Abdelrahman, a annoncé que l'État islamique avait perdu 400 combattants dans la bataille, contre environ 180 soldats pour le régime et ses alliés.

Bachar el-Assad a salué la victoire de ses troupes et la reprise d'une ville qui avait été perdue par son armée en mai dernier. « La libération de la cité historique de Palmyre est un événement important et une nouvelle preuve du succès de la stratégie suivie par l'armée syrienne et ses alliés dans la guerre contre le terrorisme »,

« Palmyre sera la base à partir de laquelle s'étendront les opérations militaires contre l'État islamique »

UN COMMANDEMENT SYRIEN

a-t-il dit en recevant une délégation comprenant des parlementaires français. La chute de Palmyre est une importante victoire remportée par la coalition syro-russo-iranienne. Bachar el-Assad et Vladimir Poutine confortent ainsi symboliquement leur position de principal adversaire de l'État islamique et renforcent leur statut d'interlocuteurs incontournables pour toute solution négociée à la longue guerre syrienne.

La reprise de l'ancienne capitale de la reine Zénobie par l'armée de Bachar et ses alliés est aussi un camouflet pour les Occidentaux, dont les frappes aériennes n'ont eu que des effets limités en comparaison avec l'intervention russe, coordonnée avec les forces terrestres du régime.

Palmyre, ville mondialement célèbre pour ses ruines antiques, ensemble de temples et de colonnades gréco-romaines, avait été conquise par les djihadistes de l'État islamique en mai 2015. Les islamistes ont dynamité plusieurs monuments, dont le temple de Bél et de Baalshamin, et détruits de nombreuses statues et tombeaux. Le théâtre antique a été utilisé pour filmer des mises à mort de prisonniers. Mais Palmyre est aussi une importante position stratégique. La reprise de cette ville et de sa base aérienne ouvre ainsi à l'armée syrienne et à ses alliés la route du désert qui mène vers Deir ez-Zor et Raqqa, les deux bastions du califat

transfrontalier d'al-Baghdadi en Syrie. « Palmyre sera la base à partir de laquelle s'étendront les opérations militaires contre l'État islamique sur plusieurs axes, notamment Deir ez-Zor et Raqqa », a annoncé le commandement syrien dans un communiqué diffusé par l'agence officielle Sana. Le but est de « resserrer l'étau autour de ces terroristes, de couper leurs lignes de ravitaillement et de reprendre les territoires sous leur contrôle pour mettre fin à leur existence » en Syrie, a-t-il ajouté.

Pour l'État islamique, la chute de Palmyre est un revers symbolique d'envergure. Outre la perte d'une position qui lui assurait le contrôle du désert, l'organisation terroriste voit écorner sa réputation d'invincibilité, construite à grand renfort d'atrocités habilement médiatisées. La défaite de ses combattants pourrait avoir le même effet démultiplicateur, encourageant ses ennemis à resserrer leur étau.

Le président russe, Vladimir Poutine, a félicité par téléphone Bachar el-Assad pour la reprise de la ville. Assad « a donné une haute appréciation à l'aide apportée par les forces aériennes russes et souligné que des progrès comme la libération de Palmyre n'auraient jamais été possibles sans le soutien de la Russie ». Poutine a poursuivi, en assurant une fois de plus que « malgré le retrait de la partie majeure du contingent russe de Syrie, les forces armées russes vont continuer d'aider les autorités syriennes dans la lutte contre le terrorisme et dans la libération de leur sol des groupes extrémistes ». Poutine s'est aussi entretenu par téléphone avec la directrice générale de l'Unesco, Irina Bokova, pour « l'informer que des représentants du contingent russe allaient participer au déminage de cette ville ancienne avec les militaires syriens », selon le porte-parole du Kremlin. ■



REUTERS

Syria's Kurds rebuked for seeking autonomous region

RMEILAN, Syria — March 17, 2016

By Rodi Said — REUTERS

SYRIA'S KURDISH-controlled northern regions voted to seek autonomy on Thursday, drawing rebukes from the Damascus government, neighboring power Turkey and Washington over a move that could complicate U.N.-backed peace talks.

The vote to unite three Kurdish-controlled provinces in a federal system appears aimed at creating a self-run entity within Syria, a status that Kurds have enjoyed in neighboring Iraq since the fall of Saddam Hussein in 2003.

The proclamation is an open challenge to many of the sides in Syria's five-year-old civil war, as well as their international sponsors, who have mainly been battling for control of what they say must remain a unified state.

The Kurds, who enjoy U.S. military support, have beaten back Islamic State fighters to control swathes of northern Syria, but the main Syrian Kurdish party, the PYD, has so far been excluded from peace talks that began this week in Geneva.

The three Kurdish-controlled regions agreed at a conference in Rmeilan in northeast Syria to establish the self-administered "federal democratic system of Rojava - Northern Syria", officials announced. Rojava is the Kurdish name for north Syria.

Officials said at a news conference they intended to begin preparations for a federal system, including electing a joint leadership and a 31-member organizing committee which would prepare a "legal and political vision" for the system within six months.

A document seen by Reuters, issued at the meeting, said the aim was to "establish democratic self-administered regions which run and organize themselves ... in the fields of economy, society, security, healthcare, education, defense and culture."

SWIFT TO DENOUNCE

Both the government of President Bashar al-Assad and Turkey, a regional heavyweight that is one of Assad's strongest enemies, were swift to denounce the declaration.

"Any such announcement has no legal value and will not have any legal, political, social or economic impact as long as it does not reflect the will of the entire Syrian people," state news agency SANA cited a foreign ministry source as saying.

An official in Turkey said: "Syria must remain as one without being weakened and the Syrian people must decide on its future in agreement and with a constitution. Every unilateral initiative will harm Syria's unity."

Even Washington, which has backed Kurdish fighters with air strikes on Islamic State targets, was displeased.

"We don't support self-ruled, semi-autonomous zones inside Syria. We just don't," said State Department spokesman John Kirby.

"What we want to see is a unified, whole Syria that has in place a government that is not led by Bashar al-Assad, that is responsive to the Syrian people. Whole, unified, nonsectarian Syria, that's the goal."

Turkey fears growing Kurdish sway in Syria is fuelling separatism among its own minority Kurds, and considers the main Syrian Kurdish militia to be an ally of the PKK, which has fought an insurgency for Kurdish autonomy in southeast Turkey.

The PYD has consistently said it wants a model of decentralized govern-



Bureau members of a preparatory conference to announce a federal system discuss a 'Democratic Federal System for Rojava - Northern Syria' in the Kurdish-controlled town of Rmeilan, Hasaka province, Syria March 16, 2016.

Reuters/Rodi Said

ment for Syria, not partition. The document agreed on Thursday stressed that the federal system would "guarantee the unity of Syrian territory".

Nawaf Khalil, a former PYD official, played down parallels between Kurdish aspirations in Syria and Iraq, saying Thursday's announcement was a joint move taken together with the region's other ethnic communities.

"The experience resulted from discussions with Arabs and Assyrians, Chechens, Armenians, Turkmen. There is a special case in Rojava, it is not like the path taken in Iraq," he said.

KURDISH CONTROL

Syrian Kurds effectively control an uninterrupted stretch of 400 km (250 miles) along the Syrian-Turkish border from the Euphrates river to the frontier with Iraq. They also hold a separate section of the northwestern border in the Afrin area.

The areas are separated by roughly 100 km (60 miles) of territory, much of it still held by Islamic State.

A U.S.-backed force which includes Kurdish YPG fighters has been battling Islamic State and other militants, making some gains in Raqqa, Hasaka and Aleppo provinces. Kurdish official Idris Nassan said those "liberated" areas were included in Thursday's agreement.

On Saturday, Syria's government in Damascus ruled out the idea of a federal system for the country, just days after a Russian official said that could be a possible model. Russia's five-month military intervention in Syria helped turn the tide of Syria's war back in Assad's favor.

President Vladimir Putin, who has announced the withdrawal of most Russian forces, said on Thursday Moscow's intervention had created the conditions for Syria's peace process.

The United Nations Syria envoy Staffan de Mistura, who is convening the peace talks in Geneva, suggested last week that a federal model for Syria could be discussed during negotiations.

"All Syrians have rejected division (of Syria) and federalism can be discussed at the negotiations," he told Al Jazeera television. ●

Families search for missing loved ones in Turkey's embattled Kurdish capital



Parts of Sur, which is a UNESCO cultural heritage site, have been levelled



Family members of the missing look for consolation and help at the cultural center

Diego Cupolo, Diyarbakir / 19.03.2016
<http://www.dw.com>

Dozens are unaccounted for in Diyarbakir, Turkey's largest Kurdish city, where government forces are clashing with PKK-linked militias. The families of the missing are desperate for answers, reports Diego Cupolo.

A woman holds a portrait of her missing daughter in the Dicle Firat Cultural Center

It's been 10 days since Shakir Goklap last heard from his brother. He was last seen in Sur, a district of Diyarbakir where heavy fighting continues between Turkish forces and PKK-linked militants. Goklap fears his brother was one of seven people trapped in a collapsed building on Sunday.

Next to him sits Beritan Irlan, a young woman whose friend was stuck in the same building. Irlan explains she received a call from her friend as bulldozers cleared away the rubble.

"She said they had no weapons and that soldiers were about to enter the building," Irlan said. "She asked us to help her and then the line disconnected."

Later that day, Turkish news reports confirmed seven people were killed in Sur as a picture of a man lying face down next to a rifle, his body mangled after being run over by a tank, surfaced on the Internet.

Goklap and Irlan now join dozens of families who gather daily at Diyarbakir's Dicle Firat Cultural Center, where they hold protests demanding the government return the bodies of more than 40 people who have gone missing during ongoing military operations in the city center.

'ONE PIECE OF BONE'

As mothers stream in and out of the center with vacant stares, Mahmut Simsek, a manager at Dicle Firat, explains that some families have been searching for their relatives for more than two or three months.

"There are mothers who are looking for one piece of a bone from their children," said Mahmut Simsek, a manager at the cultural center. "They

just want to give them a proper burial, even if they only have a piece of their body."

Framed portraits of the missing line the walls in the cultural center, where some have begun hunger strikes in their latest effort to prompt government action. Speaking over a cup of tea, Goklap said he recently went to a local morgue to try to identify his brother, but the corpses were so mutilated and burnt that they were beyond recognition.

"You couldn't see who was a man and who was a woman," Goklap said.

Out of 16 families visiting the morgue that day, Goklap said only one was able to identify a relative.

ONGOING CONFLICT

Despite a government announcement on March 9 stating military operations were winding down in Diyarbakir, heavy street fighting continues in the historic Sur district. Automatic gunfire can be heard daily, and explosions echo through the narrow streets, as militias linked to the Kurdistan Workers Party (PKK) battle Turkish special forces.

The conflict is now spreading to new neighborhoods, such as Baglar, where curfews have been issued, banning all civilians from areas under fire.

The impact on the local population has been heavy. A report issued by the International Crisis Group on Thursday said more than 350,000 civilians had been displaced in southeast Turkey and at least 250 killed since the conflict escalated late last year.

Fighting resumed after a two-and-half-year-long ceasefire fell through, and state curfews were issued in cities throughout the nation's southeastern region, where the majority of Kurds in Turkey reside.

Kurdish militias have been at war intermittently with the Turkish government since the 1980s, when Abdullah Ocalan formed the PKK with ambitions to create an autonomous Kurdish state and expand the rights of the Kurdish people, who are the largest stateless ethnic group in the world.

CIVILIAN CASUALTIES

Caught in the crossfire are civilians in urban areas, where much of the fighting has taken place. Back in the cultural center, Fatma Akmere holds a portrait of her 28-year-old son as she rocks back and forth in her chair. She said he had recently married and was preparing to start a family when the curfew began.

Two months ago, he returned to his home in Sur to retrieve boxes of clothes and never returned. His body has yet to be recovered.

"They told me they killed my son in his home, and then they told me he was a terrorist," Akmere said. "How can they say people inside their homes are terrorists? He was not a terrorist."

As the conflict rolls into spring, stories of human rights abuses multiply, and media access is largely restricted in Diyarbakir and other cities under fire.

Last week, 23 bodies retrieved from government forces showed signs of torture. Some had been left in the streets so long that dogs and cats began to feed on them, said Sibel Yigitalp, a member of Parliament and deputy of Diyarbakir for the Peoples' Democratic Party (HDP), a pro-Kurdish left-wing political group.

"This is the way the government answers the demands of Kurds," Yigitalp said.

Overseeing the protest at the cultural center, manager Mahmut Simsek says he has never felt so useless.

"It is difficult to listen to the sound of bombs and shooting all day long and to know people are losing lives and houses are falling down on them," Simsek said. "I feel so like I cannot do anything to stop this from happening."

The international community will eventually respond to President Recep Tayyip Erdogan's operations in southeast Turkey, Simsek reflected.

"I remember when Saddam Hussein said, 'What is the law? I am the law,'" he explained. "Now we are hearing a similar message from Erdogan, so I believe his end is coming soon. God willing." ♦



Des déplacés chrétiens de Ninive assistent à une messe de Pâques dans l'église Mar Oda, à Ankawa, près d'Erbil, en Irak. ÉMILIE NNE MALFATTO POUR LE FIGARO

Un repas pascal à Erbil entre joie et amertume

ÉMILIE NNE MALFATTO @emalfatto
ERBIL (KURDISTAN IRAKIEN)

IL FAUT BIEN faire comme si. Le regard de Douraïd Suleïman Aziz reste sombre. « C'est Pâques, alors il faut bien faire comme si on était heureux. Mais à l'intérieur, que voulez-vous, j'ai tout perdu, comment pourrais-je être joyeux ? » Après bientôt deux ans d'exil, depuis qu'il a dû quitter Mossoul où il était un sculpteur reconnu, l'amertume de Douraïd semble à son comble en ce week-end pascal dans une banlieue poussiéreuse d'Erbil, capitale du Kurdistan irakien.

À la sortie d'Ankawa, faubourg chrétien de la ville, des dizaines de personnes sont rassemblées dans un grand bâtiment en construction. Une église de fortune, parpaings et piliers de béton nu. Des soldats kurdes, kalachnikov à l'épaule, sont postés près de l'entrée. Le bâtiment, baptisé « Mar Oda hall », a longtemps servi d'abri aux familles chrétiennes déplacées par l'avancée de Daech. Depuis quelques mois, on y célèbre des messes. Les déplacés, eux, habitent maintenant en majorité dans le camp voisin, « Ashti 2 ». Quelques-uns ont les moyens de louer un appartement - mais, pour la plupart, les conditions de vie restent dramatiques.

Les chrétiens, qui étaient un million en Irak au moment de la première guerre du Golfe, en 1991, ne seraient plus aujourd'hui que 400 000. Et, sur toutes les lèvres, se forme le même désir : quitter le pays. C'est notamment le souhait de Liwa Haddo. Mais ce photographe de 45 ans a, lui, le sourire et le rire facile. « On vient de Mossoul, de chez Daech », raille-t-il. Il préfère célébrer Pâques ici, dans cette église qui

n'en est pas vraiment une, que dans les conditions « d'avant ». Car Mossoul, ville gangrenée depuis des années par la violence, n'avait pas attendu Daech pour être dangereuse. « On habitait dans le centre de la ville, et on n'osait pas sortir pour aller à la messe, explique-t-il en caressant les têtes de ses deux fillettes, Elizabeth et Eline, accrochées à ses jambes. Il y avait trop de violence, on ne se sentait pas libres. Alors, même si on est déplacés, c'est mieux d'être ici. »

À Ankawa, Pâques se fête ouvertement, et en masse. Pour le vendredi saint, les nombreuses églises du quartier sont restées ouvertes une bonne partie de la nuit, les fidèles défilant devant un cerceau où reposait une statue de Jésus. Samedi, les lieux de culte étaient complets pour la messe du soir, de 21 heures à minuit. À Mar Youssif, principale église chaldéenne (catholique) d'Ankawa, des centaines de personnes étaient rassemblées dans la nef, et des retransmissions en direct avaient lieu dans des annexes du bâtiment.

Fawzi, son épouse Ghanima et leurs fils Fadi et Fanar avaient réussi à s'y ménager une place. Tous sur leur trente-et-un, talons hauts, costume cravate. À minuit, quand la messe - célébrée en araméen - a pris fin, ils ont embrassé famille et amis en se souhaitant « joyeuses Pâques » : « brikheïdekh » en araméen.

« J'ai été surpris qu'il n'y ait pas de contrôle de sécurité pour rentrer dans l'église », note Fawzi le lendemain, dimanche de Pâques, au déjeuner. « Si quelqu'un avait voulu faire un attentat, il y aurait eu beaucoup de victimes ». Chez les chrétiens d'Ankawa, l'idée d'une menace, même fantasmée, n'est jamais loin...

Malgré les plaisanteries, le patcha

- plat traditionnel pascal à base de tripes - et la bouteille de bière qui circule à la ronde, il y a quelque chose de pesant autour de la table. « Ici, quand un problème finit, un autre surgit, lâche soudain Fadi, 26 ans. Il n'y a que ça : des problèmes. Alors quel futur puis-je avoir ici ? » La famille, établie à Erbil depuis plus de 40 ans, ne fait pourtant pas partie des déplacés. Mais même ainsi, les inquiétudes ne manquent pas, et les envies d'exil non plus.

Parmi les préoccupations évoquées, après Daech arrive la crise économique. Le Kurdistan irakien, qui connaissait depuis le milieu des années 2000 une croissance à deux chiffres, a plongé depuis 2014 en raison du coût de la guerre, de la chute des cours du pétrole et des bisbilles avec Bagdad, qui ne verse plus à Erbil les 17 % du budget fédéral alloués par la Constitution. La région est au bord de la faillite et les fonctionnaires n'ont

« Il y avait trop de violence, on ne se sentait pas libres. Alors, même si on est déplacés, c'est mieux d'être ici »

LIWA HADDO, RÉFUGIÉ CHRÉTIEN À ANKAWA

pas reçu de salaire depuis plus de cinq mois. Un sujet qui revient fréquemment autour de la table du déjeuner. Ghanima, qui travaille comme infirmière dans un hôpital public, n'est pas payée depuis octobre. La visite d'un oncle allège l'ambiance. Ghanima distribue aux visiteurs des œufs peints de toutes les couleurs. Parents et amis se succéderont dans l'après-midi; une fois que la pluie aura cessé. Une drôle d'ambiance, à la fois joyeuse et pesante, pleine d'inquiétude.

À voix basse, certains avouent regretter le temps de Saddam Hussein, où « tout marchait mieux ». Ils évoquent leurs craintes quant à l'avenir politique de la région : « Massoud Barzani (le président du Kurdistan, NDLR) protège les chrétiens, mais il va devoir quitter son poste », explique Fawzi, le regard inquiet. « Et Dieu sait ce qu'il adviendra de nous. » Rien de bon, répondent, quasi unanimement, les autres. Y compris Hanna, la sœur de Fawzi, qui lit l'avenir dans le marc de café. Mais elle n'a pas besoin d'une tasse pour répondre à cette question. ■

À Makhmour, dans le Kurdistan irakien, l'offensive pour libérer Mossoul se prépare

THIERRY OBERLÉ  @ThierryOBERLE
ENVOYÉ SPÉCIAL À MAKHMOUR

PREMIER SIGNE d'un début d'offensive de l'armée irakienne et de ses alliés sur Mossoul, les forces anti-Daech ont repris plusieurs villages de la plaine de Ninive au sud-est du bastion de l'État islamique. À Makhmour, point de départ de la bataille, la sortie de la ville s'est transformée en centre de garnison international.

Fraîchement débarqués de la capitale irakienne, des soldats irakiens, équipés d'armes lourdes, se sont installés dans des baraquements. Ils côtoient les pechmergas, les combattants du gouvernement du Kurdistan irakien autonome. Les deux camps sont séparés par un simple mur mitoyen. Une milice arabe sunnite locale, la Sahawat Alzaiydan, renforce le dispositif. La présence américaine est en revanche moins apparente. Seuls les conseillers en contact direct avec les troupes autochtones sont visibles. Peu loquaces, ils portent, pour tout signe distinctif, leur nom sur un écusson. Quelque 200 Marines sont pourtant déployés depuis trois semaines. Ils sont retranchés dans une base exclusivement américaine pour assurer un indispensable soutien en artillerie aux troupes irako-kurdes. Une première depuis le retrait des États-Unis d'Irak de 2009.

L'un de ces Marines a été tué le 19 mars dernier par une roquette. C'est, dans un premier temps, pour éloigner les djihadistes d'une chaîne de villages à portée de missiles de la base américaine

1,5

million d'habitants

Mossoul est la deuxième ville d'Irak en termes de population après Bagdad et avant Bassora

que l'opération, ralentie par la pluie, a été lancée.

Les soldats américains exercent un rôle de soutien militaire mais aussi de coordination entre des armées réunies par le même objectif mais divisées par de lourds contentieux et une méfiance viscérale. Irakiens et Kurdes se regardent comme les chiens d'une fragile mosaïque de faïence. Les premiers redoutent de voir les Kurdes tirer profit de la situation pour augmenter leurs gains territoriaux dans les territoires



Aux côtés des différentes organisations militaires kurdes, de l'armée irakienne et des forces spéciales américaines, Nazhan Sakher dirige une milice sunnite locale qui combat l'État islamique.

disputés entre l'État fédéral et l'entité kurde. Les seconds n'ont pas confiance en l'armée irakienne. Les uns et les autres dédaignent les miliciens des tribus arabes. « Nous appuyons les tribus arabes car tant qu'elles ne seront pas en sécurité, nous ne le serons pas », résume le général Najat Ali, le patron des pechmergas. Pour compliquer encore l'équation, un centre du PKK, la guérilla kurde en Turquie et Syrie, très engagée dans la lutte contre l'État islamique mais frère ennemi des pechmergas, se trouve depuis plus de quinze ans à l'autre bout de l'agglomération.

Nazhan Sakher, le chef de milice arabe, reçoit les visiteurs au quartier général des pechmergas sous la vigilance du commandement kurde. Les miliciens se tiennent en retrait à côté de leur convoi et ne se mêlent pas à leurs partenaires kurdes de circonstance, qui vaquent à leurs occupations dans la cour autour de blindés. Sur le front, ils combattent en première ligne pour reprendre à l'ennemi commun leurs terres du district de Qayyara occupé depuis juillet 2014 par Daech. Ils seront aussi aux avant-postes dans les futurs combats pour l'éventuelle libération de Mossoul. L'atout principal de la milice est de disposer d'informateurs et de partisans derrière les lignes adverses pouvant aider les assaillants ou saboter des infrastructures de Daech.

Issu de la tribu des Allihai, Nazhan Sakher s'est promis de revenir en vainqueur dans son territoire tapissé de champs d'orge et de blé mais aussi riche en zones pétrolifères. L'ex-com-

merçant en produits agricoles a perdu tous ses biens qu'il énumère d'un air navré : ses moutons, ses chèvres, ses trois camions, ses nombreux pick-up, ses maisons, ses hangars. Il déplore également la mort de trois frères assassinés par les djihadistes. « La semaine dernière, trois hommes ont encore été exécutés et pendus pour l'exemple, comme des moutons à des crocs de boucher, et exposés sur la place de leur village pendant plusieurs jours. Ils avaient tenté de franchir en cachette la ligne de front. Leurs femmes ont été fouettées en public et les familles dépouillées », raconte-t-il.

L'homme à la peau brune et au regard sombre compte sur ses 320 soldats, tous originaires des villages de la plaine de Ninive, et sur l'appui des Américains pour venger les siens. « Les pechmergas nous ont accueillis comme des invités et le ministère de la Sécurité à Bagdad a promis, dès la création de la milice en septembre 2014, de verser des salaires, mais la solde n'est payée que depuis un mois », explique-t-il. Selon lui, les armes dont il dispose - de simples fusils d'assaut - sont moins puissantes que celles données par l'Iran aux redoutables milices populaires chiites.

Pour la tribu des Allihai, l'histoire se répète. En 2007, les hommes de la région avaient pris les armes contre les islamistes d'al-Qaïda. Ils participaient au Surge (la « déferlante »), la stratégie de contre-insurrection développée par les Américains pour éteindre les foyers de soulèvement islamiste avec l'appui de milices locales. « Après le départ des

Américains, les sunnites ont été humiliés et ignorés par le premier ministre Nouri al-Maliki. Nos soldats ont été jetés en prison et nous n'avons pas eu accès à l'armée et à la police. Voilà pourquoi les gens de Mossoul ont applaudi l'État islamique», juge le commandant. « À Makhmour, les Américains nous ont offert des véhicules, des uniformes et des gilets pare-balles. Ils nous ont entraînés mais nous n'en avons pas besoin. Nous savons combattre », poursuit-il.

Les escarmouches des dernières semaines ont donné un avant-goût des pièges tendus par les djihadistes. Aux armes non conventionnelles classiques

comme les kamikazes, les véhicules piégés et les boucliers humains pris au hasard et retenus autour de cibles visées par les bombardements de la coalition, s'ajoutent les armes chimiques artisanales. La première attaque recensée à Makhmour remonte à août 2015. Des tests sanguins pratiqués sur des blessés peshmergas avaient établi la présence de gaz moutarde. L'État islamique utilise ce gaz ainsi que de la chlorure placée par ses artificiers sur le bout des obus de mortier. « Ils disposent des produits nécessaires et du savoir-faire d'ingénieurs », confirme un diplomate. À en croire Nazhan Sakher,

ses combattants ont essuyé le baptême du feu chimique le mois dernier. « Nous avons essuyé un tir d'obus qui a dégagé une fumée jaunâtre asphyxiante à l'odeur insupportable. C'était irrespirable. Par chance, il pleuvait et nous avons été peu touchés. Les soldats intoxiqués ont de larges taches sur la peau. Des experts américains sont venus prélever des traces », dit-il. Depuis jeudi dernier, et l'annonce par Bagdad du lancement « de la première phase des opérations de conquête » de la province de Ninive, ces dangers sont désormais permanents. ■

FRANCE
24

31 mars 2016

Turquie : 7 policiers tués dans un attentat à Diyarbakir



*Un attentat à la voiture piégée à Diyarbakir en Turquie a tué au moins sept policiers, le 31 mars 2016.
© Lyas Akengin / AFP |*

Avec AFP et Reuters 31 mars 2016,
<http://www.france24.com>

Un attentat à la voiture piégée, revendiqué par le PKK, a tué sept policiers et blessé 27 personnes à Diyarbakir, plus grande ville du sud-est de la Turquie, à majorité kurde.

La police turque visée une nouvelle fois à Diyarbakir. Un attentat à la voiture piégée a été perpétré jeudi 31 mars dans la grande ville du sud-est de la Turquie, peuplée à majorité de Kurdes. Au moins sept policiers ont été tués et 27 personnes ont été blessées, parmi lesquelles plusieurs policiers, a précisé une source de sécurité locale. Le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) a revendiqué l'attaque dans un communiqué publié sur son site Internet.

La violente explosion s'est produite près d'une gare routière située à plusieurs kilo-

mètres du centre-ville, au passage d'un car de police, selon cette même source. D'après les autorités locales, c'est un véhicule bourré d'explosifs télécommandé à distance qui a explosé.

"Ils ont cru que nous aurions peur. Nous n'avons pas peur, ils ne nous feront pas vaciller, nous sommes debout jusqu'à la fin", a martelé le Premier ministre Ahmet Davutoglu, qui avait prévu son déplacement dans la ville avant l'attaque et qui a décidé de le maintenir, entouré d'importantes mesures de sécurité. Le chef du gouvernement est venu rencontrer les habitants de Diyarbakir et d'évaluer sur place les dégâts occasionnés par les récents combats.

Les forces de sécurité turques mènent en effet depuis plusieurs mois des opérations d'envergure contre les rebelles kurdes du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) dans plusieurs quartiers de cette ville et dans le sud-est anatolien en général, où le

PKK a lancé un "soulèvement" dans les zones urbaines.

RADICALISATION DE LA RÉBELLION KURDE

La Turquie vit en état d'alerte renforcée en raison d'une série inédite d'attaques depuis l'été dernier, attribuées aux jihadistes ou liées à la reprise du conflit kurde.

La dernière en date, un attentat-suicide attribué par les autorités turques au groupe État islamique (EI), a frappé le cœur d'Istanbul le 19 mars sur l'avenue commerciale Istiklal, tuant quatre touristes étrangers et blessant une trentaine de personnes. Un attentat survenu seulement six jours après celui à la voiture piégée dans le centre d'Ankara, qui a tué 35 personnes et a été revendiqué par un groupe radical kurde proche du PKK, les Faucons de la liberté du Kurdistan (TAK).

Après plus de deux ans de cessez-le-feu, le conflit kurde a repris l'été dernier. Des affrontements opposent les forces de sécurité aux rebelles du PKK dans de nombreuses villes du sud-est anatolien placées sous couvre-feu.

Le président islamo-conservateur turc Recep Tayyip Erdogan a affiché à plusieurs reprises sa volonté ferme de "détruire" le PKK, dont les bases arrière situées dans le nord de l'Irak sont régulièrement pilonnées par l'aviation turque.

Le PKK, considéré comme une organisation terroriste par bon nombre de pays dont l'Union européenne et les États-Unis, a lancé une lutte armée contre les forces d'Ankara en 1984. Le conflit a depuis fait plus de 40 000 morts, dont la grande majorité des rebelles. Dans un entretien il y a deux semaines dans le Times britannique, le chef militaire du PKK Cemil Bayik avait confirmé la radicalisation de la rébellion, promettant "des combats partout".



A Mossoul, «si tu dis du mal de Daech...»

Alors que les forces irakiennes tentent de reprendre la ville, d'anciens habitants racontent l'horreur de la vie sous l'EI.

Par
ORIANE VERDIER
Envoyée spéciale à Erbil

Jeudi, les forces armées irakiennes ont débuté «la première phase des opérations de conquête» de Mossoul. Les peshmergas kurdes participent à cette avancée en direction de la deuxième ville d'Irak sous contrôle de l'Etat islamique (EI). L'aviation de la coalition internationale a déjà aidé à la reprise d'une dizaine de villages. Mais la libération de Mossoul semble encore lointaine : les forces kurdes et irakiennes sur le terrain ne sont pas unies, et les hommes trop peu nombreux. Deux millions de Mossouliens vivent depuis bientôt deux ans sous l'autorité de l'EI, qui empêche les civils de fuir afin de s'en servir comme boucliers humains.

Ali (1), 20 ans, a pu s'échapper de sa ville natale il y a quelques mois. Il nous reçoit à Erbil, chez son oncle Youssef, également réfugié avec ses enfants au Kurdistan irakien. L'étudiant raconte l'arrivée de l'EI comme une «pièce de théâtre».

«C'était le 6 juin 2014, je sortais d'un examen à l'université. Un couvre-feu avait été instauré, alors j'ai dû rentrer à pied. Nous étions habitués : depuis deux ans, des groupes armés attaquaient régulièrement la ville. La police s'est battue contre

Daech pendant quatre jours. Mais l'armée nationale est restée spectatrice.» Ali n'est pas le seul à soutenir que la prise de la ville était préparée depuis longtemps. Une campagne antigouvernementale avait été intelligemment menée en amont, selon son oncle Youssef : «La majorité de la population de Mossoul est sunnite. Le gouverneur lui-même était contre le gouvernement chiite. Beaucoup d'armes étaient stockées à Mossoul, l'armée a tout laissé à l'EI. Les gens soutenaient le parti Baas [ancien parti de Saddam Hussein, ndlr]. Ils pensaient qu'ils allaient être défendus par ces groupes de sunnites face au gouvernement chiite. Mais les hommes du parti Baas se sont bien fait avoir. Quelques jours après la chute de Mossoul, il n'y avait plus qu'un seul drapeau, celui de Daech.»

Menaces et motos

Le 10 juin 2014, les cours d'Ali ont repris. «La vie continuait. Nous ne pensions pas que cela allait durer. Mais petit à petit, les choses ont changé.» Les femmes doivent venir voilées à l'école. Les matières enseignées sont modifiées. Les étudiants suivent un cours obligatoire appelé *aqida* («la foi»).

«Dans les cours de géographie, la carte du monde a été redessinée, renchérit Zaynab, la cousine d'Ali. Il y a leur pays qui s'étend sur la Syrie et l'Irak, le reste est considéré comme territoire ennemi.» En chimie, les étudiants apprennent à fabriquer des bombes. Le département de français n'a plus grand sens : Baudelaire ou les Lumières font désordre dans cette société. Autre pilier de la vie sous l'EI : l'argent. «Toutes les punitions, tout ce

qu'ils mettent en place est en fonction de l'argent. Le reste, ce n'est que du vent, affirme Ali. Si un homme se rase la barbe, il doit payer et se fait fouetter. Si tu tentes de fuir, si tu dis du mal de Daech, si tu manges pendant le ramadan, tu dois payer.» L'école et les hôpitaux publics sont aussi devenus payants. Sans argent, pas de soins ; avec, tout est possible, même fumer et boire. «Un ami a acheté des cigarettes directement de la main d'un homme de Daech, soutient Ali. Ils confisquent le tabac puis le revendent. C'est une grosse blague !»

Le cousin d'Ali, Hamadi, montre sur son téléphone la photo qu'un ami, resté à Mossoul, lui a envoyée. Un jeune homme barbu apparaît tout sourire sur une moto vert pomme. «Ce n'est pas la sienne, c'est celle d'un gars de Daech, explique Hamadi. Comment font-ils pour avoir de si belles motos ? Ce n'est pas à Mossoul ou à Raqqa qu'ils peuvent les acheter !» Ce garçon était un camarade d'université d'Hamadi. «Sa vie est foutue, c'est comme si, depuis un an, il était en pause. Sa famille ne pouvait pas quitter Mossoul. Elle n'avait pas l'argent.»

Les diplômés de l'université de Mossoul ne sont plus reconnus par le gouvernement, qui ne paie plus les fonctionnaires. Le prix de la nourriture a augmenté puisqu'il faut tout faire venir de Syrie en évitant les bombardements. «Certaines familles n'ont plus rien, leur seul recours est de rejoindre Daech pour nourrir leurs enfants, se désespère Youssef. Fréquemment, nous apprenons que tel ou tel voisin a rejoint Daech. Une fois qu'ils y ont trempé un orteil, ils ne peuvent plus s'en sortir. De toute façon, si les membres de Daech ont besoin de quelqu'un, ils savent comment le forcer. Ils menacent sa famille et sa vie.»

A Mossoul, la peur et l'horreur se mêlent à l'ennui. Les femmes préfèrent rester cloîtrées plutôt que d'affronter les dangers de la rue, raconte Youssef : «Ma sœur est pharmacienne. Elle continue à aller travailler deux jours par semaine, mais elle doit porter le niqab.» Si une femme montre sa peau, elle et son mari sont battus. «Parfois, la nuit, je rêve que je me fais fouetter», raconte Zaynab. La fille de Youssef a pourtant quitté Mossoul depuis longtemps. Elle n'a plus beaucoup de contacts avec ses amies restées là-bas. «Même celles avec qui je parle par Facebook me mentent. Elles di-

sent que tout va bien. Je crois qu'elles ont peur de parler. Elles n'ont peut-être pas non plus envie de reconnaître qu'elles auraient dû partir avant, comme moi. Aujourd'hui, c'est trop tard pour tout le monde.»

«Nouvelles recrues»

Zaynab non plus ne parle pas beaucoup. C'est son père qui nous montre la vidéo d'une femme lapidée : «Les hommes de Daech violent certaines femmes et les accusent ensuite d'être des prostituées.» «Parfois, les femmes sont condamnées à être mordues, continue Ali. Le juge demande à une femme de Daech de mordre la fautive. Ce ne sont pas des rumeurs, c'est la réalité.» «Ce sont de grands artistes de la punition, enchaîne son oncle. Ils roulent sur des gens au bulldozer par exemple. C'est ce qui est arrivé à ceux qu'ils soupçonnaient d'avoir donné des informations à l'étranger. Ces derniers mois, le nombre de bombardements a augmenté. Les cibles sont beaucoup plus précises. Il y a forcément des informateurs à l'intérieur de la ville.» La famille d'Ali restée à Mossoul raconte des bombardements quotidiens. Les combattants sont mélangés à la population et les armes cachées dans des maisons familiales.

Ali a mis plus d'un mois et demi et payé 700 dollars pour aller de Mossoul jusqu'au Kurdistan irakien. Alors qu'Erbil n'est qu'à 80 km à l'est à vol d'oiseau, il a dû partir à l'ouest, en Syrie. Le jeune homme a rejoint Raqqa, la «capitale» de l'EI, franchi les check-points d'Al-Nusra (la branche syrienne d'Al-Qaeda), de l'Armée syrienne libre puis des Kurdes de Syrie pour arriver à la frontière. Une fois à Gazantiep, en Turquie, il a attendu un mois que son ambassade lui délivre un visa, a pris un avion vers le sud pour rejoindre Bagdad puis entrer au Kurdistan irakien (nord). Il se souvient de chaque détail de ce voyage douloureux entrepris avec quatre amis de l'université. «A la frontière turque, dans la forêt où nous avons passé la nuit, nous étions mélangés : réfugiés fuyant Daech et combattants arrivant pour servir sous le drapeau noir. Des hommes venaient nous voir : «C'est vous qui arrivez de Turquie ?» Ils cherchaient leurs nouvelles recrues. A la frontière entre Syrie et Turquie, n'importe qui peut entrer et sortir.»

(1) Les prénoms ont été changés.

Syrian Kurds pushing for their own region in federal state

BEIRUT, LEBANON

BY ANNE BARNARD

Syrian Kurdish parties are working on a plan to declare a federal region across much of northern Syria, several of their representatives said on Wednesday. They said their aim was to formalize the semiautonomous zone they have established during five years of war and to create a model for decentralized government throughout the country.

If they move ahead with the plan, they will be dipping a toe into the roiling waters of debate over two controversial proposals to redraw the Middle East map, each with major implications for Syria and its neighbors.

One is the longstanding aspiration of Kurds across the region to a state of their own, or, failing that, greater autonomy in the countries where they are concentrated: Turkey, Iraq, Iran and Syria, all of which view such prospects with varying degrees of dismay.

The other is the idea of settling the Syrian civil war by carving up the country, whether into separate rump states or, more likely, into some kind of federal system. The proposal for a federal system has been floated lately by former Obama administration officials and publicly mulled over by Secretary of State John Kerry, but rejected not only by the Syrian government but by much of the opposition, as well.

What Syrian Kurdish officials described was likely to alarm many of the other Syrian combatants: A federal region on all the territory now held by the Syrian Democratic Forces, or S.D.F., a Kurdish-led group supported by the United States military against the Islamic State, also known as ISIS or ISIL. Some of the officials said it would even expand to territory the Kurds hope to capture in battle, not only from the Islamic State but also from other Arab insurgent groups — some of them, like the S.D.F., backed by the United States.

But Syrian Kurdish officials sought to play down the move, saying it was not radical and portraying it as an effort to keep an already tattered, bloody and divided Syria from disintegrating further.

“Federalism is going to save the unity of a whole Syria,” said Ibrahim Ibrahim, a spokesman for the Democratic Union Party or P.Y.D., the leftist Syrian Kurdish party that plays a leading role in the Kurdish areas of Syria.

The discussion is about the possibility of a federal system not just for Kurdish-majority areas but for all of Syria, according to Mr. Ibrahim and three other officials and P.Y.D. members, who were



TYLER HICKS/THE NEW YORK TIMES

A Kurdish fighter on the eastern bank of the Euphrates River in Syria last October. Turkey would almost certainly oppose any kind of independent state for Kurds in the Mideast.

all briefed on the talks or participated in them. They emphasized that the entity would not be called a Kurdish region but rather a federal region of northern Syria, where Arabs and Turkmen would have equal rights.

And they strongly hinted that it was not their idea, but was being pushed by the Americans and other powers. A former senior administration official, Philip Gordon, and others recently floated a proposal to divide Syria into zones roughly corresponding to areas now held by the government, the Islamic State, Kurdish militias and other insurgents.

The Kurdish discussions about northern Syria are becoming public just as a new round of United Nations-sponsored peace talks, heavily promoted by the United States and Russia, begins in Geneva, aiming to broker a political solution to the Syrian civil war.

The Syrian Kurdish move — still under discussion by Kurdish and other parties in the area — would fall well short of declaring independence. But it is still likely to rile both the Syrian government and the main Arab-led opposition group, the High Negotiation Committee. They have both declared their opposition to federalism, seeing it as a step toward a permanent division of the country.

It would also be likely to intensify Turkish concerns over the growing areas of Syria along its border that are controlled by a Syrian-Kurdish militia. Turkey considers Kurdish groups its most dangerous enemies after years of conflict with its own Kurdish population.

But Russia has said it supports such a system. The United States has also pushed for decentralization, and it has

presided over the establishment of an autonomous regional Kurdish government in Iraq.

Both of the global powers have backed Kurdish aspirations. Russia has lately been pushing for Syrian Kurds to have a greater role in the Geneva talks. The United States has supported Iraq's Kurds for decades, and has been arming and offering air support to Kurdish-led Syrian groups to fight the Islamic State.

The Syrian Kurds may even be seen as too modest in their demands by their counterparts in neighboring countries.

Kurdish ambitions for a state — they say they are the world's largest ethnic group without one — have been stoked by the American invasion of Iraq, followed by the chaos of the Arab Spring revolts and by the value of Kurdish fighters to the American-led forces fighting the Islamic State in both Syria and Iraq.

Some Kurds in Iraq have been agitating for a new push for statehood to coincide with the 100th anniversary in May of the Sykes-Picot agreement that divided the Middle East among the colonial powers along often illogical boundaries.

But Syrian Kurds have always stressed that they want only the right to local autonomy in Syria. Their fragile alliance with some of the Arabs and Turkmen in Kurdish-majority areas depends on that. One Turkmen group taking part in the discussions said in a statement on Wednesday that it supported the federal region that would probably be approved.

As for the rest of Syria, federalization could prove far more complicated. It is hard to conceive of Washington approving a plan that would formally establish areas still run by the Islamic State as

part of a Syrian federation.

The government-held area stretches in a relatively distinct bloc from Damascus north through Homs and the coast, but

only a narrow strip of territory connects it to the government-held part of Aleppo, Syria's largest city. While most of the country's population is there, many moved to the region to avoid airstrikes, and do not necessarily support the government of President Bashar al-Assad.

The area held by insurgents apart from the Islamic State includes both Western-backed rebels and the Nusra Front, with a range of Islamist groups in between. They are currently tussling for control of various parts of their territory in Aleppo and Idlib provinces.

Mr. Ibrahim, who acts as a spokesman in Europe for the P.Y.D., cautioned that the details of the federal region were still being discussed and that there was no date set for announcing it.

The zone would include all of the areas controlled by the Syrian Democratic Forces, a group led by and largely made up of Kurdish militias, but also including Turkmen and Arab fighters, said Idris Nassan, a Kurdish politician in the Syrian town of Kobani, near the Turkish border.

Kurdish groups have made no secret of their plans to "liberate" areas in northern Syria currently held by rebel groups, the Islamic State and the Nusra Front. But any Kurdish drive to seize those areas would be certain to bring a response from Turkey, which sees a seg-

ment of insurgent-held northern Aleppo Province as a buffer zone, preventing the Kurds from unifying the two blocks of Syria they already control.

A Turkish official, speaking on the condition of anonymity in accordance with protocol, did not comment about the buffer zone, but affirmed that Turkey was still in favor of a single, unified Syria and rejected any notion of a federation. He said all parts of Syrian society should decide the future structure of the country, along with a new constitution, as part of a political process.

Reporting was contributed by Hwaida Saad in Beirut, Karam Shoumali and Ceylan Yeginsu in Istanbul, and Maher Samaan in Paris.

International New York Times MARCH 17, 2016

Kurdish militants claim Ankara bombing

ISTANBUL

BY CEYLAN YEGINSU

A militant group with links to the Kurdistan Workers' Party, which has waged a three-decade insurgency for autonomy inside Turkey, claimed responsibility on Thursday for a car bombing in the capital, Ankara, last weekend that killed 37 people.

The group, known as the Kurdistan Freedom Hawks, said in a written statement that it had carried out the attack in retaliation for Turkish military operations against Kurdish rebels in the country's southeast.

The Kurdistan Freedom Hawks had also claimed responsibility for an attack in the capital last month, when a car bomb struck a military convoy and killed 28 people.

The group apologized on Thursday for the civilian casualties, but it vowed to stage similar attacks against "those responsible for security operations in the southeast."

The Turkish government has blamed the Kurdistan Workers' Party for the attack on Sunday, and it identified the bomber as Seher Cagla Demir, a Turkish citizen born in 1992.

Although the Freedom Hawks say they have split from the Kurdistan Workers' Party, security experts say the two groups have maintained links.

Violence has surged in southeastern Turkey since the government started a counterinsurgency campaign against the Kurdistan Workers' Party after it ended a two-year cease-fire in July.

In response to the attacks, which in recent months have spread to metropolitan areas in western Turkey, President Recep Tayyip Erdogan said this week that the government would take steps to broaden the definition of terrorists to include those who provide support for terrorist acts.



At least 37 killed, 125 wounded in Turkey's capital after suicide bombing

"It is not only the person who pulls the trigger, but those who made that possible who should also be defined as terrorists," Mr. Erdogan said on Monday. "Their titles as members of Parliament, academics, authors, journalists do not change the fact that they are actually terrorists."

Mr. Erdogan has urged Parliament to lift the immunity from prosecution of some Kurdish politicians as part of the crackdown on journalists, news organizations and politicians that he says have provided support for terrorist acts.

After Mr. Erdogan's comments, Chris Stephenson, a British academic at Bilgi University in Istanbul who has lived in Turkey for 25 years, said that he had been detained and deported after being accused of handing out Kurdish leaflets, and that he had been charged with "making terrorist propaganda."

Mr. Stephenson denied the charge, saying that security officers had seized from his bag leaflets that had been distributed by a Kurdish political party to

invite people to a Kurdish festival.

His deportation came a day before European Union leaders were to meet with Turkish officials to finalize a deal seeking to curb the flow of migrants into Europe.

The European Union has been ac-

The car bomb killed 37 people in Turkey's capital.

cused of turning a blind eye to human rights violations in Turkey, to a crackdown on the news media and to curbs on academic freedoms in a bid to find a solution to the migrant crisis.

Separately, the German Foreign Office issued a statement on Thursday saying its embassy in Ankara and its consulate in Istanbul would be closed because of security concerns. The nature of the threat was not immediately clear.

Moscow says arms deliveries in pipeline to bolster Kurdish Peshmerga

By Zhelwan Z. Wali 23/3/2016
<http://rudaw.net>

ERBIL, Kurdistan Region – Russian authorities have worked out details of arms deliveries to the Kurdistan Region with Baghdad, which will handle the transfers, the Russian ambassador to Iraq said.

"If we're talking about deliveries free of charge to Iraqi Kurdistan in order to strengthen the capacity of the Kurdish Peshmerga self-defense forces, this is done in coordination with the Iraqi government in Baghdad, where Russian planes arrive for customs procedures and to obtain consent to proceed to Erbil," Ilya Morgunov, the Russian ambassador to Iraq, was quoted as saying by Russia's state-run Sputnik news agency.

Morgunov explained that the Kurds "are primarily supplied with small and medium firearms and ammunition." He said there were no issues over military deliveries to the Peshmerga from the Russian side. "All issues regarding military deliveries to Iraq from the Russian side... are discussed

with representatives of the federal Iraqi government in Baghdad or Moscow. The weapons are delivered to Iraqi customers as they are produced by Russian enterprises, in accordance with timelines outlined in contracts," Morgunov said.

Kurdistan is requesting military aid from Russia to assist in its fight against ISIS, Russia's Ria Novosti agency quoted Aso Talabani, a Moscow representative of the Kurdistan Regional Government (KRG) as saying.

"The Kurdish Peshmerga has enough soldiers, but we do not have enough weapons such as anti-aircraft guns, small arms, anti-tank weapons and ammunition," he told Ria Novosti. Russia also aims to fortify its position in Kurdistan with Russian companies expanding their presence in the autonomous region, Morgunov said, adding this had been discussed with Kurdish President Masoud Barzani and other authorities and officials.

In earlier comments, Russian Foreign Minister Sergei Lavrov said in February that Moscow



Kurdish officials say they primarily need more tanks and other heavy weapons. Rudaw Photo

had sent some arms to Iraq's Kurds, shortly after they were threatened by Islamic State (ISIS) terrorists. "We took into account the Kurds' need in the supplies of our arms to Iraq, but these supplies were made through the central government, through Baghdad," Lavrov had said, according to the TASS news agency.

Kurdish officials welcome military aid from around the world in their fight against ISIS, but say main-

tain that arms transfers through Baghdad are delayed for many reasons, including a running row with the central government over independence and oil exports.

Germany is among a few countries that have gone ahead with direct arms to the Peshmerga while most other allies, including the United States, insist on sending arms through Baghdad. ■

Arab League rejects Syrian Kurds' federal region

Associated Press / March 21, 2016
<http://www.dailystar.com.lb>

BEIRUT: The Arab League has rejected last week's declaration by Syrian Kurds of a de-facto federal region in northern Syria.

The league's deputy chief, Ahmed bin Helli, said on Monday that calls for federalization could impact Syria's unity.

Last Thursday, a meeting of some 200 Kurdish officials declared they were establishing a federal region. The officials insisted

they are not seeking secession - but rather making sure the country remains one nation.

In Syria's civil war, Kurdish fighters have emerged as the most effective fighting force against the Islamic State group and are backed militarily by the United States.

The Kurds, a longtime oppressed minority, have taken advantage of the chaos of the civil war to advance their goals of autonomy. After government troops withdrew from Kurdish areas to focus elsewhere in Syria, they declared their own civil administration in 2013.

The European Union's foreign policy chief has expressed optimism about Syria's peace process, urging international and regional actors to build on current, favorable conditions.

Federica Mogherini says the recent developments have shown "positive" steps unseen in the previous five years of conflict in Syria. She was speaking about a truce that has been relatively holding across Syria since Feb. 27 and the flow of hundreds of trucks carrying aid to besieged areas.

Mogherini spoke during a visit to Lebanon, where she met with Lebanese Foreign Minister Gibran Bassil. She says they also spoke about Syrian refugees and attacks that have hit Lebanon and Europe.

Syria's second round of U.N.-sponsored talks between the government and opposition, which resumed in Geneva last week, are to continue on Monday. □

BRUSSELS

Ankara agrees to accept return of asylum seekers, for a host of concessions

BY JAMES KANTER

The European Union and Turkey reached a deal on Friday to return new asylum seekers who arrive in Greece from Turkey, a significant step in the bloc's effort to deal with the migrant crisis that has roiled the Continent.

The leaders of the 28 nations in the bloc and Prime Minister Ahmet Davutoglu of Turkey approved the accord after two days of talks and over strenuous objections from humanitarian groups, who said the deal violated international law on the treatment of refugees.

The effectiveness of the plan, which will begin on Sunday, was also unclear given that there are many alternative routes into Europe.

The deal calls for Turkey to receive about \$6.6 billion in aid to help organizations look after the nearly three million migrants already in Turkey, promises of visa-free travel for its citizens in most of Europe, and the eventual resumption of negotiations with Turkey on membership in the European Union.

The European Union also will resettle one Syrian from a camp in Turkey in exchange for each Syrian who used an irregular route to reach Greece.

Tens of thousands of people have been living in squalid conditions in Greece on the frontier with Macedonia, which has shut its borders to the migrants. The deal reached Friday on sending back refugees to Turkey only applies to new migrants who have arrived in Greece and excludes those who are already there.

The accord with Turkey represents a moment of painful compromise for Europe. Turkey has taken an authoritarian turn under President Recep Tayyip Erdogan, and Europe was forced to accept some Turkish demands to gain its cooperation in stopping the large numbers of people using the Aegean Sea to reach Greece.

Confirmation of the deal came from Donald Tusk, the president of the European Council, who oversees summit meetings. There was "unanimous agreement between" all leaders with the Turkish prime minister, Mr. Tusk wrote on his Twitter account.

More than a million migrants arrived on European shores last year, and there has been no sign of a letup. Almost 155,000 people had arrived in Europe already this year as of March 17, the vast majority of them in Greece, according to the International Organization for Migration, and the numbers could rise as the weather turns warmer.

Putting this massive and delicate op-

E.U. and Turkey strike migrant deal



SERGEY PONOMAREV FOR THE NEW YORK TIMES

A migrant camp in Idomeni, Greece. Among the terms of the European Union's deal was a payment of about \$6.6 billion in aid to Turkey to help groups look after migrants there.

eration into effect over the course of a single weekend will be difficult. European officials wanted to quickly put the measure into place to prevent a rush of migrants seeking to reach Greece before the deal goes into effect.

European officials have struggled to develop a coherent response to the migrant crisis, and the agreement that was struck on Friday is complicated by the fact that Greece currently lacks the infrastructure to ensure asylum seekers are given a fair hearing before they are sent back to Turkey, according to European officials.

"The weakest link in this agreement is Greece," said Mujtaba Rahman, the director for Europe at the Eurasia Group, a political risk consultancy. It "does not have the financial or administrative bandwidth to implement this agreement, so it will need substantial support from Europe — far more than is currently being talked about."

The agreement was welcomed by Chancellor Angela Merkel of Germany, who helped develop the plan at a time when much of the Continent and a substantial portion of her own country had turned against her policy of taking in almost unlimited numbers of migrants, but even she was cautious about its prospects.

"Let me be very clear: I am under no illusion whatsoever that what we agreed today will not meet with setbacks — there are after all enormous logistical challenges that we have to contend with," Ms. Merkel said at a news conference.

One of the main goals of the deal was to dissuade migrants from attempting the trip across the Aegean Sea, said Ms.

Merkel. "When you embark on this perilous journey you're not only risking life and limb but you have very little prospects for success," she said.

She emphasized that refugees arriving at Greek islands after Sunday "will not be simply returned" but be subject to "a procedure that looks at each and every refugee individually," though she acknowledged that would be a big task requiring help from European officials.

Ms. Merkel also had a message for the migrants currently in Greece who will not be subject to the terms of the new deal but could eventually be moved to other parts of the European Union if they qualify for asylum.

"There are better possibilities for shelter that the Greek government has provided now for these refugees, and this is why my plea to the refugees there, in Idomeni, is that they should leave this place," she said, referring to the Greek city on the border with Macedonia where many migrants have set up an impromptu camp.

The negotiations hinged on incentives for Turkey, which is not a European Union member, to take on the job of housing more migrants, many of whom are fleeing the bloody conflict in Syria.

A sticking point was ensuring that Cyprus did not veto a deal. It needed reassurances that there would be no immediate resumption of negotiations on European Union membership for Turkey, which has occupied the northern part of Cyprus since 1974.

As the talks stretched into Friday morning, Mr. Erdogan intervened from Ankara with a warning not to press his government too hard to provide better conditions for the far larger numbers of

migrants currently in Turkey.

"At a time when Turkey is hosting three million, those who are unable to find space for a handful of refugees, who in the middle of Europe keep these innocents in shameful conditions, must first look at themselves," Mr. Erdogan said in a speech broadcast on television.

Although the deal represents a meaningful step in the effort to bring the migrant crisis under control, it is unclear whether migrants will look for other options, rendering the agreement as just a temporary fix.

"The bigger headache will be when the smugglers start rerouting migrants to Italy through Libya because you've got a failed state there so no real gov-

ernment to make a deal with," said Guntram Wolff, the director of Bruegel, a research organization in Brussels.

The debate over how to deal with the migrant crisis has divided Europe, and the search for an agreement gained new urgency earlier this month after four countries — Slovenia, Serbia, Croatia and Macedonia — effectively shut down the route used by many migrants as they move on from Greece.

Most of the migrants hoped to reach Germany, but the closure of the so-called Balkan route left increasing numbers of people trapped because they not could leave Greece, had no desire to stay and either could not or would not return home.

Passage was being limited to a small number of Syrians and Iraqis each day, while people from other countries, including Afghanistan, were being treated as economic migrants and therefore ineligible to apply for asylum.

NATO has also stepped into the crisis in announcing that it would patrol the Aegean, with a focus on collecting information and monitoring the area so that information would be shared with Greece and Turkey to allow them to stop human smugglers. Jens Stoltenberg, the alliance's secretary general, said last month that NATO forces would not turn back boats, but crews would live up to their "responsibility to assist" if they encountered migrants in distress. ●

L'EXPRESS

18 mars 2016

Turquie: Erdogan presse l'Europe de renoncer à sa complaisance envers la rébellion kurde



Le président turc Recep Tayyip Erdogan s'exprime devant des élus à Ankara, le 16 mars 2016 [afp.com](http://www.afp.com)/ADEM ALTAN

Istanbul, 18 mars 2016 (AFP) <http://www.lexpress.fr>

Le président turc Recep Tayyip Erdogan a choisi vendredi le moment délicat où son pays négocie à Bruxelles un accord sur les migrants pour lancer une nouvelle attaque contre l'Europe, l'accusant cette fois de complaisance pour la rébellion kurde.

Cinq jours après l'attentat meurtrier d'Ankara, M. Erdogan a saisi l'occasion d'un discours commémorant la bataille de Gallipoli (1915) pour accuser sans détour les pays de l'Union européenne (UE) de ne pas le soutenir dans sa lutte contre le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), pourtant considéré par eux comme un groupe "terroriste".

"Il n'y a pas de raison que la bombe qui a explosé à Ankara (...) n'explose par un jour dans une autre ville en Europe", a-t-il dit, "malgré cette réalité, les pays européens ne font pas attention, comme s'ils dansaient dans un champ de mines".

A titre d'exemple, l'homme fort de Turquie a affirmé que des partisans du PKK avaient été autorisés à arborer ses drapeaux près du bâtiment de la Commission européenne.

"Ce n'est pas honnête (...) ils ont capitulé face à la terreur", a-t-il fulminé. "Une nouvelle fois, j'en appelle aux pays qui soutiennent directement ou indirectement les organisations terroristes: vous nourrissez une vipère en votre sein".

Cette énième sortie anti-européenne de M. Erdogan est intervenue alors que son Premier ministre Ahmet Davutoglu négociait avec l'UE un plan d'action sur les migrants.

En échange de son aide pour ralentir leur flot vers l'Europe, Ankara a placé la barre très haut: relance des discussions d'adhésion, doublement de l'aide financière, suppression des visas européens pour ses citoyens.

Mais certains des 28 rechignent à satisfaire la Turquie en s'inquiétant de la dégradation de la situation des droits de l'Homme, notamment en lien avec le conflit kurde. La chancelière allemande Angela Merkel lui a reconnu le droit à une réponse armée "proportionnée" face au PKK mais s'est aussi inquiétée du "traitement des Kurdes".

Dimanche soir, Ankara a été frappée par son deuxième attentat suicide en moins d'un mois. Une voiture piégée a foncé sur un arrêt de bus de la très fréquentée place Kizilay d'Ankara, faisant 35 morts et plus de 120 blessés.

- 'DEUX POIDS, DEUX MESURES' -

Comme celui du 17 février (29 morts), il a été revendiqué par un groupe radical dissident mais proche du PKK, les Faucons de la liberté du Kurdistan (TAK), en représailles à la mort de civils pendant les opérations de l'armée et la police contre la rébellion dans plusieurs villes du sud-est anatolien.

Les capitales occidentales ont toutes condamné l'attaque mais le ministre de la justice turc les a accusées vendredi d'avoir "deux poids, deux mesures".

"Ceux qui se lèvent contre le terrorisme lorsqu'il frappe l'Europe ne le font pas quand il s'agit de la Turquie", a déploré Bekir Bozdog, "nous recevons des messages de condoléances mais il n'y a pas d'opération contre ceux qui mènent ces attaques".

La diaspora kurde est importante en France, en Belgique ou en Allemagne.

Moins d'une semaine après l'attentat d'Ankara, la menace reste au plus haut en Turquie, où les TAK ont annoncé de nouvelles opérations.

Jeu de nuit, la police a neutralisé une voiture bourrée de 150 kg d'explosifs stationnée près d'un bâtiment officiel dans la province de Diyarbakir (sud-est).

L'Allemagne a fermé jeudi son ambassade à Ankara, son consulat général à Istanbul et ses écoles dans les deux villes en raison d'un risque d'attentat. Le consulat et les deux établissements scolaires sont restés fermés vendredi.

L'ambassade des Etats-Unis à Ankara a mis en garde ses ressortissants en Turquie contre de possibles attentats et leur a recommandé d'"éviter tout rassemblement politique ou manifestation" lors des fêtes du Nouvel an kurde prévues dimanche et lundi.

Embarrassé par les critiques qui dénoncent les ratés de ses services de sécurité, M. Erdogan a réagi en relançant la guerre contre les "complices" des "terroristes" kurdes, élus, intellectuels ou journalistes.

Depuis plusieurs jours, il presse le Parlement de lever l'immunité de députés prokurdes poursuivis pour "propagande terroriste" et la police multiplie les arrestations de partisans de la cause kurde, suscitant de nouvelles réactions indignées en Europe. ◆

REUTERS

Plus de 5.000 Kurdes tués depuis juillet selon le président turc

28 mars (Reuters) - by Seyhmus Cakan

DIYARBAKIR, Turquie — Les forces de sécurité turques ont tué plus de 5.000 membres du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) depuis juillet dernier, fin de la trêve qui était observée entre le parti autonomiste et l'Etat turc, a annoncé lundi le président turc Recep Tayyip Erdogan.

Dans le même temps, 355 membres des forces de sécurité turques ont également été tués, a ajouté le président turc, selon l'agence de presse publique Anatolie.

Dans le Sud-Est turc, à majorité kurde, en proie aux violences depuis juillet, les forces de sécurité combattent à la fois le PKK et son mouvement des jeunes, le Mouvement de la jeunesse patriote révolutionnaire (YDG-H) dans les zones urbaines densément peuplées. Les combats, qui se sont intensifiés à partir de décembre, sont les plus meurtriers depuis au moins deux décennies. L'insurrection du PKK pour l'autonomie du peuple kurde a commencé en 1984.

Par exemple, dimanche, l'armée a annoncé la mort de 25 combattants du

PKK à Nusaybin, ville à la frontière syrienne sous couvre-feu permanent depuis le 14 mars, Sirnak et Yuksekova lors des affrontements du week-end.

Il n'est pas possible de vérifier de façon indépendante les chiffres donnés par Erdogan. L'agence Anatolie ne dit pas s'ils comprennent les frappes aériennes de l'armée de l'air turque sur les camps du PKK dans le nord de l'Irak.

Ces dernières années, l'armée turque estimait les forces combattantes du PKK à environ 5.000 personnes, en comptant à la fois les rangs de la guérilla dans les campagnes turques et dans le nord de l'Irak.

Au sein des services de sécurité, on souligne que c'est le YDG-H qui a subi les pertes les plus lourdes depuis juillet. Par ailleurs, ajoutent certains analystes, le PKK continue à attirer de nouveaux combattants en grand nombre.

Selon un bilan fourni par le Parti démocratique des peuples (HDP), formation politique turque pro-kurde sur laquelle se porte l'essentiel du vote kurde, quelque 500 civils ont également été tués dans les opérations militaires depuis juillet. Ce chiffre n'a pu non plus être recoupé. ●



26 mars 2016

Procès Dündar: Erdogan furieux de la présence de diplomates étrangers

Par AFP — 26 mars 2016
<http://www.liberation.fr>

Plusieurs diplomates européens ont assisté au début de l'audience vendredi du procès de deux journalistes, avant que le huis-clos ne soit imposé.

Le président turc Recep Tayyip Erdogan s'est agacé samedi de la présence la veille de diplomates étrangers au procès à Istanbul de deux journalistes d'opposition, accusés d'espionnage et coup d'Etat, dans un dossier considéré comme un test pour la liberté de la presse dans ce pays. «Qui êtes-vous ? Qu'est-ce que vous faites là ?», s'est énervé le président dans un discours télévisé à Istanbul, accusant ces diplomates d'avoir tenté «une démonstration de force». «Ici ce n'est pas votre pays, ici c'est la Turquie», a-t-il ajouté, affirmant qu'ils pouvaient agir dans le cadre de leurs consultations. «Ailleurs, cela nécessite une permission», a-t-il ajouté.

Quelque 200 personnes - collègues, députés d'opposition et simples citoyens - ont accompagné vendredi Can Dündar, rédacteur en chef du quotidien Cumhuriyet (retrouvez ici notre interview exclusive), et Erdem Gül, son chef de bureau à Ankara, au palais de justice d'Istanbul. Plusieurs diplomates européens, dont la consule générale de France et l'ambassadeur d'Allemagne à Ankara, ont également assisté à l'audience. Farouches critiques du régime islamo-conservateur de Recep Tayyip Erdogan, les deux journalistes risquent la prison à vie pour avoir accusé, en mai 2014 dans leurs colonnes, le gouvernement de leur pays d'avoir livré des armes aux rebelles islamistes de Syrie.

Leur long papier, agrémenté de photos et d'une vidéo, qui faisait état de livraisons d'armes par des camions des services de renseignement turcs (MIT) à des rebelles



Can Dündar à son arrivée au tribunal le 25 mars 2016 à Istanbul
afp.com/BULENT KILIC

islamistes en Syrie en janvier 2014, avait provoqué la fureur du président Erdogan.

«Celui qui a publié cette information va payer le prix fort, je ne vais pas le lâcher comme ça», avait-il promis. Le débats à peine commencés vendredi, le tribunal pénal a décidé, sur réquisitions du procureur, de les poursuivre à huis

clos pour des raisons de «sécurité nationale», provoquant la colère du public. A la reprise de l'audience, le refus de plusieurs députés d'opposition de quitter la salle avait ensuite provoqué un incident de séance et poussé le président à ajourner le procès au 1er avril. ♦

Massoud Barzani vows to fight corruption with same dedication as KRG has fought IS

Speaking exclusively to Al-Monitor, Kurdistan Region President Massoud Barzani discussed his meetings with the judiciary to launch a corruption investigation, starting with his own family and the KDP.



Amberin Zaman
March 22, 2016
www.al-monitor.com

ERBIL, Iraq — These are critical times in the quasi-independent Kurdish entity in Iraq better known as the Iraqi Kurdistan Region, or simply Iraqi Kurdistan. Buoyed by a burgeoning energy sector, its leaders loved to boast that Kurdistan was going to be the “new Dubai.” Today its economy is collapsing, and so are its spirits.

Decades of mismanagement, internal feuding and graft have caught up with the Kurdistan Regional Government (KRG). Relations with the central government in Baghdad are at an all-time low. Since February 2014, Baghdad has refused to pay the Kurds’ share of the national budget. The Kurds subsequently moved to sell their oil independently. The onslaught of Islamic State (IS) forces in 2014 coupled with a sharp drop in oil prices proved a tipping point. Ordinary citizens have taken to the streets in protest.

Yet despite such adversity, Massoud Barzani, the Kurdistan Region’s veteran president, says he is determined to lead his people to full-blown independence after a popular referendum that is scheduled to take place this year. Barzani’s critics accuse him of using the independence card to deflect attention away from the financial crunch and the festering dispute around his presidency. Yet in some ways, conditions have never been riper for realizing the Kurds’ long-cherished dreams of statehood. Baghdad is bogged down with its own problems. IS’ retreat from the so-called disputed territories, including the oil-rich province of Kirkuk, claimed by the Kurds and the central government alike, have allowed the Kurds to assert their control over them. Turkey, a long-feared foe, has embraced the Iraqi Kurds as never before. A few dispute that the quietly determined Barzani is best fitted to shepherd his people to independence. He inherited the mantle of his late father Molla Mustafa Barzani, who is counted among the fathers of Kurdish nationalism. No other figure enjoys Barzani’s stature in Iraqi Kurdistan. In an exclusive interview with Al-Monitor at his office overlooking Erbil, Barzani talked about the challenges that lie ahead.

THE TEXT OF THE INTERVIEW FOLLOWS:

Al-Monitor: You are talking about a referendum and about independence more loudly than ever before. Some people express skepticism, saying it’s a ploy to distract attention from your economic and political problems. They don’t really believe you are serious. Are you serious? And if so, are you going to give us a date for a referendum, and what will the referendum be about?

Barzani: Do you really believe that I would instrumentalize such a critical issue, one that concerns the fate of millions of people, after all the suffering they have endured, all the sacrifices they made, just to advance my own political future? I have come to this decision after all the very bitter experiences of these long and hard years because there is no other path. I ask you, what other way do we have? Let us look at our relations with Baghdad. There are roughly two periods. The first was from 1922 to 2003. During that time, 2,500 of our villages were destroyed; 182,000 people perished; 12,000 Kurds remain unaccounted for; 8,000 members of my own family, the Barzanis, were killed; 5,000 people were gassed to death in Halabja. There’s the balance sheet of that first period.

In 2003, we took part in the overthrow of a regime that brutalized all Iraqis and we looked forward to living together in a new Iraq based on a new and democratic constitution with full and equal rights for all of its citizens. We helped write that new constitution and voted in favor of it. We showed goodwill and acted in good faith.

It was clearly said in the constitution that committing to its principles was the key to Iraq’s unity. But the Iraqi prime minister, with a single stroke of a pen, put an end to this. The [central] government froze the Kurds’ share of the



Iraqi Kurdistan Regional President Massoud Barzani speaks during a news conference in the town of Sinjar, Iraq, Nov. 13, 2015. (photo by REUTERS/Ari Jalal)

budget and failed to uphold its commitments to us on numerous critical fronts. So now we are faced with two options. This first is that we abjure all our rights — that we give up on federalism and become just another province in Iraq. The other is that we go to our people with a referendum and ask them what they want. The status quo is not sustainable. If things continue as they are, we will descend into the bloodshed and destruction of the past.

Al-Monitor: And what will the question to your people be?

Barzani: We have not yet finalized it. We are still having discussions about this.

Al-Monitor: What are the options?

Barzani: There will be one question.

Al-Monitor: You mean whether the people want independence for Kurdistan or not? Or will the proposed referendum be held in the disputed territories as stipulated in the Iraqi constitution, asking people there whether they want to remain part of Iraq or be part of an independent Kurdistan?

Barzani: This is part of the process as well

Al-Monitor: Are you saying that you may put these two separate questions during the same referendum?

Barzani: We haven’t decided yet. The questions may be put concurrently, or separately. But there will be a referendum

Al-Monitor: But will it happen for sure this year?

Barzani: I can say with utter conviction that, barring circumstances beyond our control, that yes, we are trying to do it this year.

Al-Monitor: And do you have a date in mind?

Barzani: I think it will be before October [before the US elections in November].

Al-Monitor: It is universally agreed that in order for Kurdistan to sustain itself as independent, it needs the backing of at least one of the neighboring powers, Turkey or Iran. Over the past few years, we have seen Turkish policies change dramatically in your favor. Will Turkey support an independent Kurdish state carved out of Iraq?

Barzani: In the beginning, Turkey was against the federalism of Kurdistan, and look at our relations today. As long as the referendum is only for Iraqi Kurdistan, it has nothing to do with the Kurds in Turkey [there should be no problem]. So we do hope that Turkey understands and comprehends what Kurdistan is asking for. But at the same time we are talking to Baghdad, we will talk to Iran at the same time that we talk to Turkey. We want to do it in a peaceful and balanced way.

Al-Monitor: Do you believe that if you declare independence, the current government in Turkey will accept it?

Barzani: If the current Justice and Development Party [AKP] government does not recognize and accept an independent Kurdistan, I don’t think any other government in Turkey would.

Al-Monitor: Recep Tayyip Erdogan will be president [of Turkey] ➤

➤ until 2019. So you are saying something needs to happen between now and then?

Barzani: What do you mean something has to happen?

Al-Monitor: Well, independence ideally should happen during this time, correct?

Barzani: When Erdogan was prime minister, it was he who came to Erbil, and in Erbil said that the era of denying the Kurds was over. This was a very important development. I have met Erdogan many times, and I have seen that Erdogan has a better understanding of the Kurdish cause than most. What I heard from Erdogan, I heard from no one else.

Al-Monitor: But Turkey has a big problem with its own Kurds, and it is getting rapidly worse. It seems to me that unless Turkey fixes that problem, even if Turkey supports your independence, it won't be on a sound foundation.

Barzani: We wish that the peace process had not stopped, and we have tried our best to keep the peace process going. I don't want to go into details, but I think that, after the June 7, 2015, elections when they [the pro-Kurdish Peoples' Democratic Party, HDP] got 80 seats in the parliament, we issued a statement saying that it would be a historic mistake if they were not going to be part of the coalition government [with the AKP]. And at that time, I thought that the [AKP] wasn't accepting HDP to be part of the coalition government, but later I heard from the people within HDP that it was they who didn't want to be part of the coalition. I think this was a big mistake.

Al-Monitor: Because they didn't want to support Erdogan becoming a "sultan"?

Barzani: The era of the sultan is over. On the contrary, if they had been part of the coalition, they could have said no to some of the issues that concerned them. I think that as long as there was a chance of them being in the parliament, to fight to make changes, they should have seized it. Now, I am very concerned and afraid. When we witness bombings in the cities, terror acts in the cities, in the name of obscure terrorist organizations, in the end they [the Turkish people] will hold all the Kurds responsible. And I fear that this will lead to ethnic conflict between the Kurds and Turks.

Al-Monitor: It appears that there is going to be more and more pressure on you from Turkey to take action against the PKK [Kurdistan Workers Party], maybe in Sinjar. Do you feel that pressure?

Barzani: No, we have our own agenda.

Al-Monitor: But I have heard your son Masrouf Barzani [the KRG intelligence chief] say that the PKK has to leave Sinjar.

Barzani: Definitely, the PKK should leave Sinjar, and we want them to leave Sinjar peacefully — not by force.

Al-Monitor: And are the Americans intervening on your behalf on this matter?

Barzani: The Americans don't intervene in domestic territorial issues. But the Americans know that there is no value to the PKK presence in Sinjar.

Al-Monitor: How do you assess the recent declaration of a federal northern Syria?

Barzani: I believe that the concept of federalism suits the situation in Syria. But there must be consensus on this among the Syrians themselves. When we declared federalism in the Kurdistan region [in October 1992], we didn't do it unilaterally.

Al-Monitor: The Democratic Unity Party (PYD), which appears to be one of the driving forces behind this declaration, says it is committed to respecting other groups and to democracy.

Barzani: Through its actions on the ground, the PYD does not appear to be sincere about democracy.

Al-Monitor: What do you think of the deepening military and perhaps political ties between the Syrian Kurdish People's Protection Units [the armed wing of the PYD] and the Americans?

Barzani: Any support to the PYD means support for the PKK.

Al-Monitor: Do you believe the PYD and the PKK are the same?

Barzani: They are exactly one and the same thing.

Al-Monitor: Do the Americans believe that?

Barzani: They know very well, but they don't want to say they know very well. ... You know the top priority for us and the Americans is the fight against [IS], so they might turn a blind eye.

Al-Monitor: So let's talk about the fight against [IS]. Do you believe that Mosul has to be taken care of before independence?

Barzani: There is no relation between Mosul and the independence of Kurdistan.

Al-Monitor: No? You can be independent and still have [IS] in Mosul?

Barzani: Why not?

Al-Monitor: Dangerous neighbors.

Barzani: The Kurds are used to living in a tough neighborhood.

Al-Monitor: Why do you believe now is the right time to pursue independence?

Barzani: I have always believed in this. When someone asks us "Why now?" I ask them "Why not now?"kk

Al-Monitor: Because it hasn't worked with Baghdad?

Barzani: It failed.

Al-Monitor: How do you figure out the borders of your state, and how do you get the central government to agree? What do you do about Kirkuk?

Barzani: Article 140 of the constitution, which was never implemented by the central government, calls for a referendum on the disputed areas, in Kirkuk and in Sinjar. If the people say they want to be part of Kurdistan, their voices must be heard and respected. If they decide not to be part of Kurdistan, we will hear their voices and respect their voices.

Al-Monitor: But do you think the US has a role to play in helping a smooth transition?

Barzani: Nobody can play a big role like the role the US can play, if they want to play that role. US security guarantees are vital for the viability of the Kurds, and we will be grateful if they don't oppose our independence.

Al-Monitor: The other problem, of course, is the lack of unity between the Kurds.

Barzani: We are seriously engaged with the PUK [the other main political party Patriotic Union of Kurdistan], and we will be with other parties. Gorran [the opposition Movement for Change] has played a destructive role, and they have made themselves irrelevant.

Al-Monitor: As you move toward independence, do you have a road map?

Barzani: Yes, definitely. We are going to reactivate the parliament with elections of a new speaker of the parliament. The independence of Kurdistan is bigger than parliament and political parties. Whoever wants to be a part of it is most welcome, and whoever wants to stay against it, they have to leave and find their own way.

Al-Monitor: And you believe that you must remain president during this critical period?

Barzani: My objective is to reach that point, to have an independent Kurdistan. And that is a pledge from me. The day we have an independent Kurdistan, I will cease to be the president of that Kurdistan. And I will congratulate the Kurdistan people and let someone else take my place. This is a pledge from me — I will not be the president of Kurdistan.

Al-Monitor: Really?

Barzani: Yes. My goal is to establish an independent Kurdistan, not to remain president.

Al-Monitor: Your plans were based on the idea that oil/energy wealth was going to finance your country. Oil prices have crashed. Aydin Selcen, the former Turkish consul general, suggested that Turkey should buy out the shares of all the producing assets in Iraqi Kurdistan and finance the construction of a natural gas pipeline all to the tune of some \$8 billion. Is this a good formula? Have you discussed this with the Turkish government?

Barzani: I really don't want to go into details. It's best to address this detailed question of the economy and oil to the council of ministers because they are responsible for it.

Al-Monitor: But there is a general criticism of the way the energy deals are being made and that it's not transparent enough.

Barzani: There must be shortcomings, but I don't have the details, so it's better to ask the council.

Al-Monitor: A PUK delegation is going to Ankara soon to talk about the gas.

Barzani: Gas belongs to all the people of Kurdistan. The KRG must deal with it — not the political parties. On the oil and gas, it is the business of the KRG. It is not the business of the PUK.

Al-Monitor: The issue of corruption, though, seems to be talked about a lot more during these very difficult times. What do you plan to do to clamp down on corruption? Are you ready to set an example by punishing guilty parties even if they have a high rank?

Barzani: Yesterday, I had a meeting — a very important meeting — with the chief of the judicial institutions. These are the institutions that are responsible for implementing financial reforms.

Al-Monitor: So we are going to see some arrests or judicial investigations? ➤



Barzani: I told them one thing: Nobody is excluded. If you find something on me, call me. And I will come to the court. [Nephew] Nechirvan [Barzani, the prime minister] must come to the court. Masrour [Massoud Barzani's son] must come to the court if there is something on him. First, we must start with in my family, then start with the KDP [Kurdistan Democratic Party], and then start with the other political parties. So that's why whoever exploits their positions, I told these institutions that they have my full support [to pursue them]. You are legally responsible to fight corruption. So I want you to fight this. But if you don't do your job, then I will bypass you and fight corruption myself, but later don't blame me that I bypass laws in Kurdistan, because this is very important for us in Kurdistan to fight corruption and to fight those people who exploited their government position for oil contracts, sales of agricultural land and things like that. Whoever will be responsible from the Ministry of Interior, Ministry of Peshmerga, prime minister, any minister, any leader of the party, any security official — they all must be held responsible for what they have done.

Al-Monitor: I spoke to many young people, and they are complaining about corruption.

Barzani: For us, it is an existential issue — fighting corruption. So how I fought [IS] with all of the motivation and forces we have, I will fight corruption with the same dedication. ♦

Sherin Zadah contributed to this report

Amberin Zaman is a Bengali-Turkish journalist who has covered Turkey, the Kurds and Armenia for The Washington Post, The Daily Telegraph, The Los Angeles Times and the Voice of America. She served as The Economist's Turkey correspondent between 1999 and 2016. She was a columnist for the liberal daily Taraf and the mainstream daily Haberturk before switching to the independent Turkish online news portal Diken in 2015. She is currently a public policy scholar at The Woodrow Wilson Center in Washington, DC, where she is focusing on Kurdish issues. On Twitter: @amberinzaman

The Economist

MARCH 26th 2016

The Kurds Containing multitudes

The Kurds have taken advantage of chaos in the region, but remain divided

Mar 26th 2016 | ERBIL AND GAZIANTEP
www.economist.com

AFTER defeating Zuhak, an evil king with serpents sprouting from his shoulders, the Kurds celebrated by lighting the hillsides with fire. The fable is remembered each Nowruz, a holiday marking the start of spring and the new year in late March. The Kurds still celebrate by lighting fires—and, in the case of Kurdish soldiers near Mosul, sending flaming tyres down the hillside toward the trenches of Islamic State (IS).

The Kurdish forces in Iraq (where they are known as peshmerga) and Syria are the West's most reliable allies in the fight against IS. They have won important victories in the towns of Kobane, on the Syrian border with Turkey, and Sinjar in northern Iraq. In the process, they have increased and consolidated the territory under their control. Thanks to the chaos created by IS, the Kurds in each country are closer than ever to achieving self-determination.

Yet a unified Kurdistan spanning the region's borders is not in the offing. Last month Masoud Barzani, the president of Iraq's autonomous Kurdistan region, called for a non-binding referendum on independence by the end of the year. Statehood could eventually follow. But in Syria the Kurds' declaration of a federal region, called Rojava, on March 17th, was framed as a way of holding the country together, not splitting it. Though left out of peace talks, Kurdish leaders say Rojava could act as a model for a decentralised Syria.

Syria's Kurds may of course merely be a



Economist.com

step behind their Iraqi counterparts on the way to independence. But that would belie the rivalry between the dominant Kurdish parties in each country. The Kurdistan Democratic Party (KDP), led by Mr Barzani, accuses the Democratic Union Party (PYD) in Syria of lacking commitment to Kurdish nationalism. The PYD has close ties to the Turkey-based Kurdistan Workers' Party (PKK) of Abdullah Ocalan, who believes in a confederation of Kurds, not full independence, within current borders. The PYD and the PKK shun capitalism, while the KDP embraces it, in theory at least.

The tension is exacerbated by the KDP's cooperation with Turkey, home to a large and

restive Kurdish population. Turkish leaders see the KDP as a palatable alternative to the PKK, which they blame for recent attacks inside Turkey. Mr Ocalan sits in prison, but fighting between the government and Kurds in south-eastern Turkey has reached a bloody peak. By extension, the government takes a dim view of the PYD, which it has prevented from forming a contiguous entity along the border in Syria by bombing Kurdish fighters—and by tacitly helping IS, claims the PYD.

The PYD portrays Rojava as a democratic and pluralistic place, but the party is accused of monopolising power and, in some towns, of kicking out Arabs. Other Kurdish groups, such as the local affiliate of the KDP, have been sidelined and critics repressed. While maintaining an uneasy truce with the regime of Bashar al-Assad, Syria's embattled president, the PYD's soldiers have attacked other rebels, including other Kurds. "For the PYD, everyone is the enemy," says Sultan Jalaby, a Kurdish journalist who fled Syria for Turkey.

The KDP has done its share to alienate the PYD, including digging trenches on the Iraqi side of the border with Rojava. Mr Barzani also has critics at home. Over the objections of political rivals, the president's term in office has been extended indefinitely due to the fight against IS. Many believe his call for a referendum was timed to distract from more pressing problems. The region has been cut off by Baghdad for failing to send oil revenue to the central coffers. Low oil prices, a bloated budget and the influx of nearly 2m refugees and displaced persons have it drowning in debt.

The Kurds in Iraq and Syria are tightening their grip on disputed territories, such as oil-rich Kirkuk in Iraq. But there is little appetite abroad for the break-up of Iraq and Syria. The declaration of a federal Rojava was rejected by America. The Kurds may be winning ground; but peace among them may prove to be more elusive. ■

Turkish member of ISIS carried out bombing in Istanbul, official says

ISTANBUL

BY TIM ARANGO
AND CEYLAN YEGINSU

A Turkish member of the Islamic State was the perpetrator of a suicide bombing that killed four foreigners in Istanbul over the weekend, the Turkish interior minister said on Sunday.

The attacker, who struck on Istiklal Avenue on Saturday morning, has been identified as Mehmet Ozturk, a Turkish citizen born in 1992 in the southern city of Gaziantep, the interior minister, Efkan Ala, said in a televised news conference.

Three Israeli citizens were killed in the attack along with one Iranian. Dozens more were injured.

An Israeli military plane on Sunday flew the bodies of the three Israeli victims home for burial. They were identified as Simha Damri, 60, a woman from the southern town of Dimona; Avraham Goldman, 69, a tour guide from Herzliya; and Yonathan Shor, 40, a Tel Aviv resident who worked in the technology industry. Mr. Goldman and Mr. Shor, who was also identified as Yonathan Suher by the State Department, held dual Israeli-American citizenship.

Israel's deputy foreign minister, Tzipi Hotovely, told Army Radio on Sunday that there was no information to suggest the suicide bombing was specifically directed at Israelis.

The bombing on Saturday was the fourth such attack in Turkey this year, and it underscores the country's growing vulnerability as it fights in conflicts on two fronts — one against the Islamic State in Syria, the other against Kurdish insurgents at home.



The Islamic State has not claimed responsibility for any attacks in Turkey, but officials said the group was responsible for a suicide bombing in Istanbul's historic tourist district in January that killed 10 people, most of them German citizens.

Officials also linked the group to the worst terrorist attack in Turkey's modern history, in which 103 people were killed during a peace rally in Ankara, the Turkish capital, in October.

Turkish officials say the Islamic State has started to target Turkey because of its increased cooperation with the United States-led coalition that is fighting the group in Syria. As a part of that effort, Turkey has also cracked down on thousands of foreign fighters trying to cross its border into Syria.

When the bomber struck on Istanbul's busiest thoroughfare on Saturday, the country was still reeling from a car bombing in central Ankara last week that killed 37 people. A splinter group of the Kurdistan Workers' Party, or P.K.K., claimed responsibility for that attack.

Kurdish militants have waged a three-decade insurgency against the Turkish state for autonomy, and the violence has increased in Turkey since the

breakdown of a fragile peace process in July, followed by a major counterinsurgency campaign.

On Sunday, a soccer game between the two major Istanbul teams, Galatasaray and Fenerbahce, was postponed following a serious security threat, the Istanbul Governor's office said in a statement.

Many roads in Istanbul were cordoned off for security reasons, and television footage showed the usually bustling Istiklal Avenue virtually abandoned. Photographs showed several people placing red carnations at the scene of the attack.

The United States Embassy warned its citizens to avoid crowded places ahead of Sunday's Kurdish spring festival, Nevroz. The Turkish government banned Nevroz events in major cities because of security concerns. ●

MARCH 28, 2016



Turkey: More than 5,300 Kurdish rebels killed or captured

March 28, 2016 — Associated Press

ANKARA, Turkey - Turkey's president says the Turkish security forces have killed or captured more than 5,300 Kurdish rebels since hostilities resumed in July.

President Recep Tayyip Erdogan also said Monday a total of 355 security force members have been killed in the conflict during that

period — 215 soldiers, 133 police officers and seven government-paid village guards.

The conflict flared in the summer after a fragile peace process that began in 2012 broke down. Since then, government forces have launched large-scale offensives against Kurdish militants in several urban districts in the mainly-Kurdish southeast region while Turkish jets have carried out cross-border airstrikes on sus-



pected PKK Kurdish rebel hideouts in northern Iraq.

The PKK, which is fighting for Kurdish autonomy, is considered a terrorist organization by Turkey and its allies. ●

New generation of more radical youth emerges in the Kurdish region of Turkey

By Glen Johnson / MARCH 21, 2016
REPORTING FROM DIYARBAKIR, TURKEY
www.latimes.com

Nasir Dogru says his son must have been important. He has often seen the 18-year-old on local Kurdish television channels, his smiling face flashing across the screen.

Perhaps he was a commander, he says. Neighbors and friends say so too. They call the teenager, Ferhat Dogru, a martyr.

"He was very brave," says Nasir. "He was the first martyr of the Sur struggle."

About 16 months ago, young Ferhat left his home in Diyarbakir's Baglar neighborhood, a rough district racked by poverty. His family believes he stole off into the mountains of northern Iraq, joining the Kurdistan Workers Party, or PKK, which has been waging an insurgency against the Turkish government for three decades.

Ferhat returned home after eight months. Combat pitting Turkish security forces against Kurdish fighters was escalating throughout Turkey's restive and predominantly Kurdish southeast.

A sniper shot him dead four months later, last November. Ferhat had been battling as part of the militarized ranks of the PKK's youth wing in Diyarbakir's Sur district.

In its early years, the PKK sought an independent state for the Kurds, an ethnic minority largely spread over portions of Turkey, Iran and Iraq. It later softened its goals to demanding improved rights within Turkey for the long-repressed group.

Both Turkey and the U.S. describe it as a terrorist organization.

As Kurdish militants strike at urban centers across Turkey, a new generation of more radical youth has emerged. Products of the vicious security crackdowns of the 1990s, they increasingly appear to operate outside the PKK's top-down hierarchal structure, analysts say.

Since the collapse of a three-year peace process in July, Turkey's southeast has spiraled into war, with youth militants forming the vanguard. Two recent car bomb attacks in Ankara, the capital, and a mortar attack on an Istanbul airport in December have raised fears that the violence is spreading well beyond the country's Kurdish heartland.

"The shift to urban combat ... likely undermined the PKK's capacity to control militants," says Howard Eissenstat, a Turkey expert at St. Lawrence University in New York. "The model of highly indoctrinated, disciplined troops that the PKK used in the mountains does not really apply to the cell-based urban units who are at the forefront of the conflict right now."

It is possible, says Eissenstat, that the PPK "is now leading from behind and no longer capable of controlling its cadres."



Diyarbakir's Baglar district bears the scars of clashes between Turkish troops and Kurdish militants. (European Pressphoto Agency)

On March 13, a suicide car bomb brought carnage to the Turkish capital, killing 37 people at a busy transport hub and park in the city's central Kizilay neighborhood. Ankara says a 24-year-old female PKK militant carried out the attack, which raised widespread fears of a dramatic shift in insurgent tactics.

An intransigent PKK offshoot, the Kurdistan Freedom Falcons, claimed responsibility for the attack in a statement published on its website Thursday. It was the organization's second attack in Ankara in less than a month.

Kurdish fighters have traditionally been wary of exacting a high civilian toll, as they seek domestic and international legitimacy.

"Assuming that the ... attacks in Ankara are in fact related to the Kurdish issue, they mark a remarkable escalation of the level of violence," Eissenstat says. "The use of car bombs to ensure a large number of casualties and the explicit targeting of civilians are not something we typically associate with the conflict in Turkey."

The rise of a PKK-linked Kurdish faction in Syria — with which Turkish-backed militants have repeatedly clashed — and its ability to hold territory and establish self-governance, analysts say, has probably encouraged youth and splinter factions to adopt a more radical stance than the group's leadership.

This appears to be empowering PKK hardliners at the expense of the somewhat more conciliatory figures within the group, such as the leader of the insurgents' armed wing, Murat Karaliyan.

Ferhat was an example of the newly radicalized youth. According to his father, he became fascinated with the PKK during his early teenage years. He had never been very interested in school, preferring to kick around a ball.

"He loved the [Kurdistan Workers] Party so much," says Nasir.

His family says he was angered by what he believed was the oppression of the Kurdish people. He dropped out of school at 14.

"He was a funny child, our youngest," says Nasir, a 55-year-old retired civil servant, sip-

ping a glass of tea. "When he was born, he balanced our family: four boys and four girls."

The Dogru home is a sparse, humble place. Worn furniture points toward an old television set, a local Kurdish station broadcasting an interview with PKK partisans dressed in baggy green fatigues.

Ferhat's mother, Hamdiye, says that "he never stole or treated people unfairly." But his admiration for the PKK was obvious to all.

"He was not a bad boy. He was very positive," says Hamdiye. "But he knew that we were struggling against oppression. He wanted to protect us."

Ferhat returned home from the mountains as violence in Turkey's southeast began to spiral out of control midway through last year.

"We don't know exactly what he had been doing there," his father says.

In areas of Turkey, young militants dug trenches and battled security forces in increasingly bloody street-level conflict. Ankara imposed strict curfews — bolstered by tanks and attack helicopters — on embattled towns and cities throughout the southeast, vowing to crush "terrorism."

"The collapse of the peace process has destabilized Turkey writ large — and only one aspect is the need for sustained counter-terror operation," says Aaron Stein, a senior fellow at the Atlantic Council. "The military will, without question, be able to clear cities."

But, he adds, most Turkish security officials expect the PKK to mount a spring offensive.

The Dogrus say that they have seen enough violence in the southeast.

Nasir lifts a length of fabric in the colors of the Kurdish flag, revealing a photograph of a smiling Ferhat wearing a bandanna.

On Nov. 6, he was shot in the stomach as clashes raged near Diyarbakir's four-legged minaret, a hot spot in the recent violence. Turkish authorities allowed the transport of the wounded youth to a hospital, where he died.

"I am proud of him," says Nasir. "He is among the martyrs in the cemetery." ■

THE KURDS' PUSH FOR SELF-RULE

A proposal for a semi-autonomous region in Syria might be an idea worth building on.

One important political outcome of the Syrian war could be a decision by Syrian Kurds to establish a semiautonomous region in the northern part of the country. The move entails risks and has been condemned by Turkey and even some Kurds, but could offer a model for decentralized governance in a federated Syria.

The Kurds have taken advantage of the five-year war to consolidate control over three noncontiguous areas in northern Syria. Last week, Kurdish parties, including the Democratic Union Party, or P.Y.D., announced they were putting together a plan to unite areas controlled by Kurdish forces in a semiautonomous entity within a federal system.

The Kurds are an ethnic group of perhaps 35 million in Syria, Iraq, Iran and Turkey, and they have long argued that they are the world's largest ethnic group without a state. They have suffered persecution and had their aspirations for self-governance crushed. The American invasion of Iraq created an opportunity for Kurds living there to establish a semiautonomous region in northern Iraq, which has been reasonably successful.

The Syrian Kurds are in a stronger position to press their case for political autonomy because they have emerged as a key ally in the fight against the Islamic State. But the pro-autonomy move is anathema to Turkey, a NATO ally at war with its own Kurdish separatist groups and fearful of an expansion of Kurdish self-governance anywhere. Turkey managed to exclude the Kurds from this

week's United Nations-mediated peace talks on Syria. The Syrian Kurds' announcement seemed timed as a reminder that they will not be ignored.

The United States has said it opposes Syrian Kurds acting now to form an autonomous self-ruled region because the long-term goal of the United Nations talks is a national unity government that does not include President Bashar al-Assad and keeps Syria united. But it has also said it would support a federal system of semiautonomous regions if that's what the Syrian people agree to in the peace talks.

The notion of a federal system has been floated by Philip Gordon and James Dobbins, former officials in the Obama administration, and has been discussed not only among the Kurds but also in Washington as a potential solution for Syria, at least until a longer-term political solution is agreed to. Russia has also endorsed the concept.

The idea is that Syria would be divided into zones roughly corresponding to areas held by Kurdish militias, the government, the Islamic State and other insurgents. The zone held by the Islamic State would be under international administration as the United States and others worked to defeat the militants.

The Syrian Kurds say they are not seeking total independence, only a democratic region in which they, Arabs and other ethnic groups can live together. This may be an idea worth building on as part of a political solution to end the war and the slaughter of civilians.



21 mars 2016



Buildings, which were damaged during the security operations and clashes between Turkish security forces and Kurdish militants, are seen in the southeastern town of Cizre in Sirnak province, Turkey March 2, 2016

The standoff between the Turkish government and PKK has claimed the lives of 300 troops and police officers since it erupted anew in July 2015. The Turkish general staff estimates over 1,000 Kurdish militants were killed in its anti-terror campaign since mid-December, a figure that pro-Kurdish Peoples' Democratic Party (HDP) officials argue includes hundreds of civilians.

PKK has been fighting for Kurdish independence from Ankara since 1984. The group, which Turkey considers to be a terrorist organization, seeks to create a Kurdish state in parts of Turkey and Iraq. ♦

21 march 2016 — sputniknews.com

ANKARA (Sputnik) — A total of 22 militants from the Kurdistan Workers' Party (PKK) were killed by the Turkish army in the space of 24 hours in a counter-terrorist operation in the country's southeast, the Turkish General Staff said in a statement Monday.

The general staff also confirmed Turkish media reports of the deaths of four servicemen during an operation in the city of Nusaybin on the Syrian border.

On Sunday, Turkey's Interior Minister Efkan Ala announced a round-the-clock curfew across seven southeastern regions.

Over 300 soldiers killed, 10 times more PKK militants killed: Erdoğan

March/25/2016 - YOZGAT
www.hurriyetdailynews.com

Turkish President Recep Tayyip Erdoğan said on March 25 that the number of killed soldiers across Turkey during operations against the outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK) in the country's southeast was over 300 while, noting that this number was 10 times more in PKK.

"Since July [2015] the number of martyrs across the country during the fight against terror has exceeded 300. Of course, the losses of terrorists inside the country and abroad are at least 10 times more than that," Erdoğan said, adding that those who want to divide the nation would not prevail.

Recently, Turkey has been hit by its worst violence in years, after a fragile peace process shattered in July 2015 following a two-and-a-half-year de facto cease-fire between security forces and PKK militants.

Three Turkish soldiers were killed late on March 24 in an outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK) car bomb attack in the

southeastern province of Diyarbakır, the Turkish General Staff has announced.

PKK militants attacked the Mermer Gendarmerie Post on the Diyarbakır Lice motorway at around 9:10 p.m. by detonating a bomb-laden car, killing three soldiers and wounding another 24, the General Staff said in a statement.

The wounded soldiers were immediately taken to hospital where their treatment is continuing, the statement added.

Security forces killed 24 PKK militants on March 24 in the towns of Nusaybin, Şırnak and Yüksekova in southeast Turkey, near the borders with Syria, Iraq and Iran, the military said.

Turkish warplanes struck PKK targets in northern Iraq on March 24. In the latest in a series of air strikes in northern Iraq, Turkish F-16 and F-4 jets destroyed PKK ammunition depots and shelters in the Avasin and Basyan areas on March 24 in the afternoon, the military said.

A curfew was declared on March 25 in the Silvan district of the southeastern pro-



vince of Diyarbakır ahead of operations against the outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK), the district governor's office has announced.

The curfew was declared in 18 neighborhoods and villages of Silvan on March 25 at 11 a.m. until further notice, District Gov. Murat Kütük said in a statement.

According to the Human Rights Foundation of Turkey (TİHV), this is the seventh curfew imposed in Silvan since August 2015, with the longest previous instance lasting between Nov. 3 and 14, 2015. ■

Syrie: Les forces kurdes préparent la bataille de libération de Raqa

Source: Belga 31/03/16

<http://www.levif.be>

Les forces kurdes syriennes se préparent à la bataille de "libération" de la ville syrienne de Raqa, sous l'égide de la coalition internationale, en resserrant l'étau autour de ce bastion du groupe Etat islamique, a affirmé jeudi le chef des Kurdes syriens. Saleh Muslim.

"Les Forces démocratiques syriennes (FDS, alliance dominée par les milices kurdes) se préparent avec la coalition à libérer Raqa", a déclaré M. Muslim lors d'une rencontre avec des journalistes à Paris. Mais il a ajouté qu'il était nécessaire que "les habitants arabes de la région de Raqa" se joignent aux forces kurdes - qui comptent selon lui entre 40.000 et 50.000 hommes et femmes - afin de pouvoir libérer la ville.

Le chef du Parti de l'union démocratique (PYD) a expliqué que ses forces tentaient actuellement de prendre le contrôle "du couloir de 70 km qui constitue le seul accès des terroristes vers la Turquie", dans le nord-est de la Syrie. Selon lui, les combattants de l'EI qui se sont retirés de Palmyre, dont le régime syrien a repris le contrôle, "se dirigent vers Aazaz depuis la Turquie". "Ce couloir entre la Turquie et Raqa doit être fermé, avec l'appui aérien de la coalition", a-t-il souligné. Les forces kurdes et leurs alliés ont déjà pris le contrôle le mois dernier de Chadadi, un bastion de l'EI, coupant la route de ravitaillement des djihadistes vers la ville de Mossoul, leur fief en Irak.

Grâce au soutien militaire de la coalition dirigée par Washington, les forces kurdes avaient repoussé il y a un an l'offensive lancée par le groupe EI sur la ville de Kobané, toute proche de la frontière turque, à l'issue de



Forces kurdes de Syrie, ici à Kobané, © Reuters

plusieurs mois d'une féroce bataille. M. Muslim a indiqué que la zone sous contrôle des Kurdes, qui compte selon lui entre quatre et cinq millions d'habitants, allait encore s'élargir, "car les gens veulent se débarrasser de Daech" (acronyme arabe de l'EI).

Les Kurdes de Syrie ont proclamé le 17 mars une région fédérale dans le nord du pays, une initiative immédiatement rejetée par le régime de Bachar al-Assad et l'opposition. ●



Hamit Bozarslan «Si l'EI était rationnel, il ne multiplierait pas les attentats à l'extérieur»

Recueilli par

JEAN-PIERRE PERRIN
et MARC SEMO

Hamit Bozarslan est directeur d'études à l'École des hautes études en sciences sociales (EHESS). Ses recherches portent sur la sociologie historique et politique du Moyen-Orient.

La bataille d'Alep, qui a vu les forces loyalistes prendre l'avantage il y a quelques semaines, a-t-elle été un tournant dans la guerre en Syrie avant l'entrée en vigueur du fragile cessez-le-feu ?

Je crois que oui. Il faut se rappeler que ce que l'on appelle pudiquement le conflit syrien a changé cinq fois de nature depuis 2011. A l'été 2011, le tournant majeur a été la militarisation d'une partie de l'opposition, qui manifestait alors pacifiquement malgré la répression. A l'été 2012, il y eut l'attentat à Damas qui a décapité une partie du régime, tuant notamment Assef Chawkat, le beau-frère de Bachar al-Assad. A l'été 2013, on a assisté à l'emploi d'armes chimiques par le régime dans la banlieue de Damas et à l'entrée officielle du Hezbollah dans le conflit. A l'été 2014, on a vu la percée de l'Etat islamique [EI], puis, l'été suivant, l'intervention russe. A présent, le conflit est devenu à la fois intrasyrien et l'une des composantes d'une guerre civile arabe qui ne se déroule pas seulement sur le territoire syrien. Et il est l'enjeu d'un affrontement entre les grandes puissances. Qui, en 2012, aurait imaginé que Bachar al-Assad puisse rester au pouvoir ? Quatre ans plus tard, il est toujours là et peut même l'emporter.

Quelles ont été les conséquences de l'engagement russe ?

Les Russes sont aussi massivement présents parce que l'Occident l'est très peu. Dans la crise syrienne, le Kremlin montre sa capacité à mobiliser ses points forts des XVIII^e et XIX^e siècles : la quête des mers chaudes, une réelle présence en Méditerranée, et même la défense des chrétiens d'Orient et de l'orthodoxie. L'Europe, en revanche, n'est pas en mesure de penser le monde – pas plus que les Etats-Unis –, offrant ainsi à la Russie l'occasion de rêver d'une revanche sur la guerre froide. L'engagement russe change la donne aussi parce que son aviation peut bombarder sans scrupule, comme elle l'avait fait en Tchétchénie. Dans l'immédiat, cela accroît le chaos et la fragmentation d'une Syrie éclatée entre l'EI, le Rojava [*Kurdistan syrien*], un «alaouïstan» sur la côte et Damas, en passant par Homs et peut-être en récupérant Alep.

2 Mais le conflit se déroule aussi au Yémen, en



DR

Essor des mouvements radicaux sunnite et chiite, opportunisme russe en Syrie, équilibre précaire de Daech... Le spécialiste du Moyen-Orient affine la lecture du conflit en puisant dans l'histoire.

Irak, au Liban et en Libye. Chacun de ces terrains a son histoire propre mais ils interagissent.

Pourquoi le régime a-t-il autant voulu reprendre Alep, ville à majorité sunnite ?

C'est une sorte de butin. Le régime s'est consolidé dans son alaouïstan et veut élargir son territoire, aller jusqu'à la frontière turque et prendre le contrôle de toute cette «Syrie utile», dont Alep est le cœur. Certes, le fait que la majorité de la population de cette région soit sunnite est un risque. Mais quand le régime avait repris le contrôle de Homs, la ville

s'était vidée de la plus grande partie de ses habitants et les quartiers tenus par la rébellion n'étaient

plus qu'un désert de pierres. Aujourd'hui, on compte entre 11 millions et 12 millions de Syriens déplacés à l'intérieur du pays ou réfugiés dans les pays limitrophes. La moitié de la population ! On peut donc penser que le clan Al-Assad ne sera pas capable de gérer seul un pays détruit et vidé d'une bonne partie de ses habitants et aura sans doute besoin des communautés chiites de la région.

Ces conflits étendus à toute la région sont-ils l'expression d'un affrontement chiite-sunnite ou d'une rivalité de puissances régionales, l'Iran versus l'Arabie Saoudite et la Turquie ?

Ces conflits ne se limitent pas à une dimension confessionnelle. Il suffit de regarder ce qui se passe en Libye où, toute la population étant sunnite, ce facteur ne joue pas. Le jihadisme s'enracine en Egypte comme au Nigeria ou dans l'Afrique sahélienne, où la question chiite n'existe pas davantage. La montée en puissance du jihadisme est impressionnante. Dans les années 80, il y avait quelque 35000 volontaires arabes en Afghanistan et l'Al-Qaeda de 2001 comptait tout au plus 2000 hommes. Aujourd'hui, de l'Afghanistan au Nigeria, il y a sans doute quelque 150 000 combattants. Mais si l'on se concentre plus précisément sur le Proche-Orient et les pays les plus impliqués – Syrie, Irak, Liban, Yémen –, il est évident que celui-ci se confessionnalise à une vitesse

vertigineuse. Ce n'était pas le cas dans le passé. La guerre civile yéménite des années 60-70 était purement politique entre le Nord, sunnite, soutenu par l'Arabie Saoudite «réactionnaire», et le Sud, sunnite lui aussi, aidé par l'Egypte sunnite et «progressiste». A l'époque, personne ne pouvait imaginer qu'une ville comme Qardaha, le «Corleone du clan Al-Assad» comme on l'appelle, allait déterminer l'avenir de la Syrie et que le Baas irakien deviendrait un parti à forte dominante sunnite et toujours plus antichiite. Le facteur confessionnel commence à peser à la fin des années 70 pour graduellement déterminer toute la carte régionale. L'Iran, l'Arabie Saoudite et la Turquie, qui a surconfessionnalisé sa politique intérieure et extérieure, jouent un rôle central dans ce processus.

Cette situation n'est-elle pas d'abord la conséquence de la révolution iranienne de 1979 et d'une sorte de volonté chiite de conquête de l'hégémonie ?

Je n'ai pas plus de sympathie pour un côté que pour l'autre, mais je crois qu'il y a une double matrice qui ne se réduit pas aux seules conséquences de la révolution iranienne de 1979. Avant celle-ci, les coups d'Etat en Syrie, en 1966 et 1970, entérinent la domination d'un noyau dur issu de la communauté alaouïte. La révolution iranienne a accéléré considérablement ce processus ainsi que la guerre Iran-Irak, vue, avant tout, comme un affrontement sunnite-chiite. A ce moment, le beau-père de Saddam Hussein a pu publier un livre intitulé *Trois Choses que Dieu n'aurait jamais dû créer : les mouches, les Juifs et les Perses* ; dans l'«infratexte», les Perses étaient compris chiites.

Dès les années 80 se développe un radicalisme aussi bien chez les chiites que les sunnites. Le radicalisme chiite est pour l'essentiel maîtrisé. En témoigne la création en 1982, avec l'aide de l'Iran, du Hezbollah libanais qui reste le modèle du genre : une organisation à la fois militaire, politique et économique capable aussi bien d'intégrer la communauté chiite que d'exercer de la violence contre les

franges récusant sa domination. Une telle organisation est donc en mesure de s'inscrire dans la durée et de s'enraciner. Les mouvements chiites d'Irak, dont celui très radical de l'imam Al-Sadr, ont fini par suivre cet exemple et illustrent cette rationalisation du chiisme même le plus radical. En revanche, le radicalisme sunnite n'est pas maîtrisé et dérive toujours vers une «surradicalité» alimentée par le wahabisme exporté par l'Arabie Saoudite et finit par détruire la communauté sunnite elle-même.

L'Etat islamique en est-il un exemple ?

On connaît presque tout du fonctionnement de l'EI mais la donne change chaque année par la dynamique de l'action et de la surradicalité qui la porte. Il a, d'un côté, une logique parfaitement rationnelle de pouvoir et de gestion de l'économie, baissant par exemple récemment les salaires de ses fonctionnaires de 600 dollars à 300 dollars par mois [soit d'environ 537 euros à 268 euros], à cause des difficultés budgétaires dues au tarissement croissant de la contrebande de pétrole et du commerce transfrontalier. Mais la surradicalité de ses actions met en danger cette construction et son califat. Si l'EI était ancré uniquement dans une construction rationnelle, il ne multiplierait pas les attentats à l'extérieur de son territoire, en particulier en Occident. Sans cela, il est probable que les grandes puissances s'en seraient accommodées, d'autant qu'il contrôle espaces et populations. Or, il est devenu l'ennemi pour tous. La situation de l'EI peut donc être très précaire.

Le jeu de Téhéran pèse donc plus que celui de Riyad ?

Incontestablement. Prenons le cas du Liban : l'Arabie Saoudite continue à soutenir le courant sunnite de Hariri, mais celui-ci s'érode de plus en plus, à cause d'une dynamique de radicalisation que Riyad n'est pas en mesure de contrôler ni même d'arbitrer. Le monde chiite, grâce à l'existence d'un clergé, est «tenu». Le monde sunnite non et la mosquée Al-Azhar du Caire, théoriquement considérée comme l'autorité spirituelle par excellence, peut dire ce qu'elle veut, cela n'a guère d'effet, d'autant que certaines de ses prises de positions n'ont rien à envier à celles de l'EI : elle a appelé à la crucifixion des membres de l'EI qui avaient brûlé vif un pilote jordanien.

Comment expliquer cette dynamique suicidaire ?

C'est une question que s'étaient déjà posée nombre d'intellectuels dans les années 30 en Allemagne. Certes, l'EI et le nazisme sont des phénomènes historiques différents, mais il y a des caractéristiques communes. A cette époque, Hannah Arendt, Ernst Bloch, Walter Benjamin et d'autres philosophes évoquaient «les forces de la non-contemporanéité dont les calendriers ne comptent pas le temps mais le détruisent». Karl Kraus parlait d'une «troisième nuit de Walpurgis», la nuit où toutes les forces du mal rejaillissent de la terre. Et Freud, dans *le Malaise dans la civilisation*, d'évoquer l'hypothèse d'un Thanatos libéré de ses chaînes pour détruire la civilisation mais aussi lui-même.



«On connaît presque tout du fonctionnement de l'EI mais la donne change chaque année par la dynamique de l'action et de la surradicalité qui la porte.»

«On connaît presque tout du fonctionnement de l'EI mais la donne change chaque année par la dynamique de l'action et de la surradicalité qui la porte.»

Jeudi, lors de la progression de l'armée syrienne, soutenue par les Russes, vers Palmyre. PHOTO AFP

Qu'est-ce qui favorise cette dynamique de l'Etat islamique ?

La conjoncture transforme l'organisation de façon permanente, qui n'a cessé de muter depuis sa création. Mais une autre dimension est essentielle : certaines sociétés moyen-orientales sont en perte totale de repères. C'est l'héritage de tout un siècle qui s'effondre avec son Empire ottoman finissant sur l'exécution des intellectuels arabes, puis sa période mandataire, son nationalisme et son socialisme arabe, son islamisme et, enfin, ses régimes autoritaires kleptomanes. Aujourd'hui, il ne reste plus rien à quoi se référer ni dans le temps ni dans l'espace.

En 2013, il y avait 1200 milices et groupes armés différents en Syrie. Ce n'est pas difficile de comprendre pourquoi et comment l'EI a pu s'imposer aussi rapidement. Le grand historien arabe Ibn Khaldun expliquait que la cité devait se pacifier pour que la civilisation s'y épanouisse ; mais si elle se pacifie, il n'y a aucune garantie que son prince ne se transformera pas en tyran. De plus, une cité pacifiée reste toujours à la merci de ses marges qui ont gardé leur capacité de violence. Mossoul, en Irak, où étaient stationnés 86 000 hommes des forces de sécurité, a été conquis en juin 2014 par 2 000 jihadistes.

A cela s'ajoute une temporalité encore plus longue, qui remonte aux origines mêmes de l'islam et sur laquelle insiste Leïla Babès dans *l'Utopie de l'islam*, où elle utilise le concept d'«anarcho-théocratie». Pour sortir des guerres civiles qui ont été très violentes dès la mort du Prophète et éviter de nouvelles discordes, les oulémas ont élaboré entre le VII^e et le X^e siècles une doctrine d'obéissance absolue au prince, même lorsqu'il est impie, ce qui ne fait que reproduire la tyrannie. Mais, de l'autre côté, l'islam impose aussi l'impératif de société juste, ce qui ne peut que légitimer le recours à la violence.

L'EI se réfère à l'Apocalypse ?

La dimension eschatologique est bien réelle avec un idéal du retour à l'âge prophétique, frôlant le blasphème en l'absence du Prophète. Le journal de l'EI s'appelle *Dabiq*, du nom de la bourgade du nord de la Syrie censée être le lieu de l'arrivée du Mahdi, début d'une époque précédant l'Apocalypse.

Ce chaos verra-t-il la revanche des chiites, grands perdants du démantèlement de l'empire ottoman ?

Je ne crois pas que les chiites aient été des perdants de ces accords. Mais cela ne signifie pas qu'ils n'aient pas été effectivement ensuite exclus du pouvoir en Irak. Les Britanniques se méfiaient de cette religion, à leurs yeux barbare et indocile. Mais dans les années 50 et 60, ils ont été des acteurs politiques importants en Irak. Et en Syrie, à l'époque du mandat français, on a même voulu créer un Etat alaouite.

Est-ce aussi le momentum kurde ?

Je n'en suis pas certain, même si le dynamisme kurde est évident. C'est vrai qu'au Kurdistan d'Irak existe un système mi-patrimonial, mi-démocratique et au Kurdistan syrien émerge un autre système mi-hégémonique, mi-représentatif. Selon Ibn Khaldun, seuls les peuples qui viennent des bas-fonds de l'histoire deviennent des acteurs de l'histoire. Cela peut bien être le cas des Kurdes. Mais leurs structures politiques et administratives et leur économie sont très fragiles. S'ajoute un conflit entre la Turquie et l'Iran qui porte aussi sur le Kurdistan. Ankara met sous pression le Kurdistan syrien et mène sur son propre territoire une politique de vendetta contre la société et les villes kurdes. Jusqu'à l'offensive de l'EI, à l'été 2014, les Kurdes irakiens et syriens pensaient que la violence ne faisait plus partie de leur histoire et qu'ils pouvaient constituer l'Athènes du Moyen-Orient ; depuis, ils ont été contraints de se muer en Sparte. A défaut d'un Etat kurde, ces deux entités pourraient s'inscrire dans la durée, mais cela nécessiterait sans doute que le contexte régional soit pacifié. ◆

Syrian troops are said to take Palmyra from ISIS

BEIRUT, LEBANON

Assad's military puts end to yearlong occupation of history-rich oasis city

BY HWAIDA SAAD|
AND KAREEM FAHIM

Syrian government forces recaptured the desert oasis city of Palmyra on Sunday, the state news agency and a monitoring group reported, after driving out Islamic State fighters who had occupied the city for the better part of a year, summarily executed residents and dynamited ancient ruins.

Syrian state television, which has closely covered a three-week push by President Bashar al-Assad to regain Palmyra, aired celebratory footage on Sunday showing government soldiers around the historical sites. The Syrian Observatory for Human Rights, a monitoring group, said that fighting continued in a few districts of the city, as well as at a military prison.

But the majority of the Islamic State contingent in Palmyra had withdrawn or been routed, with hundreds of its fighters killed, the observatory said, highlighting the extremist group's broader struggles to retain territory in Syria and Iraq. At the same time, the advance by Mr. Assad's troops handed him a strategically important military prize that added weight to the contention that his government is a crucial bulwark against the jihadists of the Islamic State.

In a statement carried by the Syrian state news agency on Sunday, Mr. Assad called the victory "an important achievement and new evidence of the effectiveness of the strategy followed by the Syrian army and its allies in the war against terrorism."

The battle also provided further confirmation of how significantly Russia's intervention on behalf of Mr. Assad had transformed his fortunes. Islamic State fighters had easily taken Palmyra last May from government troops, who had



SANA, VIA AGENCE FRANCE-PRESSE

In a photo released by Syria's state news media on Sunday, two Syrian soldiers monitored the progress of government forces as they retook the oasis city of Palmyra from the Islamic State.

hardly mounted a fight. The recapture of the city on Sunday came after Russia carried out dozens of airstrikes in support of the government coalition.

The Islamic State's capture of the city had provoked worldwide anguish because it gave the extremist group control over Palmyra's spectacular ruins, the remains of a civilization that 2,000 years ago was a crossroads between Roman, Persian and local cultures.

During the Islamic State's occupation of the Unesco World Heritage site, antiquities officials feared that several significant sites had been fully or partially destroyed, including the Temple of Baalshamin, as well as the Temple of Baal, which has served as the modern backdrop for concerts in the Palmyra Music Festival.

The entrance of government troops into the city will provide an opportunity to more closely inspect the damage. In a statement last week, Irina Bokova, the director general of Unesco, welcomed the "liberation" of Palmyra from the Islamic State and called the reported damage to the site an "immense loss" to Syrians and the world.

Maamoun Abdulkarim, Syria's director general of antiquities, who has not been able to visit Palmyra for the past two years because of the fighting there, said on Sunday that he hoped to visit the city within a day or two. Initial reports suggested that there had been damage to the wall of the city's medieval citadel, "but it can be fixed," he said. The Temple of Baal was largely destroyed

though some stones remained intact, he said.

"We will try to rebuild it. It won't be like before," he said.

Khaled al-Homsi, an anti-government activist and native of the city who now lives outside of Syria, watched television footage on Sunday that showed damage to the citadel, which faced his former home.

The Islamic State fighters, he said, "did damage to ruins that can never be compensated," he said.

Residents who had stayed in the city while it was under the Islamic State's control said they had felt trapped in the fighting between the combatants — subjected to the jihadists' unforgiving strictures and pitiless violence, while also enduring the heavy shelling of civilian areas by government forces.

For some Syrians, the city's capture by government troops came too late.

A woman who said her brother had been killed by the Islamic State in Palmyra — beheaded by the militants in the street — accused Mr. Assad's government of sending poorly equipped soldiers to defend the city as the Islamic State approached. And she cursed residents of Palmyra, saying they had worked as "spies and agents" for the militant group.

"What am I going to get with this liberation?" said the woman, who has fled Syria for Europe.

Kareem Fahim reported from Cairo. Maher Samaan contributed reporting from Paris, and Anne Barnard from New York.

Why PKK shifted to urban warfare

Many people couldn't understand why the PKK resorted to trench-barricade warfare in cities. Some say the PKK was misled by reports of its militias who claimed people were ready to join an uprising.



Author Mahmut Bozarslan
March 29, 2016
www.al-monitor.com

DIYARBAKIR, Turkey — Turkey has been debating the trench and barricade warfare the Kurdistan Workers Party (PKK) has launched in towns in southeast Turkey. Many couldn't understand why the organization chose that method of warfare. But there are widespread allegations in the southeast that the organization's leadership was deceived by reports sent by the PKK rank and file that the people were ready to join a popular uprising.

Vahit Cetiner is a shoeshine man on Izzetpasa Avenue in Diyarbakir's restive Sur district. He has been living in the Hasirli neighborhood, which is now a heavy combat zone, for 65 years and shining shoes on the same sidewalk for 50 years. Because of Sur clashes, he lost both his house and his livelihood. He is now back at his job as the situation has calmed down a bit, but he is still not allowed to go home. He doesn't really understand what is going on, but that doesn't stop him from commenting on it: "The PKK believed that the people would be on their side. People were supposed to rise along with them. They filled the neighborhood with guns and bombs, but when the bombs started to explode, everyone escaped. There was nobody left standing with them." Who knows if this is Cetiner's personal opinion or the serious truth. But similar views have been circulating in the southeast for months.

For many, it didn't make sense for the PKK to shift to urban warfare after the Kurdish political movement came out so strong after the June 7 elections. Perhaps Cetiner's analysis answers this question. For months, there have been rumors in the region that a popular uprising was imminent and that the PKK had decided on urban warfare counting on these rumors. How was the PKK convinced that its trench and barricade combat technique would prevail?

The most serious allegation is that the PKK believed the written and oral reports it was getting from its people in towns. Al-Monitor's queries revealed that many people involved in Kurdish politics knew about these reports sent to the PKK command. One person who spoke to Al-Monitor but did not want his name mentioned for security concerns said the PKK made its decision after the 2014 Kobani clashes and the mass protests in Turkey against the government for not challenging the Islamic State (IS).

After widespread, violent protests in many parts of Turkey, reports sent to the organization insisted that the people were ready for a popular uprising, and the PKK believed it. The same source said many prominent names in Kurdish politics tried to dissuade the PKK but didn't succeed. This is why the PKK is now trying to determine who misled the organization, the source added.

According a news report on March 29, senior PKK commander Murat Karayilan admitted that the PKK's trench warfare was wrong. He reportedly told a pro-PKK news agency that there was no need for such intensive combat in towns. Karayilan signaled that the PKK would return to rural terrain.

A regional journalist who is well-informed about the situation spoke to Al-Monitor on the condition of anonymity. He, too, said the PKK leaders were misled. The source said the PKK's urban supporters had misinterpreted the June 7 election results.

"They thought that the entire electorate would back an uprising in locations where the HDP [Peoples' Democratic Party] got good results. People were told that the PKK had 600,000 militias." These opinions reached the PKK command in the hills. They got carried away and even dug ditches on main highways.

That was during the Kurdish-Turkish peace process, and the state tolerated such PKK actions. That boosted the PKK's self-confidence. "Then followed the goal of self-government, which the PKK could not reject," the source said. The source said the election results were misinterpreted as justification for the trench and barricade tactics. It was easy to be misled. In Diyarbakir's violent Sur district in the June 7 elections, HDP got 79% the votes, 91% at Sirnak, 89% at Silopi and 90% at Nusaybin.

Huseyin Turhalli, a former PKK official, said the organization had been get-



ting similar reports for a long time. Turhalli told Al-Monitor that such reports could only affect the timing of actions: "The issue is not about these reports. You also have the Rojava [the term Kurds use to refer to western Kurdistan in Syria] angle and external support received. Then there is the provocation by the state. Reports can only affect the timing of plans and programs the PKK have already made."

Some sources familiar with Kurdish politics also cited the comments of Duran Kalkan, a senior PKK official, about the clashes. "The balance sheet has been heavy. We didn't expect such a response. We made a mistake. We thought our foes were human beings," Kalkan said.

We asked the Kurdistan Communities Union (KCK), which is the executive council of the PKK, about these allegations. The KCK leadership that responded to Al-Monitor's emailed questions rejected the allegations that the urban warfare was prompted by reports from the field. They said there were no such reports and added, "The war was launched by the AKP [Justice and Development Party] government and the presidential palace. Kurdish people were defending themselves. The country's rulers did not want the Kurds to advance their cause through legal means and blocked their path to politics. That was an undeclared coup. The military was ordered to launch major attacks against the PKK. The HDP came under serious pressure. Kurds seeing the situation said 'as we are sidelined from mainstream politics, denied parliamentary democracy, then we will develop democracy at local levels as the only way to democratize Turkey.' KCK's response concluded, "Democracy means people's self-rule."

According to security sources as of March 11 in locations such as Diyarbakir's Sur district, Idil, Cizre, Silopi, Derik and Nusaybin — towns where the trench and barricade warfare was the most intensive — 1,267 PKK militants and 113 security forces personnel were killed.

On March 28, the chief of general staff released a balance sheet of operations that have been going on for 265 days since July 22, 2014. Excerpts from this official announcement explain the dimensions of the violence.

The announcement said 4,432 terrorists, mostly from the PKK, were killed, while the security sources suffered 377 martyrs; 213 IS terrorists were eliminated. About 300 civilians were also killed. Of 377 security personnel killed, 139 were police, 232 were soldiers and six were village guards.

Among 285 civilians killed, 11 were Germans, three were Israelis, two were Iranians and one was a Palestinian. They were killed in attacks by PKK, IS and the Kurdistan Freedom Falcons.

In security dragnets targeting the PKK and the Civil Defense Units — PKK's armed youth wing, previously known as the Patriotic Revolutionary Youth Movement — 10,326 people have been detained. Of that number, 3,387 were arrested. ♦

Mahmut Bozarslan is based in Diyarbakir, the central city of Turkey's mainly Kurdish southeast. A journalist since 1996, he has worked for the mass-circulation daily Sabah, the NTV news channel, Al Jazeera Turk and Agence France-Presse (AFP), covering the many aspects of the Kurdish question, as well as the local economy and women's and refugee issues. He has frequently reported also from Iraqi Kurdistan.

Par
KENDAL NEZAN



Président de l'Institut kurde de Paris.

L'Union européenne va-t-elle vendre son âme à Erdogan ?

L'accord entre Bruxelles et la Turquie, s'il devait être ratifié, serait une victoire pour le sultan d'Ankara au nom d'un consensus construit pour satisfaire les dirigeants xénophobes de certains pays d'Europe centrale, alors même que le gouvernement turc n'est pas respectueux du droit.

S'il devait être ratifié dans ses modalités annoncées, l'accord conclu avec Ankara par les dirigeants de l'Union européenne sur la crise des réfugiés serait moralement choquant, politiquement désastreux et, dans la pratique, contre-productif. Il est choquant à plusieurs titres. Comment le continent le plus prospère du globe, qui ne cesse, au nom des valeurs démocratiques qui fondent son identité, de donner des leçons de droits de l'homme à la Terre entière, peut-il abdiquer face à l'afflux d'un million de réfugiés représentant à peine 0,2% de sa population ? Et cela, alors que le modeste Kurdistan irakien, peuplé de 6 millions d'habitants, accueille sur son sol, au nom des principes d'humanité, 1,8 million de réfugiés et déplacés à majorité arabe sunnite, mais aussi chrétiens et yézidis, fuyant la barbarie de Daech ou que le petit Liban, éprouvé par des guerres, héberge plus d'un million de Syriens, et que la pauvre Jordanie en abrite 700 000 ? Même l'Iran des ayatollahs a accueilli en son temps 3 millions de réfugiés afghans. A quoi sert l'Europe si elle n'est pas capable de faire respecter par ses membres un minimum de solidarité et le droit d'asile qui n'est pas seulement un devoir moral, mais une obligation juridique pour tous les Etats ayant signé la convention de Genève ? L'UE doit-elle brader ses valeurs au nom de la recherche de consensus avec les dirigeants xénophobes de certains pays d'Europe centrale, qui ne voient en ces rescapés des guerres que des musulmans inintégrables plutôt que des êtres humains en détresse faisant appel à notre humanité ? Il serait choquant, et pour tout dire déshonorant, de sous-traiter le sort des centaines de milliers d'hommes et de femmes à la Turquie qui n'est pas un Etat respectueux du droit. Ce pays est certes dirigé par un gouvernement issu d'élections, mais ceux qui n'ont pas voté pour le parti de monsieur Erdogan et qui ne sont pas d'accord avec les orientations islamiques et autocratiques de celui-ci ont de moins en moins de droits et vivent dans la peur. Des journalistes du vieux quotidien kémaliste *Cumhuriyet* («la république») sont poursuivis pour haute trahi-

son pour avoir révélé des secrets de polichinelle : la livraison d'armes turques aux jihadistes syriens. Le premier quotidien du pays, *Zaman* («le temps») est poursuivi et mis sous tutelle pour son opposition au sultan et sa dénonciation des scandales de corruption impliquant son clan. Plusieurs chaînes de télévision de l'opposition ont été fermées au nom de leur proximité avec le prédicateur Gülen, exilé en Pennsylvanie, hier allié et vecteur culturel de diffusion de la version nationaliste turque de l'islamisme dans le monde, décrié à présent comme chef d'une organisation terroriste. Un millier d'universitaires ayant signé une pétition en faveur de la paix au Kurdistan sont poursuivis comme des traîtres à la nation et soixante-dix d'entre eux ont été limogés. A l'en croire l'ancien ministre Hüseyin Çelik, monsieur Erdogan a marginalisé et réduit au silence 98% des fondateurs de son propre parti AKP pour allégeance insuffisante. La peur qui s'installe en Turquie prend la tournure d'un terrorisme d'Etat au Kurdistan turc. Depuis la relance par monsieur Erdogan de la guerre contre le PKK, 22 villes kurdes ont été en partie dévastées, bombardées souvent par des hélicoptères et des chars de l'armée turque. Des populations civiles sont soumises – parfois pendant trois mois

Est-ce au régime de monsieur Erdogan – que la moitié des Turcs considère désormais comme despotique – que l'Europe démocratique va confier le destin des réfugiés ? Va-t-on de surcroît le récompenser en promettant d'accélérer le processus de son adhésion ? Un tel message serait incompréhensible pour l'opinion européenne et pour les démocrates turcs et kurdes.

ininterrompus comme dans la vieille ville de Diyarbakir et à Cizre – à un couvre-feu permanent. Le quotidien turc *Hurriyet* («la liberté»), peu suspect de sympathie ➤

► prokurde, évaluait début mars à 800 000 le nombre de déplacés civils provoqués par cette guerre à huis clos. Des ONG dénoncent des exécutions sommaires de dizaines de civils à Cizre. Le sultan turc dont le gouvernement a destitué plusieurs maires kurdes élus et poursuit pour trahison et terrorisme des députés kurdes y compris le charismatique président Selahettin Demirtas. Après avoir pris le contrôle des trois quarts des médias du pays, il stigmatise désormais la Cour constitutionnelle, l'une des dernières institutions encore non domestiquées du pays et dont la plupart des membres ont pourtant été nommés par son prédécesseur, Abdullah Gül, cofondateur de l'AKP tombé lui aussi en disgrâce. Est-ce à ce régime – que la moitié des Turcs considère désormais comme despotique – que l'Europe démocratique va confier le destin des réfugiés ? Va-t-on de surcroît le récompenser en promettant

d'accélérer le processus de son adhésion ? Politiquement, un tel message serait incompréhensible pour l'opinion européenne et pour les démocrates turcs et kurdes. La proposition de compensation financière de 3 à 6 milliards d'euros est également choquante en ce qu'elle est injuste envers les autres pays de la région (Kurdistan, Liban, Jordanie) autrement plus démunis qui hébergent des réfugiés. La Turquie affirme en accueillir 2,7 millions, mais à peine 10 % d'entre eux sont installés dans des camps et bénéficient de secours. Les autres sont abandonnés à leur sort, condamnés à la précarité, voire à la mendicité, sans programme de scolarisation des enfants. Si des fonds européens devaient être débloqués, ils devraient être alloués non au gouvernement turc mais à des ONG s'adonnant à des missions d'insertion, d'éducation et de santé. Et il faudrait – par équité et afin de fixer les

réfugiés sur place – consacrer des fonds équivalents aux autres pays d'accueil qui, eux, contrairement à Ankara, ne font ni chantage ni marchandage sur le sort des réfugiés. L'Europe aura ainsi à payer un certain prix pour son inaction notoire dans la tragédie qui se déroule en Syrie. Pour conclure, disons un mot sur la perspective annoncée de la suppression de visas pour les citoyens turcs. Il faudrait être conscients qu'une telle suppression aura pour conséquence un flux migratoire turc massif vers l'Europe. Cherchant à stopper l'afflux des réfugiés rescapés des guerres, l'Europe risque de se retrouver à terme avec des millions de migrants économiques turcs. Le sultan turc, dont la politique néo-ottomane du leadership du-monde sunnite a fait faillite, aura ainsi, en instrumentalisant la crise des réfugiés, remporté une victoire politique et diplomatique inespérée face à une Europe impuissante minée par ses divisions. ◀

Le Monde.fr

29 mars 2016

Coup de froid sur la relation américano-turque

Par Marie Jégo (Istanbul, 29.03.2016
www.lemonde.fr

Y aurait-il un coup de froid sur la relation américano-turque ? Attendu aux Etats-Unis du 29 mars au 2 avril, le président turc, Recep Tayyip Erdogan, n'a aucune rencontre prévue à son agenda avec son homologue américain, Barack Obama. « Notre président n'y va pas pour une visite d'Etat, mais dans le cadre d'un sommet multilatéral », a tenu à rappeler Ibrahim Kalin, le porte-parole présidentiel, lors d'une conférence de presse à Ankara, lundi 28 mars.

La visite du président Erdogan comportera deux temps forts. Jeudi 31 mars et vendredi 1er avril, il participera, aux côtés d'une cinquantaine de chefs d'Etat, à la quatrième session du Sommet nucléaire à Washington. Rien d'étonnant à ce qu'il ne voie pas M. Obama ; lequel s'est

réservé un unique tête-à-tête avec le président chinois, Xi Jinping. Le vice-président Joe Biden sera l'interlocuteur attitré de M. Erdogan.

Le moment-clé du voyage sera sans conteste la cérémonie d'inauguration d'une mosquée et d'un centre culturel financés par la Turquie à Lanham, dans le Maryland, auxquels M. Erdogan se consacrera dès son arrivée sur le sol américain. La présence de M. Obama y était ardemment souhaitée, mais la Maison Blanche a décliné l'invitation.

On est loin de l'accueil chaleureux reçu par M. Erdogan et sa famille à l'occasion de leur visite dans la capitale américaine en 2013. A l'époque, Barack Obama avait loué la Turquie, deuxième armée de l'OTAN, meilleure alliée des Etats-Unis au Proche-Orient. Il avait également salué les négociations de paix menées alors avec les séparatistes

du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), à l'initiative du numéro un turc.

SOURCES DE FRICTIONS

Désormais, le dossier kurde empoisonne durablement la relation. A propos du PKK, Washington et Ankara sont d'accord. C'est au sujet du Parti de l'Union démocratique (PYD), affilié au PKK, que les vues divergent. Aux yeux des Américains, le PYD et ses milices armées (YPG), à la pointe du combat contre les djihadistes de l'Etat islamique (EI), méritent d'être soutenus. Récemment, le fait que l'armée turque se soit mise à attaquer à l'artillerie les positions des combattants kurdes syriens que Washington soutient et arme, n'a fait qu'accentuer les divergences.

Ankara place pour sa part le PKK et le PYD sur un même plan. Les deux formations sont considérées comme deux organisations « terroristes », au même titre que l'EI.



L'avènement d'une région autonome kurde de Syrie est vécu comme une menace par la Turquie, qui craint une contamination du séparatisme à ses propres Kurdes, autrement plus nombreux (15 millions) que leurs frères syriens (environ 1,5 million). M. Erdogan a déclaré récemment que les Etats-Unis devaient choisir entre la Turquie et les forces kurdes syriennes.

Les attaques à la liberté d'expression en Turquie sont une autre source de friction. Les arrestations de journalistes, les saisies musclées de plusieurs journaux (Zaman, Bugün, Millet) et de chaînes de télévision (Kanaltürk, Bugün TV, Samanyolu TV, et d'autres), la captation de la banque Asya embarrassent la Maison Blanche au plus haut point, la poussant à prendre ses distances avec l'alliée turque. ■

Does Turkey still belong in NATO?

There is no formal mechanism for NATO to expel a member, but given the Turkish president Recep Tayyip Erdogan's record on human rights and how his focus on the rebellious Kurdish minority has interfered with his fight against ISIS, does Turkey still belong in the alliance?

Turkey has been reckless, repressive and unreliable

When then-Prime Minister Erdogan last visited Washington in 2013, he received the full "valued ally" treatment, including an appearance with President Obama in the White House Rose Garden.

Not this time. Now president, Mr. Erdogan will instead meet with Vice President Joseph R. Biden Jr. this week, which is the diplomatic equivalent of a handshake after a romantic date.

The cool reception is not just a Washington thing. Europeans, scornful of his relentless crackdown on the opposition at home, don't care much for the Turkish president. Arab states like Jordan don't particularly appreciate him these days, either. And even some within NATO grumble that Turkey's unofficial role as a buffer to both Russia and the Middle East has spoiled like month-old peynir.

Admittedly, Turkey is among the few standing up to Russia these days. It was the Turkish military that shot down a Russian jet back in December as Russia's President Vladimir V. Putin flexed his muscles in Syria. But NATO members hit the panic button over the very possibility that Ankara might invoke Article V and summon them to intervene.

It's not just recklessness that has NATO spooked. Turkey's border with Syria since the civil war erupted in 2011 has become a zone of illicit finance. A steady stream of reports suggests that Turkey has been providing material or even military support to jihadist groups that a member of NATO has no business backing. Meanwhile, Turkey's renewed war on the Kurds has complicated the American efforts to battle the Islamic State by proxy.

Istanbul has also become a headquarters for the Palestinian terrorist group Hamas. The war between Hamas and Israel in 2014 was, in fact, prompted by an attack planned and financed from a Turkey-based Hamas figure, Saleh Arouri.

Ankara was also involved in a gas-for-gold scheme that helped Iran evade international sanctions between 2012 and 2013. Ankara was again exposed for helping Iran evade sanctions when an Istanbul prosecutor's report leaked in March 2014, pointing to hundreds of

millions of laundered profits for Iran, with massive volume transiting through Turkey.

In short, Turkey is increasingly an awkward fit in a multilateral organization dedicated to preserving the values of the West. Nobody really wants Turkey to go, after years of military investments and tireless alliance building.

But it's getting harder and harder to justify. A reckoning is needed.

JONATHAN SCHANZER

Vice president for research at the Foundation for Defense of Democracies.

NATO can be a force for democracy in Turkey

Continued membership in NATO can help keep Turkey from losing its increasingly tenuous ties to democracy.

There are free elections, but the rule of law and freedom of expression are fading rapidly. The news media are as constrained as during military rule. Pressure on journalists, including physical attacks, has risen. Several journalists have been fired from their newspapers for criticizing the government. Foreign reporters have been detained while covering the Kurdish conflict. Opposition news organizations have been seized by the government. Their offices have been raided, and some of their staff are on trial on terrorism charges. The few opposition news media outlets remaining are under constant pressure by the ruling party.

Since the ruling Justice and Development Party's stunning victory in November, President Erdogan has moved even more aggressively to neutralize all those who might challenge his rule — not just in the media but also in the business sector, civil society and opposition parties. With governing-party loyalists in top posts, the judiciary has lost the little independence it had, becoming an instrument of the ruling party to silence and punish its political opponents.

With no institutions that can check the government's, particularly Mr. Erdogan's, power and very few critical news media outlets left, there is not much the opposition parties can do to put Turkish democracy back on track. It needs an outside push.

In the past, the European Union played that role. Through membership negotiations, the union has pushed for democratic reforms in Turkey. Recently, however, the European Union seems to have put Turkish democracy on the back burner in return for Turkey's cooperation in stemming the



YASIN BULBUL/AGENCE FRANCE-PRESSE — GETTY IMAGES

President Recep Tayyip Erdogan.

refugee flow.

NATO has never played the historic role the European Union played in Turkey's democratization. Instead, it took a pragmatic approach to Turkey's internal politics to secure its cooperation. NATO turned a blind eye to several military coups during the Cold War and supported the military regime with military assistance.

Yet, the psychological dimension of Turkey's NATO membership has anchored the country to the West and provided an important source of leverage for NATO countries. That leverage is even greater today.

Turkey has become increasingly marginalized in the Middle East. It is overseen by a belligerent Russia and threatened by the chaos in Iraq and civil war in Syria. Turkey's regional troubles and vulnerabilities are making NATO membership much more valuable for Ankara.

At a time when Mr. Erdogan feels more invincible and the opposition more desperate than ever, Turkish democracy needs an outside push. Now that the European Union has more urgent needs in its relationship with Turkey, NATO could provide that push toward greater democracy. But to do so, the organization needs to drop its pragmatic approach and remember that it is not just a community for shared defense but of shared values based on a common commitment to democracy.

GONUL TOL

Director of the Center for Turkish Studies at the Middle East Institute in Washington. This is an excerpt from nytimes.com/roomfordebate.

Kurds Warn of Post-IS Fight With Shi'ite Militias

Sharon Behn — March 27, 2016
<http://www.voanews.com>

IRBIL, IRAQ —Kurdish commanders are warning that once the fight against so-called Islamic State group is over, another conflict could begin – this time against the Iraqi government's paramilitary units known as the Hashd al-Shaabi.

Kurdish Peshmerga counter-terrorism commander Polad Jangi told VOA the Kurds are unlikely to leave areas they have helped to free from Islamic State.

"If places like Hawija and Mosul get taken, automatically, straight away after that, I think we are going to start having problems with the Iraqi government and the Hashd.

"They are going to want us out straight away. It will be 'thank you very much, you've helped us, now go back to your places,'" Jangi said.

But he warned, "The Kurds are not going to end up going to take a place, shedding blood for that place, and then being kicked out of that place."

At stake are the so-called "disputed areas" of Iraq, areas claimed by both Baghdad and the Kurds, such as oil-rich Kirkuk.

"We are not going to give that city back up," Jangi insisted. "And we know that eventually that's going to be a big problem for us with the Iraqi government."

Skirmishes between Iraqi Kurds and the Shi'ite militias already have taken place in Tuz Khurmatu, a town with a volatile ethnic mix of Turkmen, Kurds and Arabs that lies on the road from Baghdad to Kirkuk.

According to Human Rights Watch, both Kurdish and Shi'ite armed groups have killed and wounded civilians and destroyed scores of homes and shops in the town.

"Some of those involved in the conflict in Tuz Khurmatu appear to be targeting civilians on the basis of their ethnicity," Joe Stork, Human Rights Watch's deputy Middle East director, said in a report released this year.

Michael Pregent, an Iraq analyst with the Hudson Institute, said a future conflict between the Kurdish forces and the Hashd will depend on how hard the militia decide to push into land the Kurds believe is theirs.

"The Hashd is the wild card," Pregent said.

According to Renad Mansour, a fellow at the Carnegie Middle East Center, the Hashd has become the "single largest ground force" combating Islamic State fighters in Iraq.

The PMF, or Hashd, was formally established in 2014 by Baghdad's then-Prime Minister Nouri al-Maliki, and is predominantly Shi'ite.

Believed to be backed by Iran, the Hashd is seen as a well trained and determined paramilitary.



Abu Mahdi al-Muhindis, center, Deputy Chairman of al-Hashd al-Shaabi, an Iraqi Shiite militia, attends a ceremony marking Police Day at the police academy in Baghdad, Iraq, Jan. 9, 2016.

They also are seen as brutally sectarian.

"Civilians are paying the price for Iraq's failure to rein in the out-of-control militias," said Joe Stork. "Countries that support Iraqi security forces and the Popular Mobilization Forces should insist that Baghdad bring an end to this deadly abuse," Stork wrote in an HRW report earlier this year.

But the Peshmerga also have been accused of abuses.

In January, Amnesty International's senior crisis response adviser, Donatella Rovera, said Kurdish forces had destroyed entire villages in areas recaptured from IS in northern Iraq.

"The forced displacement of civilians and the deliberate destruction of homes and property without military justification, may amount to war crimes," Rovera said. ■



Turkish officials: Bomb in Diyarbakir kills 7 policemen

March 31, 2016, By MUCAHIT CEYLAN, The Associated Press

DIYARBAKIR, Turkey — Seven police officers were killed Thursday in an explosion caused by bomb-laden car in the mainly Kurdish city of Diyarbakir, the local governor's office and police force said in a joint statement.

Twenty-seven people were injured, including 13 police officers, the officials said.

The statement said separatist "terrorists," a government designation for Kurdish militants, targeted an armored vehicle transporting police personnel who had been temporarily deployed to the southeastern city.

The blast damaged several cars and shattered almost all the windows of a high-rise building in the area.

At least six ambulances deployed to collect casualties and security forces rushed to seal off the area.

The attack comes one day before Turkish Prime Minister Ahmet Davutoglu is due to visit the city, including the historic Sur district



where some neighborhoods are under curfew.

Turkey has been imposing curfews in several districts of the southeast since August to flush out militants linked to the outlawed Kurdistan Workers' Party, or PKK. The Kurdish rebels have set up barricades, dug trenches and planted explosives to keep security forces at bay.

The military operations have raised concerns over human rights violations and scores of civilian deaths. Tens of thousands of people have been displaced in the fighting. ●

Sur le site de l'ancienne ville de Palmyre, après sa reconquête par l'armée syrienne, le 27 mars.

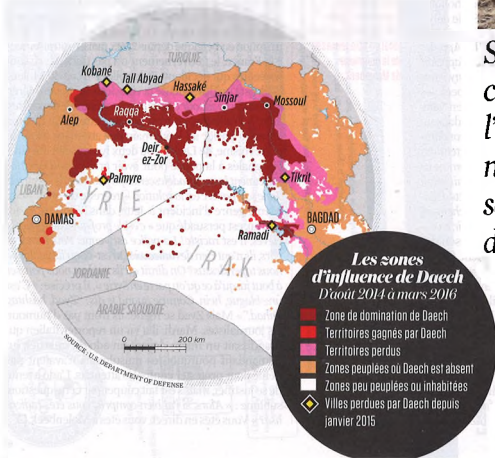
Syrie / Irak

L'Etat islamique perd-il du terrain?



Sur le plan militaire, Daech connaît des revers. Mais l'organisation djihadiste ne pourra être défaite sans résolution durable de la crise syrienne

✍ SARA DANIEL



E

tsi la série d'attentats qui a ensanglanté Paris, Bruxelles et Istanbul était aussi une des conséquences des pertes territoriales subies par Daech dans son califat auto-proclamé? On connaît la propension des djihadistes en difficulté à internationaliser leur combat. Or la campagne aérienne Operation Inherent Resolve, menée par une coalition dirigée par les Etats-Unis, à partir de septembre 2014, puis les frappes russes commen-

cées un an plus tard ont enfin réussi à affaiblir l'Etat islamique. L'année dernière, Daech a perdu de 25% à 30% du territoire qu'il contrôlait en Irak et en Syrie en 2014, au profit des Kurdes, de l'Armée syrienne libre et de celle de Bachar al-Assad. En Irak, les peshmergas ont refoulé les djihadistes des zones kurdes et repris la ville de Sinjar, le 13 novembre dernier, tandis que la ville de Ramadi a été récupérée par l'armée irakienne soutenue par l'Iran en janvier 2016. Le 17 mars, un dépôt d'armes chimiques de l'Etat islamique à Hit était détruit, selon le Pentagone, qui a envoyé un détachement de marines pour préparer ses alliés à mener dans quelques mois la bataille de Mossoul. En Syrie, Daech a récemment perdu du terrain à l'est d'Alep. L'armée régulière syrienne vient de reprendre l'antique cité de Palmyre, trésor du patrimoine mondial, tandis que les Etats-Unis ont annoncé avoir éliminé le numéro deux de l'organisation terroriste, Abdel Rahmane al-Qadouli.

A la mi-mars 2016, la coalition anti-Daech avait mené 10 962 frappes (7 336 en Irak et 3 626 en Syrie) conduites princi-

palement par les Etats-Unis. Cette guerre engagée contre l'Etat islamique a coûté jusqu'ici plus de 6,5 milliards de dollars (5,8 milliards d'euros), soit 11,4 millions de dollars par jour. Même les frappes russes, commencées le 30 septembre 2015, surtout destinées à laisser l'armée de Bachar respirer un peu, ont finalement ciblé, au moins en partie, l'Etat islamique : selon l'Observatoire syrien des Droits de l'Homme, sur 3 000 personnes tuées par les avions russes, 900 étaient des membres de Daech.

L'augmentation des explosions dues à des véhicules piégés montre d'ailleurs que l'organisation takfirienne commence à être

à court de combattants chevronnés. Mais le décompte des corps n'est pas, dans ce conflit contre Daech, un indicateur de victoire. Chaque combattant tchéchène ou irakien tué est remplacé par un autre, certes moins aguerri mais potentiellement aussi meurtrier. Ainsi, des rapports du Pentagone établissent que les frappes de la coalition ont tué plus de 20 000 membres de l'Etat islamique, tandis que le département d'Etat estimait en janvier 2016 le nombre des affidés d'Al-Baghdadi à 30 000 soldats (le même nombre qu'en 2014). Ces chiffres montrent que les frappes éliminent effectivement des milliers de combattants de Daech, mais qu'elles ne réussissent pas à décourager les nouvelles recrues d'adhérer à l'organisation. Malgré les revers subis, le califat auto-proclamé paraît bénéficier d'un réservoir de combattants prêts à mourir au combat, et conserve ses capacités offensives.

D'ailleurs, aucune guerre n'a jamais été gagnée avec des seules frappes aériennes. Les Etats-Unis ne disposent à ce jour que de 3 870 militaires au sol en Irak, et il y a peu de chances que cela évolue : Barack Obama a justifié la nouvelle tendance isolationniste de l'Amérique dans un testament politique qu'il a confié au magazine « Atlantic Monthly ». Or les frappes aériennes peuvent être contre-productives si elles provoquent ce que les militaires appellent des « dommages collatéraux », c'est-à-dire si elles tuent des civils. A 5 000 pieds d'altitude, difficile de distinguer un groupe de djihadistes d'un rassemblement de civils. Selon l'Observatoire syrien des Droits de l'Homme, les frappes de la coalition ont tué

➔ 332 civils, dont 90 enfants depuis septembre 2014.

LE RÉDUIT LIBYEN

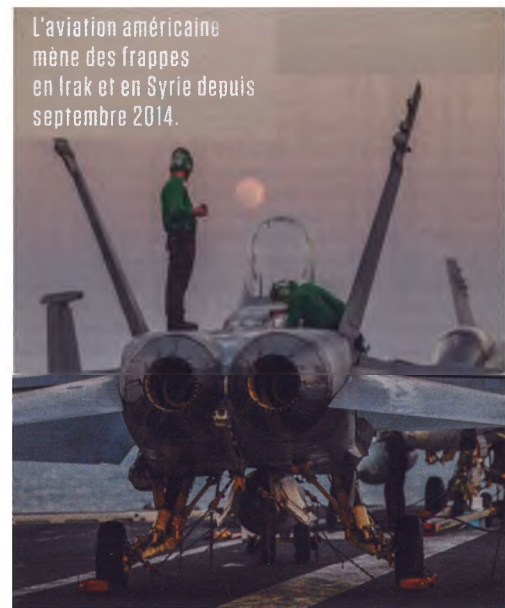
D'autre part, l'Etat islamique peut bien être chassé de ses fiefs de Mossoul ou de Raqqa... Si les causes initiales de son succès sont toujours là, il se déploiera sur un autre terrain, dans une de ces zones de non-droit qui sont son terreau naturel. Au Yémen, au Sinaï égyptien ou en Libye, où l'organisation a beaucoup progressé depuis son implantation, en octobre 2014. En Libye, selon le ministre de la Défense, Jean-Yves Le Drian, près de 5 000 combattants de Daech rayonnent autour de leur base de Syrte, sur la côte méditerranéenne, qui n'est qu'à 550 kilomètres de l'Europe. Et les effectifs sont en progression constante : les autorités de Tripoli arrêtent chaque mois des djihadistes qui viennent de Tunisie ou d'Istanbul. D'autre part, les 800 000 migrants qui attendent en Libye de passer en Europe sont également un vivier potentiel de recrues pour l'Etat islamique, ou une source de trafic, et donc de financement. Impossible encore pour la communauté internationale de s'appuyer sur le gouvernement d'union nationale mené par Faiez Serraj et toujours réfugié à Tunis pour lutter contre les takfiris. Khalifa Ghwell, chef du gouvernement de « salut national » basé à Tripoli, s'oppose catégoriquement à sa venue et refuse toute légitimité aux accords de Skhirat menés sous l'égide de l'ONU.

DAECH, L'ENNEMI UTILE

Il sera impossible de venir à bout de Daech sans aboutir à un règlement de la guerre en Syrie qui ensanglante la région (470 000 morts et 1,2 million de blessés à ce jour) et a causé la plus grande crise de réfugiés de l'histoire (10 millions de déplacés). Or la coalition internationale a bien du mal à s'accorder sur un objectif militaire clair. Pour la Turquie, l'ennemi, ce sont les Kurdes. Depuis quelques mois, Erdogan est engagé dans une guerre ouverte avec la minorité, de part et d'autre de la frontière, pour éviter la création d'un Etat kurde. Les Kurdes, eux, ne cherchent pas à écraser Daech, seulement à défendre leurs nouvelles frontières. Les Russes soutiennent Bachar al-Assad et frappent ses ennemis, y compris les membres de l'Armée syrienne libre soutenus par la Turquie et la communauté internationale. Leur lutte contre l'Etat islamique est secondaire... Bachar se maintient au pouvoir en se présentant comme un bouclier contre Daech, il n'a donc pas intérêt à sa disparition complète. Quant à l'Iran, sa lutte contre l'Etat islamique l'a remis en selle pour le titre de puissance régionale principale. Il bénéficie donc de son existence, même s'il le combat. Comme l'explique le spécialiste de l'islam Olivier Roy, Daech n'est l'ennemi principal d'aucun des protagonistes de la région, ce qui lui promet une pérennité certaine.

L'IMPASSE POLITIQUE

La reconquête militaire des territoires pris par l'Etat islamique doit être assortie d'une volonté politique de rassurer la communauté sunnite, seule capable de restaurer la paix, qui passera par le retournement des tribus sunnites contre leurs alliés de l'Etat islamique. Or les conquêtes contre Daech sont menées par les forces chiïtes. En Syrie, l'armée de Bachar est majoritairement chiïte, appuyée par les Russes et les Iraniens. En Irak, le nouveau gouvernement irakien dirigé par Haïdar al-Abadi s'était engagé, comme le prévoyait la Constitution, à instaurer un régime fédéral dans lequel les provinces sunnites seraient dotées de pouvoirs plus importants. Mais malgré ses bonnes intentions, Abadi n'a pas eu les moyens de sa volonté d'indépendance. Et il a dû nouer une alliance militaire avec les Iraniens qui participent, aux côtés des milices chiïtes irakiennes financées par Téhéran, à la reconquête des territoires perdus. Le général iranien Qassem Soleimani a été vu sur les principales lignes de front de la guerre contre Daech. Résultat : les sunnites de la région, marginalisés et humiliés, ne semblent pas encore prêts à se retourner contre les fondamentalistes qui les assu-



jettent, comme ils l'avaient fait en 2007 à l'instigation des Américains. Et certains chercheurs comme Pierre-Jean Luizard (voir p. 48) appellent désormais à une partition confessionnelle de l'Irak.

UNE SOLUTION DIPLOMATIQUE?

Alors que le conflit syrien va entrer dans sa sixième année, les multiples tentatives de négociations diplomatiques, comme celles qui viennent de s'achever pour reprendre à la mi-avril sous l'égide de l'ONU à Genève, ont toujours échoué sur les mêmes questions. L'opposition est-elle représentative? Quels groupes doivent participer aux pourparlers? Des acteurs régionaux majeurs comme la Turquie et l'Arabie saoudite sont enclins à inclure dans les négociations des groupes comme Ahrar al-Sham, tandis que certains Européens et les Etats-Unis pensent que ce mouvement est trop proche d'Al-Nosra (affilié à Al-Qaida). La Turquie refuse d'inclure les groupes kurdes qui contrôlent les trois quarts de la frontière syro-turque. Les Kurdes syriens ont pourtant déclaré, en marge

des négociations de Genève, une région fédérale autonome dans le nord de la Syrie.

Mais, avant tout, ce dialogue indirect entre le régime et l'opposition bute sur la question centrale du rôle de Bachar al-Assad dans une Syrie pacifiée. Entre ceux qui insistent sur le départ du « boucher de Damas » en préalable à toute négociation et ceux qui estiment que sa légitimité n'est pas questionnable, aucun compromis ne semble encore possible. Les Russes et l'Iran soutiennent le régime de Bachar tandis que l'Arabie saoudite, la Turquie et le Qatar exigent son départ immédiat. Les Etats-Unis ont évolué sur la question et examinent un calendrier plus réaliste pour sa démission ou envisagent la possibilité d'amoindrir les pouvoirs du président syrien en les transférant à un gouvernement de transition. A Moscou, où ils se sont retrouvés à l'issue des pourparlers de Genève, les parrains russe et américain des négociations ont utilisé des périphrases floues, « *Bachar doit faire ce qu'il faut* » (Kerry), « *Nous travaillons avec tous plutôt que de mettre la pression sur Assad* » (Lavrov), pour tenter de maintenir ce fil ténu de discussion ouvert jusqu'à la reprise des négociations.

Avec cette cacophonie internationale qui pollue le processus de Genève, le cessez-le-feu, qui pour la première fois semble globalement respecté, tiendra-t-il longtemps? Personne n'en fait le pari. Et la trêve n'aura alors servi qu'à laisser aux belligérants la possibilité de reprendre leur souffle et de recommencer un conflit dans lequel prospère l'Etat islamique... ❑

LES KURDES D'IRAK FACE À DAECH

REPORTAGE *Par Neil Shea*
Photographies de Youri Kozirev

Les Kurdes d'Irak, le rêve suspendu

Le Kurdistan autonome a connu dix années de prospérité. Puis l'État islamique est arrivé. Et les peshmergas ont repris les armes.



Le front a beau se situer à moins de trois heures de route, de nombreux Kurdes continuent d'aller pique-niquer en famille.



RÉCHAPPÉES DES DJIHADISTES Une mère (au centre) se fait prendre en photo avec sa fille (à gauche) et sa belle-sœur, le visage dissimulé. Elles appartiennent à la minorité kurde yézidie. La fille et la belle-sœur racontent qu'elles ont été contraintes d'épouser des combattants de l'État islamique (EI), avant de réussir à s'enfuir. La fille a sauté par la fenêtre d'un premier étage. « Je ne pensais pas que je survivrais », dit-elle.

UN FUTUR INCERTAIN Remise de diplômes à l'université de Sulaimaniya. La nouvelle génération jouit d'une plus grande liberté que les précédentes. « Nous pouvons faire de bonnes études, mais il y a la guerre, se désole un étudiant. Peut-être qu'elles ne nous mèneront à rien. »



Le jour où Mossoul est tombée aux mains de l'État islamique, Botan Charbarjeri a décidé qu'il était prêt à donner sa vie.

Cet étudiant de 24 ans avait le sourire aux lèvres en quittant la maison familiale, à Sulaimaniya, au Kurdistan irakien. C'étaient les vacances universitaires, et il n'a eu aucun mal à recruter un groupe de jeunes aspirants-guerriers ayant la même idée en tête. Ensemble, à coups de cigarettes et de textos, ils ont bâti leur plan. Tous acceptaient de mourir pour leur patrie – non pas l'Irak, mais le Kurdistan. Ils sacrifieraient leur vie pour protéger leurs familles contre un ennemi sanguinaire, tout comme leurs pères avaient combattu l'armée de Saddam Hussein.

Avant que l'État islamique (EI) ne déferle sur l'Irak, Charbarjeri était un garçon tourmenté, préparant sans conviction un diplôme d'ingénieur. La musique était sa passion, et l'oud, cousin de la guitare, son instrument. Certains jours, il répétait ses *maqam* (les « gammes » de la musique classique moyen-orientale) pendant sept, dix, quatorze heures, sa main ne quittant l'instrument que pour allumer une cigarette ou porter à ses lèvres un verre de thé.

Charbarjeri jouait parfois en public dans des clubs avec d'autres musiciens, et rêvait d'enregistrer un disque. Mais, l'industrie musicale du Kurdistan irakien ayant toujours été modeste, son père, un enseignant, le poussait depuis longtemps à s'orienter vers un métier plus sûr, tels les travaux publics. Pour le jeune homme, l'avenir paraissait bouché. L'économie irakienne s'effondrait, nulle perspective ne se dessinait.

Un autre aurait peut-être courbé l'échine et

dit *eraadat Allah* (« c'est la volonté de Dieu »). Mais Charbarjeri était farouchement antireligieux, opposé aux dévots de tous bords. Jusqu'à cette semaine de juin 2014, la volonté divine avait pour lui encore moins d'importance que l'oubli d'un devoir à la maison.

Puis l'armée de Dieu autoproclamée est arrivée avec ses drapeaux noirs, brûlant et massacrant, et fournissant soudain à Charbarjeri un but dans la vie. Face à la guerre, il a éprouvé une certitude qu'il n'avait trouvée jusque-là que dans la musique. Chaque décision devenait une note : en les mariant harmonieusement, peut-être écrivait-il la partition de sa vie ? Charbarjeri ne possédait pas d'arme. Il a vendu son oud adoré pour acheter un AK-47. N'ayant jamais subi d'entraînement, il a rejoint les rangs de combattants aguerris. Si ses parents l'avaient su, ils auraient tenté de l'en dissuader – pleurs, sermons, suppliques. Mais il est des choses qu'un homme doit faire, et ce sont souvent celles qu'on ne raconte pas à sa mère.

Dans leur majorité, les jeunes Kurdes ne s'attendaient pas à une nouvelle guerre.

Du moins pas à celle déclenchée par l'EI. Deux ans plus tôt, le Kurdistan irakien était prospère. En 2003, les Américains avaient renversé Saddam Hussein, l'ennemi juré des Kurdes. Ceux-ci ont ainsi pu prendre le contrôle de leur territoire montagneux, grand comme la Suisse.

Bien que restant au sein de l'Irak, les Kurdes

ont créé leur propre proto-État. Des investissements, une politique de développement et un optimisme indexé sur les cours du pétrole (le sous-sol du Kurdistan en recèle de vastes gisements) ont bientôt transformé la région. Dans le ciel de Sulaimaniya, la « Paris du Kurdistan », et d'Erbil, la capitale kurde, des buildings ont surgi aux côtés de centres commerciaux, de concessions de voitures de luxe et de glaciers réputés, mais aussi d'universités. Une sorte de sécurité sociale universelle a été instituée.

Pendant toutes ces années, alors que les régions arabes du pays étaient la proie de graves troubles, quelque 5 millions de Kurdes ont connu, selon de nombreux observateurs, une « décennie dorée ». C'est durant cette période exempte de peurs et riche de promesses que Botan Charbarjeri a atteint l'âge adulte.

« Tout semblait possible, me confie-t-il. Du moins pendant un temps. On voyait toutes ces choses se produire. On voyait la vie de tout le monde changer. Je n'étais qu'un gamin, mais je m'en rendais compte. Mes parents, comme tout le monde, étaient soulagés. »

Charbarjeri est râblé mais bel homme, et porte souvent une barbièche. Je le rencontre début 2015 dans un café, à Sulaimaniya, où il a

repris ses études. Il s'approche de notre table en boitant légèrement. Quelques mois plus tôt, une balle lui a traversé le mollet au cours d'un assaut. De jeunes hommes se lèvent pour le saluer. Des jeunes femmes le regardent en chuchotant. Dans la culture kurde, il existe peu de marques d'honneur plus grandes.

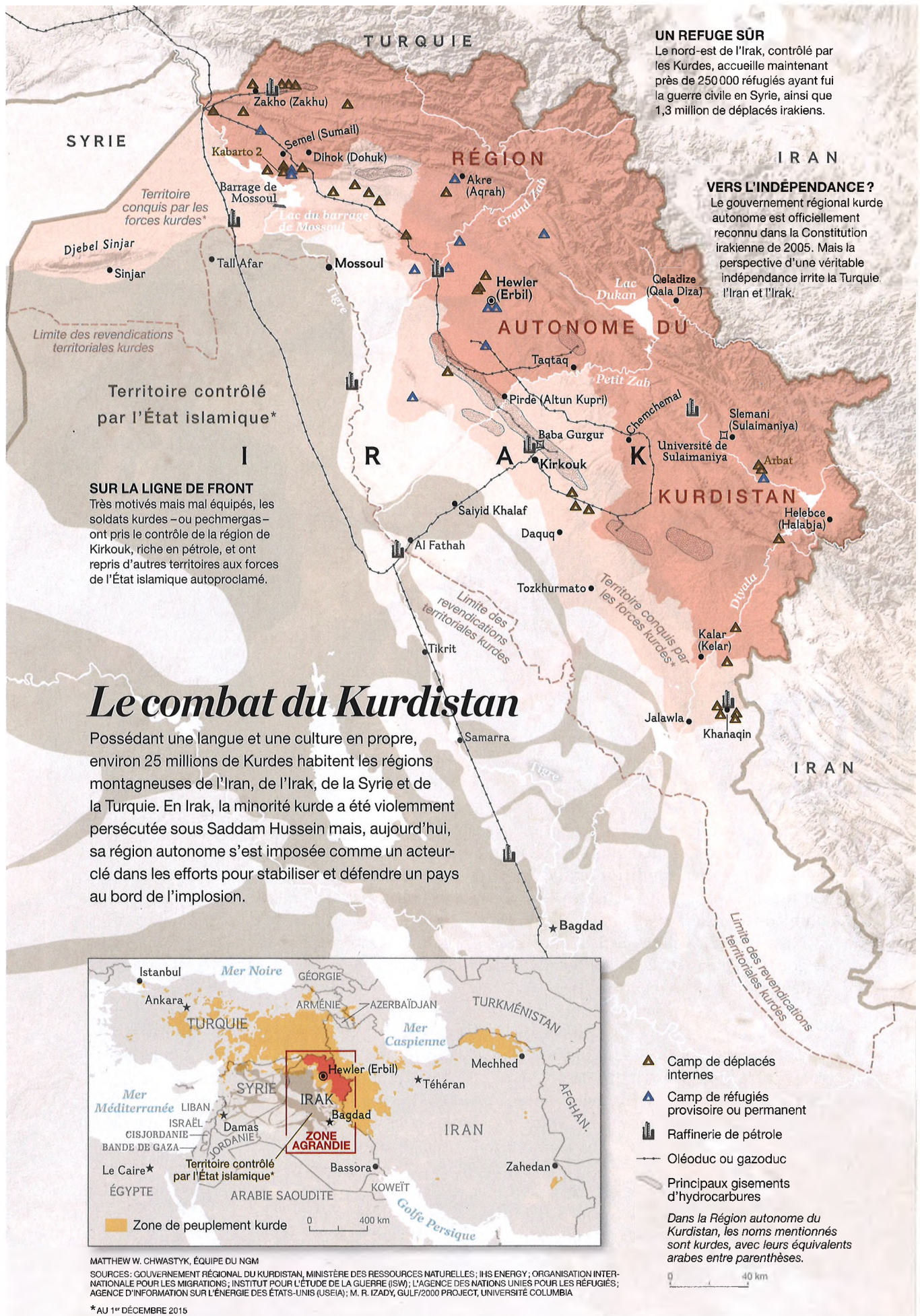
« Une chose étrange est que je n'ai plus à patienter dans les files d'attente », dit-il, puis il rougit et change de sujet. Il rattrape les examens des cours ratés durant sa convalescence, mais ses notes ne sont pas fameuses. « Je n'arrive pas à avoir l'esprit à ça. » Tout en parlant, il égrène un chapelet, mais souligne que cela n'a pour lui aucune signification sacrée. « Des études d'ingénieur... C'est si ennuyeux. »

Avant qu'il ne s'engage, Charbarjeri, comme la plupart des Kurdes irakiens, n'avait pas 30 ans et se montrait plein d'espoir dans l'avenir – quoique cet espoir commençât déjà à vaciller. Pour lui et nombre de ses pareils, le monde se refermait, retombait à plat. L'EI constituait un danger, certes, mais une menace extérieure.

Sur le plan intérieur, les partis politiques kurdes, qui s'étaient déchirés dans une guerre civile féroce pendant les années 1990, se dispu-



APRÈS LES COMBATS Le maire en exercice de Jalawla fait le tour de sa ville en ruines, près de la frontière iranienne. Les pechmergas y ont mené une lutte désespérée contre les forces de l'EI. Les djihadistes en ont été chassés, mais les habitants ne peuvent pas rentrer chez eux tant que rues et maisons n'ont pas été déminées.



UN REFUGE SÛR
Le nord-est de l'Irak, contrôlé par les Kurdes, accueille maintenant près de 250 000 réfugiés ayant fui la guerre civile en Syrie, ainsi que 1,3 million de déplacés irakiens.

VERS L'INDÉPENDANCE ?
Le gouvernement régional kurde autonome est officiellement reconnu dans la Constitution irakienne de 2005. Mais la perspective d'une véritable indépendance irrite la Turquie, l'Iran et l'Irak.

Territoire contrôlé par l'État islamique*

SUR LA LIGNE DE FRONT
Très motivés mais mal équipés, les soldats kurdes – ou peshmergas – ont pris le contrôle de la région de Kirkouk, riche en pétrole, et ont repris d'autres territoires aux forces de l'État islamique autoproclamé.

Le combat du Kurdistan

Possédant une langue et une culture en propre, environ 25 millions de Kurdes habitent les régions montagneuses de l'Irak, de la Syrie et de la Turquie. En Irak, la minorité kurde a été violemment persécutée sous Saddam Hussein mais, aujourd'hui, sa région autonome s'est imposée comme un acteur-clé dans les efforts pour stabiliser et défendre un pays au bord de l'implosion.



- ▲ Camp de déplacés internes
- ▲ Camp de réfugiés provisoire ou permanent
- 🏭 Raffinerie de pétrole
- Oléoduc ou gazoduc
- ⬭ Principaux gisements d'hydrocarbures

Dans la Région autonome du Kurdistan, les noms mentionnés sont kurdes, avec leurs équivalents arabes entre parenthèses.

MATTHEW W. CHWASTYK, ÉQUIPE DU NGM
SOURCES : GOUVERNEMENT RÉGIONAL DU KURDISTAN, MINISTÈRE DES RESSOURCES NATURELLES ; IHS ENERGY ; ORGANISATION INTERNATIONALE POUR LES MIGRATIONS ; INSTITUT POUR L'ÉTUDE DE LA GUERRE (ISW) ; L'AGENCE DES NATIONS UNIES POUR LES RÉFUGIÉS ; AGENCE D'INFORMATION SUR L'ÉNERGIE DES ÉTATS-UNIS (USEIA) ; M. R. IZADY, GULF/2000 PROJECT, UNIVERSITÉ COLUMBIA

*AU 1^{er} DÉCEMBRE 2015

«Amérique, Israël, Kurdistan! Ensemble, nous pouvons gagner!», me dit un chauffeur.

taient pouvoir et argent. N'ayant jamais été très solides, les relations avec Bagdad, sous domination arabe, se détérioraient. Et les autorités arabes de la capitale retenaient la partie du budget fédéral dévolue au Kurdistan, en représailles à un différend sur la répartition des revenus pétroliers. La décennie dorée s'éloignait.

Charbarjeri ne voyait pas l'intérêt de poursuivre des cours ennuyeux si l'EI pouvait tout détruire. Ou si l'État irakien – corrompu, inefficace, et chancelant – risquait de s'effondrer comme un château de cartes : « Mieux vaut tous mourir plutôt que de continuer à vivre ainsi. »

Voilà une façon typiquement kurde d'exprimer les choses. La plupart des hommes présents dans le café seraient d'accord, et sans doute aussi un grand nombre des femmes (toutes en jean serré et maquillées à l'excès), qui chantent et applaudissent autour d'un gâteau d'anniversaire blanc. Quand on est jeune et qu'on a goûté à la liberté, comment peut-on supporter de la perdre ? Botan Charbarjeri a décidé de retourner au front dès que possible : « Nous n'avons pas d'avenir au Kurdistan, dit-il en attrapant ses cigarettes. Personne ne sait quoi faire. Donc je continuerai à combattre. »

Les Kurdes possèdent une langue et une culture en propre mais, hormis lors de rares périodes d'indépendance, ils ont toujours vécu dans l'ombre et sous la domination d'une culture plus forte – perse, arabe, ottomane, turque. Environ 25 millions de Kurdes (nul ne connaît le chiffre exact) vivaient aujourd'hui en Syrie, Irak, Turquie et Iran. On a souvent dit qu'ils formaient le plus grand groupe ethnique du monde dépourvu de pays. C'est peut-être vrai, mais cela ne signifie pas qu'ils sont unis. Pas du tout.

D'une région à l'autre, les Kurdes parlent des dialectes différents, et soutiennent d'irascibles partis politiques ultra-locaux. Même si on leur en donnait l'occasion, ils ne tenteraient sans doute pas de créer un grand État kurde à partir de ces divers territoires.

De tous les groupes kurdes, ceux d'Irak sont les plus près de parvenir à l'indépendance. Ils ont un Parlement et un président, des pipelines de pétrole et une armée, les pechmergas (ce qui signifie « ceux qui affrontent la mort »). Rester au sein de l'Irak a longtemps semblé un mal nécessaire – une condition exigée par les Occidentaux, et notamment par les Américains, plutôt qu'un désir des Kurdes.

Mais, depuis la chute de Saddam Hussein, le gouvernement kurde laisse régulièrement entendre qu'il pourrait faire sécession de l'Irak. Cela met en rage ses puissants voisins turc et

iranien, ainsi que les Arabes irakiens du sud du pays. Pourtant, les dirigeants kurdes finissent toujours par reculer, au grand dam de nombre de leurs citoyens, qui ont une vision romantique de la situation et préféreraient avoir un État plutôt que la paix ou une économie prospère.

Ces dernières années, les Occidentaux se sont appuyés sur les Kurdes de Syrie et d'Irak pour mener la plupart des combats au sol contre l'EI. De nombreux Kurdes espèrent que ces efforts seront reconnus. Beaucoup diront qu'ils ont payé l'indépendance de leur sang. Combien de fois suis-je monté dans un taxi pour entendre aussitôt le chauffeur me signifier son désir d'indépendance et son amitié pour les États-Unis et Israël – un pays aimé de nombreux Kurdes, car il est petit, se défend sans relâche et est, comme eux, cerné par des ennemis.

«Amérique, Israël, Kurdistan!, me dit un chauffeur. Ensemble, nous pouvons gagner!

– Gagner contre quoi ?

– Contre tout!, s'exclame-t-il avec un sourire magnifique. Et surtout contre les Arabes.»

Il raconte avoir combattu dans la résistance kurde à Saddam Hussein. Il ne voit aucune différence entre cet ennemi et l'EI, qui comprendrait d'anciens officiers de Saddam. «C'est du pareil au même», m'assure-t-il, avant d'appuyer sur l'accélérateur et de monter le son de la radio, qui diffuse des chants populaires patriotiques.

Au moment même où Botan Charbarjeri laissait tout tomber pour choisir la guerre, un autre jeune Irakien rejoignait l'EI. Âgé de 21 ou 22 ans, Sami Hussein vivait à Kirkouk, une ville située à moins de deux heures de route au sud de Sulaimaniya et près de Baba Gurgur, un champ pétrolier de première importance.

Maigre, portant une barbe naissante, ce jeune Arabe était aussi sensible que Charbarjeri. Peut-être sa conversion à l'islam radical a-t-elle commencé avec les prêches d'un imam local ; peut-être même aurait-il résisté pendant un temps à l'attrait de la bannière noire. Mais il ne fait guère de doute que l'avenir lui paraissait désespéré. La «décennie dorée» des Kurdes appartient peut-être au passé, mais la plupart des Arabes irakiens n'ont rien connu de tel dans les années qui ont suivi l'invasion américaine. Souvent, leur vie est devenue bien pire.

J'ai rencontré Hussein au printemps 2015, juste après son arrestation, et juste avant qu'il ne disparaisse. Il m'a déclaré avoir rejoint les djihadistes car il pensait que l'Islam était attaqué. Il avait été convaincu par leur propagande sur Facebook et d'autres médias sociaux, et par les sermons d'imams extrémistes. ⇒

LES COMBATTANTES KURDES Président du gouvernement régional du Kurdistan, Massoud Barzani rend visite à des aspirantes-officiers, à l'académie militaire de Zakhu. Le Kurdistan fait partie de l'Irak, mais dispose de sa propre armée, qui comprend des centaines de femmes.



⇒ Tout comme Charbarjeri, Hussein recherchait l'aventure, délibérément, et il savait qu'il finirait par combattre les Kurdes et ses compatriotes arabes.

Mais, si Charbarjeri est athée, Hussein a vu dans son choix une révélation de la volonté de Dieu, du moins au début. Par ailleurs, on ne peut pas être attiré par l'EI si l'on n'a pas des envies de carnage. Il n'y a pas d'EI sans meurtres, sans destructions, sans viols et sans torture. Sans un Dieu courroucé et impitoyable.

Bien sûr, quand il est parti se battre, Sami Hussein ne l'a pas dit non plus à sa mère. Il a été capturé quelques mois plus tard en voulant revenir la voir en secret.

Kirkouk, avec ses quartiers écrasés de soleil où se côtoient Kurdes, Arabes et Turkmènes, est un condensé d'Irak. On y trouve des sunnites, des chiites et des chrétiens. Des siècles de diversité, d'amour, de beauté et de vieilles rancunes ont infusé là, sur les plaines brûlantes où les champs de blé rejoignent les champs de pétrole. En juin 2014, l'armée irakienne a abandonné la ville, juste avant une offensive de l'EI.

Pour les Kurdes, c'était comme si l'heure fatidique avait sonné. Ils estiment depuis longtemps que Kirkouk leur revient de droit. Alors, en ce mois de juin, les pechmergas impatients d'en découdre – et de restaurer leur réputation ancestrale – ont investi la ville pour contenir l'EI et colmater la brèche. Ce qui ne s'annonçait pas facile. Les forces kurdes, au départ peu nombreuses et sous-équipées, ont mis du temps à s'adapter à un ennemi insaisissable.

Les combattants de l'EI progressaient dans l'Est et le Nord. Ils ont conquis Mossoul, la deuxième ville du pays, tuant plus de mille civils. Bientôt, ils ont pénétré en territoire kurde. Erbil, la capitale kurde, et les faubourgs de Kirkouk n'étaient plus qu'à quelques heures de route. Les Kurdes qui en avaient les moyens se préparaient à fuir ; les autres, à vivre des atrocités.

Les soldats et les volontaires kurdes, aussi braves que désorganisés, se sont rués à la rencontre des vagues de djihadistes. Ils ont improvisé des défenses le long d'une ligne de front serpentant sur des centaines de kilomètres en suivant la frontière kurde, depuis celle avec l'Iran, au sud-est, jusqu'à celles avec la Syrie et

RÉFUGIÉS ARABES Poste de contrôle près de la ligne de front, au sud de Kirkouk. Une femme arabe implore les pechmergas de laisser entrer sa famille en territoire kurde. En deux ans, le Kurdistan a accueilli plus de 1 million de personnes. Certains y réclament un contrôle de l'immigration.



la Turquie, au nord-ouest. Les pechmergas arrivaient parfois en taxi sur les champs de bataille, avec des tennis aux pieds, des tenues de camouflage dépareillées, et des armes d'un autre âge.

Parmi ces soldats fonçant vers le front figurait Botan Charbarjeri. Quand il est arrivé à Kirkouk, en tête de son unité de volontaires en âge de fréquenter l'université, les pays occidentaux s'étaient mis à soutenir les pechmergas par des frappes aériennes. Cette intervention a permis aux Kurdes de contenir les combattants de l'EI, puis, par endroits, de les repousser. Pour l'heure, Kirkouk était sauvée. Les Kurdes sont devenus l'une des seules forces capables de se dresser contre l'EI.

Cependant, les combats faisaient encore rage aux abords de la ville, dans de petites localités à moitié en ruines surtout peuplées d'Arabes. Formée à la hâte au maniement des armes, l'unité de Charbarjeri n'avait participé que de façon épisodique à de vrais combats. Quelques échanges de tir ça et là, quelques *selfies* pris à côté d'un ennemi mort. Ses jeunes membres se disaient heureux de faire la cuisine, la lessive ou autre pour leurs camarades combattants, et c'était vrai, bien que nombre d'entre eux rêvasent de montrer de quoi ils étaient capables autrement qu'en lavant du linge.

Charbarjeri a connu sa première véritable bataille lors d'un mouvement confus sur un village appelé Saiyid Khalaf, au sud-ouest de Kirkouk. Son unité suivait le groupe principal de pechmergas, qui avançait lentement vers les positions de l'EI. Un commandant a ordonné à ses hommes d'aller de l'avant, et Charbarjeri, comme étourdi, armé du fusil qu'il avait acheté en vendant son oud, a couru en se protégeant derrière un véhicule blindé.

Un combattant de l'EI s'est mis à tirer sous le véhicule pour toucher les assaillants aux jambes. Une balle a transpercé le mollet de Charbarjeri, avant de briser la jambe d'un autre pechmerga. Tous deux sont tombés. L'ennemi aurait pu les achever si d'autres cibles n'avaient attiré son attention. Charbarjeri a tenté de se relever, en vain. Des camarades l'ont tiré en arrière, confié en urgence à une ambulance, et les Kurdes ont bientôt battu en retraite. Peu après, ses parents lui ont rendu visite à l'hôpital. Sa mère pleurait. Son père, Mohammed, ne pouvait pas parler tant il était irrité. Tout risquer, et pour quoi ? par bravoure ? par patriotisme ? pour un pays qui n'était même pas un pays ? Plus tard, le père me confiera que, même lors de sa colère à l'hôpital, il était terriblement fier de son fils. C'est la nuit. Assis à même le sol, nous dînons dans la maison familiale, dans les montagnes de

FAMILLE DÉCIMÉE Une famille yézidie tient les photos de ses membres masculins tués par l'EI en essayant de fuir Tel Azar. « Je me suis caché sous des couvertures et j'ai entendu des tirs, raconte un jeune garçon. Quand je suis sorti, je les ai tous vus – mon père, mes oncles – morts. »



l'est du Kurdistan. « S'il le fallait, nous combattrions tous pour le Kurdistan, dit Mohammed. Même si nous n'y croyons pas toujours. »

Le jour où Charbarjeri a été blessé, Sami Hussein, l'Arabe qui avait rejoint l'EI, était quelque part dans la région. Je le rencontre un matin, deux mois plus tard. Il a été capturé la veille, avec six autres jeunes combattants, lors d'un raid de police à Kirkouk.

Hussein est détenu dans une pièce étroite d'un poste de police, près du centre-ville. Il a la mine renfrognée, les épaules voûtées, et ne porte pas de chaussures. Un policier place une petite table en plastique et une tasse d'eau devant lui. Hussein semble indemne. Son pouce est teinté de l'encre utilisée pour signer sa déposition.

Un policier en civil lui pose toute une série de questions. Pourquoi as-tu rejoint l'EI ? Ton unité compte-t-elle beaucoup de combattants étrangers ? Qu'avez-vous fait aux jeunes filles yézidiennes que vous avez capturées ? La question fait allusion aux sévices infligés aux membres d'un petit groupe ethnique et religieux kurde non musulman. Le sort que les djihadistes leur ont réservé a épouventé le monde. Mais, en réalité, c'est moi que visait la dernière question du policier. Il veut rappeler à l'Occidental que je suis toute l'horreur que doivent affronter les

Irakiens abandonnés à leur sort.

« Les combattants [de l'EI] capturèrent les Yézidis et leur font tout ce qui leur passe par la tête », répond sèchement Hussein. Il me dit qu'il regrette d'avoir rejoint l'EI, dont les promesses de gloire et de rédemption islamique sont illusoire. « Ce ne sont pas des musulmans. » Il se tortille sur son siège, les yeux rivés au sol.

Hussein n'est plus qu'un gamin totalement perdu, épuisé et pieds nus. Bientôt, le chef de la police et général kurde Sarhad Qadir m'escorte jusqu'à un petit jardin où les autres prisonniers de la nuit sont agenouillés sur une pelouse bien verte, menottés et yeux bandés. Je demande :

« Que va-t-il leur arriver ? »

— Ils iront en prison, répond négligemment le général. Ce qui leur arrivera par la suite ne dépend pas de moi. »

Il est difficile d'ignorer la rumeur persistante voulant que les Kurdes et les Arabes exécutent couramment leurs prisonniers de l'EI. Je pose la question à mon interprète en sortant du poste :

« Que va-t-il arriver au gamin ? »

— Il sera exécuté, bien sûr.

— Comment le savez-vous ?

— Qu'est-ce que ça peut vous faire ? C'est un type de l'EI. »

En vérité, je pensais à la mère de Hussein, me demandant si elle reverrait son fils un jour.

Lors des semaines qui suivent, je tente de retrouver la trace de Hussein. J'interroge policiers, chefs pechmegas, hommes politiques, avocats, et même le Premier ministre. Personne ne peut – ou ne veut – me renseigner.

Pendant un temps, je suis obsédé par ce cas. Pas vraiment par sympathie – il est difficile d'éprouver ce genre de sentiments pour un volontaire de l'EI. Mais l'histoire de Hussein résume les questions qui se posent aux peuples du Kurdistan, de l'Irak, et de tout le Moyen-Orient : comment construire et devenir une nation viable ? Comment vivre en bonne intelligence avec ses voisins et empêcher ses compatriotes, quels qu'ils soient, de sombrer et de se retourner contre vous ?

Hussein n'est que l'un des combattants qui ont afflué par dizaines de milliers pour s'offrir à l'EI. N'ayant pas réussi à le retrouver, j'en ai cherché d'autres. De nombreux soldats de l'EI en Irak sont des habitants du pays recrutés ou enrôlés de force dans des territoires contrôlés par les djihadistes. Ce sont surtout des Arabes sunnites. Mais il y a aussi de jeunes Kurdes.

Dans la ville kurde de Qala Diza, un homme nommé Salah Rachid me parle de son beau-frère Hemin, qui a rallié l'EI en 2014. Âgé de 18 ans, celui-ci était à la dérive, un laissé-pour-compte de la décennie dorée du Kurdistan, incapable de trouver un travail stable. Peu à peu, il a été radicalisé par un imam local, kurde comme lui, qui prononçait des prêches sur la guerre sainte, le martyre et le Paradis. Hemin (suite page 114) (suite de la page 111) et plusieurs de ses compagnons sont partis appliquer les sermons de leur maître à penser en Syrie. Ils espéraient y combattre les forces du dictateur Bachar al-Asad. Mais les chefs de l'EI les ont renvoyés en Irak pour affronter leur propre peuple.

Rachid a suivi les mouvements de Hemin en lui téléphonant, et sur Facebook. Il a acquis la conviction que son beau-frère était malheureux. Hemin ne s'était pas engagé pour combattre les Kurdes, et ne semblait plus croire à la propagande de l'EI. Le jeune homme a été tué en octobre 2014 dans la ville de Sinjar, tombée aux mains de l'EI (et reprise par les pechmegas fin 2015). On a dit à Rachid que Hemin était mort au combat, mais il n'en croit pas un mot.

« Nous pensons qu'il s'apprêtait à quitter Daech [l'acronyme de l'EI en arabe]. En effet, il n'y avait pas de combats à Sinjar le jour où il est décédé. Je pense qu'il voulait rentrer chez lui, et ils l'ont tué. »

Rachid a supplié les chefs de l'EI de lui permettre de récupérer le corps de Hemin. Ils ont refusé, laissant sa famille imaginer ce qu'avaient été ses derniers jours à partir de ses dernières photos sur Facebook. Ces clichés montraient un

garçon désorienté et ayant pris de l'embonpoint, dans une tenue de camouflage trop grande.

« Hemin avait tendance à grossir, m'explique Rachid. Beaucoup de garçons rejoignent Daech non pas parce qu'ils sont extrémistes, mais parce qu'ils ne se sont pas trouvés eux-mêmes. Je m'en veux de ne pas m'être occupé davantage de lui. Dieu sait ce qui lui arrivera maintenant. » Rachid parle de l'au-delà où, m'assure-t-il, Hemin ne trouvera pas le Paradis.

Sur la route du retour vers Sulaimaniya, je pense à Sami Hussein. Au mieux, il est incarcéré dans une cellule, quelque part. Peut-être compte-t-il ses derniers jours à vivre.

La semaine suivante, je montre à Botan Charbarjeri une photo de Hussein que j'ai prise. Il empoigne mon iPhone et regarde fixement ce combattant de l'EI. « Je le hais, s'écrie-t-il. Il me donne des envies de vengeance. J'aurai ma revanche. Pour ce qu'ils m'ont fait et ce qu'ils nous ont fait à tous. Je te le promets. »

Pendant ma dernière visite au Kurdistan, en octobre, je recherche de nouveau Hussein. Le général de police qui l'a arrêté ne se rappelle pas son nom, et le système judiciaire irakien reste toujours aussi impénétrable. J'envisage d'aller simplement de porte en porte à travers les quartiers arabes de Kirkouk en montrant la photo de Hussein, mais c'est un plan risqué. Mon interprète m'avertit que je pourrais mettre en danger les gens qui nous parleraient.

Ainsi Hussein s'est-il évaporé, à tout le moins pour moi. Un fantôme de plus parmi les milliers de portés disparus au cours des dix, voire des cinquante dernières années.

Loin du front, mes amis kurdes semblent exténués et mélancoliques. Les pechmegas

ont continué à repousser l'EI dans plusieurs zones. Mais, ailleurs, l'armée irakienne s'est effondrée. De grandes villes comme Mossoul étouffent encore sous le joug des djihadistes. L'économie irakienne (et, avec elle, l'économie kurde) titube, plombée par la baisse des prix du pétrole et les années de guerre. Le pays, à feu et à sang, semble s'éloigner encore davantage de la réconciliation. Et, au Kurdistan même, les vieilles blessures se rouvrent, tandis que les nouvelles ne font qu'empirer.

En ce même mois d'octobre, des manifestations ont lieu dans plusieurs villes et localités kurdes. La plupart sont pacifiques – par exemple, des enseignants exigent le versement de leurs salaires, impayés depuis plusieurs mois. Mais d'autres manifestants réclament des réformes politiques, parfois de façon violente. Il y a des morts. À Sulaimaniya, des policiers en tenue noire antiémeute encerclent le bazar central ; des unités de pechmegas sont rappelées du front pour maintenir l'ordre. À la nuit tombée,



VESTIGES DE LA PROSPÉRITÉ Des pechmergas revenant du front font du stop à Erbil. Des édifices inachevés témoignent d'une période plus prospère. « Nous n'avons pas été payés depuis des mois, dit un soldat. Mais peu importe. Nous sommes tous prêts à mourir pour le Kurdistan. »

Rachid a supplié les chefs de l'EI de lui permettre de récupérer le corps de son beau-frère. Ils ont refusé.

des convois militaires s'introduisent subrepticement dans la ville.

En dépit des émeutes, Botan Charbarjeri semble optimiste. Il est récemment retourné sur les bancs de l'université à plein temps. Il a abandonné ses études d'ingénieur au profit des relations internationales. Quelqu'un lui a offert un nouvel oud, plus beau que le précédent.

Son AK-47 ne bouge plus de sa chambre à coucher, à demi oublié dans un placard entre deux couvertures. Charbarjeri n'envisage plus de retourner faire la guerre.

« La politique est la seule façon de faire changer les choses », me dit-il. J'ai sans doute ri à cette affirmation, car Charbarjeri devient soudain très sérieux. « Vraiment, je le pense. Au Kurdistan, on ne peut rien faire hors des partis politiques. Ce sera mon prochain combat. »

Nous déambulons dans la rue Salim, dans la ville de Sulaimaniya. Là, quand il fait beau, les rues sont bondées quasiment tous les soirs de jeunes Kurdes – des hommes, pour l'essentiel – qui vont et viennent, boivent du thé, jouent au volley-ball, mangent, rient et écrivent des textos jusqu'au matin.

Mais, ce jour-là, les rues sont étrangement tranquilles. Des hommes poussent des charrettes chargées de fruits, en quête de clients. On entend le grincement des roues, le miaulement

d'un chat. Mais il n'y a plus cette foule dans laquelle se frayer un chemin en jouant des coudes ni de nuages de fumée de cigarettes. Je demande à Botan Charbarjeri ce qui se passe, supposant que ce calme est dû à la météo, ou peut-être à un match de football. « Ils sont si nombreux à être partis », répond-il.

Je comprends : repartis chez eux.

« Non, me corrige-t-il : en Europe. Ils sont devenus des réfugiés. Ils vont en Turquie, puis essaient de passer en Grèce, ou ailleurs. Puis en Allemagne. Tout le monde veut partir.

— Pourquoi ?

— Tout le monde pense que l'Irak est *tawaw*, fini. Et on ne croit plus au Kurdistan. Avec l'EI, et l'économie qui part à vau-l'eau, ils ne voient plus de perspectives. Je connais tant de gars qui sont partis. »

J'imagine les camps surpeuplés, les difficultés en Europe à mesure que les colonnes de migrants remplis d'espoir affluent. Parmi ceux qui survivront au voyage, de nombreux Kurdes rejoindront des membres de leur famille déjà établis sur le Vieux Continent. L'exode a commencé voilà déjà plusieurs années. C'est seulement le rythme qui s'accélère.

« Et toi ?, demandé-je. Tu resteras ?

— Oui, sourit Botan Charbarjeri. Je suis un Kurde de ce genre-là. Je ne partirai jamais ! » □